

Enzo Traverso

À FEU



ET À SANG

*De la guerre civile
européenne
1914-1945*

un ordre d'idées STOCK

Enzo Traverso

À sang et à feu

De la guerre civile européenne 1914-1945

Stock

2007

Du même auteur

Les Marxistes et la question juive. Histoire d'un débat, 1843-1943, préface de Pierre Vidal-Naquet, Paris PEC-La Brèche, 1990. Réédition chez Kimé, 1997.

Les Juifs et l'Allemagne. De la « symbiose judéo-allemande » à la mémoire d'Auschwitz, Paris, La Découverte, 1992.

Siegfried Kracauer. Itinéraire d'un intellectuel nomade, Paris, La Découverte, 1994. Réédité et augmenté de la revue, 2006.

Pour une critique de la barbarie moderne. Essais sur l'antisémitisme, Lausanne, Page 2, 1995.

L'Histoire déchirée. Essai sur Auschwitz et les intellectuels, Paris, Éditions du Cerf, 1997.

Le Totalitarisme. Le ^{xx}e siècle en débat, Paris, Seuil, 2001.

La Violence nazie. Une généalogie européenne, Paris, La fabrique, 2002.

La Pensée dispersée. Figures de l'exil judéo-allemand, Paris, Léo Scheer, 2004.

Le Passé : modes d'emploi. Histoire, mémoire, politique, Paris, La fabrique, 2005.

Table des Matières

[Page de Titre](#)

[Table des Matières](#)

[Page de Copyright](#)

[Du même auteur](#)

[Dédicace](#)

[Introduction](#)

[PREMIÈRE PARTIE - Passages à l'acte](#)

[1 - Ouverture](#)

[INTERPRÉTATIONS](#)

[ANTÉCÉDENTS](#)

[CYCLE](#)

[SÉQUENCE](#)

[2 - Anatomie de la guerre civile](#)

[ANOMIE](#)

[PARTISANS](#)

[VIOLENCE CHAUDE](#)

[VIOLENCE FROIDE](#)

[DICTATURE](#)

[3 - Guerre contre les civils](#)

[ANÉANTIR](#)

[BOMBARDER](#)

[DÉRACINER](#)

[4 - Juger l'ennemi](#)

[DEBELLATIO](#)

[JUSTICE POLITIQUE](#)

[ÉPURATION](#)

[AMNISTIE](#)

[SECONDE PARTIE - Cultures de guerre](#)

5 - Éclatement

PRÉFIGURATIONS

FIÈVRE CHAUVINE

CHAMP D'HONNEUR ET ABATTOIR

6 - Imaginaires de la violence

PEUR

BÉHÉMOTH

JEUNESSE MÂLE

ALLÉGORIES FÉMININES

7 - La critique des armes

LES MUSES COMBATTANTES

LÉGALITÉ ET LÉGITIMITÉ

« RELATIONS DANGEREUSES »

DILEMMES ÉTHIQUES

8 - Les antinomies de l'antifascisme

LUMIÈRES ET ANTI-LUMIÈRES

STALINISME

HOLOCAUSTE

Remerciements

Bibliographie sélective

Crédits photographiques

DANS LA MÊME COLLECTION

Introduction

Des images du ^{xx}^e siècle se sont inscrites dans notre mémoire comme des repères visuels, des icônes du passé qui en résument le sens et en restituent la saveur. Tout le monde connaît les bouteilles de Coca-Cola d'Andy Warhol, la silhouette de l'astronaute Neil Armstrong posant le pied sur la Lune ou le bonheur artificiel des sourires de Marilyn Monroe. Lorsque nous pensons aux décennies qui s'étendent d'une guerre mondiale à l'autre, par contre, tout s'assombrit. On voit des tranchées, les rails à l'entrée du camp d'Auschwitz-Birkenau sous la neige de l'hiver polonais, le champignon atomique d'Hiroshima. L'âge des extrêmes produit son imaginaire de l'horreur, derrière lequel se cache un univers de souffrance, mais aussi d'expériences sociales, de cultures partagées, d'idées et de luttes que ce livre voudrait explorer à travers le concept de « guerre civile européenne ». Ce dernier a été utilisé par nombre de commentateurs et d'interprètes, dès l'entre-deux-guerres, même si le seul à l'avoir élaboré de façon systématique – et fort discutable – a été Ernst Nolte. Je le reprends ici à mon compte pour essayer de saisir le sens d'une époque de guerres et de révolutions dans laquelle la symbiose entre culture, politique et violence a profondément façonné les mentalités, les idées, les représentations et les pratiques de ses acteurs. Ce travail répond au besoin de revisiter ou de dépasser quelques controverses historiographiques des dernières décennies autour de l'interprétation du fascisme, du communisme, de la Résistance, pour les replacer dans une perspective plus large, en décroissant les contextes étudiés. Il vise aussi à rétablir une perspective historique contre l'anachronisme aujourd'hui fort répandu qui projette sur l'Europe de l'entre-deux-guerres les catégories de notre démocratie libérale comme s'il s'agissait de normes et de valeurs intemporelles. Cette tendance consiste à réduire un âge de guerres, de révolutions et de contre-révolutions aux horreurs du totalitarisme. La tentation est d'autant plus risquée que la guerre civile est précisément un moment dans lequel ces normes se révèlent caduques. Elle a sa logique et ses « lois » propres s'imposant fatalement à tous les combattants, y compris à ceux qui ont pris les armes pour lutter contre le fascisme et pour défendre ou restaurer la démocratie. Autrement dit, il y a une erreur de perspective à vouloir analyser avec les lunettes de Jürgen Habermas et de John Rawls une époque qui a produit Ernst Jünger et Antonio Gramsci, Carl Schmitt et Léon Trotsky. Si nous ne considérons pas la démocratie seulement comme un ensemble de normes mais aussi comme un produit historique, nous pouvons saisir le lien génétique qui la relie à un âge de guerre civile.

L'historienne Annette Wieviorka a défini notre époque comme l'« ère du témoin », en soulignant l'attention que l'on porte aujourd'hui au récit des acteurs du passé et notamment à une catégorie particulière : les *victimes*, qui, dans le lexique courant, sont devenues synonymes de témoins. Ce déplacement du regard, autrefois tourné vers les héros et maintenant vers les victimes, a accompagné une nouvelle conscience historique selon laquelle le ^{xx}^e siècle est le temps de la violence. Sur le

plan historiographique, ce tournant a coïncidé avec une remise en question salutaire des anciens paradigmes positivistes qui faisaient des archives écrites les sources privilégiées, sinon exclusives, de la recherche, et avec l'émergence de nouvelles approches attentives aux sources orales, à la vie des « subalternes » et à leur subjectivité. Les témoins jadis ignorés polarisent de nos jours l'intérêt des chercheurs. Cette mutation a été fructueuse, puisqu'elle a élargi l'horizon de l'investigation, mais l'interaction entre histoire et mémoire soulève de vastes questions pour les historiens du monde contemporain. Elles ne tiennent pas seulement au statut et à la subjectivité des témoins. Si, comme l'a montré Raul Hilberg, la violence de masse est la résultante d'un triangle – les exécuteurs, les victimes et les « témoins² » (*bystanders*), c'est-à-dire la « zone grise » qui se trouve au milieu et dont l'attitude est souvent décisive pour le dénouement d'un conflit –, la focalisation exclusive sur la mémoire des victimes risque de mutiler la reconstruction et la lecture d'un événement. Il faut éviter deux écueils : d'un côté, l'« empathie » avec les exécuteurs, difficile mais nécessaire pour en pénétrer les motivations et l'univers mental, peut déboucher sur l'apologie (la « querelle des historiens » allemands des années 1980 demeure une expérience à méditer de ce point de vue³) ; de l'autre, l'empathie unilatérale avec les victimes peut annuler la distance critique indispensable à l'historien, le transformant en avocat de la mémoire qui « compatit » au lieu d'analyser et de comprendre.

Ce livre n'ignore pas les victimes – un chapitre est consacré aux souffrances des civils pendant les guerres mondiales – mais il se penche surtout sur les acteurs de la violence, ceux qui la font et qui, lorsqu'ils la subissent, l'assument comme conséquence prévisible de leurs choix. Il s'agit, en d'autres termes, de rééquilibrer la perspective historique en redonnant visibilité aux acteurs des guerres et des révolutions, aux vainqueurs comme aux vaincus. Occultés par une mémoire publique du ^{xx}e siècle vu comme temps du totalitarisme et des génocides – une mémoire dont la « religion civile » de l'Holocauste constitue à plusieurs égards le paradigme⁴ –, ils ont connu une éclipse, emportant avec eux quelques clefs d'intelligibilité du siècle écoulé. Ce constat recoupe une remarque méthodologique importante de Reinhart Koselleck, selon laquelle, « à long terme, les gains historiques de connaissance proviennent des vaincus⁵ ». Les vaincus de la guerre civile européenne sont de tous bords : ils s'appellent Rosa Luxemburg, Antonio Gramsci, Manuel Azaña, Léon Trotsky, Walter Benjamin, mais aussi Ernst Jünger ou Carl Schmitt. C'est pourquoi leurs idées occupent une grande place dans cet ouvrage, en faisant l'objet de réflexions et d'analyses critiques, au-delà des sympathies et des antipathies qui me rapprochent ou m'éloignent des uns et des autres.

En 1948, Cesare Pavese terminait *La Maison sur les collines*, son roman sur la Résistance italienne, par les mots suivants : « Moi, je ne crois pas que tout cela puisse s'achever. Maintenant que j'ai vu ce qu'est la guerre, la guerre civile, je sais que si elle finissait, tout le monde devrait se demander : “Qu'allons-nous faire de ceux qui sont tombés ? pourquoi sont-ils morts ?” Je ne saurais pas quoi répondre.

Pas pour le moment, du moins. Et je n'ai pas le sentiment que d'autres sauraient. Il n'y a peut-être que les morts à savoir, et il n'y a qu'eux pour qui la guerre soit finie pour de bon⁶. » On pourrait lire cette conclusion amère comme le reflet du malaise profond de Pavese pendant les années de guerre, celui d'un antifasciste convaincu qui ne réussit jamais à surmonter ses réticences éthiques vis-à-vis du choix des armes et préféra s'isoler dans la campagne piémontaise, lorsque la lutte contre l'occupation allemande et le régime de Salò faisait rage autour de lui. Pour certains critiques, qui ont parlé du « syndrome de la maison sur les collines », ces mots sont emblématiques d'une tendance plus générale. Dans son roman, Pavese aurait donné une voix à la « zone grise », le vaste groupe indistinct de tous ceux qui, par peur, par refus de la violence ou par opportunisme, n'ont pas pu ou voulu choisir leur camp pendant la guerre civile⁷. Ceux qui se sont retirés et cachés, non pour se protéger d'une persécution mais pour échapper à un conflit qui déchirait la société, et divisait leur communauté. Certains ne savaient pas de quel côté se ranger, d'autres, tout en reconnaissant le bien-fondé de l'action des antifascistes, n'osaient pas les suivre et encore moins s'engager dans la lutte armée. Ils se sentaient un peu lâches et coupables de leur passivité, mais ce sentiment était éclipsé par le spectacle horrible de la violence et de la mort de masse devant lequel aucune valeur et aucune idéologie ne semblaient trouver de justification.

La littérature, souvent, est prémonitoire. Ce roman formule des conceptions et véhicule une vision de la guerre, de la Résistance et de l'antifascisme, qui reflètent davantage la sensibilité et les opinions de ce début du ^{xxi}e siècle que celles qui dominaient dans la culture européenne à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. La seule mémoire de cet âge de fer et de sang de la première partie du ^{xx}e siècle qu'il semble aujourd'hui nécessaire de préserver est la mémoire des victimes, les victimes innocentes d'une explosion de violence insensée. Face à ce souvenir, celui des combattants a perdu toute dimension exemplaire, sinon celle d'un modèle négatif. Fascistes et antifascistes sont également rejetés comme représentants d'une époque révolue pendant laquelle l'Europe sombra dans le totalitarisme (communiste ou nazi). La seule grande cause qui méritait que l'on s'engage, suggère la sagesse post-totalitaire, n'était pas politique mais humanitaire. Oskar Schindler a ainsi détrôné Missak Manouchian. L'exemple à retenir est celui de l'entrepreneur (inscrit au parti nazi) qui sauve ses employés juifs, non celui des immigrants (juifs ou arméniens, italiens ou espagnols) qui se battent contre le nazisme au sein d'un mouvement lié au Parti communiste. Et si l'on évoque ces combattants, c'est pour souligner qu'ils se fourvoyaient, que leur cause n'a plus aucune signification pour nos contemporains et qu'ils doivent maintenant se réconcilier avec leurs anciens ennemis. C'est ainsi qu'en Italie on commémore conjointement les antifascistes et les « gars de Salò », tous patriotes, chacun à sa manière⁸. Et en Espagne on fait défiler ensemble un ex-combattant républicain et un ex-volontaire de la division Azul qui, en 1941, partit rejoindre la Wehrmacht pour combattre le communisme athée⁹.

Cette revalorisation *a posteriori* de la « zone grise » a trouvé de nombreux partisans¹⁰. Ils la célèbrent comme un réceptacle de vertus éthiques à l'abri des

fanatismes de l'utopie et des idéologies, en rappelant à quel point les impératifs de l'engagement pouvaient fourvoyer les acteurs de l'Histoire en leur faisant oublier leurs responsabilités individuelles vis-à-vis de leurs concitoyens. Reprenant la distinction classique de Max Weber entre « éthique de la conviction » et « éthique de la responsabilité¹¹ », ils opposent la seconde à la première, seule capable de prendre en compte les conséquences de chaque action, afin d'exclure celles qui (en dépit des intentions de leurs auteurs) débouchent sur le mal. Selon cette vision, les résistants prônaient une morale du sacrifice qui en faisait soit des héros prêts à s'immoler pour une cause, soit des fanatiques capables de tuer avec l'alibi de faire le bien, mais en sacrifiant des boucs émissaires au nom d'une idéologie. À cette morale exécrationnelle qui produit des héros et des bourreaux, souvent au hasard des circonstances, ils préférèrent une morale apolitique qui ne vise pas à édifier une communauté idéale – l'utopie totalitaire de l'Homme nouveau – mais se soucie des hommes réels. Ses représentants n'agissent pas par désir de libérer le genre humain mais simplement dans le but d'éviter des victimes innocentes ou de les secourir. Les uns font le lit des totalitarismes, les autres incarnent les vertus plus humbles mais incomparablement plus nobles de l'humanitarisme.

Dans la réalité d'une guerre civile, cependant, la vaste gamme de comportements de ses acteurs apparaît souvent difficile à inscrire dans ces deux types idéaux esquissés par Weber. L'éthique de la conviction et l'éthique de la responsabilité ne sont jamais complètement séparées, mais au contraire reliées, mêlées de manière variable. Les résistants s'interrogent beaucoup sur les conséquences de leurs actions – leurs débats en témoignent – et les humanitaires ne sont pas toujours dépourvus de convictions politiques, loin de là. Peut-on blâmer les auteurs de l'attentat contre Heydrich, à Prague, en mai 1942, qui fut suivi par le massacre de Lidice ? Aurait-il fallu éviter l'attentat de la via Rasella, à Rome, en mars 1944, dans lequel la Résistance tua trente-deux soldats allemands ? C'est l'avis de ceux qui lui imputent les représailles nazies, lors du massacre des Fosses Ardeatine, où furent exécutés 335 civils. Ces questions se posèrent partout en Europe. Fallait-il subir passivement l'occupation allemande, sans résister ? Quelle légitimité en auraient tirée les institutions nées de la Libération ? Ces dilemmes taraudaient les acteurs de l'époque. En avril 1943, l'insurrection du ghetto de Varsovie fut précédée par un intense débat au sein de la Résistance juive, dans lequel l'éthique de la conviction l'emporta sur l'éthique de la responsabilité. Sur la base d'une simple appréciation des rapports de forces, les combattants juifs n'avaient aucune chance de s'imposer et leur choix pouvait apparaître purement suicidaire. Il n'est pas difficile de reconnaître, rétrospectivement, que la morale du sacrifice de ces insurgés valait plus que le sens de la responsabilité des notables de conseils juifs qui, en collaborant, n'agissaient pas toujours par opportunisme ou conformisme (l'obéissance aux autorités comme un *habitus*, comme une norme intériorisée) mais souvent, suite à un mauvais calcul des conséquences de leurs choix, par souci de sauver des vies humaines. Le suicide d'Adam Czerniakow, le président du conseil juif du ghetto de Varsovie, en 1942, en est l'illustration dramatique¹². L'idéologie des syndicats et des partis de la gauche

hollandaise qui ont organisé, en décembre 1941, une grève générale contre la déportation des juifs d'Amsterdam valait plus que l'éthique de la responsabilité de sir Arthur Harris, l'organisateur de la destruction des villes allemandes sous des milliers de tonnes de bombes, ou de Harry Truman, qui justifiait l'anéantissement atomique de Hiroshima et Nagasaki en arguant, en homme d'État responsable, le nombre élevé de victimes américaines en cas d'invasion du Japon.

Si la première moitié du ^{xx}e siècle est suffisamment lointaine pour permettre un regard distancié, surtout de la part de ceux qui ne l'ont pas vécue, les pages qui suivent refusent de la réduire à une catastrophe humanitaire ou à un exemple effrayant de la malfaisance des idéologies. Elles partent de l'idée que, si toutes les guerres civiles sont des tragédies, certaines méritent que l'on s'y engage¹³. Que nous, citoyens d'une Europe démocratique, avons contracté une dette à l'égard de ceux qui se sont battus pour la construire. Qu'une démocratie amnésique est forcément fragile, surtout dans un continent qui a connu les fascismes. Et qu'il ne faudrait pas confondre une attitude de rejet apolitique de l'engagement, de condamnation de la violence et de stigmatisation des idéologies, avec une forme de sagesse intemporelle. Il ne s'agit pas de contester les vertus civiques de l'humanitarisme, mais simplement de refuser que notre sensibilité post-totalitaire nous conduise à transformer une catégorie éthico-politique en une catégorie historique, en pensant que la condamnation morale de la violence puisse remplacer son analyse et son interprétation. L'esprit du temps conservateur présente l'humanitarisme comme le corollaire indispensable du libéralisme, immunisé contre les idéologies et surgi des cendres d'un siècle d'horreurs. Contre cette tendance, l'historien américain Arno J. Mayer a écrit un grand livre, *Les Furies*, qui mériterait d'être davantage lu et médité. Il y rappelle, dans le sillage de Machiavel, Hobbes et Marx, que la violence est une « accoucheuse » de l'Histoire, dont elle dessine le cours et rythme le mouvement¹⁴. Ce n'est ni une assertion philosophique ou anthropologique¹⁵ ni un plaidoyer projacobin ou probolchevique, mais le point de départ de tout effort sérieux de mise en histoire du ^{xx}e siècle.

Une telle approche n'a pas grand-chose à voir, cela va de soi, avec l'historiographie de la violence aujourd'hui dominante. Pour l'historien de la Révolution française Patrice Gueniffey, la Terreur « est une fatalité [...] de toute révolution considérée comme modalité de changement¹⁶ ». Par conséquent, conclut-il, l'importance du jacobinisme tient à son caractère d'archétype, comme l'avait bien compris Auguste Cochin qui, en analysant la Terreur de l'an II, avait inconsciemment contribué à l'« autopsie du bolchevisme¹⁷ ». Selon Gueniffey, deux traits caractérisent les révolutions : une « terreur infinie » et l'« assassinat en série des victimes », selon un scénario qui « n'a cessé de se répéter depuis deux siècles¹⁸ ». En somme, les jacobins auraient fourni aux bolcheviks un modèle pour leur politique d'extermination. Nolte nous avait déjà expliqué que le « génocide de classe » des bolcheviks constitue le « *prius* logique et factuel » duquel est né, par une sorte d'imitation réactive, la violence nazie¹⁹. La boucle est bouclée : la condamnation du

totalitarisme se traduit ainsi dans le procès de la violence révolutionnaire. Il serait temps, après presque vingt ans de régression historiographique pendant lesquels nous avons eu droit à des versions anticomunistes du « Cours abrégé d'histoire du Parti communiste de l'URSS », où le socialisme s'est mué en cauchemar totalitaire mais où l'idéologie est solidement restée aux commandes, de redécouvrir la prose limpide d'Isaac Deutscher qui, encore portée par le souffle de l'Histoire avec ses tourments et ses contradictions, voyait dans la révolution russe à la fois un acte émancipateur de portée universelle et l'origine d'un régime despotique, bientôt totalitaire²⁰.

La relecture de l'Histoire du ^{xx}e siècle après la fin de la guerre froide ne pouvait pas épargner la tradition antifasciste. L'opposition entre fascisme et antifascisme a dominé la culture politique des années 1930 et 1940, lorsqu'elle prenait la forme d'une alternative dramatique devant laquelle était placée l'Europe. Après la guerre, l'antifascisme s'est transformé en une sorte de « religion civile » de plusieurs régimes démocratiques qui avaient connu la Résistance. Or, cette époque semble révolue. Depuis une dizaine d'années, l'antifascisme est descendu de son piédestal et fait aujourd'hui l'objet d'une révision critique. En Italie, les médias le présentent comme le responsable des dérives catastrophiques de la « Première République ». Le principal biographe de Mussolini, Renzo De Felice, avait mené une bataille pour surmonter le « paradigme antifasciste » qui est à ses yeux la tare majeure de l'historiographie de l'après-guerre et plusieurs historiens l'ont suivi dans cette voie²¹. En Allemagne, depuis la réunification, l'antifascisme n'a plus droit de cité. Il a été abandonné avec l'arsenal dogmatique de l'ancienne RDA, mais sa disparition a emporté avec elle une mémoire publique – celle de l'exil et de la lutte contre le régime hitlérien – qui allait bien au-delà d'une idéologie d'État. Pour certains observateurs, l'antifascisme n'était au fond qu'un « mythe », décliné en un ensemble de symboles et pratiques ritualisés, derrière lequel s'érigait une idéologie totalitaire fondée sur les principes du parti unique, de l'économie étatisée et d'un ordre social hiérarchique²². En France, la campagne contre l'antifascisme a été lancée, il y a quelques années, par un article d'Annie Kriegel dans *Commentaire*²³. Elle a connu son moment le plus médiocre lors de la parution d'un pamphlet qui dressait un portrait de Jean Moulin en agent soviétique²⁴ et, sur un plan culturel plus élevé, son apogée avec *Le Passé d'une illusion* de François Furet, un livre où l'antifascisme est présenté comme une entreprise propagandiste qui aurait permis au totalitarisme soviétique d'étendre son influence sur la culture occidentale. Par l'antifascisme, écrit-il, « les communistes ont repris du galon démocratique, sans rien abandonner sur le fond de leurs convictions. À l'heure de la Grande Terreur, le bolchevisme se réinvente comme liberté par la vertu d'une négation²⁵. » Autrement dit, l'antifascisme s'impose comme simple déguisement démocratique du communisme, cherchant d'une part à élargir son influence politique, d'autre part à cacher sa nature totalitaire. Ce jugement contient une part de vérité, mais il est unilatéral et réducteur, car il ne prend en compte ni la pluralité du phénomène antifasciste, dans lequel convergeaient différentes sensibilités et orientations idéologiques, ni son ampleur et son

enracinement, tant social qu'intellectuel. La complexité de la relation entre antifascisme et stalinisme est *a priori* évacuée par une approche qui ne voit dans le premier qu'une créature et un produit dérivé du second. On pourrait arguer que, en se débarrassant de l'antifascisme, on risque d'effacer le seul visage décent que l'Italie a su donner d'elle-même de 1922 à 1945, l'Allemagne de 1933 à 1945, la France de 1940 à 1944, l'Espagne et le Portugal pendant près de quarante ans. Mais, quoique pertinente, cette réponse ne suffit pas. Pour comprendre l'antifascisme à la fois dans sa complexité et dans ses contradictions, il faut procéder à sa mise en histoire critique. Là commencent les difficultés, car le débat historiographique actuel montre bien que l'heure n'est pas à une historicisation dépassionnée et distanciée. Penser historiquement l'antifascisme reste un travail indissociable de l'usage public de l'histoire et de ses enjeux politiques. Une mise en histoire critique devrait néanmoins dépasser les clichés opposés de la stigmatisation idéologique et de l'apologie aveugle, tous deux unilatéraux et donc faux. Dans ce livre, l'antifascisme sera analysé surtout en tant que lieu de radicalisation et de politisation des intellectuels. C'est au miroir de leur engagement, dans la période de l'entre-deux-guerres, puis de la Résistance, qu'il révèle à la fois son énorme pouvoir d'attraction et ses contradictions internes.

Si cet ouvrage n'est pas consacré à la *mémoire* des violences de guerre, comme tout travail d'histoire, il comprend inévitablement une part de mémoire qui a orienté mes questionnements et ma réflexion. Ce n'est pas la mémoire d'un « témoin », fondée sur les souvenirs d'un passé vécu, puisque cette époque précède ma naissance, mais plutôt, selon le concept de Marianne Hirsch, une « postmémoire²⁶ ». Autrement dit, une mémoire collective dont j'ai reçu des bribes dès mon enfance. Parfois émaillée de contradictions ou figée en légende, elle s'est dessinée au fil des ans. Transmise au sein d'une famille antifasciste, elle collait donc, *grosso modo*, au discours public dominant, mais pas toujours avec celui de mes camarades de classe.

Je suis né à Gavi, une petite ville piémontaise d'environ trois mille habitants. Coincée entre une rivière et un château, entourée de collines, elle ne manque pas de charme, comme d'autres bourgades à cheval entre le Piémont et la Ligurie. Connue pour son vin blanc, ses gâteaux typiques et ses raviolis, elle mène une vie assez prospère et fort paisible, tout au moins depuis que je la connais. Ce ne fut pas le cas pendant la Deuxième Guerre mondiale, lorsque toute la région fut touchée de plein fouet par l'occupation allemande et la Résistance armée. Le château – le vieux château médiéval avait été transformé en forteresse militaire pendant la Grande Guerre – était devenu une prison pour officiers anglais et américains (souvent mieux nourris que leurs gardiens). Après la chute du fascisme, le 8 septembre 1943, les Allemands s'emparèrent du bâtiment pour y interner des prisonniers de guerre italiens. Pendant deux années terribles, entre la fin 1943 et le printemps 1945, la vallée autour de Gavi devint un microcosme de la guerre civile qui ravageait la péninsule et, plus généralement, l'Europe. En avril 1944, elle fut endeuillée par un massacre, un de ces nombreux carnages qui furent perpétrés au cours de cette année

cruciale dans le pays. Des bandes de partisans commençaient à s'organiser dans les montagnes, accueillant un nombre croissant de jeunes qui refusaient de s'enrôler dans l'armée de la République sociale italienne de Mussolini. Craignant un débarquement allié en Ligurie, les forces allemandes décidèrent de mener une grande opération de « nettoyage » (*bonifica*) dans une région stratégique, puisque l'arrivée des troupes anglo-américaines sur la plaine du Pô leur aurait très vite ouvert le chemin vers l'Allemagne. Il fallait donc contrôler les montagnes qui séparent la mer de la plaine. Le 6 avril, avec un vaste déploiement de moyens lourds, les Allemands commencèrent à bombarder la montagne tenue par les partisans, puis à la brûler au lance-flammes. Les 97 résistants capturés dans leur base, un ancien monastère appelé Benedicta, furent exécutés sur place le lendemain. Mais la chasse à l'homme se poursuivit les jours suivants. Les mises à mort, qui ont duré pratiquement une semaine, frappèrent, outre les combattants capturés, quelques paysans soupçonnés de leur avoir apporté aide ou protection. Les opérations furent menées par une unité de la Wehrmacht de deux mille soldats, mais les exécutions furent confiées à un peloton de soldats italiens (*bersaglieri*). En six jours, 147 partisans furent ainsi tués, sans compter ceux qui moururent pendant les combats. Quelques jours plus tard, 400 jeunes furent déportés à Mauthausen, dont plus de la moitié ne revint pas²⁷. Encore aujourd'hui, les avis sont très partagés quant à l'impréparation militaire des partisans – la Résistance ne prit de l'ampleur qu'au cours des mois suivants –, à la présence de traîtres dans leurs rangs et au rôle joué par un curé de la vallée qui lança un appel à la reddition, selon certains pour sauver les jeunes encore cachés, selon d'autres pour favoriser leur arrestation. J'ai entendu ces histoires maintes fois. Le récit officiel de l'événement – celui qui figure toujours dans le mémorial érigé sur le lieu du massacre – décrit un martyr dans lequel des jeunes héros se sont immolés au cours du combat contre l'envahisseur étranger. (Sur les plaques commémoratives, le mot « nazis » n'apparaît quasiment pas, car on fait surtout référence aux « Allemands ».) Mais les non-dits, les allusions et les soupçons colportés par les rumeurs locales révèlent vite que l'histoire de ce massacre allemand fut *aussi* une histoire de guerre civile entre Italiens. Les combats se poursuivirent dans la vallée. Une année plus tard, le 25 avril 1945, les bandes partisans entrèrent à Gavi, juste après le départ des troupes allemandes. Plus qu'une fête libératrice, leur arrivée fut un règlement de comptes. Les responsables fascistes avaient pris la fuite, mais les rares qui restaient, comme le *podestà* – le maire, non pas élu mais nommé par les autorités mussoliniennes –, furent exécutés, ainsi que M. Zimmermann, un dentiste allemand qui travaillait dans la ville et que les occupants utilisaient souvent comme interprète. Mon père, qui fut maire communiste de la ville après guerre, disait que le *podestà* était un « brave type », un fasciste, certes, mais pas un tortionnaire, et qu'il ne méritait pas de finir ainsi. Quant à M. Zimmermann, ma mère dit que son exécution s'est gravée dans sa mémoire comme une scène d'horreur. À peu près tous pensent qu'il fut tué simplement car il était allemand. Ma mère m'a également parlé de la chaîne de solidarités qui permettait de cacher les partisans dans la ville : lors d'une rafle, la nouvelle courait si vite qu'ils pouvaient se sauver avant l'arrivée des

soldats. J'ai souvent eu l'impression, en écoutant ces récits, que le soutien à la Résistance participait d'une entraide et d'une solidarité communautaires bien plus fortes en temps de guerre que dans les périodes ordinaires, que ce soutien ne relevait pas toujours des ressorts idéologiques et qu'il pouvait s'accompagner de réserves voire de désapprobation vis-à-vis de certaines formes de violence. J'ai souvent entendu, quand j'étais adolescent, les récits épiques des gestes des partisans : les guets-apens au tournant des routes, les fusillades, les chansons, les pseudonymes des combattants. Mais la description que plusieurs témoins donnent de leur arrivée dans la ville, le jour de la libération, ne colle pas avec le mythe. Il semble qu'ils aient eu l'air de bêtes traquées plutôt que d'une armée victorieuse.

Plusieurs juifs se cachaient dans la campagne environnante. Certains avaient été fascistes avant 1938 ; les lois raciales les avaient frappés de discrimination, mais leur persécution ne commença qu'en 1943. D'autres s'étaient engagés dans la Résistance. D'autres encore furent arrêtés par la police italienne, puis déportés. Pendant mon enfance et mon adolescence, cependant, je n'ai jamais entendu parler de la déportation des juifs. Ignorance, refoulement, indifférence ? Un mélange des trois ? Difficile à dire. À Gavi, il n'y avait pas de juifs. Mais ailleurs non plus, or n'en parlait pas. Je possède néanmoins dans ma bibliothèque la photocopie d'une brochure intitulée *Lo sterminio degli ebrei (L'extermination des juifs)*, publiée à Londres en italien, fin 1942, par le Comité d'information interallié, qui fait état des déportations dans les différents pays d'Europe. Cette publication ne parle pas d'Auschwitz mais décrit la vie dans les ghettos, fait allusion à Chelmno et Belzec, appelés « lieux de supplice », dans lesquels on pratique l'exécution en masse des juifs par des « décharges électriques et des gaz vénéneux », et qualifie la Pologne d'« abattoir dans lequel on concentre et on massacre les juifs, non seulement polonais, mais provenant de l'ensemble de l'Europe²⁸ ». Cette brochure appartenait à un partisan actif dans la vallée aujourd'hui disparu. Je n'ai jamais pu lui demander comment elle lui était parvenue, ni ce que les résistants pensaient à propos de la déportation des juifs. Mais cette brochure prouve que les informations circulaient.

En sa qualité de barbier – métier qu'il avait appris lors de sa captivité dans un camp autrichien, pendant la Grande Guerre –, mon grand-père paternel disposait d'un laissez-passer qui lui permettait de sortir le soir, en dépit du couvre-feu, pour aller couper les cheveux des notables de la ville. Ce n'était pas son choix, mais une sorte d'obligation, une pratique coutumière liée à un métier considéré à l'époque comme un des plus humbles. Ces notables entretenaient tous d'excellentes relations avec les autorités fascistes et les forces d'occupation mais, à partir de 1944, ils commencèrent à payer les rançons exigées par la Résistance. Sauf exception, ils ne furent pas inquiétés à la Libération. Quelques-uns, par précaution, disparurent pendant quelque temps. J'ai souvent entendu, non sans une certaine incrédulité, des récits concernant des chariots de paysans mitraillés par les avions alliés. « Ils tiraient sur tout ce qui bougeait sur les routes », disait-on. À Villalvernia, une bourgade située à quelques kilomètres de Gavi où se trouvaient les bureaux des chemins de fer, les bombardements alliés eurent des conséquences bien plus tragiques. Le 1^{er} décembre

1944, le village fut rasé par les bombardiers américains, qui tuèrent 114 civils et en blessèrent 235. Il comptait 800 habitants, auxquels s'étaient ajoutés 350 réfugiés. La mairie, l'école et l'église furent détruites. Puisqu'il ne s'agissait ni d'une base militaire ni d'un centre industriel, personne n'avait prévu un tel déluge de bombes ; l'alerte n'avait pas été donnée. J'ai toujours été frappé par certaines constantes de ces récits. Le massacre de la Benedicta était bien sûr attribué aux Allemands, sans pratiquement jamais évoquer le peloton d'exécution italien ; ce fait était reconnu du bout des lèvres, comme une confession arrachée. Le bombardement allié n'était jamais présenté comme, par exemple, une « atrocité américaine », mais toujours comme une sorte de fatalité de la guerre, selon une tradition qui s'est installée dès la fin du conflit. La plaque commémorative rappelle une « horrible tempête de feu déclenchée par la colère de la guerre sur les habitants pacifiques de Villalvernia ».

Tous les ingrédients de la guerre totale et de la guerre civile se concentraient ainsi dans l'espace d'une vallée : les massacres allemands et les complicités italiennes ; la trame complexe de la collaboration ; les civils partagés entre adaptation forcée et révolte ; la Résistance avec ses martyres, ses héros et ses atrocités ; sans oublier les bombardements aveugles des Alliés. Ce lieu, aujourd'hui si paisible, fut le théâtre miniature du drame qui se jouait dans le Vieux Monde.

Dans les années 1970, certaines figures de partisans jouissaient d'une aura mythique, d'autant plus insupportable qu'elle était systématiquement invoquée lorsqu'il s'agissait de faire taire les « extrémistes de gauche » qui critiquaient le Parti communiste. Je me souviens d'avoir rencontré Andrea Scano, un ex-partisan, ami de mon père, qui vivait à Novi, la ville où j'allais au lycée. Lors d'un meeting politique où j'intervenais au nom d'un collectif lycéen – en stigmatisant l'attitude du Parti communiste –, j'avais réussi à l'énervier prodigieusement. À l'époque, je ne connaissais presque rien de sa vie. Or, Andrea Scano était une sorte de mémoire vivante de la guerre civile européenne. Il avait combattu en Espagne avec les Brigades internationales, avait connu les prisons fascistes, puis avait participé à la Résistance. Son refus de déposer les armes, en 1945, lui avait valu des condamnations et l'avait obligé, après l'éclatement de la guerre froide et la sortie des communistes du gouvernement, à quitter de nouveau le pays. Il s'était réfugié en Yougoslavie où, en stalinien orthodoxe, il avait organisé en 1948 l'opposition contre Tito et, une fois arrêté, avait été interné dans un camp de travail. Rentré en Italie au milieu des années 1950, il avait pris sa retraite, une retraite discrète, dans une petite ville de province²⁹. Dans un Parti communiste orienté vers le « compromis historique », Scano était une figure encombrante, mais l'autorité morale dont il jouissait auprès des militants témoignait du lien très fort qui les rattachait à la Résistance et aux années de la guerre civile.

À Novi, les héros du combat antifasciste étaient pour la plupart membres du Parti communiste et les rapports que la gauche radicale entretenaient avec la Résistance étaient faibles. Son héritage avait en quelque sorte été confisqué par le Parti communiste et notre « post-mémoire » était en réalité une rupture de mémoire. Pour nous, elle n'avait été que l'énième « révolution trahie », et personne ou presque, dans

nos rangs, n'y avait participé. Cela explique sans doute l'insistance avec laquelle nous voulions renouer avec la révolution d'Octobre et cherchions nos modèles ailleurs, notamment en Amérique latine. À côté de cette « invention de la tradition », cependant, les années de la Deuxième Guerre mondiale flottaient encore comme une forme de récit subliminal. Elles nous rappelaient notre histoire creuse. La gauche radicale de ces années-là incarnait la rupture, pas la continuité. C'était sa force et sa faiblesse à la fois.

J'avais seize ans lorsque, en 1973, j'ai adhéré à une organisation politique « révolutionnaire » ; j'étais donc parmi les tout derniers représentants de la « dernière génération d'Octobre³⁰ », une génération qui a vécu les années 1970 sous le signe du militantisme politique. En tant que très jeune militant, j'avais reçu en héritage un ensemble de catégories politiques et un lexique – parti, masses, tactique, stratégie, insurrection, rapports de forces, etc. – qui remontait au temps de la guerre civile européenne. À défaut de disposer d'une milice, nous manifestions casqués et encadrés par un service d'ordre aux allures militaires. Nos chansons avaient des refrains guerriers, lançant des appels aux armes et annonçant parfois la « guerre civile », tel l'hymne de *Potere operaio*. Je ne crois pas que l'on puisse réduire le sens de notre engagement à ce goût de l'affrontement violent, voire à cette dimension militaire, mais cela a existé et il serait faux de le nier. Pour certains, surtout en Italie et en Allemagne, cela a pris l'aspect du terrorisme et les conséquences ont été tragiques. Au fond, dans cet ouvrage, j'ai essayé de comprendre les origines d'un langage et d'un habitus mental qui ont été aussi les miens, quoique vécus parfois sous une forme parodique. Je n'entends pas réduire les conflits sociaux et politiques des années 1970 à une farce jouant une pièce connue, en ignorant les dimensions bien réelles d'innovation théorique, pratique et même esthétique de cette expérience. Il s'agit seulement de comprendre la part d'héritage qu'elle véhiculait, sédiment accumulé d'un âge antérieur, pas si lointain et toujours présent dans les esprits des contemporains.

Si la fin des années 1960 a été dominée par l'esprit de révolte qui a touché toute une génération, dans la décennie suivante et dans la frange la plus politisée, celle qui aimait se considérer comme une « avant-garde », s'est développé un projet révolutionnaire qui prenait, par moments, la forme d'une préparation méthodique à la guerre civile. Le tournant que le monde a connu en 1989 a définitivement remis ces débats stratégiques dans l'arsenal idéologique d'un siècle révolu. Si changer le monde demeure une nécessité – avant même d'être un projet –, les voies pour y parvenir doivent être radicalement repensées. Et cette expérience demande à être méditée, sans nostalgie ni reniements.

Écrire des livres d'histoire signifie offrir la matière première nécessaire à un usage public du passé. Cela ne fait pas de l'historien le gardien d'un patrimoine national – laissons cette ambition à d'autres – car sa tâche consiste à interpréter le passé, non à favoriser des processus de construction identitaire ou de réconciliation nationale. Un intellectuel – et donc aussi un historien –, « organiquement » lié à une classe, à une minorité, à un groupe ou à un parti, risque d'oublier l'autonomie critique

essentielle à son métier. Mais je ne crois pas non plus à la définition de l'historien, surtout l'historien du temps présent, comme observateur *super partes*. Pour exercer son métier, il doit être capable d'assumer une certaine distance critique, mais il doit être aussi conscient de ce qui le lie à l'objet de sa recherche, laquelle – Saul Friedländer a consacré à cette question une réflexion magistrale¹ – comporte toujours une part de « transfert », c'est-à-dire une part de subjectivité qui réfracte comme un prisme les événements du passé et oriente son regard.

Par les temps qui courent, il n'est sans doute pas inutile d'introduire quelques précisions. Si je rappelle les atrocités des républicains espagnols, ce n'est pas pour les mettre sur un pied d'égalité avec les franquistes. Si j'évoque le spectacle hideux du lynchage et de la pendaison du cadavre de Mussolini ou les viols en masse des femmes allemandes par les soldats de l'armée rouge, lors de la prise de Berlin, en mai 1945, ce n'est pas pour considérer les collaborationnistes et les résistants comme des adeptes de la violence parfaitement interchangeables, ni pour assimiler la guerre soviétique à la guerre nazie. C'est parce que ces actes horribles, que rien au monde ne pourrait justifier, demandent une explication. Je ne sais s'il y en a une, ni ne prétend l'avoir trouvée. Au moins ne me serai-je pas dérobé à l'exigence de la chercher.

¹ Annette Wieviorka, *L'Ère du témoin*, Paris, Plon, 1998.

² Raul Hilberg, *Exécuteurs, victimes, témoins. La catastrophe juive 1933-1945*, Paris, Gallimard, 1994.

³ Cf. *Historikertreit. Die Dokumentation der Kontroverse über die Einzigartigkeit der nationalsozialistischen Judenvernichtung*, Munich, Piper, 1987.

⁴ Cf. Peter Novick, *The Holocaust in American Life*, Boston, Houghton Mifflin, 1999, p. 199.

⁵ Reinhart Koselleck, « Mutation de l'expérience et changement de méthode. Esquisse historico-anthropologique », *L'Expérience de l'histoire*, Hautes Études, Paris, Gallimard/Seuil, 1997, p. 239.

⁶ Cesare Pavese, « La maison sur les collines » (1948), *Avant que le coq chante*, Paris, Gallimard, 1953, p. 330.

⁷ Cf. Raffaele Liucci, *La tentazione della « casa in collina ». Il disimpegno degli intellettuali nella guerra civile italiana (1943-1945)*, Milan, Unicopli, 1999.

⁸ Luciano Violante, « Sui ragazzi di Salò » (1996), in Filippo Focardi (éd.), *La guerra della memoria. La Resistenza nel dibattito politico italiano dal 1945 a oggi*, Rome-Bari, Laterza, 2005, p. 285-286. Il s'agit du discours d'investiture du président du Parlement italien.

⁹ Cf. Josep Ramoneda, « Poco más que un desfile », *El Pais*, 14 octobre 2004.

¹⁰ Voir par exemple Tzvetan Todorov, *Une tragédie française. Été 1944 : scènes de guerre civile*, Paris, Seuil, 1994.

¹¹ Cf. Max Weber, *Le Savant et le Politique*, Paris, La Découverte, 2003, p. 188-193.

¹² Cf. Adam Czerniakow, *Carnets du ghetto de Varsovie (6 septembre 1939-23 juillet 1942)*, Paris, La Découverte, 1996.

¹³ Voir à ce propos les remarques éclairantes de Sergio Luzzatto, *La crisi dell'antifascismo*, Turin, Einaudi, 2004.

¹⁴ Cf. Arno J. Mayer, *Les Furies. Violence, vengeance, terreur au temps de la Révolution française et de la révolution russe*, Paris, Fayard, 2002.

¹⁵ Comme celles que suggère Wolfgang Sofsky avec une complaisance aussi ambiguë que raffinée dans son *Traité de la violence*, Paris, Gallimard, 1998.

¹⁶ Patrice Gueniffey, *La Politique de la Terreur. Essai sur la violence révolutionnaire 1789-1794*, Paris, Fayard, 2000, p. 226.

¹⁷ *Ibid.*, p. 234.

¹⁸ *Ibid.*, p. 338-339.

[19](#) Ernst Nolte, « Vergangenheit, die nicht vergehen will. Eine Rede, die geschrieben, aber nicht gehalten werden konnte », *Historikerstreit*, *op. cit.*, p. 45.

[20](#) Voir notamment Isaac Deutscher, *La Révolution inachevée*, Paris, Robert Laffont, 1967. Parmi les innovations historiographiques les plus fructueuses, voir l'ouvrage collectif, dirigé par Michel Dreyfus, Bruno Groppo et autres, *Le Siècle des communismes*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2000.

[21](#) Cf. Renzo De Felice, *Rosso e Nero*, Milan, Baldini & Castoldi, 1995.

[22](#) Voir par exemple Antonia Grunenberg, *Antifaschismus. Ein deutscher Mythos*, Hambourg, Rowohlt, 1993, p. 12. Sur ce sujet, voir Enzo Traverso, *Le Passé : modes d'emploi. Histoire, mémoire, politique*, Paris, La fabrique, 2005, chapitre V (« Les dilemmes des historiens allemands »).

[23](#) Annie Kriegel, « Sur l'antifascisme », *Commentaire*, n° 50, 1990. Voir Maurice Agulhon, « Faut-il réviser l'histoire de l'antifascisme ? », *Le Monde diplomatique*, juin 1994, p. 17.

[24](#) Thierry Wolton, *Le Grand Recrutement*, Paris, Grasset, 1993, ouvrage qui a tout au moins le mérite d'avoir provoqué la réponse de Pierre Vidal-Naquet, *Le Trait empoisonné. Réflexions sur l'affaire Jean Moulin*, Paris, La Découverte, 1993.

[25](#) François Furet, *Le Passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au^{xxe} siècle*, Paris, Robert Laffont/Calmann-Lévy, 1995, p. 266.

[26](#) Marianne Hirsch, *Family Frames. Photography, Narrative and Postmemory*, Cambridge, Harvard University Press, 1997.

[27](#) Voir l'ouvrage collectif *Benedicta. L'evento, la memoria*, Gênes, Le Mani, 2004. Pour une mise en perspective plus générale, voir Lutz Klinkhammer, *L'occupazione tedesca in Italia (1943-1945)*, Turin, Bollati Boringhieri, 1993, et, du même auteur, *Le stragi naziste in Italia*, Rome, Donzelli, 2006, où il est question du massacre de la Benedicta.

[28](#) *Lo sterminio degli ebrei. Relazioni del comitato d'informazione interalleato in Londra*, Presso la stamperia reale, Londres, s.d., p. 36 (la préface, écrite par le président tournant du comité, Georges Schommer, porte la date du 18 décembre 1942).

[29](#) Un portrait plutôt romancé d'Andrea Scano se trouve dans Gianpaolo Pansa, *Prigionieri del silenzio*, Milan, Sperling & Kupfer, 2004.

[30](#) Cf. Benjamin Stora, *La Dernière Génération d'Octobre*, Paris, Stock, 2003.

[31](#) Cf. Saul Friedländer, « History, Memory, and the Historian. Dilemmas and Responsibilities », *New German Critique*, n° 80, 2000, p. 3-15.

PREMIÈRE PARTIE

Passages à l'acte

« La guerre civile, forme culminante de la lutte des classes, abolit violemment tous les liens moraux entre les classes ennemies. »

Léon Trotski, Leur morale et la nôtre (1938)

« La guerre civile est *bellum* avec une *justa causa* des deux côtés, mais aussi avec *in-justus hostis* des deux côtés. »

Carl Schmitt, Glossarium (1947)

Ouverture

INTERPRÉTATIONS

Pendant la première moitié du ^{xx}e siècle, l'Europe a connu un extraordinaire enchevêtrement de conflits : guerres « classiques » entre États, révolutions, guerres civiles, guerres de libération nationale, génocides, affrontements violents surgis de clivages de classes, nationaux, religieux, politiques et idéologiques. Plusieurs observateurs contemporains et, dans leur sillage, de nombreux historiens ont essayé de restituer le sens de cet âge turbulent en le plaçant sous le signe d'une « guerre civile européenne ». Le caractère synthétique et la force évocatrice de cette formule lui ont assuré un certain succès, mais son statut demeure flou, incertain. Son usage est assez courant, mais elle a rarement fait l'objet d'une conceptualisation rigoureuse ou d'une étude d'ensemble¹. Son inventeur fut sans doute le peintre allemand Franz Marc, dans une lettre écrite du front, peu avant sa mort à Verdun. Contrairement à ce que prétendait la propagande, observait-il, la guerre mondiale n'était ni une guerre contre un ennemi éternel ni un conflit de races mais « une guerre civile européenne, une guerre contre l'ennemi invisible de l'esprit européen² ».

Des formules analogues apparaissent chez plusieurs auteurs de l'après-guerre. Dans les premières pages de son essai sur « La mobilisation totale » (1930), Ernst Jünger soulignait le lien unissant « la guerre mondiale et la révolution mondiale », deux phénomènes entre lesquels il existait « une intrication profonde ». Les deux, écrivait-il, n'étaient que les « versants d'un même événement d'envergure planétaire, [...] corrélatifs l'un de l'autre, tant en ce qui concerne leur origine que la manière dont ils sont apparus³ ». Au fond, la guerre de 14 n'avait été qu'une apocalypse montrant « l'Europe qui luttait contre l'Europe », dans un climat de « guerre civile⁴ ». En novembre 1942, Ernst Jünger, alors affecté au haut commandement de la Wehrmacht à Paris, décrivait le conflit en cours, dans les pages de son journal, comme une « guerre civile à l'échelle mondiale⁵ » (*Weltbürgerkrieg*). Cette guerre dépassait de loin le cadre d'un affrontement traditionnel entre puissances pour se transformer en un embrasement mondial terriblement dévastateur. Quelques mois plus tard, rentré d'une mission dans le Caucase, au moment de la défaite allemande à Stalingrad, il réaffirmait cette idée en noircissant le tableau : « La guerre de l'Est est absolue à un degré que Clausewitz ne pouvait pas concevoir, même après les expériences de 1812 – c'est une guerre entre États, entre peuples, entre citoyens et entre religions, portée au blanc de l'extermination zoologique⁶. »

En 1940, exilé au Japon, Karl Löwith s'interrogeait sur la dissolution de l'unité européenne, le véritable arrière-plan de la guerre en cours. Le noyau de cette unité

brisée n'était pas matériel, mais résidait dans une « disposition spirituelle partagée⁷ ». C'est précisément parce que son enjeu était l'unité du continent que, selon Löwith, la Première Guerre mondiale fut « une guerre civile⁸ ». Son résultat ne fut pas l'unité mais l'avènement du nihilisme, un nihilisme qu'il interprétait comme la « négation de la civilisation existante⁹ », c'est-à-dire la destruction de toutes les valeurs léguées par la tradition européenne.

On a tendance, de nos jours, à associer l'idée de « guerre civile européenne » à l'historien allemand Ernst Nolte, qui en a fait le titre d'un de ses ouvrages les plus connus. Il l'utilise pour définir la période qui s'ouvre avec la révolution d'Octobre et s'achève avec la défaite du nazisme. Son interprétation est implicite dans le sous-titre de son livre – « National-socialisme et bolchevisme » – qui fait allusion à un conflit engendré par le germe totalitaire du communisme, dont les crimes nazis ne seraient que la simple copie¹⁰. À bien regarder, sa thèse était déjà inscrite, en filigrane, dans son premier ouvrage, *Le Fascisme dans son époque* (1963), où il définissait le nazisme comme un mouvement « radicalement opposé et pourtant apparenté » au marxisme, qu'il aurait combattu en utilisant des « méthodes presque identiques¹¹ ». Dans un passage isolé et généralement passé inaperçu, il avançait même une idée qui sera au centre de la « querelle des historiens », lorsqu'il attribuait à Hitler la vision du bolchevisme comme « la forme la plus radicale du génocide pratiqué par les juifs¹² ». En conclusion de son premier ouvrage, Nolte situait le noyau profond du fascisme dans la résistance à la « transcendance » du monde moderne, une « transcendance » incarnée dans sa forme radicale par le marxisme (sur le plan philosophique) et par le bolchevisme (sur le plan politique). Le fascisme était donc une réaction organisée contre l'avènement de la modernité, aussi radicale que son ennemi à une époque de guerres et de révolutions. En tant que rejet de la « transcendance pratique », le fascisme s'inscrivait naturellement dans une tradition conservatrice, voire réactionnaire. Mais il prenait aussi la forme d'une « lutte contre la transcendance théorique » qui niait le monde moderne tout en le contestant de l'intérieur, « sur le terrain qui lui est propre¹³ ». Pour combattre la modernité, lorsque cette dernière prenait la forme de la révolution, il fallait une contre-révolution, c'est-à-dire une « révolution conservatrice ». Or, Charles Maurras avait été le premier à comprendre que « réaction radicale signifie révolution contre la révolution¹⁴ », en indiquant la direction que prendront les mouvements fascistes après la Grande Guerre. Certes, la contre-révolution de Maurras visait encore la restauration des Bourbons, mais il avait frayé le chemin emprunté par Mussolini et Hitler avec d'autres objectifs. Il y avait une continuité évidente entre la contre-révolution et le fascisme. C'est pourquoi, à contre-courant de l'historiographie (il sera rejoint plus tard par Sternhell sur ce point), Nolte inscrivait l'Action française au sein du fascisme.

Bref, Nolte interprétait le ^{xx}e siècle comme une époque dominée par un conflit radical entre la *transcendance* et la *résistance contre la transcendance*, c'est-à-dire entre la révolution et la contre-révolution, le communisme et le fascisme¹⁵. Selon Nolte, cet affrontement titanesque qui a déchiré le monde après 1917 avait été

préfiguré, sur le plan philosophique, par Marx et Nietzsche. Au ^{xix}^e siècle, l'auteur de *La Naissance de la tragédie* avait été le premier représentant d'une révolte radicale contre le monde moderne. Sa vision de la modernité comme un univers sans dieux ni prophètes inspirait sa critique de la « transcendance théorique », tandis que son rejet de la démocratie, de la société de masse et du socialisme annonçait un combat à venir contre la « transcendance pratique ». Marx, qui avait donné une forme philosophique et politique au grand « soulèvement des esclaves » de l'âge moderne, était l'antithèse de Nietzsche, les deux incarnant respectivement la révolution et la contre-révolution. Nolte saisit chez Nietzsche la « prédiction de la grande guerre civile » qui éclatera au ^{xx}^e siècle, ainsi que le « concept de l'incontournable extermination » qui l'accompagnera¹⁶. Avec le bolchevisme, la « menace universelle » pressentie par Nietzsche avait pris une « forme concrète¹⁷ ». Nolte ne changera pas les grandes lignes de son interprétation. Dans un chapitre de *Streitpunkte* consacré à la vision nazie du bolchevisme comme « doctrine de l'humanité en costumes asiatiques et barbares », il rappelle le discours de Zinoviev au Congrès des peuples d'Orient, à Bakou, en 1920. Cette première tentative d'organiser les peuples colonisés dans un mouvement international avait eu un fort impact sur l'imaginaire fasciste. Lors des rassemblements nazis, Hitler, Himmler et Goebbels avaient l'habitude de décrire la révolution russe comme une « révolution des sous-hommes¹⁸ », un gigantesque soulèvement dressé contre la civilisation occidentale.

Dans sa *Laudatio*, prononcée lors du décernement du prix de la fondation Konrad-Adenauer de Munich à Ernst Nolte, en 2000, l'historien Horst Möller décèle un accent à la Spengler dans le souffle qui traverse l'œuvre de son collègue¹⁹. Ce dernier se présente comme un critique de la modernité résigné et contemplatif, quasi wébérien, mais dans ses travaux retentit l'écho d'un vacarme guerrier qui porte les traces de la « révolution conservatrice ». De cette tradition, Nolte a aussi reçu en héritage ses démons, c'est-à-dire une vision antisémite du « Juif » comme moteur secret du monde moderne : le cœur de la « transcendance ». Ses travaux, qui nous aident à pénétrer le dispositif mental et le système de pensée du nazisme, en reproduisent certains traits essentiels. Dans *Streitpunkte*, il définit bien le génocide des juifs comme « le plus terrible assassinat de masse de l'histoire universelle²⁰ », mais l'interprète comme un crime dérivé, une simple « imitation » du « génocide » bolchevik. Là réside la véritable source du mal, dans le bolchevisme, qui avait trouvé ses porte-parole naturels chez les juifs : le peuple, écrit-il en citant Nietzsche, qui « commence dans la morale la révolte des esclaves²¹ ».

Les polémiques suscitées par la thèse de Nolte sont bien connues. Il faut cependant constater qu'elle est loin d'épuiser la richesse et la pluralité de significations du concept de guerre civile européenne, qui traverse l'œuvre de nombreux auteurs. Rejetant son approche apologétique, plusieurs historiens ont daté le début de cette guerre civile non pas en 1917 mais en 1914²². Ils s'accordent pour souligner que, bien au-delà de l'effondrement d'un système d'alliances et d'un équilibre entre les grandes puissances, la Première Guerre mondiale marque la fin d'une certaine idée de

l'Europe et le point de départ d'une nouvelle époque de crises, de conflits sociaux, politiques et militaires. L'idée est ancienne, puisqu'on en trouve les prémisses dans un ouvrage du début des années 1950 comme *Les Origines du totalitarisme* de Hannah Arendt. La Grande Guerre y est décrite comme l'« explosion » du Vieux Monde dont les morceaux éclatés se déchiraient et se heurtaient les uns aux autres, dans un désordre qui ne correspondait plus ni à l'ancien système impérial ni à un ensemble cohérent d'États nationaux. Et les « vingt années d'une paix incertaine » qui ont suivi le premier conflit mondial y sont vues comme un enchaînement de « guerres civiles [...] plus cruelles et sanglantes que les anciennes guerres de religions », n'aboutissant finalement qu'à une deuxième explosion générale, encore plus forte et dévastatrice que la première²³.

Plus récemment, la crise européenne des années 1914-1945 a été qualifiée de « guerre civile » par des historiens comme le marxiste Eric J. Hobsbawm et le libéral François Furet qui, à partir de perspectives différentes, soulignent sa nature essentiellement « idéologique ». Le premier oppose le monde issu des tranchées de 1914 à celui qui l'avait précédé, un « âge d'or » de stabilité et de sécurité, dominé par l'idée de paix et de progrès. C'était un monde dans lequel, tout au moins en Europe, lorsqu'on calculait en millions, on se référait aux tonnes de charbon et d'acier produites par les industries du continent et non pas, comme par la suite, au nombre de victimes des guerres et des génocides. Dans *L'Âge des extrêmes*, il utilise le concept de « guerre civile idéologique internationale²⁴ » pour décrire, bien au-delà du conflit entre communisme et fascisme, la déchirure d'un continent ravagé par l'affrontement mortel entre « deux différentes familles idéologiques » : d'un côté les Lumières, une tradition dans laquelle s'inscrivait aussi, tout naturellement, la révolution russe, de l'autre les anti-Lumières, c'est-à-dire le fascisme²⁵. La Grande Guerre est un partage des eaux : avec son éclatement s'achève le « long » ^{XIX}^e siècle et s'ouvre un âge de guerre civile. Ce dernier coïncide ainsi avec la première partie d'un siècle « bref » qu'il qualifie d'« âge de la catastrophe ». « Guerre civile idéologique » et « âge de la catastrophe » : les deux formules sont en quelque sorte interchangeables.

Pour François Furet aussi, la Deuxième Guerre mondiale est un conflit qui obéissant à une « logique de l'idéologie²⁶ », s'inscrit dans le contexte créé par le tournant de 1914. Après la conflagration surgie de l'attentat de Sarajevo, le visage de l'Europe n'était plus le même. Le hiatus qui sépare ces deux époques est si profond que la Première Guerre mondiale apparaît à ses yeux comme « un des événements les plus énigmatiques de l'histoire moderne ». Elle creuse un abîme. La période qui s'ouvre en août 1914 « prend comme un air absurde : une guerre civile, menée pourtant entre des États souverains au nom des passions nationales²⁷ ». Cette crise de l'Europe reste la matrice de deux réactions antilibérales, antinomiques mais en quelque sorte parallèles et jumelles, le communisme et le fascisme, qu'il interprète comme les acteurs de la parenthèse totalitaire bouleversant le chemin inéluctable de la civilisation occidentale vers le libéralisme démocratique. Pour Hobsbawm, cette guerre civile méritait d'être menée, il fallait choisir son camp et ce fut bien ce

combat qui sauva l'Europe. Furet la regarde de loin, blasé et distant, comme si la vertu libérale pouvait se situer au-dessus de la mêlée (le conflit entre communisme et fascisme). Ce sont là deux sensibilités et deux mémoires, qui partent néanmoins du même constat : l'histoire de l'Europe entre 1914 et 1945 est celle d'un continent déchiré par une guerre civile.

ANTÉCÉDENTS

La guerre civile européenne du ^{xx}e siècle a deux ancêtres : la guerre de Trente Ans (1618-1648) et, un siècle et demi plus tard, la Révolution française, c'est-à-dire le long processus de rupture et de transformation qui s'amorce avec la prise de la Bastille et s'achève avec la chute de Napoléon (1789-1815). Les deux furent dévastatrices et changèrent le visage du continent. La comparaison avec le ^{xx}e siècle s'impose presque naturellement. Le premier à avoir esquissé un parallèle entre la crise européenne du ^{xviii}e siècle et une future guerre mondiale fut sans doute Friedrich Engels, dans un article célèbre de 1888 dont on souligne souvent le caractère prophétique. Dans une telle guerre, écrivait-il, « huit à dix millions de soldats s'entretueront et, ce faisant, raseront l'Europe comme jamais un essaim de sauterelles ne l'a fait ». « Les dévastations de la guerre de Trente Ans », poursuivait-il, seront alors « concentrées en trois ou quatre ans, et répandues sur l'ensemble du continent ». Cela produira la famine et des épidémies à une échelle de masse, et plongera l'économie dans un « chaos irrémédiable » qui aboutira finalement à la « banqueroute générale ». On assistera à un « effondrement des vieux États et de leur sagesse étatique traditionnelle, de sorte que les couronnes rouleront par dizaines sur le pavé, et il ne se trouvera personne pour les ramasser²⁸ ». Le général prussien Helmuth von Moltke devait lui faire écho, dans un discours retentissant au Reichstag en mai 1890, en affirmant que, au vu de la puissance atteinte par les armées nationales, en cas de nouveau conflit, aucun État ne pourrait s'imposer rapidement sur les autres et le résultat serait une nouvelle guerre de Trente Ans terriblement dévastatrice²⁹. Le parallèle fut repris, en 1919, par l'historien allemand Hans Kohn, dans un ouvrage pionnier essayant d'appréhender les nationalismes modernes issus de la Grande Guerre³⁰.

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, l'évocation de la guerre de Trente Ans s'imposa encore une fois. En 1939, il ne faisait pas de doute, aux yeux des diplomates, que la nouvelle guerre s'inscrivait dans une continuité avec la première, alors que Hitler n'arrêtait pas de clamer sa volonté d'effacer la honte de Versailles. En 1942, le politologue allemand émigré aux États-Unis Sigmund Neumann suggérai de « regarder les trois dernières décennies comme une période essentiellement unitaire, sans doute comme une seconde guerre de Trente Ans³¹ ». Dans son ouvrage autobiographique *Kaputt*, Curzio Malaparte, à l'époque correspondant de guerre sur le front oriental, rappelle l'ironie amère des soldats de la Wehrmacht qui avaient rebaptisé leur combat « guerre-éclair de Trente Ans³² » (*dreißigjährige Blitzkrieg*).

Ce parallèle fut un leitmotiv pour Alfred Rosenberg, d'abord dans les pages du *Völkischer Beobachter*, le quotidien officiel du Parti nazi, notamment dans un éditorial du 1^{er} septembre 1942, puis dans une brochure consacrée au combat contre le bolchevisme, la « maladie » de l'Europe engendrée par les Lumières et la Révolution française. Dans cette lutte, écrivait-il, s'affrontaient « des conduites de vie, des conceptions de l'État, des visions du monde (*Lebenshaltungen, Staatsauffassungen, Weltanschauungen*) », au point qu'elle se traduisait, en termes darwiniens, par une « lutte pour la vie elle-même³³ ». La comparaison apparaît également dans un discours du général de Gaulle à la radio de Londres, en septembre 1941, et sous la plume de Winston Churchill, qui, en 1948, présentait son histoire de la Deuxième Guerre mondiale comme le « récit d'une autre guerre de Trente Ans³⁴ ». Ou encore chez Raymond Aron, qui définissait la « seconde guerre de Trente Ans » comme une « guerre hyperbolique » : née en 1914 d'un « raté diplomatique », elle ne s'était achevée qu'en 1945, après avoir traversé des crises et des guerres civiles multiples³⁵.

Les analogies entre les guerres européennes du ^{xvii}e siècle et celles du ^{xx}e sont en effet assez frappantes. Il s'agit, dans les deux cas, de guerres *totales*. Elles ont été terriblement meurtrières non seulement pour les soldats qui y ont participé mais aussi pour les populations civiles qui les ont subies, tuées par millions à cause des famines et des épidémies lors de la première, par les bombardements, les massacres et les génocides qui ont accompagné les combats lors de la seconde. La première guerre de Trente Ans a été marquée, sur le plan religieux, par le conflit entre catholicisme et protestantisme, sur le plan politique par l'affrontement entre la féodalité et l'absolutisme. La seconde est née, en 1914, d'un conflit classique entre grandes puissances pour l'hégémonie continentale, et s'est poursuivie, après 1917, par un affrontement entre révolution et contre-révolution, pour culminer enfin, en 1941, dans une guerre irréductible entre des visions du monde antagonistes. Elle a pris une forme politique complexe, se fragmentant en plusieurs conflits enchevêtrés : capitalisme contre collectivisme, liberté contre égalité, démocratie contre dictature, universalisme contre racisme. Autrement dit, d'abord un affrontement entre le libéralisme et le communisme, entre la révolution et la contre-révolution, puis entre la démocratie et le fascisme, le fascisme et le communisme, jusqu'au conflit final des fascismes coalisés contre l'alliance des démocraties libérales avec le communisme. Ces deux guerres de Trente Ans combinaient des guerres entre États et des guerres civiles, des modifications de frontières et des mutations politiques dans la structure des États, des conflits d'ordre religieux et des affrontements idéologiques. Les deux furent menées avec un esprit de croisade et jalonnées de massacres, voire de génocides. Les deux eurent pour épïccentre l'Allemagne et se soldèrent, en 1648 comme en 1945, par sa division³⁶.

La différence réside dans les résultats. Avec la paix de Westphalie, la première guerre de Trente Ans avait donné naissance à un système stable de relations internationales fondé sur l'équilibre entre les États. Elle avait jeté les bases de ce qu'on appellera le *jus publicum europeum*, c'est-à-dire la régulation juridique des

relations entre les puissances européennes et la gestion de leurs guerres comme des conflits sécularisés entre des États souverains. Cet équilibre sera ébranlé par la Révolution française, puis rétabli à Vienne en 1815. La première guerre de Trente Ans avait posé, sous la forme de l'absolutisme, les prémisses de l'État moderne, un appareil juridique et politique détenteur de la souveraineté, exerçant le monopole de la violence légitime à l'intérieur de ses frontières et susceptible de les défendre contre les menaces extérieures par une armée permanente (un processus que Norbert Elias définissait comme la « curialisation des guerriers³⁷ »). Les guerres de religions ont permis à Bodin de penser la souveraineté, et la révolution anglaise a inspiré à Hobbes sa vision de l'État (*Léviathan*) comme antithèse de la guerre civile (*Béhémoth*), c'est-à-dire comme autorité absolue capable d'établir un ordre politique, la paix et la sécurité, au-dessus de l'état de nature, conflictuel parce que prépolitique. Sous l'absolutisme, la guerre devenait un moyen d'éviter la guerre civile ; la soumission au souverain était le prix à payer pour éloigner la crainte de mourir d'une mort violente. La seconde guerre de Trente Ans, elle, n'a abouti ni à un compromis entre les belligérants ni à un nouvel équilibre des forces, mais à l'écrasement d'un des antagonistes – aucune autre solution n'aurait été possible après 1641 – et à la reprise du conflit entre libéralisme et communisme, les deux fils ennemis des Lumières qui s'étaient unis pour combattre le nazisme. Au ^{xx}e siècle, le renforcement des États n'a pas réduit pour leurs citoyens le risque de mourir de mort violente ; il a plutôt créé les conditions des massacres et des génocides modernes. La première guerre de Trente Ans a été appréhendée historiquement comme une étape décisive du processus de civilisation, la deuxième comme le paroxysme de sa crise.

La deuxième guerre civile européenne a été ouverte par la Révolution française et a trouvé son épilogue à Waterloo. L'historien Roman Schnur a placé sous le signe d'une « guerre civile mondiale » les conflits qui ont embrasé l'Europe entre 1792 et 1814³⁸. Une fois encore, comme au ^{xviii}e siècle, ce fut un gigantesque bouleversement social et politique et une guerre idéologique. Sur le plan militaire, elle commença comme un affrontement entre une coalition de monarchies et une nation révolutionnaire qui, au nom du droit naturel, avait déclaré une guerre *sans frontières* à l'Ancien Régime. Dans plusieurs parties de l'Europe avaient surgi des noyaux jacobins qui avaient salué l'invasion française comme un acte libérateur et ainsi transformé une guerre entre États en soulèvement interne contre le pouvoir aristocratique, c'est-à-dire en guerre civile. Dans un discours à la Convention, en 1793, Robespierre avait affirmé le principe de la fraternité des peuples qui devait les conduire à coopérer comme les « citoyens d'un même État » et qui faisait de l'opresseur d'une nation l'« ennemi de toutes ». Or, le combat contre les ennemis du genre humain prenait les traits d'une guerre civile, puisque, selon Robespierre, il ne pouvait pas être reconduit aux règles du droit international. « Les rois, les aristocrates, les tyrans – proclamait-il – doivent être poursuivis par tous, non comme des ennemis ordinaires mais comme des assassins et des brigands rebelles³⁹. » De façon tout à fait analogue, la coalition antijacobine – inspirée par l'émigration

aristocratique française – ne s'insurgeait pas contre une nation mais contre la Révolution, ce que Burke avait parfaitement compris lorsqu'il préconisait une « guerre de religion » contre une « doctrine armée », dans laquelle « les méthodes de la guerre civilisée ne seront plus pratiquées⁴⁰ ». Selon Jean-Clément Martin, la Révolution française avait affirmé une nouvelle vision du monde organisée autour du clivage « amis/ennemis de la liberté » qui, en abolissant la diplomatie secrète, mettait fin aux conflits entre monarques et « introduisait les prémisses d'une guerre civile mondiale » sur des bases idéologiques⁴¹. C'est ainsi que les bolcheviks mèneront la guerre contre les blancs, entre 1918 et 1921, et c'est ainsi que les forces alliées mèneront le combat contre l'Allemagne nazie entre 1941 et 1945 : des guerres contre des ennemis *illégitimes* avec lesquels on ne cherche pas à faire la paix, mais qu'il faut détruire.

Comme lors de la première guerre de Trente Ans, la Révolution française et les guerres napoléoniennes démolirent l'ancien ordre social. Elles impliquèrent l'ensemble des États européens, mobilisèrent les peuples du continent, suscitèrent l'avènement des nationalismes modernes, et leur impact s'étendit jusqu'aux Amériques. La paix de Westphalie avait donné naissance à l'absolutisme ; le congrès de Vienne en avait entériné le décès. La Restauration ne remettait pas en cause les transformations sociales provoquées par les conquêtes napoléoniennes, et l'Ancien Régime « persistant » après 1815 n'empêchait certes pas l'essor du capitalisme industriel, mais l'ordre politique demeurait celui d'une Europe aristocratique. Ainsi, les secousses engendrées par la Révolution et les guerres napoléoniennes ne purent pas anéantir le *jus publicum europaeum*. En 1815, le congrès de Vienne instituait une « paix de cent ans » qui ne fut perturbée que par des conflits de durée et de portée bien plus limitées, comme la guerre de Crimée (1853-1854), la guerre franco-autrichienne à l'origine du *Risorgimento* italien (1859), la guerre austro-prussienne (1866-1867) et celle franco-prussienne (1870-1871) qui permirent à Bismarck d'achever l'unité allemande. Les guerres balkaniques de 1912-1913, quant à elles, apparurent davantage comme une manifestation de la crise de l'Empire ottoman que comme une menace pour la stabilité européenne, bien que là surgît la crise qui allait faire éclater l'ordre du continent.

Selon Karl Polanyi, cette « paix de cent ans » née en 1815 reposait sur quatre piliers : l'équilibre entre les grandes puissances (*balance of power system*), l'étalon-or (*gold standard*), une économie libérale portée par la révolution industrielle et fondée sur le principe d'une autorégulation des sociétés par le marché, enfin l'État de droit avec la reconnaissance de certaines libertés constitutionnelles. En dehors de la Russie tsariste, à qui le quatrième pilier faisait cruellement défaut, tous les autres pays européens adhéraient à ce système⁴². À l'origine de cette « paix de cent ans » il y avait le sentiment, profondément enraciné au sein de tous les pays du continent, d'appartenir à une même civilisation et de partager les mêmes valeurs. Cette civilisation se définissait comme l'antithèse du monde colonial, monde d'altérité radicale confirmant son image de supériorité et de domination, ainsi que sa « mission » historique de vecteur du progrès. Dans l'espace extra-européen, conçu

comme un espace ouvert à la colonisation, la violence pouvait se déployer sans limites ni règles. À l'intérieur du Vieux Monde, en revanche, le ^{XIX^e} siècle avait forgé un système social, des institutions, une culture et des comportements qui semblaient inébranlables. La torture avait partout reculé, jusqu'à disparaître ; la paix était reconnue comme une valeur partagée ; les guerres n'avaient qu'une portée et une durée limitées. Le système d'alliances entre les grandes puissances était le miroir de cette civilisation. La diplomatie était une sorte de caste aristocratique qui possédait sa langue, le français, et des liens continentaux à l'image des familles royales, accoutumées aux mariages de convenance entre les couronnes des différents pays. Pour ces *gentlemen* cosmopolites, il était difficile de séparer les intérêts nationaux du destin de l'Europe impériale. Mais cette caste était désormais en profond décalage par rapport à l'essor des nationalismes⁴³.

En 1914, un haut fonctionnaire du Foreign Office britannique soulignait l'émergence d'un « type unique » de diplomate. Tous, affirmait-il, « en parlant métaphoriquement, utilisent le même langage ; ils partagent la même façon de penser et, plus ou moins, les mêmes points de vue⁴⁴ ». Le destin du monde étant confié à une élite d'hommes correspondant à ce « type unique », la possibilité d'une guerre d'anéantissement au sein de l'Europe, à l'instar des guerres menées par les Européens en Afrique, en dehors du « monde civilisé », n'était pas envisageable. En avril 1914, quelques mois seulement avant l'éclatement de la catastrophe, un éditorial du *Times* réaffirmait sa foi en les vertus du « concert » européen : « La division des grandes puissances en deux regroupements bien équilibrés, avec des relations étroites entre leurs membres, de telle façon que chaque membre d'un groupe puisse entretenir des relations d'amitié avec un ou plusieurs membres de l'autre, représente un obstacle double contre des ambitions effrénées ou des explosions de haine nationale. Chaque souverain et homme d'État – et même chaque nation – sait qu'une guerre entre ces deux regroupements serait une immense calamité. Cette conscience implique un sens de la modération et limite les plus audacieux et les plus agités. Car ils savent que pour obtenir l'aide des autres membres de leur regroupement et pour les convaincre de partager la responsabilité et les risques d'un conflit, la puissance ou les puissances qui songent à user des armes doivent d'abord convaincre les autres membres que le conflit est nécessaire et juste. Ils ne sont plus les seuls maîtres de leur destin⁴⁵... »

Cet optimisme foncier était partagé, dans ses grandes lignes, par l'ensemble des forces politiques. Au cours des années précédant 1914, les socialistes européens avaient lancé une grande offensive pacifiste qui avait eu son point d'orgue lors de la conférence internationale de Bâle, en novembre 1912. Le mouvement ouvrier, disaient-ils, saurait empêcher une guerre mondiale ou, au cas où elle éclaterait, la transformer en révolution socialiste. Mais ces déclarations solennelles témoignaient d'un optimisme naïf excluant la possibilité d'un conflit. Et ces positions de principe ne débouchaient jamais sur une décision pratique. Karl Kautsky, le principal théoricien de la social-démocratie allemande et internationale, reconnaissait en termes très lucides, à la fin de la guerre, l'aveuglement de tous les membres du

Bureau socialiste international réunis les 29 et 30 juillet 1914 : « Il est étonnant qu'aucun d'entre nous, qui étions là-bas, n'ait eu l'idée de poser la question : Que faire si la guerre éclate ? Quelle attitude les partis socialistes ont-ils à prendre dans cette guerre⁴⁶ ? »

Or, le système fondé sur la neutralisation réciproque des grands empires devait s'effondrer en août 1914. Les traités de paix de l'après-guerre, à partir du traité de Versailles, ne rétablirent pas l'équilibre des forces. À la différence du congrès de Vienne, qui avait réintégré la France au sein des grandes puissances sur un pied d'égalité, la conférence de Versailles décida de punir l'Allemagne, en la condamnant au désarmement, à de lourdes réparations économiques et à de douloureuses mutilations territoriales qui laissaient en dehors de ses frontières des millions d'anciens citoyens de l'Empire prussien. La Russie soviétique fut isolée par un « cordon sanitaire » tandis qu'on essayait de l'écraser sur le plan militaire. Sa reconnaissance sera le produit de la défaite de la contre-révolution blanche. Les guerres civiles qui avaient suivi l'effondrement du tsarisme et des empires centraux minèrent le système politique libéral ; l'émergence du régime soviétique d'un côté et des fascismes de l'autre en approfondit la crise. Quant au libéralisme économique, il fut d'abord remis en cause par les économies de guerre, puis durement affecté par la crise de 1929 qui favorisa le basculement d'une partie de l'Europe vers le fascisme. Personne, à commencer par un économiste libéral comme John Maynard Keynes, ne pouvait croire aux vertus autorégulatrices du marché.

Le « concert européen » instauré à Vienne en 1815 reposait sur l'existence de grands empires aristocratiques. Selon Georges-Henri Soutou, il impliquait à la fois un équilibre *mécanique*, fondé sur les rapports de forces entre les grandes puissances, et un équilibre *organique*, fondé sur un ensemble de valeurs libérales incarnées par ces mêmes États⁴⁷. Or, l'équilibre mécanique avait disparu avec la dissolution des empires et l'atomisation du continent en une multitude d'États-nations fragiles et, dans la plupart des cas, hétérogènes. L'équilibre organique, quant à lui, avait été englouti lors des guerres civiles de 1918-1923, la crise profonde du libéralisme, l'émergence du bolchevisme en Russie et l'avancée du fascisme dans le reste du continent, d'abord en Italie, puis en Allemagne, en Autriche, en Espagne et dans d'autres pays d'Europe centrale. Après 1930, la crise économique faisait sauter l'architecture bien fragile de Versailles et révélait l'inefficacité de la Société des Nations. Cette dernière se fondait sur le principe des nationalités, dont Wilson avait été l'inspirateur, qui reflétait la démocratisation des sociétés européennes et la naissance de nouvelles élites postaristocratiques, aussi bien économiques qu'intellectuelles et politiques. Cependant, ce principe ne pouvait pas engendrer une politique commune. L'ancien « concert » dynastique appartenait à un âge révolu, mais il n'avait pas trouvé de successeur. L'esprit de famille avec lequel les anciennes dynasties avaient toujours réglé les affaires du continent faisait cruellement défaut aux nouvelles élites politiques nationales. C'est le constat qu'établissait Jacques Bainville, dès 1919, dans *Les Conséquences politiques de la paix*⁴⁸.

L'Allemagne avait été affaiblie, certes, mais pas paralysée. La peur du

bolchevisme avait été à l'origine d'une politique de réconciliation, symbolisée par le traité de Locarno (1925), puis par l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations. John Maynard Keynes, qui avait déjà qualifié de « guerre civile européenne » le conflit de 1914⁴⁹, consacrait son étude sur *Les Conséquences économiques de la paix* (1920) à une mise en garde contre les dangers d'une volonté délibérée de punir l'Allemagne, qui risquait de faire le lit du communisme (elle fera le lit du nazisme). À ses yeux, une telle politique ne se limitait pas à appauvrir l'Europe centrale, condamnant à mourir de faim plusieurs millions de civils, elle jetait les bases d'un nouveau conflit de portée encore plus vaste. « Rien, alors, écrivait-il, ne pourra retarder la guerre civile finale entre les forces de la Réaction et les convulsions de la Révolution, une guerre civile devant laquelle les horreurs de la dernière guerre avec l'Allemagne pâliront, et qui détruira, quel que soit le vainqueur, la civilisation et le progrès de notre génération⁵⁰. »

Mais la peur du bolchevisme fut aussi à l'origine de la passivité franco-britannique face au réarmement allemand et à la remilitarisation de la Rhénanie, en 1936, ainsi qu'à l'*Anschluss* de la Sarre, de l'Autriche et des Sudètes, réalisé pendant les années suivantes au nom du droit à l'autodétermination proclamé à Versailles. Sortie exsangue de la Première Guerre mondiale et désormais privée d'une armée à la hauteur de sa diplomatie, la France n'avait plus la force de réagir. La Grande-Bretagne ne craignait pas seulement un affaiblissement excessif de l'Allemagne face à la menace bolchevique, mais voulait aussi éviter une hégémonie française sur le continent. Les deux tardèrent à comprendre que Hitler voulait la guerre et que son expansionnisme était qualitativement différent du pangermanisme prussien. Les grandes puissances n'ont réalisé que plus tard la vraie nature des projets de Hitler : non pas instaurer une hégémonie allemande en Europe, mais la conquérir ; non pas vassaliser la Pologne, mais l'anéantir ; non pas contenir l'URSS, mais s'emparer de l'Est européen pour en faire son « espace vital » ; non pas chasser les juifs du Reich mais les exterminer à l'échelle du continent. Bref, elles n'ont pas compris que la guerre nazie marquait une rupture au sein même de la seconde guerre de Trente Ans⁵¹. La paix reviendra après 1945, non plus fondée sur le « concert » européen mais bien plutôt sur l'équilibre de la terreur, dans un monde dont l'Europe avait cessé d'être le centre. Ce ne fut donc qu'après son autodestruction que l'Europe retrouva son unité.

Si la crise de 1914-1945 a été interprétée comme une guerre civile européenne au même titre que les bouleversements produits par la Révolution française, les deux demeurent irréductiblement antinomiques dans nos représentations de l'Histoire, parce que leur impact fut complètement différent dans la conscience de leurs contemporains. C'est parce que les acteurs du ^{xx}e siècle avaient intégré dans leur conscience historique la vision de 1789 comme une étape du processus de civilisation que Verdun et Auschwitz leur apparurent d'emblée comme l'expression d'une « rechute » du monde civilisé dans la barbarie, selon une formule d'usage courant dans les années 1930 et 1940. Les révolutionnaires français inscrivaient leur action dans le sillage des Lumières, dont ils codifiaient les principes et revendiquaient l'héritage. Condorcet trouvait dans la Révolution la confirmation

historique de son idée de progrès tandis que la Convention transférait au Panthéon les restes de Rousseau. En dépit de leur critique de la Terreur, Kant et Hegel avaient salué la Révolution française comme un moment émancipateur⁵². Aux antipodes de cette vision, la guerre civile européenne du ^{xx}e siècle reste gravée dans notre mémoire comme une immense catastrophe, comme la menace d'une éclipse de la civilisation. Ses débuts furent décrits par Karl Kraus comme les « derniers jours de l'humanité⁵³ » ; sa conclusion apparut à Max Horkheimer et Theodor W. Adorno comme l'expression d'une « autodestruction de la raison⁵⁴ ».

CYCLE

Dans son essai classique sur les temps historiques, Fernand Braudel distinguait trois catégories temporelles. D'un côté, l'*événement*, « la plus capricieuse et la plus trompeuse des durées », capable d'aveugler les observateurs par ses éclats et ses flammes, mais éphémère et presque insignifiant du point de vue des sciences sociales. De l'autre, la *longue durée*, la seule vraiment digne d'attention à ses yeux, qui permet de voir les structures, les grandes tendances démographiques, économiques et culturelles sous-jacentes aux mouvements séculaires des sociétés. Et entre les deux, une catégorie intermédiaire, celle de la « conjoncture » ou du « cycle », dont il fixait la longueur à « une dizaine d'années, un quart de siècle et, à l'extrême limite, le demi-siècle du cycle classique de Kondratieff⁵⁵ ». Il ne s'arrêtait pas sur cette dernière catégorie, mais sa suggestion se révèle fructueuse. Couvrant quelques décennies, le cycle désigne une époque dans laquelle les événements ne figurent pas comme de simples agitations de surface – contrairement à l'opinion de Braudel, ils marquent parfois des tournants historiques majeurs – mais peuvent être mis en perspective et analysés à la lumière des tendances séculaires. Autrement dit, le cycle est un laps de temps qui révèle le lien entre événements et structures, où courte et longue durée se touchent, où les temporalités se synchronisent.

Le concept de guerre civile européenne ne désigne ni un événement ni une tendance séculaire, mais précisément un cycle dans lequel une chaîne d'événements catastrophiques – crises, conflits, guerres, révolutions – condense une mutation historique dont les prémisses se sont accumulées, dans la longue durée, au cours du siècle antérieur. L'avènement de la société de masse, la transition du capitalisme libéral au capitalisme monopoliste, la démocratisation de la politique, la nationalisation des masses et la révolution militaire ont précédé la rupture de 1914. Le passage d'un ordre impérial à un système conflictuel d'États dits « nationaux » (souvent très hétérogènes) a été préparé par l'usure des régimes aristocratiques « persistants » depuis la Révolution française et les soulèvements de 1848. La vague communiste qui suit Octobre 1917 suppose l'essor d'un prolétariat industriel, de même que l'apparition du fascisme implique la rencontre des anti-Lumières avec une « droite révolutionnaire » non plus aristocratique mais nationaliste. La guerre totale ne serait pas concevable sans les armées de masse et les moyens de destruction

modernes, ni la propagande qui l'accompagne sans l'enracinement au sein des couches populaires d'un idéal national forgé au cours du « long »^{xix^e} siècle. Finalement, le déplacement de l'axe du monde d'une rive à l'autre de l'Atlantique, avec l'émergence des États-Unis comme grande puissance internationale, ne faisait que rendre visible une mutation des rapports de forces amorcée après la guerre de Sécession. Tous ces changements structurels se construisent dans la longue durée, mais se condensent et précipitent dans un ensemble d'événements qui s'étalent sur une trentaine d'années et dont le point de départ – un véritable partage des eaux pour les contemporains – est la crise de 1914. C'est bien ce cycle de crises, guerres et révolutions que l'on peut résumer par l'idée de guerre civile européenne. Ce n'est sans doute pas un hasard si c'est au lendemain de la Grande Guerre qu'apparaissent des travaux qui théorisent l'achèvement de la parabole d'une civilisation, analysent la synchronisation entre une « onde longue » de l'économie capitaliste et la guerre, en annonçant un nouveau cycle de révolutions à l'échelle du continent. *A priori*, il n'y a pas d'affinités entre *Le Déclin de l'Occident* d'Oswald Spengler, les écrits économiques de Kondratieff et les réflexions de Trotski sur la dynamique de la révolution européenne lors des troisième et quatrième congrès de l'Internationale communiste. Ce que le philosophe conservateur allemand, l'économiste et le révolutionnaire russes partagent, cependant, c'est le besoin de comprendre une conjoncture dans laquelle les temps longs de l'Histoire se télescopent avec les cycles économiques, militaires et politiques⁵⁶.

Le concept de guerre civile européenne pourrait apparaître à certains égards inapproprié, s'agissant d'appréhender dans sa séquence temporelle une crise qui prend dès le départ une dimension internationale. Elle est circonscrite par deux guerres totales, la première marquée par l'intervention des États-Unis, la deuxième ayant eu lieu sur plusieurs théâtres, de l'Afrique au Pacifique. Entre les deux s'inscrivent de multiples crises, dont une récession économique internationale qui, déclenchée par le krach boursier d'octobre 1929, aura des répercussions profondes sur le Vieux Monde. Il serait évidemment difficile de nier l'importance de cet événement, avec ses conséquences, pour comprendre la crise de l'Europe entre 1914 et 1945. À l'aune d'une histoire globale, la guerre civile européenne n'est qu'un aspect d'un conflit international qui se poursuit après 1945 avec la guerre froide pour s'achever quarante-cinq ans plus tard avec l'effondrement de l'Union soviétique. La période de l'entre-deux-guerres reste néanmoins cruciale pour définir le destin de l'Europe, car ce sont sa destruction matérielle et sa déchirure spirituelle elles-mêmes qui en révèlent, sous des formes tragiques, l'héritage commun, en posant l'exigence de son unité.

En dépit de ses traits de guerre civile, la guerre de 14, dans laquelle s'affrontent des armées de millions de soldats, reste un conflit qui oppose des États. Des États qui ne respectent plus les normes du *jus publicum europaeum* mais demeurent néanmoins des États souverains. Les caractères de la guerre civile se détachent avec une bien plus grande netteté, en revanche, dans les conflits des années suivantes. Encadrée par deux guerres totales, la guerre civile européenne est faite aussi d'une

multitude de guerres civiles localisées. On pourrait les regrouper en trois moments majeurs. D'abord la période qui s'ouvre avec la révolution russe de 1917 et s'achève au début des années 1920 (symboliquement, avec l'insurrection avortée de Hambourg, en octobre 1923), pendant laquelle une guerre interétatique débouche sur des révolutions et des guerres civiles dans plusieurs pays d'Europe centrale et orientale. Puis la guerre civile espagnole, qui condense à l'échelle d'un pays des conflits de portée continentale, voire internationale. Enfin la Deuxième Guerre mondiale, qui engendre à son tour une multitude des guerres civiles localisées. Ces trois phases sont étroitement liées l'une à l'autre. C'est cet intime mélange de guerres totales et de guerres civiles qui tisse la continuité de la période qui va de 1914 à 1945.

SEQUENCE

Née comme un conflit classique entre États, la Grande Guerre se termine par l'effondrement des empires du continent dans un contexte de guerres civiles. Au départ, l'Union sacrée domine dans tous les pays impliqués. Les socialistes européens opposés à la guerre qui se réunissent à Zimmerwald, dans les Alpes suisses, en 1915, ne représentent que d'infimes minorités. À la fin du conflit, en revanche, les sociétés européennes sont profondément déchirées. En Russie, le régime des Tsars est renversé en février 1917 par une révolution qui se radicalise jusqu'à l'arrivée au pouvoir des bolcheviks, en octobre. En mars 1918, ces derniers signent une paix séparée avec l'Allemagne à Brest-Litovsk et font face, sur le plan intérieur, à une guerre civile sanglante dont ils ne viendront à bout que trois ans plus tard. En Allemagne, un climat de guerre civile domine après l'effondrement du régime des Hohenzollern. Le 9 novembre 1918, le social-démocrate Philip Scheidemann proclame solennellement la république, à 14 heures, lors d'une allocution prononcée des fenêtres du Reichstag. Deux heures plus tard, Karl Liebknecht rassemble les ouvriers de Berlin sur la place du château de Charlottenburg, où il annonce l'avènement d'une république socialiste⁵⁷. Cette situation de double pouvoir – la guerre a engendré la révolution, la révolution la guerre civile – ne peut pas se pérenniser. La crise se traduit par un affrontement armé en janvier 1919, lors de la destitution du préfet de Berlin, Emil Eichhorn, un socialiste indépendant proche des spartakistes, que le mouvement révolutionnaire avait imposé au gouvernement pendant les journées de novembre. La présence dans la capitale d'un préfet qui ne veut pas rétablir l'ordre mais le renverser, qui désavoue le gouvernement et se met au service de l'assemblée des conseils ouvriers, incarne la rupture du monopole étatique de la violence dans l'Allemagne d'après-guerre. Son refus de démissionner déclenche l'insurrection spartakiste, improvisée et isolée, qui sera impitoyablement écrasée : ses chefs charismatiques, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, sont tués par les *Freikorps* (le cadavre de Rosa sera jeté dans le Landwehrkanal)⁵⁸. À Berlin, la chasse aux émeutiers se poursuit jusqu'en mars,

faisant quelques milliers de victimes. Puis vient le tour de la Bavière, où une république des conseils est instaurée au printemps 1919, après l'assassinat de son premier président, Kurt Eisner. Les dirigeants de ce régime éphémère sont encore une fois exécutés, comme l'écrivain et critique littéraire Gustav Landauer, ou condamnés à de lourdes peines, comme le dramaturge Ernst Toller. Les troubles continuent l'année suivante avec une tentative de putsch d'extrême droite dirigée par les généraux Kapp et Ludendorff. Une insurrection est préparée au cours de l'année 1923, lorsque les communistes forment des gouvernements de coalition avec les courants de gauche du SPD, en Saxe et Thuringe, qui procèdent à l'armement des ouvriers, mais elle n'éclate finalement qu'à Hambourg, en octobre. Encore une fois isolée, elle est durement réprimée⁵⁹. Au même moment, Hitler fait son apparition sur la scène publique en organisant à Munich son pitoyable putsch de la brasserie. Tous ces événements se déroulent sur fond de troubles et d'inflation galopante.

En novembre 1918 s'effondre aussi l'Empire habsbourgeois, dont les différentes composantes nationales se séparent pour former des États indépendants. Cette crise débouche sur une grève générale à Vienne et la naissance d'une république soviétique en Hongrie, sous la direction du communiste Béla Kun. Cette dernière ne dure que quatre mois. Au printemps, elle est renversée par une intervention de l'armée roumaine (avec le soutien de la France) qui instaure la dictature du maréchal Miklós Horthy. Tant à Munich qu'à Budapest, la répression anticomuniste provoque un bain de sang et prend une forte coloration antisémite. Horthy se maintient au pouvoir jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, période pendant laquelle son régime s'allie et collabore avec l'Allemagne nazie (il enverra même des troupes, de sa propre initiative, pour participer à la guerre contre l'URSS⁶⁰).

En Finlande, où la proximité avec l'Union soviétique et l'imbrication avec la guerre civile russe exacerbent les conflits, la terreur blanche met en œuvre, dès 1918, une répression féroce, avec l'exécution de 20 000 « rouges » dans un pays de 3 100 000 habitants⁶¹. Dans les pays baltes, notamment en Estonie, la guerre civile prend des traits particulièrement meurtriers à cause de la superposition de conflits politiques, sociaux et nationaux. La présence de différents groupes nationaux (Estoniens, Litvaniens, Russes, Polonais, Allemands et juifs) attise les luttes en créant une osmose entre *classe* et *race* qui préfigure la guerre nazie contre l'URSS de 1941. Les Allemands entrent dans les États baltes en 1915 pour coloniser la Lettonie et l'Estonie, en promettant aux volontaires de leur corps expéditionnaire une rapide appropriation de terres. À partir de 1918, leur combat se transforme en lutte antibolchevique. Le général Goltz ne cache pas son projet d'« exterminer les intellectuels » des villes, identifiés aux bolcheviks, et ses troupes aiment se qualifier de « lansquenets⁶² ». Forcés à la retraite après l'octroi de l'indépendance aux pays baltes, ils renforcent les rangs des *Freikorps* et participent au putsch de Kapp en Allemagne. Selon l'historien Dan Diner, c'est dans ce contexte que se constitue une variante nouvelle, spécifiquement raciste, d'antibolchevisme⁶³. Plusieurs dirigeants nazis, dont l'idéologue Alfred Rosenberg, futur ministre du Troisième Reich pour les territoires de l'Est, se forment à Riga lors des combats de 1918-1920 contre le

« judéo-bolchevisme⁶⁴ ».

La relation « symbiotique » entre révolution et contre-révolution est un trait typique des guerres civiles qui éclatent à la fin de la Grande Guerre. Comme la Révolution française obligée en 1793 de se défendre sur deux fronts – contre la coalition royaliste sur le plan international et contre la réaction vendéenne à l'intérieur –, ainsi la révolution russe mène à la fois une guerre civile contre les blancs (Koltchak, Denikine, Wrangel) et un combat contre les interventions militaires britannique, française et nipponne. Si la guerre est un conflit contre un ennemi extérieur et la guerre civile un conflit au sein d'un État, l'affrontement entre révolution et contre-révolution combine les deux. Robespierre a posé clairement la question dès décembre 1791 : « Quelle est la guerre que nous pouvons prévoir ? Est-ce la guerre d'une nation contre d'autres nations, ou d'un roi contre d'autres rois ? Non, c'est la guerre des ennemis de la Révolution française contre la Révolution française⁶⁵. » Les bolcheviks considèrent de même la révolution mondiale comme la meilleure défense de la révolution russe et créent pour cela, dès 1919, l'Internationale communiste. C'est pourquoi une des préoccupations fondamentales des diplomates européennes, lors des négociations qui précèdent la conférence de Versailles, est précisément la création d'un cordon sanitaire autour du foyer révolutionnaire russe. La différence fondamentale entre le congrès de Vienne de 1815 et la conférence de Versailles, un siècle plus tard, tient au fait que le premier coïncide avec la Restauration, alors que la seconde a lieu quand l'incendie révolutionnaire semble se propager en Europe centrale. Si Talleyrand avait pu participer au congrès de Vienne au nom de la France, les puissances réunies à Paris en 1919 considèrent unanimement la Russie bolchevique comme un pays tombé aux mains d'une bande de criminels et de sauvages. Winston Churchill désigne les bolcheviks comme des « ennemis du genre humain » et l'État soviétique comme une « conjuration mondiale visant à renverser la civilisation⁶⁶ ». Les révolutionnaires russes, de leur côté, rejettent le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres nations comme un héritage de l'Europe bourgeoise et dévoilent les traités secrets en jetant l'effroi parmi les forces de l'Entente. Selon Karl Radek, la révolution mondiale exige « l'intervention la plus énergique dans les affaires du monde entier⁶⁷ ». Dès leur arrivée à Brest-Litovsk, où ils doivent négocier une paix séparée avec l'Allemagne au début de 1918, les chefs de la délégation soviétique, Trotski et Joffe, commencent à distribuer aux soldats allemands, sous le regard stupéfait de la délégation prussienne venue les recevoir, des tracts appelant à l'insoumission. La présence parmi les diplomates soviétiques de Karl Radek, juif polonais et citoyen de l'Empire habsbourgeois, scandalise les militaires allemands. Sa participation à la délégation soviétique a pour but de montrer que, avant de représenter une nation, elle représente la révolution, laquelle ne connaît pas d'ennemis nationaux mais seulement un ennemi de classe⁶⁸.

En Russie, la guerre civile se dessine immédiatement comme un affrontement de portée européenne entre la révolution et la contre-révolution, puisque les bolcheviks misent sur l'extension du soulèvement révolutionnaire en dehors des frontières

russe, tandis que les gardes blancs bénéficient du soutien militaire des puissances occidentales⁶⁹. Le conflit prend d'emblée une dimension internationale. Les blancs sont financés, armés, équipés et souvent directement soutenus par des unités militaires occidentales, notamment françaises et britanniques, mais aussi autrichiennes, tchèques, roumaines, japonaises. Les rouges, de leur côté, peuvent mobiliser plusieurs centaines de milliers d'« internationalistes » étrangers qui s'engagent du côté de la révolution : Chinois, Coréens, Hongrois et même plusieurs Allemands qui se trouvent en Russie en tant que prisonniers de guerre. Dans ce contexte, différents conflits se télescopent : une guerre révolutionnaire de l'État soviétique contre une coalition internationale, une guerre de classes entre le prolétariat urbain et l'élite industrielle et aristocratique, une guerre nationale entre les Russes et les peuples « allogènes », enfin une guerre sociale entre la ville et la campagne. Ces conflits sont particulièrement meurtriers. En Ukraine, l'armée de Wrangel utilise l'antisémitisme contre le pouvoir bolchevique ; en 1919, une vague de pogromes fait entre soixante-quinze et cent cinquante mille victimes juives⁷⁰. Koltchak, le chef des blancs en Sibérie occidentale, affirme que son « but premier et fondamental est d'effacer le bolchevisme du visage de la Russie, de l'exterminer et de l'anéantir⁷¹ ». La figure la plus sinistre de la contre-révolution est sans doute celle de Krasnov, le général qui organise la révolte des Cosaques du Don après avoir été libéré, bien naïvement, par les bolcheviks. Il achève son parcours pendant la Deuxième Guerre mondiale, lorsqu'il prend la tête d'une unité cosaque incorporée à la Wehrmacht. Il sera exécuté par les soviétiques en 1947⁷². Makhno, chef paysan souvent idéalisé par les anarchistes, défend une culture et une tradition rurales, mais il veut aussi « égorger les commissaires et les youpins⁷³ ». Les bolcheviks répondent par la Terreur, décrétée le 6 septembre 1918 après les attentats qui tuent le chef de la police politique de Petrograd, Moïse Uritski, et blessent Lénine. Le régime soviétique crée son propre organe de la Terreur, la Tchéka, qui fait plus de dix mille victimes pendant la seule année 1918⁷⁴. Dans la région du Don, la lutte contre la « Vendée cosaque » cause la mort ou la déportation de plus de trois cent mille personnes sur une population qui n'en compte pas plus de trois millions⁷⁵. La famine et les épidémies provoquées par la guerre tuent à elles seules plusieurs millions de paysans. Souvent, conflits sociaux, politiques et nationaux se superposent. Les Cosaques créent la première armée blanche qui s'oppose aux bolcheviks et s'allie aux Allemands, en Ukraine, parce que leur préservation en tant que communauté s'identifie aux intérêts d'une classe de propriétaires fonciers. Cette complexité de la guerre civile russe est à l'origine des divisions qui traversent le front contre-révolutionnaire et favorisent sa défaite. L'abolition, par Koltchak et Denikine, du décret soviétique qui distribue la terre aux paysans coupe les blancs de leur base sociale et permet aux bolcheviks de rompre leur isolement dans les campagnes. En réalité, cette guerre civile n'oppose pas seulement l'armée rouge aux gardes blancs. Un troisième acteur y joue un rôle essentiel : les « verts », dont la force armée la plus célèbre reste celle de l'Ukrainien Nestor Makhno. Il s'agit d'« armées » paysannes qui s'opposent tantôt aux bolcheviks, tantôt aux contre-révolutionnaires, en

oscillant entre les deux et parfois en s'alliant à l'un ou à l'autre, selon les circonstances. Les bolcheviks s'imposent parce qu'ils sont capables de neutraliser les « verts » et d'isoler les blancs, après avoir bâti à partir du chaos et du désordre une armée disciplinée et idéologiquement soudée, prête à se battre jusqu'au bout pour défendre sa révolution. Les blancs représentent un régime déchu, balayé dans les villes en 1917 et isolé dans les campagnes, où l'atavique mépris de l'aristocratie vis-à-vis des paysans ne leur permet pas de gagner le soutien de populations souvent méfiantes à l'égard des bolcheviks. Les « verts », quant à eux, sont condamnés d'avance car leur manquent un projet de société et une perspective nationale. Entre les blancs qui veulent restaurer un régime condamné par l'Histoire, tuer les bolcheviks et piller les campagnes, et les verts qui haïssent les villes, les rouges l'emportent. Ces conflits ne trouvent une solution provisoire qu'au début des années 1920, grâce à la défaite de la contre-révolution. Sur le plan militaire, l'armée rouge emporte donc une victoire contre les blancs. Sur le plan socio-économique, la Nouvelle politique économique (NEP) apaise les paysans en réintroduisant le marché. Sur le plan national, les conflits ont été désamorçés tantôt par l'octroi de l'indépendance aux minorités nationales de l'ex-empire (le retrait russe de la Pologne, l'indépendance de la Finlande et des pays baltes), tantôt par la répression militaire (la « soviétisation » du Caucase). La guerre civile russe trouve son épilogue dans la répression de Kronstadt, la forteresse des marins sur la Baltique, aux portes de Petrograd, qui revendique des « soviets libres » mais risque de se transformer, aux yeux des bolcheviks, en point de ralliement des forces hostiles à la révolution. Impitoyable, leur répression se solde par la condamnation et l'exécution de plusieurs milliers d'insurgés⁷⁶.

Les bolcheviks conçoivent la guerre civile comme un affrontement de classes, tant sur le plan interne que sur le plan international⁷⁷. Le prix de cette approche, qui ignore le poids de la question nationale, sera très élevé. En 1920, la tentative d'exporter la révolution par des moyens militaires aboutit à un échec cuisant lorsque l'avancée de l'armée rouge est bloquée, aux portes de Varsovie, par la résistance polonaise qui se soulève contre l'invasion de l'ancien oppresseur russe⁷⁸. Leur internationalisme est souvent perçu comme un masque du nationalisme russe. La guerre civile, le véritable « baptême du feu » des bolcheviks⁷⁹, est à l'origine d'une conception militaire de la révolution qui laisse son empreinte sur toute l'histoire du communisme. Nolte n'a pas tort d'interpréter la fondation de l'Internationale communiste, à Moscou, en 1919, comme l'acte de naissance d'un « parti de la guerre civile mondiale⁸⁰ ». Il s'agit là du simple constat d'un fait que ni Lénine ni Trotski n'auraient contesté et que les actes des premiers congrès du Komintern confirment aisément. Lénine s'était orienté dans cette direction dès 1917, lorsqu'il posait la question stratégique de « transformer la guerre impérialiste en guerre civile⁸¹ ». Cependant, ces traits militaristes sont plus le reflet d'un contexte catastrophique, celui d'une guerre civile issue de la guerre, que de la mise en œuvre d'un impératif idéologique. L'idéologie joue son rôle, mais elle est remodelée dans ce contexte qui fait du mouvement communiste international une armée de défense de la révolution

russe menacée, de l'expérience bolchevique un modèle pour la révolution en Europe et de l'insurrection armée un paradigme normatif⁸².

Bref, les affrontements qui traversent l'Europe entre 1918 et 1923 ne relèvent plus du conflit entre nations mais d'une dialectique opposant révolution et contre-révolution dans laquelle les nationalismes sont absorbés et redéfinis. Les méthodes et les pratiques de la guerre de tranchée se transfèrent au sein de la société civile, en « brutalisant » le langage et les formes du combat. Dans l'après-guerre, la « nationalisation des masses » prend les traits d'un mouvement chauvin, populiste, radical, agressif et antidémocratique, à la fois moderne et réactionnaire. À Berlin et à Munich, nous l'avons vu, les *Freikorps* sont le fer de lance de la contre-révolution. En Italie, l'avènement du fascisme passe par le combat entre les nationalistes qui n'acceptent pas la « victoire mutilée » et les *Arditi del Popolo*, les corps francs qui ont choisi de s'opposer à Mussolini. La guerre totale n'est pas seulement la matrice de la révolution mais aussi celle du fascisme. Partout, les mouvements politiques se militarisent. Dans l'Allemagne de Weimar, chaque parti dispose de sa milice, des SA nazis au Rote Front communiste, il en est de même dans la république autrichienne, où la fin de la démocratie est marquée, en février 1934, par une semaine de combats entre l'armée et la milice socialiste (*Schutzbund*). Partout, y compris à Paris et à Londres, la droite nationaliste défile en uniforme. Dans plusieurs pays, le monopole étatique de la violence apparaît largement remis en cause.

L'affrontement qui s'ouvre en Espagne en juillet 1936, avec le *pronunciamiento* du général Francisco Franco contre la république, s'inscrit dans ce contexte de tensions à l'échelle continentale. Certes, ses racines plongeaient dans l'histoire du pays, mais dès le départ ses enjeux nationaux sont profondément imbriqués à une crise internationale dont l'Espagne, restée jusqu'alors en retrait, devient le cœur. Selon les mots d'un de ses principaux historiens, Paul Preston, ce fut « la bataille la plus féroce d'une guerre civile qui faisait rage en Europe depuis vingt ans⁸³ ». Cela n'est pas clair dès le départ pour tous ses protagonistes, mais ils en prennent vite conscience. Pour Franco, il s'agit de l'aboutissement d'un long processus historique dans lequel « la patrie et l'antipatrie » s'affrontent en un combat mortel dont la seule issue doit être le « triomphe des principes purs et éternels contre les bâtards et les anti-Espagnols⁸⁴ ». Les idéologues du franquisme en donnent une lecture religieuse qui stigmatise les républicains comme incarnation du mal. À Pampelune, le coup d'État est accueilli par une fête populaire avec les carlistes qui descendent dans les rues en criant « Viva Cristo Rey ! »⁸⁵. Pour le poète J. M. Pemán, il s'agit d'un combat entre Dieu et le Diable, Saint-Georges et le dragon, Saint-Michel et Satan, la chair et l'esprit⁸⁶. C'est une guerre entre modernité et conservatisme, dans laquelle s'affrontent les partisans de l'Espagne traditionnelle, catholique et agraire, à ceux de l'Espagne moderne incarnée par la république. C'est une guerre nationale, qui oppose la tradition impériale castillane aux autonomies régionales, notamment en Catalogne. C'est aussi une guerre de classes du prolétariat urbain et de la paysannerie contre le capital et la propriété foncière, accompagnée d'une guerre politique entre le fascisme

et la démocratie. C'est de surcroît une guerre civile dans la guerre civile, puisque la révolution et la contre-révolution s'opposent au sein du camp républicain, en franchissant le seuil de l'affrontement armé en Catalogne, en mai 1937. C'est enfin une guerre européenne entre la démocratie et le fascisme, ou encore entre le fascisme et le communisme, dans laquelle le camp franquiste est soutenu par l'Italie de Mussolini et l'Allemagne hitlérienne, tandis que l'Union soviétique arme les forces républicaines. La dimension européenne de la guerre civile espagnole est très clairement illustrée par la présence de troupes étrangères sur les champs de bataille. L'intervention militaire italo-allemande se révèle décisive. L'Italie fasciste envoie 78 000 soldats, l'Allemagne nazie 19 000 et le Portugal de Salazar 10 000 qui s'ajoutent aux 70 000 Marocains intégrés dans l'armée franquiste. Outre cela, l'intervention italo-allemande assure aux franquistes une supériorité aérienne écrasante qui se maintient tout au long du conflit. Isolées par la non-intervention franco-britannique, les forces républicaines engagées dans la reconstruction de l'armée reçoivent le soutien de 34 000 antifascistes venus du monde entier pour se battre au sein des Brigades internationales. L'Union soviétique, dont l'envoi d'armes et de moyens économiques se fait au prix d'un contrôle politique sur le gouvernement républicain, exerce une influence directe grâce à la présence de ses agents du Komintern et de 2 000 conseillers militaires⁸⁷. De l'impact international de cette guerre témoignent enfin les 500 000 exilés qui sont obligés de quitter le pays en 1939⁸⁸.

Ce conflit donna naissance à un concept aujourd'hui d'usage courant dans le langage militaire : la « cinquième colonne ». En novembre 1936, lors du siège de Madrid par l'armée franquiste, le général nationaliste Mola est interrogé par la presse sur son dispositif militaire formé par quatre colonnes. Il répond que sa stratégie mise surtout sur la « cinquième colonne », celle de ses partisans présents dans la ville assiégée. La « cinquième colonne » devient donc synonyme d'« ennemi intérieur⁸⁹ ». En adoptant une mesure qui rappelle la « loi des suspects » de 1793, les républicains décident la déportation de tous ceux qui, par leur statut social, apparaissent comme des franquistes potentiels. Plus de deux mille d'entre eux sont exécutés aux alentours de la ville. Pour avoir une idée du climat qui règne en Espagne pendant ce conflit, il suffit de rappeler les mots par lesquels le capitaine Gonzalo de Aguilera, attaché de presse de Franco, désignait les objectifs de son armée au journaliste américain John Whitaker : « tuer, tuer et tuer » (*matar, matar y matar*) tous les « rouges » afin de libérer l'Espagne du « virus du bolchevisme⁹⁰ ». De la férocité de cette guerre témoigne le nombre des victimes. L'historien américain Gabriel Jackson donne le décompte suivant : 100 000 morts au combat, 10 000 morts à cause des bombardements, 50 000 morts à cause des maladies et de la malnutrition engendrées par le conflit. La répression politique, quant à elle, fait entre 150 000 et 200 000 victimes, dont les deux tiers au moins sont dûs à la violence franquiste⁹¹. La notion de « guerre civile légale » pourrait bien s'appliquer à la première décennie de l'Espagne franquiste, pendant laquelle le régime déploie sa violence contre les républicains vaincus : deux cent soixante-dix mille d'entre eux sont internés dans des

camps de concentration⁹².

Si en Europe centrale et orientale la Deuxième Guerre mondiale est essentiellement une guerre d'autodéfense et de libération nationale contre la domination allemande, dans les Balkans et en Italie – dans une moindre mesure en France et en Belgique, à cause de la rapidité de leur libération après le débarquement allié –, la Résistance prend *aussi* les traits d'une guerre civile. En Pologne, où il n'y a pas de régime collaborationniste, ce phénomène est plus limité. Ici, nous sommes en présence d'un conflit interne à la Résistance, divisée entre nationalistes, dont le gouvernement en exil siège à Londres, et communistes, très minoritaires mais soutenus par l'URSS, les deux disposant de leur propre organisation militaire. L'articulation de ce conflit avec la « question juive » – la place de l'antisémitisme dans l'histoire du nationalisme polonais et le rôle central de la Pologne dans le dispositif nazi d'anéantissement des juifs – tisse une « trame enchevêtrée » qui fait la singularité de l'histoire polonaise au ^{xx}e siècle⁹³.

L'Italie demeure un cas emblématique pour étudier les guerres civiles pendant la Deuxième Guerre mondiale. C'est aussi le pays dans lequel, depuis une quinzaine d'années, l'historiographie a placé le concept de guerre civile au centre de sa réflexion. À partir du 8 septembre 1943, lorsque le lieutenant Badoglio, nommé par le roi chef du gouvernement après l'arrestation de Mussolini, annonce l'armistice avec les forces alliées qui ont envahi le sud de la péninsule, l'État s'effondre. L'armée se dissout, après quelques tentatives tragiques de résister aux armées allemandes qui prennent le contrôle du reste du pays. La continuité de l'État est symboliquement préservée par la monarchie tandis que Mussolini, libéré par un commando allemand, annonce la création de la République sociale italienne (RSI) – ou république de Salò, du nom de sa capitale –, engagée dans la collaboration avec l'occupant allemand. Le conflit qui surgit, dès l'automne, entre la Résistance et les forces de la RSI, et qui accompagne la guerre entre Allemands et Alliés, se déroule comme une guerre civile. Les représentants de la RSI et ceux de la Résistance se traitent réciproquement de traîtres à la patrie. La Résistance ne représente pas un État, tandis que la monarchie et le régime de Salò ne peuvent exister qu'en vertu de l'occupation alliée et allemande, sans véritable légitimité. Dans ces circonstances, la Résistance se développe à la fois comme une guerre de libération nationale contre l'occupant allemand, comme une lutte pour la démocratie contre une dictature totalitaire et – pour ses composantes communistes et socialistes, très majoritaires – comme une guerre de classes contre les élites traditionnelles qui s'étaient identifiées avec le fascisme⁹⁴.

Comme dans la France de Vichy en 1940, le choix de la collaboration est perçu par un grand nombre – au-delà des motivations idéologiques de ses responsables – comme le prix à payer pour préserver un État national. Les clivages se définissent cependant très vite dans les conditions d'occupation du pays. Pour les fascistes, ce sont la fidélité au régime de Mussolini, le rejet de la démocratie et celui du communisme qui priment ; pour les résistants, la lutte antifasciste est le début d'une

redéfinition de l'identité nationale et d'une reconstruction du pays sur des bases nouvelles. Ils sont nombreux à y voir un nouveau *Risorgimento*. Le cas français présente plusieurs traits similaires : un affrontement entre le régime de Vichy et la Résistance armée, dans le cadre d'une guerre entre les forces d'occupation allemandes et les forces alliées débarquées en juin et août 1944. Deux éléments empêchent cet affrontement de prendre la forme d'une véritable guerre civile. D'une part, la rapidité de l'avancée alliée, qui libère le pays en quelques mois ; d'autre part, la présence, au sein des forces anglo-américaines, d'un contingent militaire français qui permet au général de Gaulle, une fois arrivé à Paris, de proclamer le retour à la république. Les résistants et les collaborationnistes demeurent ainsi, sur le plan strictement militaire, de petites minorités : les forces clandestines rassemblent environ 50 000 combattants en janvier 1944, la milice 4 000 dans la zone Nord et environ 30 000 dans la zone Sud, dont seulement la moitié sont réellement opérationnels. Cela crée, selon Olivier Wieviorka, « un climat de guerre civile », mais ne suffit pas à « placer la France dans une configuration de guerre civile⁹⁵ ». Le régime de Vichy, proclamé quatre ans plus tôt par le maréchal Pétain, auquel ce qui restait de la Troisième République avait confié les pleins pouvoirs, est déclaré nul et non avenu. Commence alors une longue phase de refoulement qui se révèle, à plusieurs décennies de distance, n'être qu'une étape d'un « syndrome » persistant. Les querelles franco-françaises autour de Vichy, « un passé qui ne passe pas⁹⁶ », apparaissent, de ce point de vue, comme les manifestations de la mémoire d'une guerre civile qui ne put se déployer mais dont existaient toutes les prémisses.

Dans les Balkans aussi, la Résistance prend la forme d'une guerre de libération nationale, d'une guerre de classes et d'une guerre civile. La première est dirigée contre une occupation italo-allemande particulièrement féroce et meurtrière (la Yougoslavie déplore 1 700 000 victimes à la fin des hostilités). La deuxième oppose un mouvement à base ouvrière et paysanne, dirigé par les communistes, aux élites urbaines et à la grande propriété foncière. La troisième oppose la Résistance aux collaborationnistes – dont les oustachis croates d'Ante Pavelić – et les résistants entre eux, divisés entre nationalistes d'obédience monarchique (tchetniks serbes) et communistes (le mouvement à base multiethnique dirigé par Tito). Ces derniers parviennent à constituer une véritable armée, la plus puissante force militaire de la Résistance en Europe, la seule qui réussira à prendre le pouvoir sans l'intervention de l'armée rouge ou des troupes anglo-américaines⁹⁷. Étouffée pendant la période titiste, la mémoire de ces conflits a resurgi en Yougoslavie en 1989, pour donner lieu à une nouvelle guerre civile. C'est l'héritage brutal et sanglant d'un drame qui semblait avoir trouvé son épilogue en 1945 mais qui, en réalité, avait seulement été suspendu.

Un cas emblématique de croisement entre guerre totale et guerre civile est celui de la Grèce, où s'articulent plusieurs conflits⁹⁸. Il s'agit tout d'abord d'une lutte de libération nationale contre les forces d'occupation allemandes et italiennes, couplée avec une guerre civile entre la Résistance et les fascistes grecs qui choisissent la voie de la collaboration (1940-1944), en s'appuyant sur l'appareil d'État hérité du

régime du général Metaxas. Mais c'est aussi une guerre civile entre les deux composantes de la Résistance, les communistes qui dirigent l'ELAS (Armée Populaire de Libération Nationale) et les nationalistes fidèles à la monarchie en exil, soutenus par les forces britanniques qui envahissent le pays en octobre 1944, en essayant de favoriser le retour du roi Georges II. Latent pendant la première phase de l'occupation italo-allemande, ce conflit éclate ouvertement à partir de l'été 1944. Très majoritaires au sein de la Résistance, les communistes renoncent à prendre le pouvoir, tant à cause de la présence militaire alliée que de leur isolement international, la Grèce ne rentrant pas dans la sphère d'influence soviétique sur la base des accords établis par Staline et Churchill. Cette guerre civile connaît un rebondissement tragique, entre 1946 et 1949, favorisé par le contexte de la guerre froide, et se solde par la défaite finale des communistes.

La guerre civile espagnole apparaît donc, à plusieurs égards, comme la préfiguration du conflit de portée bien plus vaste qui s'ouvre en Europe quelques mois après la proclamation de la victoire par le général Francisco Franco. La Deuxième Guerre mondiale est une guerre totale dans laquelle se croisent encore une fois plusieurs guerres parallèles. D'abord une guerre entre les grandes puissances en compétition pour contrôler des aires géopolitiques, puis une guerre d'autodéfense de l'URSS menacée de destruction par le national-socialisme, enfin une guerre de libération nationale menée dans les pays occupés par les forces de l'Axe et, dans ce cadre, une guerre civile de la Résistance contre les régimes collaborationnistes⁹⁹. Il s'agit aussi d'une guerre totale entre différentes visions du monde et modèles de civilisation. La campagne anticomuniste de Franco prend maintenant les dimensions titanesques d'une guerre d'anéantissement contre l'URSS que Hitler conçoit comme une « croisade » (*Glaubenskrieg*) et comme une « guerre raciale » (*Rassenkrieg*) dans lesquelles les « Aryens » se battent pour imposer leur ordre contre les Slaves et les juifs. Le nazisme veut réorganiser l'Europe sur des bases raciales. Le génocide des juifs, perpétré entre le début de son offensive militaire contre l'URSS, en juin 1941, et la fin de la guerre se situe au cœur d'une double visée de la politique nazie : d'un côté, la conquête de l'« espace vital » grâce à la colonisation germanique des territoires slaves ; de l'autre, la destruction du communisme. Car, dans la vision du monde nazie, les Slaves et le communisme sont identifiés à un État dirigé par une élite juive. Colonisation du *Lebensraum*, destruction du communisme et extermination des juifs se conjuguent ainsi dans une seule guerre de conquête et d'extermination. Certes, l'antisémitisme nazi constitue l'arrière-plan idéologique et culturel de ce génocide, son soubassement indispensable, mais c'est seulement dans le cadre d'une guerre totale visant à remodeler la carte de l'Europe qu'il parvient à se muer en politique d'extermination.

Il faut souligner les traits propres à la Shoah, un génocide qui fut perpétré au cœur de la Deuxième Guerre mondiale mais qui ne peut pas être simplement déduit de sa logique interne. Si la guerre à l'Est, radicalisée par toutes les tensions qu'elle condense, permit de déclencher la vague exterminatrice contre les juifs, la Shoah est

devenue progressivement autonome jusqu'à constituer un but *en soi* de la politique nazie. La conquête du *Lebensraum* et l'anéantissement du bolchevisme n'expliquent pas la déportation à Auschwitz des juifs de Salonique ou de Corfou, comme ne l'explique pas le contexte des opérations militaires, surtout à partir de 1943, après la défaite de Stalingrad. Mais cela ne fait pas de la guerre entre 1941 et 1945 une « parenthèse » dans le siècle. Dans le cadre de la guerre, la Shoah prenait certes une dynamique propre liée au projet nazi de domination raciale, mais ses prémisses s'inscrivaient dans la *longue durée* de l'histoire européenne et allemande¹⁰⁰. En dépit de ses traits spécifiques, la guerre nazie contre les juifs appartenait à cette guerre civile européenne et mondiale. Autant il serait faux de vouloir nier sa singularité, en la diluant dans l'ensemble des violences de la guerre, autant il serait absurde de l'isoler de ce contexte global, qui fut son terreau et son détonateur. Il ne s'agit donc pas de confondre un génocide avec une guerre civile – dans le cas de la Shoah, les victimes ne sont pas des belligérants et les exécuteurs disposent du monopole de la violence – ni de voir entre les deux un rapport de cause à effet, mais de le situer dans son contexte historique. La guerre civile européenne a créé un ensemble de conditions en dehors desquelles l'Holocauste n'aurait pu être ni conçu ni perpétré.

¹ C'est le constat que font Stéphane Audoin-Rouzeau, Henry Rousso, Anne Dumézil et Christian Ingrao dans leur essai bibliographique « Les sociétés, la guerre et la paix (Europe, Russie/URSS, États-Unis, Japon) 1911-1946 », *Historiens & Géographes*, n° 383, 2003, p. 155. Pour une reconstitution de la généalogie de ce concept, voir Claudio Pavone, « La Deuxième Guerre mondiale : Europe et guerre civile européenne » in Pietro Causarano, Valeria Galimi et Frédéric Fredji (éd.), *Le XX^e siècle des guerres*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2004, p. 472-485 ; et Gian Enrico Rusconi, « La “guerra civile europea” e le sue conseguenze per l'idea di nazione e di Europa », *Se cessiamo di essere una nazione*, Bologne, Il Mulino, 1993, p. 101-123.

² Cité in Modris Eksteins, *Rites of Spring. The Great War and the Birth of the Modern Age*, Londres, Bantam Press, 1989, p. 94.

³ Ernst Jünger, « La mobilisation totale », in Ernst Jünger, *L'État universel/La mobilisation totale*, Paris, Gallimard, 1990, p. 99 (trad. modifiée d'après l'original, « Die totale Mobilmachung » (1931), *Politische Publizistik 1919-1933*, Stuttgart, Klett-Cotta, 2001, p. 559).

⁴ *Ibid.*, p. 141 (original allemand, p. 589, p. 572).

⁵ Ernst Jünger, *Journaux de guerre*, Paris, Julliard, 1980, p. 373.

⁶ *Ibid.*, p. 450.

⁷ Karl Löwith, « Der europäische Nihilismus. Betrachtung zur geistigen Vorgeschichte des europäischen Krieges », *Sämtliche Schriften*, Stuttgart, Metzler, 1983, Bd. 2, p. 473-540. Sur ce texte de Löwith, voir Enrico Donaggio, *Una sobria inquietudine. Karl Löwith e la filosofia*, Milan, Feltrinelli, 2004, p. 90-97.

⁸ Karl Löwith, « Der europäische Nihilismus », *op. cit.*, p. 479.

⁹ *Ibid.*, p. 498.

¹⁰ Ernst Nolte, *La Guerre civile européenne 1917-1945. National-socialisme et bolchevisme*, Paris, Éditions des Syrtes, 2000.

¹¹ Ernst Nolte, *Der Faschismus in seiner Epoche*, Munich, Piper, 1963, p. 51 et 515.

¹² *Ibid.*, p. 490.

¹³ *Ibid.*, p. 544. Nolte reprenait son concept de « transcendance » chez Heidegger, dont il a été l'élève. Cf. Volker Kronenberg, *Ernst Nolte und das totalitäre Zeitalter. Versuch einer Verständigung*, Bonn, Bouvier Verlag, 1999, p. 85-103 ; Hans Christoph Kraus, « L'historiographie philosophique d'Ernst Nolte », *La Pensée politique*, 1994, p. 64 ; Martin Kitchen, « Ernst Nolte and the Phenomenology of Fascism », *Science & Society*, vol. 38, n° 2, 1974, p. 139. Sur le concept heideggerien de « transcendance », voir Martin Heidegger, *Questions I*, Paris, Gallimard, 1968, p. 101 et 105.

¹⁴ Ernst Nolte, *Der Faschismus in seiner Epoche*, *op. cit.*, p. 179.

- ¹⁵ Cf. Hans Christoph Kraus, « L'historiographie philosophique d'Ernst Nolte », art. cité, p. 64.
- ¹⁶ Ernst Nolte, *Nietzsche. Le champ de bataille*, Paris, Bartillat, 2000, p. 99.
- ¹⁷ *Ibid.*, p. 299.
- ¹⁸ Ernst Nolte, *Streitpunkte. Heutige und künftige Kontroversen um den Nationalsozialismus*, Berlin-Francfort-sur-le-Main, Ullstein-Propyläen, 1993, p. 357.
- ¹⁹ Cf. Richard Herzinger, « Totalitaire Dynamik », *Die Zeit*, n° 24, 2000, p. 42.
- ²⁰ Ernst Nolte, *Streitpunkte*, op. cit., 93, p. 290.
- ²¹ Ernst Nolte, *Nietzsche*, op. cit., p. 122 (cf. Friedrich Nietzsche, *Œuvres*, Paris, Bouquins-Laffont, 1993, II p. 639).
- ²² Dan Diner, *Das Jahrhundert verstehen. Eine universalhistorische Deutung* Munich, Luchterhand, 1999, p. 21-25 ; Mark Mazower, *Le Continent des ténèbres. Une histoire de l'Europe au ^{xx} siècle*, Bruxelles, Complexe, 2005, p. 21 sq. ; Giorgio Galasso, *Storia d'Europa. III Età contemporanea*, Bari-Rome, Laterza, 1996, p. 131 sq.
- ²³ Hannah Arendt, *Les Origines du totalitarisme*, Paris, Quarto-Gallimard, 2002, p. 561.
- ²⁴ Eric J. Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes*, Bruxelles, Complexe, 1999, p. 197. Le concept de « guerre civile européenne » avait déjà été utilisé par Isaac Deutscher dans *La Révolution inachevée*, op. cit., p. 147.
- ²⁵ Une approche similaire, bien que décontextualisée, se limitant à interpréter ce conflit dans le domaine de l'histoire des idées, est celle de Zeev Sternhell, *Les Anti-Lumières, du ^{xviii} siècle à la guerre froide*, Paris, Fayard, 2006.
- ²⁶ François Furet, *Le Passé d'une illusion*, op. cit., p. 50.
- ²⁷ *Ibid.*, p. 35.
- ²⁸ Friedrich Engels, « Einleitung [zu Borkheims "Zur Erinnerung für die deutschen Mordspatrioten"] » *Marx Engels Werke*, Berlin, Dietz Verlag, 1975, Bd. 21, p. 350-351. Voir à ce sujet Gilbert Achcar, « Engels, penseur de la guerre, penseur de la révolution », in Georges Labica et Mireille Delbraccio (éd.), *Friedrich Engels, savant et révolutionnaire*, Paris, Presses Universitaires de France, 1997, p. 139-160.
- ²⁹ Cf. Michael Howard, « A Thirty Years War ? The Two World Wars in Historical Perspective », *Transactions of the Royal Historical Society*, vol. III, 1993, p. 171. Sur la guerre de Trente Ans comme « guerre totale », cf. Roger Chickering, « Total War. The Use and Abuses of a Concept », in Manfred F. Boemecke, Roger Chickering et Stig Förster (éd.), *Anticipating Total War. The German and American Experiences 1871-1914*, New York, Cambridge University Press, 1999, p. 13-28.
- ³⁰ Cf. Hans Kohn, *The Idea of Nationalism. A Study in its Origins and Background* (1919), New York, Transaction Books, 2005.
- ³¹ Sigmund Neumann, *Permanent Revolution. Totalitarianism in the Age of International Civil War* (1942), Londres, Pall Mall Press, 1965, p. 260.
- ³² Curzio Malaparte, *Kaputt*, Milan, Mondadori, 1995, p. 202.
- ³³ Alfred Rosenberg, *Völkischer Beobachter*, 1^{er} septembre 1942, et Alfred Rosenberg, *Der Weltkampf und die Weltrevolutionen unserer Zeit*, Munich, F. Eher, 1944, cité in Michael Geyer, « Urkatastrophe, europäische Bürgerkrieg, Menschenschlachthaus. Wie Historiker den Epochenbruch des Ersten Weltkrieges Sinn geben » in Rainer Rother (éd.), *Der Weltkrieg 1914-1918. Ereignis und Erinnerung*, Berlin, Minerva, 2004, p. 29.
- ³⁴ Le discours du général de Gaulle est cité in Antoine Prost et Jay Winter, *Penser la Grande Guerre. Un essai d'historiographie*, Paris, Seuil, 2004, p. 33 ; Winston Churchill, *The Gathering Storm* Boston, Houghton Mifflin, 1948, p. III.
- ³⁵ Cf. Raymond Aron, *Mémoires*, Paris, Julliard, 1983, p. 406.
- ³⁶ Pour une comparaison entre ces deux guerres de Trente Ans, celle du ^{xvii} siècle et celle du ^{xx} siècle, cf. surtout Arno J. Mayer, *La « Solution finale » dans l'Histoire*, Paris, La Découverte, 1990, p. 50-55, qui s'appuie sur l'ouvrage classique de Geoffrey Parker, *La Guerre de Trente Ans*, Paris, Aubier-Montaigne, 1987.
- ³⁷ Norbert Elias, *La Dynamique de l'Occident*, Paris, Pocket, 1975, p. 219 sq.
- ³⁸ Roman Schnur, « Weltfriedensidee und Weltbürgerkrieg 1791-1792 », *Revolution und Weltbürgerkrieg. Studien zur Ouverture nach 1789*, Berlin, Duncker & Humblot, 1983.
- ³⁹ Robespierre, « Projet de Déclaration des droits de l'homme et du citoyen » (24 avril 1793), *Pour le bonheur et pour la liberté. Discours*, Paris, La fabrique, 2000, p. 233. L'importance de ce discours pour la genèse du concept de « guerre civile européenne » est soulignée par Wilhelm Janssen, « Krieg », in Reinhart Koselleck (éd.).

Geschichtliche Grundbegriffe. Historisches Lexikon zur politisch-sozialen Sprache in Deutschland, Stuttgart, Klett-Cotta, 1982, Bd. 3, p. 588.

[40](#) Cité in Conor Cruise O'Brien, « Introduction. A Manifesto of a Counter-Revolution » in Edmund Burke, *Reflections on the Revolution in France*, Londres, Penguin Books, 1986, p. 61-62.

[41](#) Jean-Clément Martin, *Violence et Révolution. Essai sur la naissance d'un mythe national*, Paris, Seuil 2006, p. 119.

[42](#) Karl Polanyi, *La Grande Transformation*, Paris, Gallimard, 1983, chap. I.

[43](#) Henry Stuart Hughes, *Contemporary Europe : A History*, Englewood Cliffs, N.J., Prentice Hall, 1961, p. 6.

[44](#) Cité in James Joll, *The Origins of the First World War*, Londres, Longman, 1984, chap. 3.

[45](#) *Ibid.*

[46](#) Cité in Georges Haupt, « Guerre ou révolution ? L'Internationale et l'Union sacrée en août 1914 » *L'Historien et le mouvement social*, Paris, Maspero, 1980, p. 203-204.

[47](#) Georges-Henri Soutou, « 1914 : vers la guerre de Trente Ans ? La disparition d'un ordre européen », in Pierre Chaunu (éd.), *Les Enjeux de la paix. Nous et les autres. XVIII^e-XXI^e siècle*, Paris, Presses Universitaires de France, 1995, p. 80.

[48](#) Jacques Bainville, « Les conséquences politiques de la paix » (1919), in John Maynard Keynes et Jacques Bainville, *Les Conséquences économiques de la paix*, suivi de : *Les conséquences politiques de la paix*, Paris, Gallimard, 2002. Voir Georges-Henri Soutou, « Le concert européen, de Vienne à Locarno » in Georges-Henri Soutou et Jean Béranger (éd.), *L'Ordre européen du XVI^e au XX^e siècle*, Paris, Presses universitaires de Paris-Sorbonne, 1998, p. 117-136.

[49](#) John Maynard Keynes, *Les Conséquences économiques de la paix*, *op. cit.*, p. 19.

[50](#) *Ibid.*, p. 259 (traduction revue d'après l'original : *The Economic Consequences of the Peace*, Londres, MacMillan, 1920, p. 251).

[51](#) Cf. Michael Howard, « A Thirty Years War ? », *op. cit.*, p. 183-184.

[52](#) Voir notamment Norberto Bobbio, « Kant e la Rivoluzione francese », *L'età dei diritti*, Turin, Einaudi, 1992, p. 143-155.

[53](#) Karl Kraus, *Les Derniers Jours de l'humanité*, Marseille, Agone, 2000.

[54](#) Max Horkheimer et Theodor W. Adorno, *La Dialectique de la raison*, Paris, Gallimard, 1974, p. 15.

[55](#) Fernand Braudel, « La longue durée » (1958), *Écrits sur l'histoire*, Paris, Flammarion, 1969, p. 48.

[56](#) Cf. Oswald Spengler, *Le Déclin de l'Occident*, Paris, Gallimard, 1948, vol. 2 ; Nikolaï Dmitrievitch Kondratieff, *Les Grands Cycles de la conjoncture*, Paris, Economica, 1992 ; Leon Trotsky, *The First Five Years of the Communist International*, Londres, Park Publications, 1973, vol. I, p. 133-138. Sur Kondratieff et Trotsky, cf. Joshua S. Goldstein, « Kondratieff Waves as War Cycles », *International Studies Quarterly*, vol. 29, n° 4, 1985, p. 411-444, et Ernest Mandel, *Le Troisième Âge du capitalisme*, Paris, UGE, 1975, vol. I, chap. 4 p. 213 sq.

[57](#) Detlev Peukert, *Die Weimarer Republik. Krisenjahre der klassischen Moderne*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 1987, p. 13-15.

[58](#) Pierre Broué, *Révolution en Allemagne*, Paris, Éditions de Minuit, 1971, p. 227 sq.

[59](#) *Ibid.*, p. 752 sq.

[60](#) Sur la répression de la république des conseils en Bavière, voir le recueil de témoignages de l'époque rassemblés in Tankred Dorst (éd.), *Die Münchner Räterepublik. Zeugnisse und Kommentar*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 1966, et surtout l'autobiographie d'Ernst Toller, *Eine Jugend in Deutschland*, Hambourg, Rohwolt, 1963. Sur la contre-révolution en Hongrie, cf. Istvan Deak, « Budapest and the Hungarian Revolution » *The Slavonic and East European Review*, vol. XLVI, n° 106, 1968, p. 130 sq. ; sur l'itinéraire de Horthy, cf. Istvan Deak, « A Fatal Compromise ? The Debate over Collaboration and Resistance in Hungary » in Istvan Deak, Jan T. Gross et Tony Judt (éd.), *The Politics of Retribution in Europe*, Princeton, Princeton University Press, 2000, p. 39-73. Pour une approche plus générale, voir F. L. Carsten, *Revolution in Central Europe 1918-1919*, Berkeley, University of California Press, 1972.

[61](#) Cf. Anthony F. Upton, *The Finnish Revolution 1917-1918*, Minneapolis, University of Minnesota Press 1980. Voir aussi Julián Casanova, « Guerras civiles, revoluciones y contrarrevoluciones en Finlandia, España y Grecia (1918-1949) : un análisis comparado », in Julián Casanova (éd.), *Guerras civiles en el siglo XX*, Madrid, Editorial Pablo Iglesias, 2001, p. 1-28.

- ⁶² Eugene M. Kulischer, *Europe on the Move. War and Population Changes 1917-1947*, New York, Columbia University Press, 1948, p. 172.
- ⁶³ Dan Diner, *Das Jahrhundert verstehen. Eine universalhistorische Deutung* Munich, Luchterhand, 1999, p. 53.
- ⁶⁴ Voir à ce sujet le récit d'Ernst von Salomon, *Les Réprouvés*, Paris, Le Livre de Poche, 1969.
- ⁶⁵ Cité in Julien Freund, *L'Essence du politique*, Paris, Dalloz, 2004, p. 578.
- ⁶⁶ Cité in François Bédarida, *Churchill*, Paris, Fayard, 1999, p. 177-178.
- ⁶⁷ Cité in Arno J. Mayer, *Politics and Diplomacy of Peacemaking. Containment and Counterrevolution at Versailles, 1918-1919*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1968, p. 20.
- ⁶⁸ Cf. Isaac Deutscher, *Le Prophète armé*, Paris, Julliard, 1965, chap. 11.
- ⁶⁹ Sur la guerre civile russe, l'ouvrage de référence demeure Orlando Figes, *A People's Tragedy, 1891-1924*, Londres, Penguin Books, 1998, notamment les chapitres 12 et 13.
- ⁷⁰ Cf. Zvi Gitelman, *Jewish Nationality and Soviet Politics. The Jewish Sections of the CPSU, 1917-193*, Princeton, Princeton University Press, 1972, p. 160-163.
- ⁷¹ Cité in Jean-Jacques Marie, *La Guerre civile russe, 1917-1922*, Paris, Autrement, 2005, p. 99.
- ⁷² *Ibid.*, p. 19 et 234.
- ⁷³ *Ibid.*, p. 126.
- ⁷⁴ Cf. Nicolas Werth, « Un État contre son peuple. Violences, répressions, terreur en Union soviétique », in Stéphane Courtois (éd.), *Le Livre noir du communisme*, Paris, Robert Laffont, 1997, p. 91.
- ⁷⁵ *Ibid.*, p. 117.
- ⁷⁶ *Ibid.*, p. 127-129. Voir aussi Paul Avrich, *La Tragédie de Kronstadt*, Paris, Seuil, 1975, et surtout Israe Getzler, *Kronstadt 1917-1921. The Fate of a Soviet Democracy*, New York, Cambridge University Press, 2002.
- ⁷⁷ Sheila Fitzpatrick, *The Russian Revolution*, New York, Oxford University Press, 1994, p. 70.
- ⁷⁸ Erich Wollenberg, *The Red Army*, Londres, New Park Publications, 1978, p. 121sq. ; Isaac Deutscher, *Le Prophète armé*, op. cit., chap. 13.
- ⁷⁹ Sheila Fitzpatrick, *The Russian Revolution*, op. cit., p. 72.
- ⁸⁰ Ernst Nolte, *La Guerre civile européenne 1917-1945*, op. cit., p. 27.
- ⁸¹ Cf. Georges Haupt, « Guerre et révolution chez Lénine », *L'Historien et le mouvement social*, Paris, Maspero, 1980, p. 237-266. Voir aussi Étienne Balibar, « Le moment philosophique déterminé par la guerre dans la politique : Lénine 1914-1916 », in Philippe Soulez (éd.), *Les Philosophes et la guerre de 14*, Saint-Denis, Presses universitaires de Vincennes, 1988, p. 105-120.
- ⁸² Cf. Marco Revelli, *Oltre il Novecento*, Turin, Einaudi, 2001, p. 16.
- ⁸³ Paul Preston, *A Concise History of the Spanish Civil War*, Londres, Fontana, 1996, p. 107. Eric J. Hobsbawm, de son côté, définit la guerre civile espagnole comme la « version miniature d'une guerre européenne » (*L'Âge des extrêmes*, op. cit., p. 217).
- ⁸⁴ Cité in Alberto Reig Tapia, « Les inspirateurs du mal : communistes, juifs et individus de la même engeance », in Jean-Clément Martin (éd.), *La Guerre civile entre histoire et mémoire*, Nantes, Université de Nantes-Ouest Éditions, 1994, p. 104.
- ⁸⁵ Paul Preston, *Franco*, Londres, Fontana, 1995, chap. 6.
- ⁸⁶ Cité in Enrique Moradiellos, « Ni gesta heroica, ni locura tragica : nuevas perspectivas históricas sobre la guerra civil », *Ayer. Revista de historia contemporánea*, n° 50, 2003, p. 14.
- ⁸⁷ Cf. Enrique Moradiellos, « La intervención extranjera en la guerra civil : un ejercicio de crítica historiográfica », *Ayer*, op. cit., p. 199-232.
- ⁸⁸ Paul Preston, *A Concise History of the Spanish Civil War*, op. cit., chap. 9.
- ⁸⁹ Cf. Gabriele Ranzato, « La guerra civile spagnola nella storia contemporanea della violenza », in Gabriele Ranzato (éd.), *Guerre fratricide. Le guerre civili in età contemporanea*, Turin, Bollati Boringhieri, 1994, p. 280-281.
- ⁹⁰ Cité in Julián Casanova, « Una dictadura de cuarenta años », in Julián Casanova (éd.), *Morir, matar, sobrevivir. La violencia en la dictadura de Franco*, Barcelone, Crítica, 2002, p. 11.
- ⁹¹ Cf. Gabriel Jackson, *The Spanish Republic and the Civil War 1931-1939*, Princeton, Princeton University Press, 1965, p. 526-540. Sur le nombre des victimes, voir aussi Guy Hermet, *La Guerre d'Espagne*, Paris, Seuil, 1989, p. 227, et surtout, pour prendre en compte les enquêtes les plus récentes, Gabriele Ranzato, *L'eclissi della*

democrazia. *La guerra civile spagnola e le sue origini*, Turin, Bollati Boringhieri, 2004, p. 384.

⁹² Cf. Julián Casanova, « Una dictadura de cuarenta años », *op. cit.*, p. 20.

⁹³ Jan T. Gross, « A Tangled Web : Confronting Stereotypes Concerning Relations Between Poles, Germans Jews, and Communists », in Istvan Deak, Jan T. Gross, Tony Judt (éd.), *The Politics of Retribution in Europe*, *op. cit.*, p. 74-130.

⁹⁴ Cf. Claudio Pavone, *Una guerra civile. Saggio storico sulla moralità nella Resistenza*, Turin, Bollati Boringhieri, 1990, chap. 6.

⁹⁵ Cf. Olivier Wieviorka, « Guerre civile à la française ? Le cas des années sombres (1940-1945) », *Vingtième Siècle*, n° 85, 2005, p. 10. Voir aussi Philippe Burrin, *La France à l'heure allemande 1940-1944*, Paris, Seuil 1995, p. 453.

⁹⁶ Cf. Eric Conan et Henry Rousso, *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Paris, Fayard, 1994.

⁹⁷ Sur l'histoire de la Résistance en Yougoslavie, voir les mémoires de Milovan Djilas, *Wartime*, New York, Harcourt Brace Jovanovich, 1977.

⁹⁸ Cf. Mark Mazower, *Dans la Grèce d'Hitler, 1941-1944*, Paris, Les Belles Lettres, 2002.

⁹⁹ Sur la Deuxième Guerre mondiale comme fusion de plusieurs guerres, cf. Ernest Mandel, *The Meaning of the Second World War*, Londres, Verso, 1986, p. 45, et Mark Mazower, *Le Continent des ténèbres*, *op. cit.*, chap. 7.

¹⁰⁰ Cf. Enzo Traverso, *La Violence nazie. Une généalogie européenne*, Paris, La fabrique, 2002.

Anatomie de la guerre civile

A_{NOMIE}

De Machiavel à Clausewitz, les théoriciens de la guerre ont toujours mis l'accent sur sa relation étroite avec la politique. Puisqu'elle remet en cause le principe, les formes et les limites de la souveraineté, elle touche à la nature même de l'État qui en est le détenteur. Si la notion de *bellum justum* avec sa distinction entre la guerre d'agression et la guerre de défense remonte à l'Antiquité, ce n'est qu'à l'époque des guerres de religions qu'apparaissent les premières formulations d'un droit de la guerre moderne. Pour Grotius et Pufendorf, qui l'analysent en termes séculiers – non plus comme un conflit théologique mais comme un combat pour la « défense de soi et de ses propres biens » dans lequel sont en jeu le pouvoir et des intérêts matériels –, elle n'est plus qu'un conflit interétatique. En l'inscrivant dans une théorie du droit naturel, ils la conçoivent néanmoins comme un moyen pour réaliser la justice ; son but n'est pas l'anéantissement de l'ennemi mais l'établissement d'une paix équitable¹. Depuis le Moyen Âge, la guerre a ses règles : le droit de la déclarer (*jus ad bellum*) et le droit dans sa conduite (*jus in bello*). Elle ne peut être déclarée que par une autorité légitime, doit avoir une « juste cause » (par exemple, la défense contre une agression ou la réparation d'un tort), ne pas cacher des intentions contraires au droit naturel et, enfin, être nécessaire (elle ne se justifie qu'après avoir épuisé tous les moyens pacifiques pour résoudre un conflit). Par ailleurs, une guerre requiert des normes de conduite partagées par les belligérants. Ces derniers doivent respecter les droits des prisonniers (tout d'abord leur droit à la vie) et épargner les civils, en évitant de les transformer en cibles militaires (comme le précisera la convention de Genève en 1864 et comme le confirmeront les traités de La Hague à partir de 1907). Ils doivent surtout faire un usage de la force proportionnel à l'injustice subie, sans quoi la guerre juste serait dénaturée par une intention illégitime de vengeance ou d'oppression.

Le *jus publicum europaeum*, dont le droit de la guerre n'était qu'un aspect, marquait l'avènement d'un système codifié de relations entre des États exerçant le monopole de la violence au sein de leurs territoires respectifs². La notion de *bellum justum* laissait la place à celle de souveraineté, qui supposait l'inviolabilité du pouvoir étatique à l'intérieur de ses frontières. Pour un théoricien de l'absolutisme comme Emer de Vattel, la guerre est toujours légitime – selon ses mots, « régulière » ou « régulée » – à condition qu'elle soit déclarée³. Autrement dit, ce qui rend une guerre « juste », ce n'est plus sa cause mais sa conduite. Sa légitimité ne tient plus à ses motivations théologiques, éthiques ou politiques ; elle réside seulement dans la qualité des belligérants qui, au-delà de leurs mobiles, demeurent toujours des États,

les seuls porteurs du *jus ad bellum*⁴. C'est la guerre civile qui devient illégitime, à tel point que princes et monarques ne se privent pas de leur droit de faire la guerre afin de détourner les risques de sédition interne. Dans sa métaphore anthropomorphique de l'État – dieu artificiel, terrestre et par conséquent *mortel* –, Hobbes compare la guerre civile à une maladie qui affecte le corps humain et le ronge jusqu'à le tuer⁵. Les sujets, quant à eux, reconnaissent au souverain le droit de déclarer la guerre contre un ennemi extérieur, en échange de la paix et de la sécurité internes. C'est le présupposé de l'État absolu. Le souverain s'arroge le privilège de faire la guerre à ses voisins, mais il se charge en revanche de protéger ses sujets. Un des premiers théoriciens de la souveraineté moderne, Jean Bodin, n'hésitait pas à louer les vertus de la guerre comme exutoire des conflits internes et comme dernier recours pour conjurer la menace d'une guerre civile. « Le plus beau moyen de conserver un État et le garantir de rébellions, séditions et guerres civiles, et d'entretenir les sujets en bonne amitié, est d'avoir un ennemi, auquel on puisse faire tête », lit-on dans *Les Six Livres de la République*⁶.

Bannie à l'intérieur de l'État, la guerre peut donc se mener contre un ennemi externe, en respectant cependant ses propres règles. Cette conception est implicite dans la formule célèbre qui ouvre le traité de Clausewitz : « La guerre n'est qu'un duel [*Zweikampf*] à grande échelle⁷. » À bien regarder, en effet, la pratique sociale du duel, largement répandue dans les couches aristocratiques jusqu'en 1914, révèle une accoutumance croissante au droit et l'intériorisation de certaines règles partagées dans le recours à la violence. Le duel était réservé aux élites ; les classes populaires, les femmes et, en Allemagne, des minorités stigmatisées comme les juifs, en étaient exclues. Il était conçu comme un affrontement ritualisé et codifié visant la réparation d'un tort ou d'une offense, selon le principe de « pouvoir donner satisfaction » (*Satisfaktionsfähigkeit*). Son but n'était pas la mort de l'adversaire, bien qu'elle ne fût pas exclue, mais le respect d'un code d'honneur, signe distinctif d'appartenance à une élite sociale. Dans le duel à l'épée, la coutume s'est installée, au cours du ^{xix}^e siècle, d'arrêter le combat « au premier sang⁸ ». Quant au pistolet, on s'est efforcé d'en rendre les balles moins dangereuses. Selon Alfred d'Almbert, auteur d'une *Physiologie du duel* parue en 1853, on prit l'habitude de le charger de telle façon que la balle « fasse trou, mais mollement, sans dépasser jamais l'épiderme, sans provoquer ces horribles fractures qui rendent terrible l'usage des armes à feu ». La pratique du duel pouvait ainsi tirer profit des inventions des armuriers qui produisaient désormais « des pistolets qui blessent un peu mais ne tuent jamais⁹ ». Bien sûr, les duellistes étaient prêts à mourir, ils rédigeaient leur testament avant de se battre et organisaient leur fuite dans le cas malencontreux de la mort de l'adversaire. Mais généralement, selon Ute Frevert, « le duel prenait les traits d'un jeu de société qui se déroulait sous le regard attentif et palpitant d'un public nombreux¹⁰ ». Affrontement à l'escrime ou au pistolet par deux *gentlemen* en présence des témoins, le duel impliquait la reconnaissance réciproque des adversaires, des personnes dignes de se battre selon une tradition chevaleresque, sur la base de règles partagées et avec des armes choisies à l'avance, soumises au contrôle des témoins.

Ces derniers jouaient pratiquement le rôle des avocats pendant les pourparlers précédant le duel, puis, lors de son déroulement, se faisaient juges, pour en rédiger finalement le procès-verbal qui, le cas échéant, était même exhibé dans une salle de tribunal. Cette progressive « judiciarisation du duel », selon l'expression de Jean-Noël Jeanneney¹¹, l'a transformé en une pratique sociale *de facto* reconnue par le droit. En Allemagne, sa diffusion dans l'armée était plus que tolérée. Le droit prussien le légitimait en le considérant comme une sorte de droit coutumier utile afin de préserver le sens de l'honneur au sein de la caste militaire¹². Bien plus qu'une survivance féodale, selon l'interprétation de Gabriel Tarde, ou d'une résistance contre le processus de civilisation, selon la vision de Norbert Elias qui en fait un symbole de la « voie spéciale » (*Sonderweg*) de l'Allemagne¹³, le duel était un élément constitutif de la civilisation des mœurs – l'autocontrainte et la régulation normative des conflits – dont l'Ancien Régime « persistant » se voulait l'incarnation au ^{XIX}^e siècle¹⁴. Autrement dit, son code hautement formalisé reproduisait au sein de la société civile les règles de la guerre fixées par le *jus publicum europaeum*.

Une évolution analogue caractérise le sport, comme le prouve la création des jeux Olympiques modernes. À la veille de la Première Guerre mondiale, Pierre de Coubertin, leur concepteur, proposait aux grandes puissances de remplacer les conflits militaires par des compétitions sportives où la victoire du plus fort susciterait l'admiration et le respect des perdants qui, sur la base de règles communes, pourraient toujours prendre leur revanche¹⁵. En 1914, les jeux Olympiques seront suspendus et le duel disparaîtra. Le code d'honneur qui l'inspirait ne survivra pas à l'avènement de la guerre totale.

Pendant l'été 1914, les principes du *jus publicum europaeum* semblent encore s'imposer d'eux-mêmes, lorsque l'attentat de Sarajevo engendre un ballet diplomatique forcené auquel participent toutes les chancelleries du continent¹⁶. L'Empire austro-hongrois ne souhaitait au départ que donner une leçon à la Serbie avec le consentement de son allié allemand, et n'avait nullement l'intention de déclencher une guerre mondiale. L'intervention russe aux côtés de la Serbie raviva indirectement, pour cause d'alliances militaires, la tension entre l'Allemagne et la France. Londres, de son côté, était l'allié de Paris et ne pouvait pas rester passif face à une éventuelle mutation des équilibres géopolitiques, avec le risque de l'émergence d'une hégémonie allemande sur le continent. Une année plus tard, en mettant fin à sa neutralité, l'Italie voulait profiter de la situation nouvelle en conquérant les territoires à majorité italienne appartenant à son ancien allié autrichien. Enfin, ce sont les États-Unis qui, en 1917, entrent dans le conflit, soucieux de la solvabilité de leurs alliés européens endettés et soudainement conscients de leur nouveau rôle international. L'attentat d'un nationaliste serbe devint ainsi la mèche qui mit le feu aux poudres et embrasa tout un continent. Au-delà de ses causes profondes, sur lesquelles le débat historiographique est loin d'être épuisé, la Grande Guerre ne fut ni prévue ni souhaitée par ses acteurs. Elle fut provoquée par l'emballlement d'une machine diplomatique qui avait été bâtie au fil de l'histoire comme expression d'un ordre européen dynastique et « civilisé » qui ne correspondait plus à la situation réelle.

Personne, parmi les responsables du déclenchement du conflit, n'avait prévu des armées embourbées pendant des années dans les tranchées ni songé aux armes chimiques, aux bombardements à l'artillerie lourde, aux villes détruites, aux tueries en série sous le feu des mitrailleuses. Leur outillage mental et leurs références culturelles restaient liés à l'expérience européenne du ^{xix}^e siècle, avec ses guerres « civilisées » entre des États d'Ancien Régime qui se respectaient mutuellement. Or, la vision de l'adversaire comme ennemi légitime ne tarda pas à céder la place à la croisade. À Noël 1914, les combats furent suspendus pour une trêve. Quelques rares photos montrent des soldats et des officiers allemands fraternisant avec leurs homologues britanniques, dans le *no man's land* entre les lignes ennemies. Le toast qu'ils portent ensemble lors de cette trêve éphémère indique que les combattants se respectaient comme des adversaires légitimes¹⁷. Rien de tel au cours des années suivantes. La guerre, transformée en conflit entre peuples, nations et civilisations, revêtait désormais toutes les significations possibles, sauf celle d'un affrontement entre combattants respectueux les uns des autres. Le *jus in bello* fut vite enterré, d'abord par la violation allemande de la neutralité du Luxembourg et de la Belgique, puis par la violation de la neutralité des mers, le blocus contre les empires centraux, le bombardement des villes et l'internement des civils. À Ypres, en avril 1915, lors du premier assaut aux armes chimiques, il n'était plus que le souvenir d'une époque révolue.

Depuis Machiavel et Rousseau, la théorie de la « guerre juste » a fait l'objet de nombreuses critiques, différemment inspirées, visant à en dévoiler les ambiguïtés et les soubassements idéologiques. Le corollaire implicite du *jus publicum europaeum* étant la vision du monde non-européen comme un espace colonisable, les guerres de conquête et même les massacres coloniaux se transformaient *ipso facto* en « guerres justes » au nom du droit naturel (de commerce, de circulation et de propriété, c'est-à-dire d'appropriation de terres et de biens supposés n'appartenir à personne). Conçues comme des entreprises de conquête (et, souvent, d'extermination), dans lesquelles les armées européennes n'étaient pas confrontées à d'autres armées régulières mais à des tribus et à des combattants sans statut bien défini du point de vue des conquérants, les guerres coloniales ne faisaient aucune distinction entre soldats et civils. En ce sens, les massacres qui ont accompagné l'histoire du colonialisme ont constitué un modèle pour les guerres totales du ^{xx}^e siècle. Les guerres coloniales n'étaient certes pas des guerres civiles, puisqu'elles opposaient des forces très distantes entre elles, tant sur le plan géographique que sur le plan culturel. Elles n'étaient certes pas des conflits au sein d'une même communauté, et pourtant elles présentaient plusieurs traits typiques des guerres civiles. La guerre civile n'est pas un conflit interétatique mais une rupture de l'ordre au sein d'un État qui n'est plus en mesure d'imposer son monopole de la violence. Les ennemis n'étant pas deux armées régulières mais deux factions au sein d'un même État, dont une seule dispose d'un statut légal, la distinction entre civils et combattants devient hautement problématique. Le droit de guerre ne peut plus s'appliquer si les ennemis ne sont pas des États mais appartiennent à la même communauté dont ils ne reconnaissent plus la loi. Par conséquent, la figure

de l'« ennemi légitime » (*justus hostis*) disparaît. Le rebelle interne de la guerre civile, comme le criminel ou comme l'indigène révolté des guerres coloniales, est un hors-la-loi avec lequel nul compromis n'est possible¹⁸.

La description la plus ancienne qui nous soit parvenue de ce type de conflit est celle de Thucydide. Dans son *Histoire de la guerre du Péloponnèse*, il relate la guerre civile qui éclate en 427 avant J.-C. dans l'île de Corcyre (Corfou), au moment de l'arrivée des Athéniens et de la fuite des Péloponnésiens. Ce fut une éruption de haine, écrit-il, « les lois partout valables » furent abolies, et il ne resta plus que violence et dépravation¹⁹. « Les Corcyréens firent carnage de leurs concitoyens qui passaient pour opposants. » Alors, « la mort revêtit toutes les formes et, de tout ce qui d'ordinaire se produit en pareil cas, on ne recula devant rien – et pis encore. Le père tuait le fils, les suppliants étaient arrachés des sanctuaires ou tués sur place, certains périrent même emmurés dans le sanctuaire de Dionysos. Tel fut en effet le degré de cruauté qu'atteignit la guerre civile²⁰ ». Thucydide ne se borne pas à une description phénoménologique de la guerre civile. Il souligne aussi les mutations psychologiques qu'elle induit chez les acteurs, qui tuent emportés par une vague de haine inconnue en temps normal, en bouleversant ainsi l'ordre des choses et des mentalités : « On changea jusqu'au sens usuel des mots par rapport aux actes, dans les justifications qu'on donnait. Une audace irréfléchie passa pour dévouement courageux à son parti, une prudence réservée pour lâcheté déguisée, la sagesse pour le masque de la couardise, l'intelligence en tout pour une inertie totale ; les impulsions précipitées furent comptées comme qualité virile, et les délibérations circonspectes comme beau prétexte de dérobade²¹. »

Ce sont les mêmes sentiments et les mêmes états d'âme décrits par les témoins des guerres civiles du ^{xx}e siècle. Un des plus aigus, par son double statut de militant et d'écrivain, est sans doute Victor Serge. Dans son journal, rédigé à Petrograd au printemps 1919, puis publié sous le titre « La ville en danger », il décrit la guerre civile comme conflit irréductible entre deux parties d'une société déchirée, un conflit qui ne connaît plus que la violence, dans lequel aucun compromis n'est possible. « On ne peut rien comprendre à l'histoire de la guerre civile – écrit-il – si on ne se représente pas ces deux forces, confondues, vivant de la même vie, se coudoyant dans les artères des grandes villes avec le sentiment net, constant, que l'une des deux doit tuer l'autre²²... » La peur, l'insécurité, la haine et la volonté d'éliminer l'ennemi animent les belligérants et leur insufflent l'énergie nécessaire pour se battre. Dans cette guerre, tout principe d'humanité est banni, des deux côtés : « Commissaires, militants, commandants rouges, s'ils se laissent surprendre, sont invariablement fusillés. Nous n'épargnons pas non plus les anciens officiers, ni les gradés d'aucune sorte. Guerre à mort – sans hypocrisie humanitaire, où il n'y a pas de Croix-Rouge, où l'on n'admet pas les brancardiers. Guerre primitive, guerre d'extermination, *guerre civile*²³. » Ce contexte, conclut Serge, ne peut que déboucher sur la terreur, dans laquelle, bien davantage qu'une politique du gouvernement, il voit un état d'âme des belligérants : « La loi est : tuer ou être tué. [...] Avec la vague odeur de sang qui sature notre atmosphère, cela crée en nous un état d'esprit dont la terreur ne peut pas

ne pas naître. La terreur, nous en pressentons l'approche comme à la veille des orages on sent l'air se charger d'électricité²⁴. » En somme, une guerre civile est toujours faite d'atrocités et d'horreurs. Victor Serge perçoit une de ses caractéristiques typiques dans le surinvestissement émotionnel des protagonistes. Le sentiment d'accomplir un devoir pouvait motiver les volontaires de 14, mais il ne suffit pas pour s'engager dans une guerre civile. Cette dernière est toujours un mélange d'anomie juridique et de plénitude passionnelle poussées à l'extrême, comme si le vide créé par la chute des normes se remplissait d'un contenu existentiel nouveau. Le combat n'est plus légitimé, encore moins régulé par la loi, mais par des convictions éthiques et politiques supérieures qu'il faut défendre jusqu'au bout, de la manière la plus intransigeante, au prix de la vie de l'ennemi – un ennemi proche, connu –, et si nécessaire au prix du sacrifice de sa propre vie. Les valeurs qui remplissent cet espace anémique sont, selon les cas, les plus nobles comme les plus abjectes, souvent un mélange des deux : libération, justice, égalité, dignité humaine, rachat de l'oppression, mais aussi esprit de vengeance, racisme, nationalisme exacerbé, fanatisme religieux.

Une définition classique de la guerre civile demeure celle de Carl Schmitt, formulée dans son essai hautement controversé *Ex captivitate salus* (1949). Elle mérite d'être méditée, même si elle s'inscrit dans une argumentation apologétique bien discutable, lorsqu'il doit rendre compte de sa collaboration avec le régime nazi. « La guerre civile a quelque chose de particulièrement atroce », écrit Schmitt, puisqu'elle est « conduite au sein d'une unité politique commune qui inclut aussi l'ennemi, et à l'intérieur du même ordre juridique ». Chaque partie situe l'ennemi dans le non-droit : « Elles suppriment le droit de l'adversaire, mais font cela au nom du droit. » De cette façon, poursuit-il, la guerre civile établit une relation étroite, « spécifiquement dialectique », avec le droit : « Elle ne peut pas être autrement que juste, au sens de celui qui est imbu de soi, et elle devient de cette façon l'archétype en somme de la guerre juste, et qui s'autoproclame juste. De manière plus dangereuse que dans toute autre sorte de guerre, chaque partie est contrainte à présupposer de manière impitoyable son propre droit, et de manière aussi impitoyable le tort de l'adversaire. Un côté fait valoir le droit légal, l'autre un droit naturel. Le premier concède un droit à la soumission, le second un droit à l'opposition. » Dans un tel contexte, où l'opposition entre légalité et légitimité se déploie jusqu'à ses conséquences extrêmes, les instruments de la justice perdent leur impartialité pour se transformer en moyens d'un combat irréductible. La justice révolutionnaire ne connaît qu'une loi, celle de l'anéantissement de l'ennemi ; ses tribunaux populaires ne doivent pas « atténuer l'horreur mais l'accentuer ». Ils désignent un « ennemi de l'État, du peuple ou de l'humanité » afin de « le priver totalement de droits au nom du droit ». D'où la conclusion de Schmitt : « L'hostilité devient si absolue que même l'antique distinction sacrée entre ennemi et criminel se dissout dans le paroxysme de l'autojustification. Douter de son propre droit passe pour une trahison ; s'intéresser à l'argumentation de l'adversaire devient de la sournoiserie ; et toute tentative pour discuter devient une forme d'intelligence avec l'ennemi²⁵. » Si l'on fait abstraction des

motivations et du contexte de ces propos, il y a là l'esquisse d'une anatomie de la guerre civile comme conflit cruel et dépourvu de règles communes qui est une description assez exacte des affrontements qui ont ravagé l'Europe entre 1914 et 1945.

Dans le premier tome de son *Histoire de la révolution russe*, Trotski développe une analyse similaire de la guerre civile, en termes marxistes, en saisissant son point culminant dans la formation d'une « dualité des pouvoirs ». Il s'agit d'une situation transitoire d'« anarchie » qui sera tôt ou tard surmontée par la victoire de l'une des deux parties en lutte, comme le montrent toutes les grandes révolutions de l'Histoire. La révolution anglaise connaît un conflit entre la monarchie et l'« armée modèle » de Cromwell ; la Révolution française, d'abord l'opposition entre le roi et l'Assemblée constituante, puis l'affrontement entre la Commune et la Convention ; dans la Commune de 1871, cette dualité des pouvoirs se configure sous la forme d'une séparation territoriale : la révolution à Paris, la contre-révolution à Versailles. Dans la Russie de 1917, le gouvernement provisoire dirigé par Kerenski s'oppose à l'Assemblée des soviets, dans laquelle les bolcheviks deviennent majoritaires en octobre. Et c'est pour donner « tout le pouvoir aux soviets » qu'ils décident de dissoudre l'Assemblée constituante. Une telle fragmentation du pouvoir en deux entités irréductiblement antagonistes ne peut pas s'éterniser. « Un besoin de dictature si caractéristique pour les révolutions comme pour les contre-révolutions – écrit Trotski – procède des intolérables contradictions d'un double pouvoir. Le passage d'une de ces formes à l'autre s'accomplit par la voie de la guerre civile²⁶. »

La guerre civile ne vise pas une paix juste avec un adversaire légitime mais l'anéantissement de l'ennemi. Lors de la conférence de Casablanca, en janvier 1943, Churchill et Roosevelt affirment dans une déclaration commune que les forces alliées n'accepteraient aucun compromis avec l'Allemagne et le Japon, mais seulement leur « reddition inconditionnelle²⁷ » (*unconditional surrender*). Cette déclaration, qui annonçait déjà les tribunaux de Nuremberg et de Tokyo, n'utilisait pas l'expression canonique du lexique militaire, *capitulation*, en optant pour celle de *reddition* que les Unionistes avaient imposée aux Confédérés lors de la guerre de Sécession et qui figure dans la déclaration signée par le général Lee à Appomattox en 1865. Une telle formule n'appartient pas à la tradition du droit international ; empruntée au droit des affaires, elle indique une cession, un transfert de propriété. En l'adoptant, les vainqueurs voulaient montrer que la Confédération était non seulement vaincue, mais avait cessé d'exister²⁸. Dans une capitulation, les soldats déposent les armes lors d'une cérémonie publique qui sanctionne symboliquement leur défaite, mais ils ne cessent pas pour autant d'appartenir à l'armée d'un État dont l'existence légale est reconnue par le droit international (et par le vainqueur). Lors d'une reddition inconditionnelle, par contre, l'armée vaincue devient en quelque sorte propriété du vainqueur qui lui impose sa domination. Le général Wilhelm Keitel qui, en sa qualité de chef de la Wehrmacht, avait signé la reddition inconditionnelle de l'Allemagne, à Berlin-Karlhorst, le 8 mai 1945, fut jugé à Nuremberg et exécuté l'année suivante. Un destin analogue sera réservé à Hideki Tojo, le chef du gouvernement japonais. En

1945, l'Allemagne et le Japon sont occupés par des forces alliées qui, dans un premier temps, envisagent de les priver de toute souveraineté nationale pendant plusieurs décennies. À Casablanca, le choix d'une reddition inconditionnelle allemande avait été suggéré par Roosevelt. Selon Churchill, qui l'avait immédiatement approuvée, il ne s'agissait pas de réduire les Allemands en état d'esclavage, mais de refuser toute négociation et surtout de se débarrasser de toute norme juridique internationale susceptible d'« entraver les transferts territoriaux et les ajustements des frontières dans les pays ennemis²⁹ ».

PARTISANS

Une figure marquante de la guerre civile européenne est celle du partisan, le combattant irrégulier qui apparaît dans la plupart de ses conflits, y jouant parfois un rôle décisif. Née comme une guerre étatique conforme aux normes du droit européen, la Grande Guerre n'a pas connu ce phénomène ; il s'est seulement manifesté lors des crises révolutionnaires marquant la fin du conflit, notamment en Europe centrale et orientale. La militarisation de la vie politique à la fin de la guerre de 14 conduit à la formation de milices partisanses et de groupes armés qui participent aux combats de rue et parfois à de véritables insurrections. Cela n'arrive pas seulement dans l'ex-Empire russe. Les images de la révolte spartakiste de Berlin, en janvier 1919, nous montrent des ouvriers qui défilent armés, s'emparent du bâtiment du groupe de presse *Mosse* ou tirent sur les *Freikorps* aux ordres du ministre Noske. Ces formations armées – du Rote Front communiste aux SA nazies – seront une des caractéristiques de la république de Weimar et, plus généralement, des sociétés européennes de l'entre-deux-guerres. En Italie, les années 1921-1924 sont marquées par les affrontements violents entre les *Arditi del Popolo* et les *squadristi* de Mussolini. Le conflit entre des armées et des troupes irrégulières fait rage en Bavière, dans les pays baltes, en Hongrie, à Hambourg et enfin en Bulgarie, entre 1919 et 1924. En Autriche, le putsch nazi de février 1934 suscite une semaine de combats sanglants, à Vienne, entre l'armée et les miliciens socialistes du *Schutzbund*, dont la défaite coûte 1 200 morts et plusieurs milliers de blessés. Ce phénomène réapparaît pendant la première phase de la guerre civile espagnole, lorsque les républicains, qui incarnent l'autorité légale, doivent reconstituer une armée avec des unités restées fidèles au gouvernement et des milices populaires surgies spontanément pour combattre le putsch militaire.

Mais la lutte des partisans atteint son apogée pendant la Deuxième Guerre mondiale. Ils sont plusieurs centaines de milliers, à l'échelle de l'Europe, à mener une guerre parallèle à celle qui oppose des armées de millions de soldats. Ces partisans sont des acteurs incontournables dans une guerre où les opérations militaires s'articulent avec l'action des mouvements de libération nationale, la lutte contre les régimes collaborationnistes et le combat antifasciste. Dès les premiers mois de combat sur le front oriental, en 1941, Staline lance un appel à la lutte des

partisans à l'intérieur des lignes ennemies, dans les territoires soviétiques occupés par les armées allemandes. À partir de 1943, la Résistance prend une ampleur considérable aussi bien dans les Balkans que sur le front occidental, de la Yougoslavie à la Grèce, de la Belgique à la Hollande, de la France à l'Italie. Pendant la guerre, son impact est amplifié par la propagande des forces fascistes et nazies qui justifient la répression, la violence, les déportations et les massacres au prétexte de la lutte antipartisan. Les pays occupés par les troupes allemandes se couvrent d'affiches menaçant de mort les résistants, qualifiés de « bandits » et de « terroristes ». La présence massive de communistes et, dans plusieurs pays, d'étrangers, surtout juifs, est toujours soulignée, comme dans la célèbre « Affiche rouge » qui, en février 1944, annonce l'exécution de vingt-trois francs-tireurs partisans du groupe parisien de Manouchian. En Italie, les fascistes les traitent de « bâtards » (*bastardi*), pour indiquer leur extériorité à la communauté nationale. Pour la Résistance, en revanche, ils sont des patriotes et des combattants pour la liberté. Partout, elle tend à leur attribuer un statut de combattants réguliers, en soulignant leur structure militaire et hiérarchique, qu'elle essaie de faire reconnaître par les forces alliées à la Libération. Les partisans italiens qui occupent la ville de Macerata, le 30 juin 1944, revêtent des uniformes coloniaux trouvés dans des dépôts. Leurs casques sont plutôt exotiques, mais ont l'avantage de les faire apparaître comme de vrais soldats³⁰. Les héros de la Résistance sont parfois rétrospectivement militarisés comme le « colonel Fabien », ce militant communiste français auteur du premier attentat contre un responsable allemand à Paris, en 1941³¹. À la Libération, le partisan est une figure pleinement légitime. Il devient le symbole de la société civile insurgée auquel tous veulent s'identifier, par empathie, ou être identifiés, par convenance. Après des années de combat et de clandestinité, il se retrouve au centre de la fête libératrice qui bouleverse l'ordre social. L'ancien bandit se métamorphose alors en héros de la mythologie populaire ; il a perdu la dimension tragique de la lutte pour revêtir celle, ludique et joyeuse, du charivari. Dans sa description de Paris insurgé, Claude Roy brosse le portrait du franc-tireur de la dernière heure : « Il a une mitraillette, deux grenades à manche passées dans la ceinture, les pantalons rentrés dans les chaussettes de laine rouge, de gros souliers, une chemise à carreaux aux manches retroussées. Il sort d'un film américain. C'est le héros de *Viva Villa* lui-même³². » Les actions les plus audacieuses des partisans sont parfois recréées devant l'appareil du photographe pour être immortalisées. Cette pantomime (qui souvent n'est pas une falsification de l'Histoire, puisqu'elle se présente ouvertement comme sa mise en scène *a posteriori*) accompagne la Résistance réelle, avec son cortège de sang et de morts. C'est précisément parce qu'il s'agit d'un événement sérieux qu'il faut l'immortaliser, c'est parce qu'on a pris conscience de son caractère historique qu'il faut en montrer la dimension héroïque et en donner une image d'Épinal. Certaines postures sont assez incongrues et ne visent qu'à satisfaire une exigence du photographe. On voit ainsi les différentes étapes de l'agonie d'un combattant en train de mourir sous la torture, puis ses camarades qui meurent en héros, le poing levé, devant le peloton d'exécution, ou encore une infirmière qui soigne un homme au

sommet d'une montagne tandis qu'un autre les protège avec son fusil-mitrailleur. Devant l'objectif du photographe, les protagonistes de la Résistance se transforment, littéralement, en acteurs du « théâtre » de l'Histoire³³.

L'importance du rôle joué par les partisans, sous leurs différentes dénominations, pendant la Deuxième Guerre mondiale révèle le caractère anémique de ce conflit, la remise en cause des normes traditionnelles de la guerre et donc sa nature de guerre civile. C'est Carl Schmitt qui, encore une fois, a fixé l'« idéal-type » du partisan. Il s'agit tout d'abord d'un combattant *irrégulier*, distinct en cela du soldat qui porte un uniforme. Son combat repose sur une motivation profonde qui tient à son « engagement politique intensif », comme l'indique l'étymologie du mot qui, à l'origine, signifie être membre d'un parti. Par ailleurs, « mobilité, rapidité et alternance inopinée de l'offensive et de la retraite » singularisent son action, presque toujours coordonnée avec celle d'une armée régulière dont elle constitue le support. Il présente enfin, selon Schmitt, un « caractère tellurique » : il est, dans la plupart des cas, profondément enraciné dans un territoire qu'il veut libérer et son action profite de ses liens organiques avec la population locale³⁴. Ce sont les paysans qui le nourrissent dans les montagnes, là où il se bat au sein d'un groupe armé, et ce sont les civils qui le cachent et le protègent dans les villes, là où il agit comme « technicien de l'action clandestine » et comme « saboteur³⁵ ». Le partisan est donc une figure centrale dans une guerre qui se réclame d'une *justa causa* mais ne connaît pas de *justus hostis*. La Deuxième Guerre mondiale exalte au maximum tant les traits du *guerrillero* libérateur que ceux du combattant politique, traits qui, en fusionnant, assurent au partisan un rôle de premier plan, en lui conférant souvent une aura quasi mythique. Là où c'est une armée née du regroupement de combattants irréguliers qui parvient à vaincre les forces d'occupation et à prendre le pouvoir, son dirigeant charismatique acquiert naturellement le statut de chef du nouvel État, comme le maréchal Tito en Yougoslavie ou le commandant Mao en Chine.

En 1907, la convention de La Hague avait assimilé les combattants irréguliers de la guerre civile, et notamment « la population qui prend spontanément les armes à l'approche de l'ennemi », aux forces régulières de la guerre, à condition qu'ils aient un chef, portent des signes distinctifs, ne cachent pas leurs armes et se conforment « aux lois et coutumes de la guerre³⁶ ». L'utilité de reconnaître aux partisans un statut de belligérants apparut évidente lors de la guerre civile espagnole, où l'autorité républicaine était défendue par des milices populaires et les insurgés appartenaient à une armée régulière. Selon le juriste suisse Hans Wehberg, qui avait plaidé en 1938 pour l'inscription de la guerre civile dans le droit de guerre, les insurgés légalement reconnus ne devaient plus être traités comme des « vaisseaux pirates » mais comme des sujets de droit international et, par conséquent, cette reconnaissance ne pouvait qu'humaniser la guerre civile en y introduisant des règles³⁷. Le problème est que, dans la plupart des cas, il ne s'agissait pas de reconnaissance mutuelle des acteurs du conflit mais seulement de leur légitimation par un ou plusieurs pays tiers. Les bandes et troupes de partisans actives durant la Deuxième Guerre mondiale – de l'Armja Krayova en Pologne à celle des communistes yougoslaves, des FTP français aux

brigades Garibaldi en Italie – rentraient incontestablement dans cette catégorie établie par la convention de La Hague (« milices et corps volontaires »), mais les Allemands les considéraient toujours exclusivement comme des terroristes et des bandits. Leurs attentats donnaient lieu à des représailles qui, dans le meilleur des cas, éliminaient dix « bandits » pour chaque Allemand tué ou frappaient des civils. Une attitude symétrique fut adoptée par les Soviétiques qui passaient par les armes les membres des milices populaires allemandes (*Volkssturm*) créées pour défendre le Reich dans la dernière phase de la guerre. Chez les nazis, la lutte antipartisanne s'inscrivait dans la tradition du combat contre-révolutionnaire et plusieurs de ses responsables avaient fait leurs preuves dès 1919. Christian Ingrao a illustré la continuité de cette culture nazie de la violence en retraçant l'itinéraire d'un des chefs de la *Partisanenbekämpfung* sur le front oriental, Oskar Dirlewanger, responsable du massacre de milliers de civils en Pologne et en URSS à partir de 1941. Après avoir combattu sur le front russe pendant la Première Guerre mondiale, il fut actif au sein des *Freikorps* après 1918, et en 1937 s'engagea dans la légion Condor, envoyée par Hitler en Espagne pour soutenir les troupes franquistes pendant la guerre civile. Capturé dans le sud de l'Allemagne en 1945, il fut torturé à mort par des ex-déportés qui l'avaient repéré dans le camp où il avait été interné³⁸. Dans une guerre où les risques étaient sans limites³⁹, il était inévitable que les partisans, après avoir subi la répression la plus sauvage, aient été à l'origine des vagues d'épuration.

Le partisan n'a pas d'uniforme, mais il a une morale et des normes de conduite. Il serait faux d'interpréter une guerre civile, en prenant à la lettre la formule de Hobbes, comme la régression à un état prépolitique de désordre, comme un *bellum omnium contra omnes*. L'affrontement entre deux belligérants qui ne possèdent pas de lois communes n'empêche pas que chacun d'entre eux ait ses propres règles. La partie s'identifiant à une autorité légale – l'État, dont l'autre partie ne reconnaît plus la légitimité – traite ses ennemis comme des bandits et des hors-la-loi. Les rebelles qui veulent incarner une nouvelle légitimité s'organisent et se donnent des règles. Étudiant ce phénomène dans le cadre de la Résistance italienne, Claudio Pavone a remarqué la tendance, au sein des bandes partisans, à une « normativité réémergente⁴⁰ ». Roberto Battaglia, historien de la Résistance qui fut commissaire politique d'une brigade partisane de Toscane en 1944-1945, décrit le caractère paradoxal d'une telle situation. Les partisans qui avaient pris les armes pour combattre le fascisme ou qui, plus simplement, avaient ainsi voulu se soustraire au décret d'enrôlement dans l'armée fasciste, étaient des hors-la-loi. Mais le fait de se placer hors la loi découlait d'une impulsion profonde à mettre fin à un ordre qu'ils percevaient comme injuste, moralement et politiquement inacceptable, et à agir pour jeter les bases d'un ordre nouveau. Se placer hors la loi signifiait constituer un système alternatif de valeurs et de règles. C'est donc avec le plus grand sérieux que, quand il convoqua dans sa base en montagne les directeurs des banques de la région pour leur imposer la rançon de la Résistance, il affirma de façon péremptoire, en guise de présentation : « J'incarne la loi (*io sono la legge*)⁴¹. » Ce n'était pas une plaisanterie. Il s'agissait de montrer que les partisans n'étaient pas des brigands

– comme le prétendaient leurs ennemis – et qu'ils n'acceptaient aucune transgression à leurs règles. Ceux qui trahissaient ou pillaient en profitant du fait de porter des armes étaient punis, et même souvent tués. La légitimité politique ne pouvait se fonder que sur un exercice inflexible de la justice⁴². Les exécutions sommaires, expéditives, les punitions exemplaires et les excès de violence qui caractérisent toute guerre civile coexistent toujours – c'est là son paradoxe – avec un sens aigu de la justice et du bien-fondé moral du combat. Simone Weil, qui dénonçait avec vigueur les atrocités républicaines pendant la guerre civile espagnole, rappelait que « vol et viol, dans les colonnes anarchistes, étaient passibles de la peine de mort⁴³ ».

Une guerre civile est combattue par des minorités actives. Entre les deux factions qui s'affrontent – rouges et blancs, républicains et franquistes, résistants et fascistes, libérateurs et collaborationnistes – se dessine une vaste « zone grise⁴⁴ » faite par la masse informe de ceux qui regardent, hésitants, paralysés ou incapables de choisir leur camp, et dont l'attitude évolue au cours du conflit. Lors de la guerre civile russe, la paysannerie est tour à tour prise en otage par l'armée rouge et par les gardes blancs, parfois elle se tient en équilibre entre les deux ou passe d'un camp à l'autre selon les circonstances, comme l'armée de Makhno en Ukraine. En 1944, la Résistance française est très majoritaire au sein d'une société civile qui avait massivement soutenu le régime de Vichy quatre ans plus tôt. À l'automne 1943, la grande majorité des Italiens hésite à prendre une position entre la République sociale de Mussolini et une monarchie qui s'est rangée du côté des forces alliées après avoir assisté à l'effondrement de son appareil d'État et de son armée. Les jeunes qui choisissent de prendre les armes pour combattre le fascisme sont une petite minorité. Ce n'est qu'à partir de 1944 que la Résistance prend de l'ampleur, jusqu'à représenter la majorité de la population à la Libération, au printemps 1945. Dans une guerre civile, ce n'est pas la « zone grise » mais les minorités actives qui décident. Les partisans sont confrontés à des choix difficiles. Leur « éthique de la conviction » les incite à l'action : s'opposer au nazisme est un impératif moral et politique ; leur « éthique de la responsabilité » les oblige à prendre en compte les conséquences de leurs actes, à prévoir l'inévitable riposte de l'ennemi, les éventuelles représailles contre les civils, parfois les massacres. Dans les églises, les autorités ecclésiastiques dénoncent les « actes irréfléchis » des bandes partisans. Giorgio Amendola, un des chefs de la Résistance communiste en Italie, rappelle leur choix : « Le problème des représailles avait été posé et réglé une fois pour toutes au début de la lutte armée, en Italie comme auparavant en France et dans les autres pays occupés par les nazis. Accepter le chantage des représailles signifiait renoncer *a priori* à la lutte⁴⁵. » Les civils oscillent entre la solidarité et la peur. Tantôt ils soutiennent les bandes de partisans, tantôt ils les accusent d'être à l'origine de la répression nazie avec leurs actions « irresponsables ». D'un côté, leur méfiance spontanée face aux actions de sabotage et aux attentats menés par des irréguliers tient à un *habitus* mental qui, depuis des siècles, octroie à l'autorité étatique le monopole de la violence⁴⁶. De l'autre, leur hostilité, parfois leur opposition ouverte, à une autorité perçue comme illégitime les transforme en sympathisants et protecteurs des

rebelles. Ces sentiments contrastés accompagnent le déroulement de la guerre civile jusqu'à son dénouement⁴⁷. Plus tard, dans une société pacifiée, la masse passive qui a refusé l'engagement, incapable de choisir, oscillant entre l'adaptation contrainte et la collaboration⁴⁸, indécise ou tout bonnement absorbée par les difficultés de la vie quotidienne, sera déterminante pour la redéfinition, à travers le vote, des équilibres politiques. Lors de l'affrontement, cependant, elle reste à la traîne, subit des secousses, s'adapte à une situation qu'elle n'est pas en mesure de contrôler. Quand elle redevient un acteur de la vie politique, le partisan a quitté la scène, tantôt pour s'inscrire comme une figure mythique dans la mémoire collective, tantôt pour être simplement oublié.

VIOLENCE CHAUDE

Dans la guerre civile, la violence se déploie sur le mode de la transgression. Elle présente donc, comme l'a indiqué Roger Caillois, une homologie frappante avec la fête. La guerre civile et la fête constituent des moments essentiels de socialisation dans lesquels les individus sont absorbés par une « effervescence collective » qui transforme en acte communautaire la solution de leurs problèmes, en remettant en cause les distances sociales et l'autonomie des personnes. La routine est brisée ; ce qui était d'ordinaire interdit est maintenant autorisé, voire prescrit. Le carnaval admet l'inceste comme la guerre incite au meurtre. Ce dernier perd toute utilité immédiate et retrouve une dimension religieuse, sacrée, qui n'existe plus dans la guerre régulière : il devient sacrifice du combattant et immolation de l'ennemi. Dans la guerre civile comme dans la fête, « la part de la liturgie diminue pendant qu'augmente celle de la licence et de l'orgie⁴⁹ ».

La haine perd son caractère abstrait. Elle n'est plus une disposition mentale ou un sentiment qui nourrit des choix politiques mais une pulsion qui se traduit en actes. La suspension du droit et la remise en cause du monopole étatique de la violence créent le contexte qui rend possible ce passage à l'acte. La guerre civile s'accompagne toujours d'une régression du processus de civilisation⁵⁰. Les contraintes sociales et culturelles qui forgent nos normes de conduite sautent. L'autocontrôle des pulsions que, dans le sillage de Freud, Norbert Elias considère comme la source d'une « économie psychique » de l'individu civilisé l'empêchant de « s'abandonner au plaisir de l'agression », disparaît. L'éclatement d'une guerre civile marque un tournant anthropologique qui la sépare, tel un partage des eaux, des périodes pacifiques qui la précèdent et la suivent. Dans cette phase intermédiaire, la violence prend une dimension paroxystique, se déployant sans limites. Elle n'est plus seulement un moyen de lutte mais aussi l'expression des passions, des sentiments, des peurs, des haines de ses acteurs. Elle prend des formes qui ressuscitent au cœur du monde moderne l'image archaïque de la foule massacreuse, sous le signe de la transgression, de la subversion de l'ordre, de la vengeance. Elle exhume les pratiques des sociétés qu'Elias qualifie de précivilisées, c'est-à-dire antérieures à la

coercition étatique. Dans une « société de guerriers », écrit-il dans *Le Processus de civilisation*, la vie des individus est « constamment menacée par des agressions brutales. Si l'on compare l'existence des membres d'une telle société à celle des membres d'une société pacifiée, on constate qu'elle incline aux extrêmes. Les guerriers ont toute latitude d'extérioriser leurs sentiments et leurs passions, ils peuvent se livrer à des joies sauvages, assouvir leurs appétits sexuels, donner libre cours à leur haine en dévastant tout ce qui appartient, de près ou de loin, à l'ennemi. Mais s'ils sont vaincus, ils sont exposés à la vengeance et à la cruauté du vainqueur, ils risquent d'être soumis à des tortures qui seront exclues des rapports quotidiens entre les hommes, le jour où le pouvoir central se réservera seul le droit d'infliger des souffrances, l'humiliation et la captivité⁵¹. »

Dans la guerre civile, la violence n'est jamais purement instrumentale. Elle se charge d'une forte dimension symbolique, s'autoalimente et prend une dynamique propre, jusqu'à devenir sa propre fin. Autrement dit, elle cesse d'être violence extrême pour devenir cruauté⁵². Dans les jours qui suivent le putsch de Franco, en juillet 1936, les militaires espagnols tuent presque un millier de républicains dans la région de Valladolid. Ils organisent des exécutions publiques, au cœur de la ville, auxquelles les notables assistent en goûtant des gâteaux typiques, les *churros*, et en buvant de l'anisette⁵³. Il est souvent difficile de démêler la vérité du mythe dans les récits de cette violence. La présence de troupes étrangères sur le sol russe, lors de la guerre civile des années 1918-1921, est à l'origine de nombreuses légendes, dont la plus connue est certainement celle des tortures pratiquées par une fantomatique Tcheka chinoise qui aurait nourri les bêtes du zoo de Petrograd avec les cadavres de ses victimes⁵⁴ ou tué ses ennemis en mettant leur tête dans une « cage aux rats⁵⁵ » (*Rattenkäfig*). Encore plus effrayants, cependant, sont les récits concernant la violence des blancs, dont l'historien Jean-Jacques Marie relate les agissements comme des faits avérés. Il rappelle, par exemple, la « soupe communiste » inventée par les Cosaques, consistant à jeter des communistes juifs, encore vivants, dans une immense cuve d'eau bouillante placée au cœur d'un village pour obliger ensuite d'autres prisonniers à manger les corps bouillis de leurs camarades. Selon la légende, plusieurs de ces derniers sombrèrent dans la folie⁵⁶.

La guerre civile exhume et ravive des pulsions ou des sentiments anciens qui se combinent aux frustrations et aux attentes du présent. L'adversaire ne doit pas seulement être tué, il doit aussi être humilié en public et exhibé comme un trophée de guerre. Ainsi, les nazis et les fascistes pendent les partisans exécutés, surtout en Europe orientale. Parfois, ils les pendent par les pieds comme des carcasses d'animaux dans une boucherie. Cette violence engendre inévitablement une contre-violence qui en reproduit certains traits, même si elle est perpétrée par des forces qui tirent leur légitimité du rejet moral de tels actes. Ainsi, le cadavre de Mussolini sera d'abord piétiné par la foule puis pendu dans Piazzale Loreto, à Milan, le 29 avril 1945. La guerre civile, a écrit à ce propos Sergio Luzzatto, « est aussi une tragédie corporelle⁵⁷ ». Elle charrie toujours une part de violence excessive, spectaculaire, effrayante. Cette dimension anthropologique de la guerre civile ne

prouve pas, comme le pense Wolfgang Sofsky, que « la violence est le destin de l'espèce⁵⁸ ». Elle ne révèle pas la nature profonde des hommes, mais indique avec une éclatante évidence ce dont les hommes sont capables dans des situations extrêmes. Les guerres civiles (comme les génocides) constituent un laboratoire intéressant pour sonder en profondeur la solidarité, l'esprit de sacrifice et la générosité qui habitent les hommes. Mais elles soulignent aussi les abîmes de cruauté et d'inépuisable capacité à faire le mal qui, en dernière analyse, en sont la doublure dialectique. Elles remettent en cause à la fois l'optimisme anthropologique des philosophes du progrès et le pessimisme foncier des idéologies conservatrices. Le bien et le mal coexistent dans la guerre civile comme les pôles d'un même champ magnétique, en montrant ainsi que, face à l'extrême, la nature humaine est toujours faite d'un mélange des deux⁵⁹.

La vengeance est aussi un aspect de la fête populaire qui accompagne la conclusion du second conflit mondial, une vengeance symbolique et matérielle à la fois. Pendant un bref moment, avant l'entrée en fonction de la justice légale, s'activent des tribunaux improvisés qui pratiquent leur propre justice, en procédant souvent à des exécutions sommaires. Entre 1944 et 1945, la défaite des armées allemandes laisse la place à une « fête folle⁶⁰ ». C'est un déferlement joyeux et ludique qu'expriment barricades, drapeaux pavoisés, son des cloches, dans la sensualité de la rencontre avec l'armée libératrice et les forces résistantes. Cette interruption du temps chronologique et irruption d'un temps qualitatif, chargé de sens et d'espoir, engendre spontanément des rites et des images enracinés dans la mémoire collective. À Paris, les barricades sont autant des lieux de combats que des lieux de mémoire qui évoquent 1848 et la Commune. Mais le déchaînement des passions n'est pas toujours vécu comme une délivrance. Il exige aussi son lot de corps humiliés, lorsque la fête populaire se transforme en « carnaval moche » d'une populace grimaçante qui se délecte au spectacle des femmes tondues, les « collaboratrices horizontales⁶¹ ». Le clivage entre ces deux foules, l'une festive et l'autre assoiffée de vengeance, n'est jamais net. Les deux se mêlent, habitées par une multitude de sentiments qui vont de la joie à la haine, de la générosité à la cruauté, poussés au paroxysme.

Cette ivresse de l'outrance, dans laquelle s'unissent la plus grande générosité et la plus grande cruauté, un sentiment de fraternité et un sentiment de vengeance, la joie de la fête populaire et les pulsions sadiques du massacre, rappelle de près la « violence spontanée des premiers temps révolutionnaires » analysée par Michel Vovelle⁶². C'est une violence anarchique qu'il oppose à la Terreur, cette dernière étant une pratique coercitive institutionnalisée, organisée et encadrée, qui ne se limite plus à détruire les symboles de l'Ancien Régime (et ceux qui les incarnent) mais vise à créer un ordre nouveau en s'attaquant aux ennemis qu'elle rencontre sur son chemin. C'est la violence qui surgit en France entre 1789 et 1792, lorsque, selon la métaphore de Paolo Viola empruntée à Mounier, « le trône est vide⁶³ ». L'Ancien Régime est démoli, mais la souveraineté populaire demeure une notion abstraite, puisqu'elle n'a pas encore pris les formes d'un nouveau pouvoir. Pendant ce moment de transition, de vacance au sommet – le roi est l'otage des forces révolutionnaires –,

il n'y a pas de lois et le peuple gouverne *absolutus legibus*. Le peuple, que la monarchie absolue opprimait et protégeait à la fois, qui subissait un pouvoir écrasant contre lequel il pouvait se révolter, mais qu'il n'avait jamais osé remplacer, se sent soudain seul. Il doit se fabriquer de nouveaux organes de pouvoir. C'est alors que surviennent ces massacres où les foules, après avoir coupé les têtes des aristocrates, les portent en cortège, montées sur des piques. La Terreur mettra fin à cette violence populaire et spontanée en la reconduisant dans un cadre légal. Selon Robespierre et Danton, il s'agissait de remplacer la vengeance populaire, aveugle et dangereusement portée à l'excès, par le « glaive de la loi⁶⁴ ».

Des traits analogues sont décelables dans la révolution russe. Contrairement à une vision aujourd'hui répandue dans l'historiographie, qui essaie de l'expliquer exclusivement comme un produit de l'idéologie bolchevique, la Terreur fut la réponse du nouveau pouvoir soviétique à une violence qui montait d'en bas et était devenue endémique au cours de l'année 1917. À l'instar de la Révolution française, l'idéologie intervenait *a posteriori* pour légitimer des méthodes qui s'inventaient sur le terrain. Selon Marc Ferro, la dictature communiste « légittima, sollicita une terreur née du ressentiment et qui venait des profondeurs : il en exploita la force pour se perpétuer au pouvoir⁶⁵ ». À la différence de la violence paysanne, explosive et incontrôlée, les excès de la Tcheka n'étaient pas spontanés ; ils s'inscrivaient dans la logique impitoyable d'une guerre civile qui opposait révolution et contre-révolution, rouges et blancs, paysans et propriétaires fonciers, classes populaires urbaines et aristocratie tsariste, communisme russe et anticomunisme occidental.

La logique du « trône vide » est à l'œuvre aussi dans les premiers mois de la guerre civile espagnole, lorsque le *pronunciamiento* franquiste déclenche une véritable révolution sociale dans les zones républicaines. José Luis Ledesma a bien montré, en analysant le cas de la répression républicaine dans l'Aragon, que la très grande majorité de ses victimes est tuée pendant l'été 1936. On assiste alors à une éruption de violence populaire qui tient à l'éclatement de l'État et à la vacance du pouvoir qui en résulte. C'est la période de la chasse aux curés et aux propriétaires fonciers, où la répression répond à un critère de classe, dans les campagnes notamment : elle épargne ceux dont les corps révèlent la pratique du travail manuel et condamne les autres. Cette violence anarchique (et anarchiste) prend fin à l'automne, lorsque l'État républicain se reconstitue et impose sa loi. Les tribunaux populaires émettent encore des sentences de mort, mais la vague de violence s'apaise : la révolution commence à créer ses propres institutions⁶⁶. Là réside une différence fondamentale avec la violence antirépublicaine qui s'accroît au fur et à mesure que l'armée franquiste consolide ses positions, pour se poursuivre dix ans après la fin de la guerre civile et l'instauration du régime du *caudillo*.

Les atrocités de la Deuxième Guerre mondiale, notamment celles perpétrées sur le front oriental, sont largement documentées par des milliers de photos réalisées par les soldats de la Wehrmacht. Ces images souvent insoutenables qui montrent la violence et la mort dans leur facticité la plus dépouillée et terrible, ne sont pas faciles à interpréter, au-delà de leur dimension primaire et incontournable de

preuves, d'« instants de vérité » capturés par l'objectif⁶⁷. Dans certains cas, elles participent des actions meurtrières et témoignent d'un regard complice qui accompagne le plaisir de tuer. Les légendes que certains soldats ont écrites, au dos de leurs photos, ou en guise de commentaire, dans leurs albums de souvenirs, témoignent de cette dimension du document visuel : le trophée de guerre⁶⁸. Mais, le plus souvent, elles répondent à un motif différent. Prises non pour exécuter un ordre, en vue de leur diffusion, mais à l'initiative des soldats eux-mêmes et déposées dans leurs archives privées, elles révèlent une autre dimension de la guerre et un autre regard sur la violence. L'appareil « neutralise » les sentiments et les émotions du soldat, photographe amateur qui, tout en prenant part aux tueries, peut ainsi les regarder d'un « œil froid⁶⁹ ». Il peut éloigner l'objet regardé – l'acte de tuer et la victime – par un procédé de distanciation et de neutralisation qui lui donne le sentiment de ne pas être un sujet et le cantonne au rôle d'observateur. Aujourd'hui, ces photos échappent à leur destination originale, l'imaginaire secret des soldats, pour s'inscrire dans notre mémoire collective comme des témoignages de la mort au ^{xx}e siècle.

VIOLENCE FROIDE

Pour comprendre la violence de ces guerres civiles, il faut cependant la comparer avec celle, bien plus macroscopique, des guerres totales dont elles sont souvent des composantes ou des appendices. La différence saute aux yeux. Les conflits sanglants qui déchirent l'Allemagne au moment de sa défaite et de la naissance de la république de Weimar, entre janvier et mai 1919, font un nombre de victimes dont l'ordre de grandeur est sans commune mesure avec celui de la bataille de la Somme ou de Verdun. La spécificité de la guerre civile européenne du ^{xx}e siècle tient au fait qu'elle se présente comme un maelström de guerres totales, révolutions, guerres civiles et génocides. Elle engendre un contexte dans lequel une violence sauvage et ancestrale se mêle à la violence moderne, à la technologie des bombardements aériens et à l'extermination industrielle des chambres à gaz. Lors de cette guerre, les « pulsions dionysiaques » de la foule vengeresse, pourrait-on dire avec Alain Corbin, coexistent avec les « massacres pasteurisés » de la violence d'État⁷⁰. En d'autres termes, la violence née de la régression du processus de civilisation s'unit, dans une étonnante dialectique de la non-contemporanéité, avec la violence moderne, bien plus meurtrière, qui implique la technologie de la société industrielle. Cette violence suppose, tant sur le plan social que sur le plan anthropologique, les acquis du processus de civilisation : la monopolisation étatique des armes, la rationalité administrative et productive, la division du travail, la fragmentation des tâches, l'autocontrôle des pulsions, la déresponsabilisation éthique des acteurs sociaux, la séparation spatiale entre exécuteurs et victimes. Tandis que les soldats des *Einsatzgruppen* tuaient des juifs dans les villages polonais en les entassant dans des fosses communes, le lieutenant-colonel des SS Adolf Eichmann restait assis à sor

bureau, d'où il organisait la déportation d'autres juifs vers les camps de la mort. Une armée de fonctionnaires exécutait des tâches indispensables au déroulement du processus d'extermination – que l'on pense aux recensements, aux décrets d'expropriation, ou tout simplement à la circulation des trains permettant l'acheminement des convois vers les camps de la mort – mais qui n'avaient, en elles-mêmes, rien de meurtrier. Elles ne devenaient meurtrières qu'une fois intégrées dans une chaîne qui culminait dans les chambres à gaz. Une chaîne dont les différents responsables ne connaissaient pas forcément l'aboutissement, car la « production sociale de l'indifférence morale » typique des sociétés modernes était une de ses prémisses⁷¹. L'image d'Oradour-sur-Glane, où le 10 juin 1944 les SS brûlèrent toute la population dans l'église du village, appartient à la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale autant que celle des cheminées d'Auschwitz. Ces deux formes de violence, l'une « chaude » et l'autre « froide », ont coexisté au sein de la même guerre. Autant la théorie de Norbert Elias nous aide à étudier les manifestations de la foule vengeresse dans une guerre civile, autant sa tentative d'expliquer le génocide des juifs par « une rechute dans la barbarie et dans la sauvagerie des temps primitifs⁷² » se révèle déroutante et fausse. Il serait bien plus approprié, dans le sillage d'Adorno et de l'école de Francfort, de penser l'Holocauste comme l'expression d'« une barbarie qui s'inscrit dans le principe même de la civilisation⁷³ ». Civilisation et barbarie ne sont pas des termes antinomiques mais deux aspects indissociables d'un même processus historique porteur d'instances émancipatrices et, en même temps, de tendances destructrices. Émancipation et domination marchent ensemble, comme les deux potentialités d'un même mouvement dialectique.

Dans une réflexion sur les implications de la distance en tant que source d'indifférence morale – réflexion dont il a reconstitué la généalogie depuis Aristote jusqu'à Chateaubriand –, Carlo Ginzburg rappelle la métaphore de la *Lettre sur les aveugles* de Diderot. S'il n'y avait pas la crainte d'une punition, beaucoup d'hommes préféreraient tuer un autre homme à une distance telle qu'il aurait la taille d'une hirondelle plutôt qu'utiliser leurs propres mains pour tuer un bœuf. La distance fait disparaître l'effroi du meurtre et rend le criminel indifférent comme un aveugle qui, ne s'apercevant de rien, neutralise ainsi ses réactions morales. Selon Ginzburg, la guerre aérienne du ^{xx}e siècle, qui transforme l'ennemi en cible minuscule et épargne la vue du sang aux exécuteurs des massacres, semble confirmer le diagnostic de Diderot. « La distance, lorsqu'elle est poussée à l'extrême, peut engendrer un manque absolu de compassion à l'égard des autres êtres humains⁷⁴. » Ces remarques saisissent un aspect de la guerre et des violences de masse du monde moderne. Mais, dans la guerre civile européenne, la violence froide et « distante » s'unit à la violence chaude et passionnée de la croisade contre un ennemi que l'on connaît, qu'on veut tuer et dont on veut exhiber le corps. La distance et l'indifférence morale qui permettent de bombarder les villes et d'éliminer en série se mélangent avec la proximité physique et l'implication émotionnelle du combat visant à tuer le bolchevik, à torturer le partisan, à éliminer le « sous-homme » lors d'une lutte vécue

comme « rédemptrice⁷⁵ ». Les images d'exécution de partisans et de juifs que les soldats de la Wehrmacht envoient du front oriental à leurs épouses, ainsi que les films montrant des soldats qui ricanent en coupant la barbe d'un vieux juif ou en humiliant des femmes nues dans l'hiver polonais, sont le miroir de cette brutalisation des dispositions mentales et des pratiques de la violence de guerre⁷⁶.

DICTATURE

La guerre civile européenne a transformé le sens et l'usage de la notion de dictature. Après l'avènement des régimes de Mussolini, Hitler, Franco et Staline, elle est devenue synonyme de régime autoritaire, voire totalitaire, d'oppression et de terreur, en éclipsant la signification qu'elle avait eue pendant des siècles⁷⁷. La parodie de Hitler réalisée à Hollywood par Charlie Chaplin en 1938, *The Great Dictator*, a introduit dans la culture de masse cette nouvelle acception du mot. De l'Antiquité au XIX^e siècle, la dictature a été considérée comme un corollaire de la démocratie. Dans son acception classique, elle désigne la forme du gouvernement républicain en temps de crise, lorsque l'exercice du pouvoir est monopolisé par une personne, appelée dictateur. Cependant, la dictature romaine était une magistrature aux prérogatives, au champ d'action et à la durée limités. Ce n'était pas un pouvoir despotique, arbitraire ou illégal, et son fondement demeurait démocratique. Le dictateur était désigné par un consul, sur requête du Sénat, et son mandat avait une durée de six mois. En tant que « magistrat extraordinaire », il était nommé pour faire face à un péril majeur, aussi bien interne (une sédition) qu'externe (une guerre). Si le dictateur incarnait l'autorité, la dictature n'était pas, d'un point de vue rigoureusement institutionnel, le pouvoir, mais seulement un *organe extraordinaire* du pouvoir, son caractère étant conjoncturel et pas structurel⁷⁸. Dans l'imaginaire populaire, la figure du dictateur était incarnée par Cincinnatus, le commandant légendaire qui avait été appelé pour sauver la république romaine en danger et qui, après avoir vaincu ses ennemis en deux semaines, était retourné labourer ses champs.

La dictature implique l'*état d'exception*, c'est-à-dire la suspension du droit et la limitation des libertés individuelles. Mais il s'agit de mesures transitoires, autorisées par les instances légitimes de l'État. Selon la définition de Giorgio Agamben, s'inspirant sur ce point de Carl Schmitt, l'état d'exception sépare la norme de son application, afin de la préserver et de la rendre effective : « L'état d'exception est un espace anémique, dont l'enjeu est une force-de-loi sans loi⁷⁹. » Le dictateur n'est donc pas assimilable à un usurpateur ou à un tyran s'emparant du pouvoir par un coup d'État, car il exerce un pouvoir non seulement *de facto* mais aussi *de jure*. Il peut suspendre provisoirement l'application du droit, mais il ne peut ni modifier la loi ni supprimer la Constitution ni promulguer de nouvelles lois. Cette conception de la dictature traverse toute l'histoire de la pensée politique.

S'inspirant de Bodin, Carl Schmitt a défini deux types de dictature. En 1920, i

distingue la dictature classique, qu'il qualifie de dictature de *commissaire*, et la dictature *souveraine*, la première agissant comme émanation d'un pouvoir constitué, la deuxième comme organe d'un pouvoir constituant⁸⁰. Le modèle de cette dernière réside à ses yeux dans la révolution anglaise du ^{xviii} siècle : après avoir dissous le *Long Parliament*, Cromwell avait instauré une dictature militaire qui ne répondait plus à aucune instance supérieure et s'était transformée en véritable pouvoir souverain, non plus délégué ni provisoire mais permanent et absolu. Dans cette catégorie, Schmitt inclut aussi la Révolution française, dans laquelle un rôle analogue a été joué par l'Assemblée constituante qui, en 1793, avait créé son propre organe de Terreur, le Comité de salut public. Le dernier exemple qu'il donne est celui du régime instauré par les bolcheviks en Russie en octobre 1917, préfiguré par le concept marxiste de dictature du prolétariat. Dans ce cas, aussi, la dictature n'est pas l'organe extraordinaire d'un pouvoir légal mais un pouvoir constituant, créateur d'un ordre nouveau. En l'occurrence, il s'agissait d'un pouvoir révolutionnaire qui ne pouvait pas revendiquer une légitimité nationale – il avait dissous l'Assemblée constituante, où il était minoritaire – et s'appuyait sur une légitimité de classe – les soviets – dont la représentation fut immédiatement confisquée par le parti qui avait organisé l'insurrection. Au cours de la guerre civile, le pouvoir constituant s'identifia inévitablement à la dictature d'un parti révolutionnaire militarisé⁸¹.

C'est dans le contexte de l'immédiat après-guerre, caractérisé en Europe centrale par l'affrontement sanglant entre révolution et contre-révolution, avec l'essor de dictatures militaires plus ou moins durables, que Max Weber reformule sa théorie de la « domination charismatique », en y intégrant maintenant les différentes formes de césarisme dont il avait dressé la typologie dans *Économie et Société*⁸². Le pouvoir charismatique est celui de l'homme providentiel, le meneur de foules par vocation, le chef aux qualités prétendument exceptionnelles qui fait son apparition, comme un « sauveur », dans les périodes de crise. Il semble touché par la « grâce » et capable de faire des miracles comme les rois thaumaturges du Moyen Âge. Autour de lui se constitue la « communauté charismatique » de ses adeptes qui, unis par un sentiment quasi religieux de croyance en ses facultés extraordinaires, font acte de soumission à sa volonté. De façon analogue aux communautés chrétiennes des origines (*ecclesiae*) qui n'avaient pas une structure juridique mais un fondement charismatique lié à la figure du Christ, les dictatures issues de la Première Guerre mondiale revendiquaient souvent une légitimité extralégale, ne se réclamaient pas du droit mais des lois supérieures de la Nature ou de l'Histoire. Elles se différenciaient autant du pouvoir traditionnel, dont la légitimité s'imposait avec la force du droit coutumier, que des formes modernes de domination, fondées sur la contrainte rationnelle de la loi. Le trait partagé par leurs chefs, souligne Weber, résidait dans le fait qu'« on leur obéissait non pas en vertu d'une coutume ou d'une loi, mais parce qu'on avait foi en eux⁸³ ». Le pouvoir charismatique est par nature fragile, transitoire comme les temps troubles et chaotiques qui l'engendrent et inéluctablement condamné, selon Weber, à une « routinisation » (*Veralltäglichung*) qui en use et délite les caractères. Lors de son essor, cependant, il annule ou neutralise la loi et la remplace par la décision d'un

chef. Il s'agit donc d'un pouvoir personnel qui se prétend originaire et affranchi des contraintes juridiques. Un pouvoir personnel incarné par un corps unique, sacré, irremplaçable, ni dynastique ni institutionnel, mais précisément charismatique ; un corps identifié à des gestes, des expressions, une voix ; l'objet mystique autour duquel la foule peut se rassembler et communier. C'est le corps du Führer représenté par Leni Riefenstahl dans son film sur le congrès nazi de Nuremberg, *Triomphe de la volonté*. C'est le corps du Duce, dont l'écrivain Vitaliano Brancati soulignait ainsi l'effet de fascination sur ses adeptes : « S'il se trouve au milieu d'une foule, la foule commence à régurgiter et bouillir autour de lui ; le peuple l'entoure, se dispose en pyramide et le place spontanément au sommet⁸⁴. » Inévitablement, la fin de ce pouvoir charismatique passera par la destruction de son corps : piétiné, humilié et pendu par les pieds comme celui de Mussolini en avril 1945 ; « auto-immolé », comme celui de Hitler, quelques jours plus tard, lors de la chute du Troisième Reich, pour échapper à une mort aussi horrible. Le corps des dictateurs ne survit pas à la guerre civile européenne, dont la fin culmine souvent avec leur immolation. Comme pour l'exécution de Louis XVI ou du tsar Nicolas II, ce moment symbolique marque l'émergence d'une nouvelle légitimité.

En 1920, le pamphlet de Trotski contre Karl Kautsky, *Terrorisme et Communisme*, semble anticiper l'essai de Schmitt sur la dictature. Dans son ouvrage, le chef de l'armée rouge analyse et légitime la Terreur révolutionnaire comme un outil indispensable à la création d'un nouveau pouvoir. Après avoir rappelé que la guerre « n'est pas une école d'humanité, encore moins la guerre civile », il justifie la politique des bolcheviks au nom des lois de l'Histoire, en essayant de prouver qu'elle ne fait que suivre l'exemple de Cromwell, des jacobins et de la Commune de Paris. Chaque fois, les révolutionnaires ont été accusés de terrorisme. Chaque fois, la défense de la révolution a exigé la prise et l'exécution d'otages, l'instauration de la censure, la neutralisation ou l'élimination des ennemis (par opportunité, précise-t-il, et non par principe). La violence du pouvoir bolchevique, conclut-il, repose sur des bases de classe qui l'inscrivent dans le sens de l'Histoire. Strictement historiciste, l'argumentation de Trotski se déploie selon les termes suivants : « La terreur rouge est l'arme employée contre une classe vouée à périr et qui ne s'y résigne pas. Si la terreur blanche ne peut que retarder l'ascension historique du prolétariat, la terreur rouge ne fait que hâter la chute de la bourgeoisie. À certaines époques, l'accélération [...] a une importance décisive. Sans la terreur rouge, la bourgeoisie russe, de concert avec la bourgeoisie internationale, nous aurait étouffés bien avant l'avènement de la révolution en Europe. Il faut être aveugle pour ne pas le voir, ou faussaire pour le nier⁸⁵. » Quelques mois plus tôt, Victor Serge avait affirmé le même principe avec une formule tout aussi effrayante, même si elle était inspirée davantage par l'élan révolutionnaire que par la raison d'État : « Nous – les Rouges –, malgré la faim, les fautes – et même les crimes – nous allons vers la Cité future⁸⁶. »

Ces passages illustrent bien la position paradoxale des bolcheviks en 1920. D'une part, ils pratiquent la terreur comme une arme de survie dans une lutte désespérée contre un ennemi qui menace de les écraser ; d'autre part, ils la justifient au nom des

lois de l'histoire et la théorisent comme le forceps nécessaire à l'accouchement d'une nouvelle société. En respectant les codes de la scolastique révolutionnaire, les pratiques de la Tchéka peuvent même trouver une légitimation théorique dans la thèse de Marx sur la violence « accoucheuse » de l'histoire.

Cette apologie de la Terreur n'était, au fond, qu'un aspect de la perception nouvelle de la violence dans les sociétés européennes issues du traumatisme de la Grande Guerre. Du côté nationaliste, fascistes et « révolutionnaires conservateurs » idéalisèrent la guerre comme laboratoire d'une forme de civilisation organisée par l'État total et incarnée par une nouvelle humanité issue des tranchées. La Grande Guerre avait forgé les valeurs, la mentalité et la vision politique des dirigeants fascistes. Mussolini et Hitler étaient des vétérans qui croyaient avoir découvert dans l'expérience de guerre le sens de l'existence. La guerre avait créé une « communauté de combat » (*Kampfgemeinschaft*) qui, après 1918, devenait un modèle de société et se transformait en une « communauté nationale » (*Volksgemeinschaft*) monolithique et totalitaire⁸⁷. Tantôt idéalisée par le futurisme comme expérience esthétique, tantôt exaltée par le nationalisme comme mission de l'« homme nouveau », la guerre demeure au centre de la vision du monde fasciste. L'État y est conçu comme un outil au service de la guerre. À la différence de la Russie, où la dictature bolchevique était née d'une révolution sociale et politique qui avait brisé l'appareil d'État hérité du tsarisme et détruit les anciennes élites dominantes, en Italie et en Allemagne, le fascisme s'empara du pouvoir par la voie légale. L'édification d'un régime totalitaire impliquait, dans les deux pays, une « révolution légale⁸⁸ » qui, sans entamer dans l'immédiat la façade institutionnelle de l'État, en suspendait les lois de façon permanente. En Italie, la démolition de l'État libéral s'acheva vers la fin de 1925, avec la promulgation des « lois fascistissimes » qui suivirent l'attentat d'Anteo Zamboni contre Mussolini. En trois ans, le système parlementaire fut pratiquement détruit, tous les pouvoirs furent concentrés dans l'exécutif et les libertés fondamentales supprimées (de la liberté d'association au droit de grève). Le pluralisme de la presse fut anéanti par l'instauration de la censure, la peine de mort réintroduite, les administrations locales confiées à des *podestà* nommés par l'autorité centrale, et finalement, en 1928, le Grand Conseil du fascisme devint l'organe constitutionnel suprême du régime. En Allemagne, ce fut le décret d'urgence « pour la protection du peuple et de l'État » émis par Hitler le 28 février 1933, au lendemain de l'incendie du Reichstag, qui suspendit *sine die* toutes les libertés consacrées par la Constitution de Weimar. C'est pourquoi Roman Schnur définit le régime nazi comme une « guerre civile légale⁸⁹ ». La dictature hitlérienne « légalisait » la guerre civile puisqu'elle ne pouvait se consolider qu'en rendant permanent l'état d'exception propre à la guerre civile. Le politologue Ernst Fraenkel l'avait qualifiée d'État « double », c'est-à-dire un État capable de faire coexister deux structures juridiques antinomiques : d'un côté le droit rationnel moderne concernant l'économie et la sphère privée et, de l'autre, la loi d'exception qui permettait au pouvoir politique de s'affranchir de toute procédure légale-rationnelle⁹⁰. La dictature fasciste suspendait le droit pour instaurer l'état d'exception comme norme permanente. Ce contexte de

crise, pendant la période de l'entre-deux-guerres, constitue le terreau dans lequel Schmitt puise les éléments de sa théologie politique qui remet à l'ordre du jour, sous une forme séculière, les postulats de l'absolutisme. La prérogative des détenteurs du pouvoir absolu devient ainsi le *nomos* de la politique moderne : « Est souverain celui qui décide de la situation exceptionnelle⁹¹. »

¹ Voir Richard Tuck, *The Right of War and Peace. Political Thought and the International Order from Grotius to Kant*, New York, Oxford University Press, 1999.

² Sur la notion de *jus publicum europaeum*, cf. Carl Schmitt, *Le Nomos de la terre dans le droit des gens du jus publicum europaeum* (1951), Paris, Presses Universitaires de France, 2001 ; et Reinhart Koselleck *Le Règne de la critique* (1959), Paris, Éditions de Minuit, 1979, p. 36 sq.

³ Michel Senellart « La qualification de l'ennemi chez Emer de Vattel », *Astérion*, n° 2, 2004, p. 31-52.

⁴ Cf. Carl Schmitt, *Le Nomos de la terre*, op. cit., p. 124.

⁵ Thomas Hobbes, *Léviathan* (II, 29), Paris, Gallimard, 2000, p. 476 sq.

⁶ Jean Bodin, *Les Six Livres de la République*, Paris, Le Livre de Poche, 1993, p. 463-464.

⁷ Carl von Clausewitz, *Vom Kriege*, Bonn, Ferd. Dümmlers Verlag, 1991, p. 191 (l'édition française préfère traduire *Zweikampf* par « combat singulier » : cf. Carl von Clausewitz, *De la guerre*, Paris, Perrin, 1999, p. 31).

⁸ Cf. Jean-Noël Jeanneney, *Le Duel. Une passion française 1789-1914*, Paris, Seuil, 2004, p. 26.

⁹ *Ibid.*, p. 27.

¹⁰ Ute Frevert, *Men of Honour. A Social and Cultural History of the Duel*, Cambridge, Polity Press, 1995 p. 170.

¹¹ Jean-Noël Jeanneney, *Le Duel*, op. cit., p. 80.

¹² V. G. Kiernan, *The Duel in European History. Honour and the Reign of Aristocracy* New York, Oxford University Press, 1988, p. 273.

¹³ Cf. Norbert Elias, *The Germans. Power Struggles and the Development of the Habitus in the Nineteenth and Twentieth Century*, Cambridge, Polity Press, 1996, p. 52, et les commentaires de Jonathan Flechter, *Violence and Civilization. An Introduction to the Work of Norbert Elias*, Cambridge, Polity Press 1997, p. 123-134.

¹⁴ Cf. Arno J. Mayer, *La Persistance de l'Ancien Régime*, Paris, Flammarion, 1983, p. 110-111.

¹⁵ Cf. Michel Caillat, *L'Idéologie du sport en France depuis 1880*, Paris, Éditions de la Passion, 1993, p. 31-32 ; Wolfgang Schivelbusch, *The Culture of Defeat. On National Trauma, Mourning, and Recovery* New York, Picador, 2004, p. 174.

¹⁶ Cf. Gian Enrico Rusconi, *Rischio 1914. Come si decide una guerra*, Bologne, Il Mulino, 1987.

¹⁷ Voir ces images in Rainer Rother (éd.), *Der Weltkrieg 1914-1918. Ereignis und Erinnerung*, Berlin, Minerva, 2004, p. 105.

¹⁸ Le rapport entre guerre civile et guerre coloniale est largement analysé par Carl Schmitt, *Le Nomos de la terre*, op. cit.

¹⁹ Thucydide, *Histoire de la guerre du Péloponnèse* (III, LXXXI), Paris, Bouquins-Robert Laffont, 198 p. 346.

²⁰ *Ibid.*, p. 343.

²¹ *Ibid.* (III, LXXXII), p. 344.

²² Victor Serge, « La ville en danger », *Mémoires d'un révolutionnaire et autres écrits politiques*, Paris, Bouquins-Robert Laffont, 2001, p. 108.

²³ *Ibid.*, p. 109.

²⁴ *Ibid.*, p. 111.

²⁵ Carl Schmitt, *Ex captivitate salus : expériences des années 1943-1947*, Paris, Vrin, 2003, p. 152. Pour une analyse du concept de guerre civile du point de vue de la théorie politique, cf. Norberto Bobbio, « Guerre civile ? », *Teoria politica*, VIII, n° 2, 1992, p. 297-307.

²⁶ Léon Trotsky, *Histoire de la révolution russe* (1932), Paris, Seuil, 1995, vol. I, p. 256.

²⁷ Cf. Dan Diner, *Das Jahrhundert verstehen*, op. cit., p. 22 ; Lothar Kettenacker, « “Unconditional Surrender” als Grundlage der angelsächsischen Nachkriegsplanung », in Wolfgang Mischalka (éd.), *Der Zweite*

Weltkrieg, Piper, Munich, 1989, p. 174-188 ; et Alfred Vagts, « *Unconditional Surrender : vor und nach 1945* », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, n° 7, 1959, p. 280-309.

[28](#) Cf. Wolfgang Schivelbusch, *The Culture of Defeat*, *op. cit.*, p. 27-29.

[29](#) Winston Churchill, *The Second World War*, Boston, Houghton Mifflin, 1950, vol. 3, p. 690-691. Ce passage est cité par John L. Chase, « *Unconditional Surrender Reconsidered* » *Political Science Quarterly*, vol. 70, n° 2, 1955, p. 265. Voir aussi Hans Kelsen, « *The Legal Status of Germany According to the Declaration of Berlin* » *The American Journal of International Law*, vol. 39, n° 3, 1945, p. 518-526.

[30](#) Cf. Adolfo Mignemi, *La seconda guerra mondiale 1940-1945*, Rome, Editori Riuniti, 2000, p. 176.

[31](#) Cf. Pieter Lagrou, « *La “guerra irregolare” e le norme della violenza legittima nell'Europa del Novecento* » in Luca Baldissara (éd.), *Crimini e memorie di guerra*, Naples, L'Ancora del Mediterraneo, 2004, p. 97.

[32](#) Cité in Alain Brossat, *Libération fête folle : mythes et rites ou le grand théâtre des passions populaires*, Paris, Autrement, 1994, p. 121.

[33](#) Adolfo Mignemi, *Storia fotografica della Resistenza*, Turin, Bollati Boringhieri, 1995, p. 257-287.

[34](#) Carl Schmitt, « *Théorie du partisan* » (1962), *La Notion de politique/Théorie du partisan*, Paris, Flammarion, 1992, p. 218-224.

[35](#) *Ibid.*

[36](#) James Brown Scott (éd.), *Texts of the Peace Conferences of The League, 1899 and 1907*, Boston & Londres, 1908, p. 209 ; voir aussi Hans Wehberg, *La Guerre civile et le droit international*, Paris, Sirey, 1938, p. 88.

[37](#) Hans Wehberg, *La guerre civile*, *op. cit.*, p. 9.

[38](#) Cf. Christian Ingrao, *Les Chasseurs noirs. La brigade Dirlewanger*, Paris, Perrin, 2006.

[39](#) Selon Schmitt, la guerre des partisans ne connaît pas la notion de risque qui, dans la sphère juridique, renvoie toujours à la législation des assurances, où elle désigne un dommage limité, calculé et donc susceptible d'indemnisation (« *Théorie du partisan* », in *La Notion de politique/Théorie du partisan*, *op. cit.*, p. 232).

[40](#) Claudio Pavone, *Una guerra civile*, *op. cit.*, p. 124.

[41](#) Roberto Battaglia, *Un uomo. Un partigiano*, Bologne, Il Mulino, 2004, p. 209-210.

[42](#) Claudio Pavone, *Una guerra civile*, *op. cit.*, p. 454-459.

[43](#) Simone Weil, « *Lettre à Georges Bernanos 1938* », *Œuvres*, Paris, Quarto-Gallimard, 1999, p. 408.

[44](#) Sur le concept de « zone grise » pour définir les éléments passifs lors d'une guerre civile, cf. Claudio Pavone, *Una guerra civile*, *op. cit.*, p. 247 ; Renzo De Felice, *Rosso e Nero*, *op. cit.*, p. 55-65.

[45](#) Cf. Giorgio Amendola, *Lettere a Milano. Ricordi e documenti 1939-1945*, Rome, Editori Riuniti, 1973 p. 293. Sur le débat dans la Résistance italienne au sujet des représailles, cf. Claudio Pavone, *Una guerra civile*, *op. cit.*, p. 475-505.

[46](#) Claudio Pavone, *Una guerra civile*, *op. cit.*, p. 421.

[47](#) Voir à ce sujet Tzvetan Todorov, *Une tragédie française. Été 44, scènes de guerre civile*, *op. cit.* ; et Santo Peli, *La Resistenza in Italia. Storia e critica*, Turin, Einaudi, 2004, p. 238-249.

[48](#) Pour une typologie du comportement des civils sous un régime d'occupation, cf. Philippe Burrin, *La France à l'heure allemande, 1940-1944*, *op. cit.*, p. 468-471.

[49](#) Roger Caillois, *L'Homme et le sacré*, Paris, Gallimard, 1950, p. 227.

[50](#) Gabriele Ranzato, « *La guerra civile spagnola nella storia contemporanea della violenza* », in Gabriele Ranzato (éd.), *Guerre fratricide. Le guerre civili in età contemporanea*, *op. cit.*, 1994, p. 272.

[51](#) Norbert Elias, *La Dynamique de l'Occident* (1939), *op. cit.*, 1975, p. 190. Voir aussi à ce sujet Gabriele Ranzato, *Il linciaggio di Carretta (Rome 1944). Violenza politica e violenza ordinaria*, Milan, Il Saggiatore 1997, p. 196-197.

[52](#) Cf. Stéphane Audoin-Rouzeau, « *Au cœur de la guerre : la violence du champ de bataille pendant les deux conflits mondiaux* », in Stéphane Audoin-Rouzeau, Annette Becker, Christian Ingrao et Henry Rousso (éd.) *La Violence de guerre, 1914-1945*, Bruxelles, Complexe, 2002, p. 91.

[53](#) Javier Rodrigo, *Vencidos. Violenza e repressione politica nella Spagna di Franco (1936-1948)*, Vérone, Ombre Corte, 2006, p. 46.

[54](#) Jean-Jacques Marie, *La Guerre civile russe, 1917-1921*, *op. cit.*, p. 41.

[55](#) Cette légende est colportée par Ernst Nolte, *La Guerre civile européenne 1917-1945*, *op. cit.*, p. 142-143. À l'origine de cette légende, il y a un pamphlet antibolchevique et antisémite d'un émigré russe (R. Nilostonski

Der Bluttausch des Bolschewismus. Berichte eines Augenzeugen, Berlin, 1920, p. 48). Voir Hans Ulrich Wehler, *Entsorgung der deutschen Vergangenheit ? Ein polemischer Essay zum « Historikerstreit »*, Munich, C.H. Beck, 1988, p. 147-153. La première version du récit de la « cage aux rats » est due à Octave Mirbeau (*Le Jardin des supplices*, Paris, UGE, 1986, p. 216-218), comme l'indique Alain Brossat qui en a rétabli la généalogie littéraire (*L'épreuve du désastre. Le ^{xx}e siècle et les camps*, Paris, Albin Michel, 1995, p. 357-372).

[56](#) Jean-Jacques Marie, *La guerre civile russe*, *op. cit.*, p. 124.

[57](#) Sergio Luzzatto, *Il corpo del Duce*, Turin, Einaudi, 1998, p. 60.

[58](#) Wolfgang Sofsky, *Traité de la violence*, *op. cit.*, 1998, p. 200.

[59](#) Cf. Norman Geras, *The Contract of Mutual Indifference. Political Philosophy after Auschwitz*, Londres, Verso, 1998, p. 88-90.

[60](#) Cf. Alain Brossat, *Libération fête folle*, *op. cit.*

[61](#) Cf. Alain Brossat, *Les Tondues. Un carnaval moche*, Paris, Manya, 1993, qui s'inspire de l'interprétation du carnaval par Mikhaïl Bakhtine, *L'Œuvre de François Rabelais et la culture populaire au Moyen Âge et sous la Renaissance*, Paris, Gallimard, 1970.

[62](#) Michel Vovelle, *La Mentalité révolutionnaire. Société et mentalité sous la Révolution française*, Paris, Éditions sociales, 1985, p. 85.

[63](#) Paolo Viola, *Il trono vuoto. La transizione della sovranità nella rivoluzione francese*, Turin, Einaudi, 1989.

[64](#) Cité in Arno J. Mayer, *Les Furies. Violence, vengeance, terreur aux temps de la Révolution française et de la révolution russe*, *op. cit.*, p. 171-172.

[65](#) Marc Ferro, « Nazisme et communisme : les limites d'une comparaison », in Marc Ferro (éd.), *Nazisme et Communisme. Deux régimes dans le siècle*, Paris, Hachette, 1999, p. 17.

[66](#) José Luis Ledesma, *Los dias de llama de la revolución. Violencia y politica en la retaguardia republicana de Zaragoza durante la guerra civil*, Institución Fernando el Católico, Saragosse, 2003.

[67](#) Georges Didi-Hubermann, *Images malgré tout*, Paris, Éditions de Minuit, 2003, p. 47.

[68](#) Cf. Judith Levin et Daniel Uziel, « Ordinary Men, Extraordinary Photos » *Yad Vashem Studies*, n° 26, 1998, p. 265-293.

[69](#) Cf. Dieter Reifahrth, Viktoria Schmidt-Linsenhoff, « Die Kamera der Täter » in Hannes Heer, Klaus Naumann (éd.), *Vernichtungskrieg. Verbrechen der Wehrmacht 1941 bis 1944*, Hambourg, Hamburger Edition, 1995, p. 497.

[70](#) Alain Corbin, *Le Village des cannibales*, Aubier, Paris, 1990.

[71](#) Zygmunt Bauman, *Modernité et Holocauste*, Paris, La fabrique, 2002, p. 47.

[72](#) Norbert Elias, *The Germans*, *op. cit.*, p. 302.

[73](#) Theodor W. Adorno, « Éduquer après Auschwitz », *Modèles critiques*, Paris, Payot, 1984, p. 205.

[74](#) Carlo Ginzburg, « Uccidere un mandarino cinese. Implicazioni morali della distanza », *Occhiacci di legno. Nove riflessioni sulla distanza*, Milan, Feltrinelli, 1998, p. 202.

[75](#) Voir Saul Friedländer, *L'Allemagne nazie et les juifs, I. Les années de persécution*, Paris, Seuil, 1997, p. 83 sq.

[76](#) Ces images sont publiées in Daniel J. Goldhagen, *Les Bourreaux volontaires de Hitler. Les Allemands ordinaires et l'Holocauste*, Paris, Seuil, 1997. À ce sujet, voir surtout Bernd Hüppauf, « Der entleere Blick hinte der Kamera », in Hannes Heer et Klaus Naumann (éd.), *Vernichtungskrieg*, *op. cit.*, p. 504-527.

[77](#) Giovanni Sartori, « Dittatura », *Enciclopedia del Diritto*, vol. 13, Milan, Giuffrè, 1964, p. 357.

[78](#) Alfred Cobban, *Dictatorship. Its History and Theory* (1939), New York, Haskell House Publishers, 1971 ; Franz Neumann, « Notizen zur Theorie der Diktatur » (1954), *Demokratischer und autoritärer Staat*, Francfort-sur-le-Main, Fisch, 1986, p. 224-247 ; Giovanni Sartori, « Dittatura » in *Enciclopedia del Diritto*, *op. cit.*, p. 359-360.

[79](#) Giorgio Agamben, *Stato di eccezione*, Turin, Bollati Boringhieri, 2003, p. 52 (trad. fr. *État d'exception*, Paris, Seuil, 2003).

[80](#) Carl Schmitt, *La Dictature*, Paris, Seuil, 2000.

[81](#) Sur la révolution comme « pouvoir constituant », cf. Toni Negri, *Le Pouvoir constituant*, Paris, Presses Universitaires de France, 1997, p. 352-385.

[82](#) Max Weber, *Économie et Société, I. Les catégories de la sociologie* (1920), Paris, Pocket, 1995, p. 320-

325. Sur cette mutation, voir Peter Baehr, « Max Weber and the Avatars of Caesarism », in Peter Baehr et Melvin Richter (éd.), *Dictatorship in History and Theory. Bonapartism, Caesarism, and Totalitarianism*, New York, Cambridge University Press, 2004, p. 167.

[83](#) Max Weber, *Le Savant et le Politique* (1919), Paris, Plon, 1959, p. 103.

[84](#) Cité in Sergio Luzzatto, *Il corpo del Duce. Un cadavere tra immaginazione, storia e memoria*, op. cit., p. 19.

[85](#) Léon Trotski, *Terrorisme et Communisme* (1920), Paris, 10/18, 1974, p. 106-107.

[86](#) Victor Serge, « La ville en danger », *Mémoires d'un révolutionnaire*, op. cit., p. 79.

[87](#) Cf. Omer Bartov, « Fields of Glory », *Mirrors of Destruction. War, Genocide and Modern Identity*, New York, Oxford University Press, 2000, p. 9-44.

[88](#) Emilio Gentile, *Qu'est-ce que le fascisme ? Histoire et interprétation*, Paris, Folio-Gallimard, 2004, p. 45.

[89](#) Roman Schnur, « Zwischenbilanz : zur Theorie des Bürgerkrieges. Bemerkungen über einen vernachlässigten Gegenstand », *Revolution und Weltbürgerkrieg. Studien zur Ouverture nach 1789*, op. cit., p. 134.

[90](#) Ernst Fraenkel, *The Dual State*, New York, Oxford University Press, 1941.

[91](#) Carl Schmitt, *Théologie politique* (1922), Paris, Gallimard, 1988, p. 15.

Guerre contre les civils

ANÉANTIR

Le premier conflit mondial, acte de naissance de la guerre civile européenne, commence comme un affrontement classique entre États. C'est pourquoi ses acteurs sont traumatisés par les formes inédites et inattendues très rapidement prises par ce conflit. Leur réaction révèle une culture et des mentalités typiques de l'Europe du ^{XIX^e} siècle, aristocratique et impériale, imbue de sa puissance, choquée de voir la « barbarie », jusqu'alors reléguée au monde « non civilisé », refaire surface chez elle, de découvrir l'impuissance de ses diplomates, de réaliser que la guerre n'est plus une affaire de *gentlemen* mais une éruption de violence dévastatrice¹. L'occupation allemande de la Belgique est menée dans la crainte des « francs-tireurs », enracinée chez les militaires allemands depuis la guerre de 1870. Elle débouche sur une vague de violences contre les civils des villages frontaliers, qui sont immédiatement ravagés et incendiés. Les historiens John Horne et Alan Kramer ont dénombré 6 427 victimes civiles pendant les premières semaines des hostilités en France et en Belgique². Ces événements alimentent une campagne franco-britannique contre les « atrocités allemandes » sur laquelle se greffent rumeurs et mythes, mais qui part d'un noyau de faits incontestables. La violence de l'armée prussienne franchit un seuil jusqu'alors inconnu dans la conduite de la guerre, en en faisant d'emblée une guerre contre les civils. Il ne s'agit pas de mesures réactives imputables à une situation imprévue, mais d'actions préventives décidées par l'état-major allemand³. La censure, la limitation des libertés individuelles, les intimidations, les réquisitions, les prises d'otages et le travail forcé deviennent le lot quotidien des populations dans les pays occupés. En novembre 1914, deux millions de Belges, sur une population de sept millions et demi, se sont réfugiés en France, Hollande et Grande-Bretagne ; six cent mille d'entre eux ne rentreront chez eux qu'après la fin du conflit⁴. Des pratiques similaires se répètent, l'année suivante, sur le front oriental, mises en œuvre cette fois par l'armée russe qui, au cours de sa retraite, décide la déportation vers l'intérieur de 300 000 Lituanais, 250 000 Lettons, 350 000 juifs et 743 000 Polonais⁵.

En 1915, une commission d'enquête française publie son rapport sur les crimes de guerre allemands, classés au titre des « actes commis par l'ennemi en violation du droit des gens ». Les accusations vont bien au-delà de la violation de la neutralité de la Belgique. Elles concernent l'usage d'armes chimiques, le bombardement des villes, les pillages, les viols, les assassinats et les incendies. Les Allemands ont adopté des « méthodes de guerre perfides » et ont infligé un traitement « cruel » aux populations civiles. Bref, ils ont transgressé les codes du *jus publicum europaeum*,

prouvant ainsi leur nature barbare. Cela réconforte les concepteurs de la propagande française qui ont axé leur campagne sur la dénonciation de la brutalité des « Huns ». Les Allemands répondent par un rapport analogue sur « la guerre mondiale et l'effondrement du droit des gens » (*Der Weltkrieg und der Zusammenbruch des Völkerrechts*). Outre le rappel que certaines « méthodes de guerre inhumaines » dont ils sont accusés, tels les bombardements aériens et l'usage d'armes chimiques, sont aussi largement utilisées par leurs adversaires, ils ne manquent pas de stigmatiser les forces de l'Entente pour le blocus qu'elles imposent aux empires centraux (et même, dans le cas de la Russie tsariste, pour les pogromes qu'elle inflige aux juifs). Pour preuves du fait que Britanniques et Français piétinent les normes traditionnelles de la guerre, ils invoquent le « non-respect des usages envers les diplomates allemands » et, surtout, l'« utilisation de peuples non civilisés dans la guerre entre Européens⁶ ».

Ces griefs réciproques, qui sont la marque d'une culture et d'une époque, relatent des faits et véhiculent des mythes ; ils témoignent aussi d'un choc face à la réalité d'une violation systématique du droit de guerre et annoncent la mutation en cours vers une guerre totale qui ressemble, à plusieurs égards, à une guerre civile. C'est le constat fait très lucidement, en octobre 1915, par sir Henry Erle Richards, en ouvrant l'année universitaire au collège All Souls d'Oxford : « Si le meurtre de civils et la destruction généralisée de propriétés civiles devait continuer, il faut prévoir que, dans les guerres futures, chaque belligérant sera équipé d'une flotte aérienne, et que toutes les parties habitées de chaque pays ennemi seront ravagées par des bombes tombées du ciel. Le but du droit de la guerre a été d'en limiter les effets dévastateurs, dans la mesure du possible, et de circonscrire l'action des belligérants à l'affaiblissement des forces militaires ennemies, donc à épargner les non-combattants, dans l'intérêt de l'humanité. Mais la guerre actuelle est un renversement complet de ce principe politique⁷. »

De ce point de vue, la Première Guerre mondiale n'est qu'un début. Les crimes de guerre évoqués par Erle Richards en 1915 sont bien peu de chose si on les compare à ceux qui jalonnent le second conflit mondial. Le véritable tournant de celui-ci n'est ni l'invasion de la Pologne en 1939 ni le succès foudroyant de la *Blitzkrieg* sur le front occidental, une année plus tard, qui anéantit en quelques semaines la défense française. C'est l'agression allemande contre l'Union soviétique, en juin 1941. À partir de là, le conflit change de nature et, sur le front oriental, commence à être mené comme une guerre civile, c'est-à-dire comme une guerre dans laquelle la seule règle admise est celle de la terreur, de la haine et de la violence sans limites.

Le 22 juin 1940, les représentants de la France et du Troisième Reich signent l'armistice dans le même wagon où, le 11 novembre 1918, avait été signée la capitulation de l'armée allemande. Cet acte hautement symbolique revêt plusieurs significations. Il ne témoigne pas seulement de la volonté de Hitler de prendre sa revanche sur un des responsables de l'humiliation allemande à Versailles, mais aussi de la survie d'un dernier vestige du *jus publicum europaeum*. La France vaincue demeure une nation européenne, civilisée, susceptible donc de faire partie d'une Europe dominée par le nazisme. Certes vassalisée, elle pourra préserver un

simulacre de souveraineté sur une partie de son territoire. Sa culture sera muselée mais non détruite, ses élites encouragées à s'engager sur la voie d'une collaboration dont elles pourraient tirer avantage. Les maisons d'édition, les cinémas, les théâtres ne seront pas fermés, seulement mis au pas, et les réceptions données par Otto Abetz à Paris attireront du beau monde. La guerre à l'Est, en revanche, prend une tout autre configuration. Hitler l'a conçue comme une guerre de conquête et d'extermination : conquête de l'« espace vital » allemand, colonisation du monde slave, destruction du bolchevisme, extermination des juifs. Dès le départ, elle diffère de toutes celles qui l'ont précédée sur le continent. Elle est déclenchée comme une guerre coloniale sans distinction entre combattants et civils, dans laquelle des peuples entiers doivent être transformés en esclaves tandis que d'autres sont exterminés par le recours à des dispositifs spécifiques, d'abord les ghettos et les *Einsatzgruppen*, puis les chambres à gaz dans des camps spécialement conçus comme lieux d'abattage humain. Dans la vision du monde nazie, la symbiose entre les juifs et le bolchevisme est si profonde que leur anéantissement constitue un seul et même objectif. Lors de la première année de guerre, plusieurs centaines de milliers de commissaires politiques de l'armée rouge sont fusillés sur-le-champ par les *Einsatzgruppen* qui suivent l'avancée de la Wehrmacht. Les consignes sont claires dès le départ : les soldats russes ne sont pas dignes de respect, ils ne sont pas des « camarades⁸ ». Sur 3 350 000 prisonniers de guerre soviétiques capturés par la Wehrmacht en 1941, lors de l'opération Barbarossa, plus de 2 millions seront exécutés ou ne survivront pas à la fin de la guerre à cause des conditions de détention auxquelles ils seront soumis⁹. À la seule comparaison des victimes militaires et civiles, les différences entre le front occidental et le front oriental sautent aux yeux. Le nombre global de morts, incluant les soldats tombés au combat, les civils tués lors des bombardements, les victimes des conflits entre les forces de la Résistance et les forces d'occupation, ainsi que les juifs et les déportés politiques, montre un hiatus impressionnant entre ces deux théâtres de guerre¹⁰. La France déplore 600 000 morts (dont les deux tiers en France métropolitaine), de même que l'Italie (aussi bien les soldats combattant aux côtés du Troisième Reich que les partisans et les civils tombés sous l'occupation allemande, après 1943). La Grande-Bretagne, quant à elle, compte moins de 400 000 victimes (dont 60 000 civils), le double des Pays-Bas (dont plus de la moitié de juifs). Comparés aux ravages de la guerre à l'Est, ces chiffres apparaissent peu élevés. Là-bas, on compte les victimes par millions : 23 millions de Soviétiques (10 % de la population globale, dont au moins 8 millions de civils) et 6 millions de Polonais (20 % de la population globale, dont 3,5 millions de juifs). On constate des proportions similaires dans les Balkans, avec 2 millions de morts (10,6 % de la population en Yougoslavie, 6,8 % en Grèce). L'écart est aussi impressionnant si on compare les taux respectifs de mortalité des armées britannique et soviétique : une victime pour 150 soldats britanniques, une victime pour 22 soldats de l'armée rouge¹¹. Pendant la dernière phase de la guerre, Hitler se plaignait d'ailleurs des « fâcheuses » conventions qui limitaient considérablement l'ardeur des soldats allemands sur le front occidental¹². Là où la reddition ne constituait pas une menace

pour la vie des soldats, ces derniers se montraient moins belliqueux. Il faudrait aussi opérer des distinctions au sein des pertes allemandes, selon les lignes du front. Sur 3,5 millions de soldats du Troisième Reich tombés au cours de la guerre, les morts sur le front occidental, entre le printemps 1940 et la fin de 1944, ne sont « que » 128 000, soit 3,2 % des pertes totales. Rappelant le caractère extraordinairement féroce de la guerre à l'Est, Pieter Lagrou a souligné que le nombre global de victimes civiles des bombardements sur les villes allemandes (environ 600 000 personnes) reste inférieur aux seules victimes civiles de villes comme Leningrad ou Varsovie¹³.

Les soldats allemands ne manquent pas de constater la férocité de cette guerre dans les lettres qu'ils écrivent du front : « Ici on fait la guerre dans sa “forme pure”, toute trace d'humanité semble effacée dans les actes, les cœurs et les pensées. Les images qu'on voit tiennent du délire et du cauchemar¹⁴. » En somme, la Deuxième Guerre mondiale se mène essentiellement sur le front oriental, là où ses différentes dimensions – idéologique (la lutte contre le bolchevisme), coloniale (la conquête de l'« espace vital ») et raciale (l'assujettissement des populations slaves, le génocide des juifs et des tziganes) – se déploient complètement. En cela, elle diffère de la Grande Guerre, dans laquelle, s'agissant d'un conflit interétatique au sens du droit international, le nombre des victimes fut proportionnellement comparable de tous côtés¹⁵. Ayant perdu ce caractère de guerre classique, elle est beaucoup plus meurtrière là où se manifeste plus ouvertement son caractère de guerre idéologique, coloniale et exterminatrice.

Le lien indissociable entre ces différentes dimensions du conflit est martelé par la propagande diffusée au sein des armées allemandes sur le front oriental. L'historien Omer Bartov a établi un inventaire des thèmes privilégiés de cette guerre idéologique – la notion de *Weltanschauungskrieg* revient constamment dans le langage nazi de l'époque –, en soulignant qu'ils sont développés dans des bulletins, des documents et des ordres émanant des officiers sans être soumis, dans la plupart des cas, au contrôle du ministère de Goebbels. La déshumanisation de l'ennemi, défini selon les catégories du lexique nazi, en est l'élément distinctif, comme le montre un bulletin diffusé aux troupes : « Tous ceux qui ont vu en face un commissaire rouge savent à quoi ressemble un bolchevik. On n'a pas besoin d'expressions théoriques. Ce serait insulter les animaux en présentant ces hommes, qui sont pour la plupart des juifs, comme des bêtes. Ils sont l'incarnation de la haine satanique contre l'ensemble de l'humanité noble. L'aspect de ces commissaires est le miroir de la révolte des sous-hommes contre la noblesse du sang¹⁶. » L'extirpation du bolchevisme est une revanche légitime de l'Allemagne, selon les consignes du commandant du XXXVII Corps cuirassé : « Notre tâche consiste à détruire l'armée rouge et à éradiquer pour toujours le bolchevisme, l'ennemi mortel du national-socialisme. Nous n'avons pas oublié que le bolchevisme a poignardé dans le dos notre armée pendant la [Première] guerre mondiale et qu'il est le responsable de toutes les disgrâces dont notre peuple a souffert après la guerre. Personne ne doit l'oublier¹⁷. » Les buts et les méthodes de cette guerre sont résumés dans un ordre des commandants de la XVI^e armée, Walther von Reichenau, Erich von Manstein et

Hermann Hoth, transmis aux troupes en novembre 1941, lors de la grande percée allemande vers Leningrad et Moscou. Le but essentiel de la guerre réside dans la destruction du « judéo-bolchevisme » ainsi que dans l'« éradication de l'influence asiatique sur la sphère culturelle européenne ». Par conséquent, les soldats du front oriental ne sont pas les combattants d'une guerre ordinaire mais les « porteurs d'une conception raciale inexorable et les vengeurs de toutes les brutalités subies par les Germains ». C'est pourquoi ils doivent comprendre clairement la « nécessité de mesures dures mais justes contre la sous-humanité juive. [...] C'est ainsi que nous pourrions accomplir notre mission historique : libérer une fois pour toutes le peuple allemand de la menace judéo-asiatique¹⁸. »

Selon Bartov, cette propagande contribue à créer, dans les conditions d'une guerre sauvage, une nouvelle conception de l'héroïsme¹⁹. Un héroïsme, pourrait-on ajouter, dont le ressort ultime n'est plus la mystique patriotique mais l'avènement du nihilisme. Si libérer l'Europe du bolchevisme et des juifs est une mission rédemptrice, les soldats qui s'en chargent se transforment en guerriers héroïques. Dans les conditions concrètes du front oriental, cette croisade idéologique prend la forme d'un combat d'une extrême cruauté. Le soldat ne perçoit plus la guerre, à l'instar de 1914, comme un affrontement entre appareils militaires ; il s'accoutume à la vivre au quotidien comme un fait brutal, fanatique et amoral, dans le cadre d'une armée prônant une « morale de l'anéantissement²⁰ » (*Vernichtungsmoral*). Conçue en termes darwiniens, cette guerre prend l'allure d'une lutte pour l'existence. On peut en effet parler, dans ce cas, d'une régression par rapport aux normes du processus de civilisation.

Le rejet des règles traditionnelles de la guerre étant consubstantiel à la guerre nazie, pensée comme une guerre idéologique et raciale et mise en œuvre comme une guerre coloniale, cela introduit des mutations dans la conduite du conflit qui affectent tous les acteurs. Les bombardements aériens des Britanniques, nous le verrons plus loin, visent à détruire les villes allemandes et à terroriser les populations civiles. La sauvagerie du conflit brutalise le langage de tous. Après les raids aériens allemands sur Londres du printemps 1941, Churchill intervient à la Chambre des communes pour affirmer son adhésion au désir de revanche qui monte chez ses compatriotes : « *Give it them back*²¹. » Dans une interview, il radicalise ses propos : « Il y a moins de soixante-dix millions de méchants Huns, dont certains sont curables, les autres tuables (*killable*)²². » Sur le champ de bataille, les propos sont encore plus nets. Lors du débarquement en Sicile, en juillet 1943, le général George S. Patton s'adresse ainsi aux officiers de la 45^e division d'infanterie : « Quand nous affronterons l'ennemi, nous le tuerons. Nous n'aurons pas pitié de lui. Il a tué des milliers de nos camarades, et il doit mourir. » Qu'importe, précise-t-il, s'il désire se rendre : « Ce bâtard mourra ! Vous devez le tuer²³. » Si la guerre américaine en Europe ne connaît pas le langage et les pratiques racistes qui caractérisent celle contre les Japonais dans le Pacifique²⁴, le droit de guerre est bien mis entre parenthèses.

Sur le front oriental, la brutalisation de la guerre ne pouvait qu'affecter profondément les troupes soviétiques. La défense s'organise. Leningrad, Moscou et

Stalingrad ne doivent pas tomber. Dans les territoires occupés par la Wehrmacht, Staline décide de répondre à l'agression nazie par la guerre des partisans. Les soldats soviétiques ne doivent pas se rendre ; les prisonniers sont considérés comme des déserteurs. Deux ordres célèbres édictés par le Haut Commandement de l'armée rouge en août 1941 (n° 270) et en juillet 1942 (n° 227), signés par le général Joukov et Staline lui-même, qualifient de déserteurs passibles d'exécution immédiate tous les officiers et responsables politiques de l'armée soviétique capturés par l'ennemi²⁵. Dans son discours radiodiffusé du 3 juillet 1941, Staline avait lancé son appel à la « grande guerre patriotique », dont le but n'était pas seulement de défendre l'URSS menacée mais aussi de contribuer à la libération de « tous les peuples d'Europe qui souffrent sous le joug du fascisme allemand²⁶ ». Au fil des mois d'une guerre de plus en plus barbare, le langage se radicalise. Dans un ouvrage destiné aux soldats soviétiques, l'écrivain Ilya Ehrenbourg refuse de considérer les Allemands comme des êtres humains et incite à les tuer : « Ne compte pas les jours, ne compte pas les kilomètres. Compte seulement le nombre d'Allemands que tu as tués. Tue les Allemands, c'est la prière de ta mère. Tue les Allemands, c'est la prière de la terre russe. N'hésite pas. Ne renonce pas. Tue²⁷. »

En 1944, lorsque les troupes soviétiques pénètrent dans la Prusse orientale, les murs se couvrent d'affiches qui appellent à la vengeance : « Soldat de l'armée rouge : tu es maintenant sur le sol allemand ; l'heure de la vengeance a sonné²⁸. » Un tract incite ainsi à tuer les soldats et à violer les femmes : « Tue. Personne n'est innocent en Allemagne, ni les vivants ni ceux qui ne sont pas encore nés. Écoute le camarade Staline et écrase pour toujours la bête allemande dans sa tanière. Brise l'orgueil racial de la femme allemande. Prends-la comme ton butin légitime. Tue, ô soldat vaillant de l'Armée rouge victorieuse²⁹. » On sait que l'arrivée des Russes à Berlin s'accompagna d'une acmé de violence, avec des exécutions sommaires et des pillages dans la ville détruite. Selon certaines estimations, quatre-vingt-dix mille femmes furent violées³⁰. Il ne s'agit évidemment pas d'établir une symétrie entre la guerre d'agression nazie et la guerre de libération soviétique, comme certains historiens (apologétiques ou aveuglés par leur anticomunisme) ont parfois été tentés de le faire³¹. Staline avait entamé une guerre de défense qui se mua en guerre d'occupation, jusqu'à imposer sa domination sur une partie de l'Europe ; la soumission des Allemands en état d'esclavage ou leur extermination physique ne rentrait cependant pas dans ses objectifs. Les violences et les excès perpétrés par l'armée rouge, souvent susceptibles, à l'instar de la guerre aérienne britannique ou de la guerre américaine contre le Japon, de rentrer dans la catégorie des crimes de guerre, témoignent de la cruauté de la Deuxième Guerre mondiale. Ils sont l'expression de la brutalité d'un conflit mené par des armées modernes dotées de moyens de destruction extrêmement puissants mais vécu aussi avec les méthodes, les sentiments et les passions d'une guerre civile.

Ce conflit se déroule sous le signe de la *haine*. Le fascisme lui avait préparé le terrain en proclamant la fin de l'humanisme, en idéalisant la guerre comme « hygiène du monde », en érigeant un culte de la force et de la violence. Les nazis la

revendiquaient. Josef Goebbels la plaçait au centre de ses discours radiodiffusés. L'Europe, affirmait-il en juin 1944, n'avait jamais connu une haine si grande et si profonde : « Pendant ces derniers mois, les peuples d'Europe ont vécu de cette haine et se sont nourris de la volonté de mettre fin à cette terreur, oui, de faire payer cette terreur³² ! »

BOMBARDER

La guerre aérienne se déroule comme une escalade d'actions et de rétorsions qui débouchent sur une vague destructrice aveugle et, pour les populations qui la subissent, littéralement apocalyptique. Les bombardements aériens systématiques contre les villes et les populations civiles, amorcés en 1940 et achevés en août 1945 avec la destruction atomique de Hiroshima et Nagasaki illustrent l'introduction d'un nouveau paradigme de la guerre que Peter Sloterdijk a qualifié d'« atmo-terroriste³³ ». Son principe, dont il saisit la première manifestation dans l'attaque au gaz menée par l'armée allemande contre les forces franco-canadiennes à Ypres, le 22 avril 1915, ne réside plus dans l'*intentio directa* qui vise le corps de l'ennemi, comme cela a toujours été le cas depuis les guerres de l'Antiquité, mais dans la destruction de ses conditions écologiques d'existence. La guerre aérienne tue les civils – Hiroshima en sera l'exemple macroscopique – en éliminant leur habitat naturel, au sens biologique du terme. Dans son *Histoire naturelle de la destruction*, W. G. Sebald a donné un aperçu saisissant de la guerre « atmo-terroriste » en décrivant la destruction de Hambourg, pendant la nuit du 28 juillet 1943, lors de l'opération de la RAF baptisée « Gomorrah »³⁴. Quelques minutes après le premier raid, des incendies s'étaient déclarés dans toute la ville, qui se transforma rapidement en un immense brasier s'élevant vers le ciel. Les flammes jaillissaient des façades des immeubles éventrés, en aspirant l'oxygène si puissamment que l'air soufflait avec la force d'un ouragan. Ceux qui s'étaient abrités dans les refuges étaient ensevelis sous les décombres et ceux qui avaient essayé de fuir avaient été atteints par les flammes, qui les avaient brûlés comme des torches vivantes, ou engloutis dans l'asphalte bouillonnant. Le lendemain matin, la ville était recouverte d'une épaisse chape de fumée qui ne laissait pas transpercer la lumière. Dans leurs habitacles, les pilotes avaient ressenti la chaleur qui se dégageait de cet enfer.

Les premiers bombardements aériens avaient été expérimentés lors de la Grande Guerre, mais ils étaient alors circonscrits aux zones limitrophes des lignes du front. Entre janvier 1915 et décembre 1916, des zeppelins allemands bombardent des villes anglaises, dont la capitale, mais ne font qu'un nombre réduit de victimes (pas plus de 1 400 morts et quelques dizaines de milliers de blessés). Au lendemain du conflit, la Société des Nations crée une commission de juristes chargée d'élaborer un code de la guerre aérienne. Réunie à La Haye entre décembre 1922 et février 1923, cette commission fixe un ensemble de règles contraignantes qui prohibent l'attaque contre les villes. Ses conclusions sont claires : « Le bombardement aérien avec le

but de terroriser la population civile, de détruire ou endommager la propriété privée n'ayant pas un caractère militaire, ou de blesser les non-combattants, est interdit³⁵. » Bien que ces normes soient violées de manière flagrante par l'Italie fasciste lors de la guerre d'Éthiopie en 1935, la plupart des responsables politiques les réaffirment solennellement pendant la période de l'entre-deux-guerres. En juin 1938, le Premier Ministre Neville Chamberlain remet des consignes au commandement de l'armée de l'air britannique (*Bomber Command*) qui précisent que le bombardement des villes et des populations civiles est « absolument contraire à la loi internationale³⁶ ». Or, ces règles sont vite oubliées dès le début de la Deuxième Guerre mondiale. En dépit des bonnes intentions des chefs d'État, leur violation est inscrite dans la nature même des armes modernes, comme la guerre totale est inscrite dans les conditions créées par la révolution industrielle. Dès 1930, Ernst Jünger avait très lucidement dressé ce constat en soulignant que « l'armée motorisée qui se déplace au sol et dans le ciel n'acceptera pas pour longtemps de limiter la guerre à la campagne et que les grandes villes exerceront une attraction croissante sur les nouvelles armées en tant que centres et points névralgiques du monde technique³⁷ ».

Les premiers bombardements aériens ont lieu dès septembre 1939 ; ils frappent les villes polonaises et préparent la conquête allemande de Varsovie. En mai 1940, avec le début des hostilités sur le front occidental, c'est le tour de Rotterdam. Après la défaite française, le Royaume-Uni est isolé et, ne disposant pas d'autres moyens de combat, lance alors une offensive aérienne contre les installations industrielles allemandes de Rhénanie, en adoptant la stratégie de l'*area bombing*, c'est-à-dire le largage de bombes incendiaires dans les zones urbaines. La riposte allemande sera le bombardement intensif des villes anglaises. Entre l'automne 1940 et le printemps 1941, les raids allemands tuent plus de 40 000 civils. La ville industrielle de Coventry est rasée. L'escalade qui s'ensuit ne s'arrête qu'en 1945, avec la destruction plus ou moins complète des villes allemandes.

Lors de la conférence de Casablanca, les Alliés arrêtent une stratégie militaire dont le but explicite est de frapper, par des bombardements massifs sur les villes, la société civile allemande dans son ensemble³⁸. C'est là une des raisons qui expliquent l'incompréhension et l'indifférence avec lesquelles le monde assiste, en août 1945, à l'anéantissement atomique des villes japonaises de Hiroshima et Nagasaki. Au total, pendant la guerre, l'aviation britannique, placée sous la direction de sir Arthur Harris, lance 390 000 attaques contre l'Allemagne (qui coûtent la vie à 56 000 pilotes). Quant aux Allemands, on estime à plus de 500 000 le nombre de civils tués, à 100 000 celui des personnes grièvement blessées et à 3 millions le nombre d'habitations détruites³⁹. Hambourg est bombardée entre l'été et l'automne 1943, Dresde en février 1945. Les réfugiés qui doivent fuir les villes en flammes se comptent par millions. Si les dommages provoqués par les bombardements allemands sont très inférieurs à ceux de la guerre aérienne alliée, cela tient essentiellement au déclin progressif des moyens dont dispose le régime nazi. Les V1 et V2 avec lesquels Hitler espère renverser le cours de la guerre demeurent imprécis et ne font jamais plus de quelques milliers de victimes, entre morts et blessés.

Ce conflit a radicalement démenti les prévisions de l'officier italien Giulio Douhet, devenu célèbre en 1921 grâce à son ouvrage de stratégie militaire, *Il dominio dell'aria*. S'il avait bien prévu le caractère destructeur et meurtrier des bombardements aériens lors d'une prochaine guerre, il s'était lourdement trompé en pensant qu'ils auraient provoqué des émeutes de civils pour imposer l'arrêt des hostilités et que, en fin de compte, le coût d'une telle guerre serait insoutenable pour les États⁴⁰. Les populations civiles acceptent avec stoïcisme leur nouveau rôle de « combattants des arrières » et de cibles de l'ennemi. Les survivants déblaient les gravats, tandis que les gouvernants appellent à la vengeance. Les bombardements massifs des villes allemandes favorisent même la stabilité du régime nazi jusqu'à sa chute finale, en suscitant chez les civils, en dépit de l'effondrement du mythe de Hitler⁴¹, un sentiment de peur et de haine de l'ennemi. Ils donnent des arguments à la propagande de Goebbels, comme il le souligne dans son journal. Les centaines de milliers de Hambourgeois bombardés à l'automne 1943 deviennent ainsi l'« avant-garde de la vengeance⁴² [*Avantgarde der Rache*] ». La presse populaire britannique, quant à elle, annonce ironiquement à la une que « Hambourg a été hamburgerisée⁴³ ».

Ainsi se crée une situation paradoxale dans laquelle la guerre des Alliés pour libérer les pays occupés par les forces de l'Axe prend la forme d'une guerre contre les populations civiles, qui acceptent avec résignation les pertes et les destructions comme une conséquence inéluctable du conflit. La mémoire collective retient les combats épiques et féroces du débarquement allié en Normandie, en juin 1944, qui débouche en quelques semaines sur la libération de Paris et amorce la phase finale de la guerre à l'Ouest. Reste que le nombre des victimes civiles des bombardements qui précèdent ou accompagnent le débarquement dépasse celui des soldats tombés au combat sur les plages normandes (le village du Portel, dans le Pas-de-Calais, avait déjà été détruit en septembre 1943, lors d'un bombardement visant à tester les défenses allemandes qui tua 500 civils⁴⁴). Ce paradoxe s'inscrit néanmoins dans la logique de la guerre totale, une guerre qui ne distingue plus les combattants des civils.

L'outrance des bombardements révèle les effets pervers d'un conflit sans règles, dans lequel la haine de l'ennemi se mue en volonté de destruction totale. C'est l'idée même d'Europe comme passé, héritage et tradition culturelle partagés qui est ensevelie sous les décombres des villes détruites. Cet aspect inédit de la guerre totale est bien résumé par une expression anglaise : *cultural bombing*. Le 29 mars 1942, la RAF bombarde la ville médiévale de Lübeck, sur la côte hanséatique, et détruit ses monuments historiques, de la Marienkirche aux palais de la Renaissance du centre, dont l'hôtel de ville. Hitler décide alors de frapper les villes historiques anglaises, en lançant les « Baedeker Raids », ainsi appelés d'après le guide touristique utilisé pour sélectionner les cibles. Les villes médiévales d'Exeter, Bath et York sont pilonnées. La radio allemande annonce, triomphante : « Exeter était un bijou : nous l'avons détruite. » Les bombardements anglais ont touché les symboles de la *Kultur*, l'héritage architectural et artistique d'un passé auquel le nationalisme allemand, bien au-delà du nazisme, voue un véritable culte. Ils ont attaqué au cœur le

principe même de « protection de la patrie » (*Heimatschutz*) qui, depuis la Grande Guerre, avait été sacralisé par les responsables de la politique culturelle allemande (Max Dvorak l'avait théorisé en 1916 dans son *Katechismus der Denkmahlpflege*⁴⁵). La réponse doit donc être à la hauteur de l'offense subie.

Le *cultural bombing* allié se poursuit et s'intensifie tout au long du conflit, sans épargner pratiquement aucune ville, de Wuppertal, important centre industriel de Rhénanie, à Würzburg, petite ville historique bombardée en mars 1945, bien que sa destruction ne présentât aucun avantage stratégique. Pendant la nuit du 10 mars 1943, la Bibliothèque nationale de Munich perd 500 000 volumes (23 % de son fonds) à cause de l'incendie provoqué par les bombardements. Six mois plus tard, la bibliothèque universitaire de Hambourg perd dans les flammes 625 000 volumes. 30 des 40 millions de livres des bibliothèques publiques allemandes sont enterrés pour échapper à cette furie destructrice. Sur les 10 millions de volumes qui restent sur les étagères, 8 sont dévorés par le feu⁴⁶. Les bombes doivent engloutir la société civile allemande sous une montagne de ruines et faire table rase de sa culture. Le nihilisme, qui avait fait sa première et spectaculaire apparition lors des autodafés de livres organisés par Goebbels en mai 1933, trouve ainsi son épilogue, à l'apogée de la guerre civile européenne. La destruction des villes, avec leurs cathédrales, leurs monuments, leurs œuvres d'art et leurs bibliothèques, apparaît à de nombreux observateurs comme une sorte d'inéluctable Némésis. Dans ses discours aux Allemands diffusés par la BBC, Thomas Mann ne peut s'empêcher de regretter la destruction de Lübeck, sa ville natale, mais il rappelle Coventry et conclut qu'« il faut tout payer⁴⁷ ».

En Grande-Bretagne, rares sont ceux qui s'opposent à cette politique d'anéantissement de la société civile allemande. Il s'agit surtout de représentants des Églises, tels les évêques d'York, de Canterbury et de Chichester, de quelques députés travaillistes et de militants pacifistes isolés, ainsi que de quelques intellectuels comme le dramaturge George Bernard Shaw, le philologue Gilbert Murray et l'écrivain Vera Brittain qui qualifie les bombardements de « carnaval de mort⁴⁸ ». Lorsque, pour répondre aux interrogations parlementaires présentées tant à la Chambre des communes qu'à la Chambre des lords, le chef du *Bomber Command*, sir Arthur Harris, prononce une conférence intitulée « The Ethics of Bombing », le révérend John Collins, son chapelain, se contente de remarquer que « The Bombing of Ethics » eût été un titre plus approprié⁴⁹. Mais ces voix restent isolées. À Nuremberg, afin d'enlever tout argument à une éventuelle défense allemande, le procureur américain Telford Taylor présente le bombardement aérien des villes comme « une partie reconnue de la guerre moderne », en l'intégrant ainsi dans le droit coutumier⁵⁰. Autrement dit, le massacre des civils est implicitement admis comme une fatalité de la guerre totale. Si le silence allié sur ces crimes, considérés comme le prix à payer d'une guerre juste, n'est pas difficile à expliquer, le silence allemand a des raisons plus complexes. On peut y voir un symptôme de ce que Karl Jaspers a appelé, dès 1945, la « question de la faute allemande⁵¹ » (*deutsche Schuldfrage*). Il n'est pas à exclure, comme le suggère W. G. Sebald, que « nombre

de ceux qui avaient subi les attaques aériennes, en dépit de toute leur colère impuissante face à cette évidente folie, aient vu dans les gigantesques brasiers [...] une juste punition, si ce n'est même l'acte de représailles d'une instance supérieure contre laquelle il n'est point de recours⁵² ». En d'autres termes, il se peut que les flammes dévorant les cathédrales allemandes aient rappelé celles qui montaient des synagogues, le 8 novembre 1938, lors de la Nuit de cristal. Et que les cortèges des sans-abri paupérisés aient pu évoquer ceux, tout aussi disciplinés et encadrés (mais sans nulle solidarité des spectateurs au bord des routes), des juifs acheminés vers les gares d'où ils étaient déportés vers les camps de la mort.

DÉRACINER

Les deux conflits mondiaux ont pris des traits de guerres civiles tout d'abord parce qu'ils furent menés comme des *guerres totales*. Apparue en 1915, ce terme se généralise rapidement dans toutes les langues occidentales avant d'être consacré par l'ouvrage homonyme du général allemand Erich Ludendorff, vingt ans plus tard. La guerre totale dépasse par définition les limites d'une guerre classique pour envahir l'espace de la société civile, traditionnellement exclue du domaine militaire. On ne s'y bat plus seulement sur les lignes du front mais aussi à l'arrière. Les sous-marins portent le combat dans les mers et les bombardements aériens frappent les villes. Tout le continent devient le théâtre des opérations militaires : les civils sont impliqués dans les conflits, aussi bien en produisant pour l'armée qu'en devenant la cible des bombes ennemies. La guerre se transforme ainsi, écrit Ludendorff, en une « lutte pour l'existence », ce qui constitue à ses yeux sa véritable « justification éthique⁵³ ». Lors de la Première Guerre mondiale, les économies se transforment en économies de guerre, en remettant en cause les postulats libéraux du « laisser-faire ». Les ouvriers deviennent des « miliciens du travail » actifs à l'arrière et les femmes entrent massivement dans la production au nom du devoir patriotique, en remplaçant les hommes enrôlés. La culture se transforme en propagande, les médias sont soumis à la censure, la presse illustrée et le cinéma sont placés sous le contrôle des gouvernements pour défendre l'Union sacrée. Les gouvernements créent des bureaux de propagande dans lesquels travaillent des intellectuels « en uniforme » comme les historiens Arnold J. Toynbee en Angleterre et Gioacchino Volpe en Italie. Depuis 1792, la logique de la guerre est celle de la mobilisation nationale. L'« Union sacrée », souligne John Horne, n'est qu'une « tentative de sécularisation de l'idée de croisade⁵⁴ ». Mais 1914 franchit un seuil dans cette « nationalisation » de la guerre – affaire des peuples et non plus seulement des dynasties – et dans la contamination du domaine civil par le militaire. En ce sens, la guerre totale s'impose sur l'ensemble du continent comme une guerre *civile*. Non parce qu'elle opposerait des forces ennemies appartenant à une même communauté politique, à un même État, mais parce qu'elle affecte en profondeur les sociétés civiles de tous les pays concernés. C'est pourquoi Alexandre Koyré voyait la guerre moderne, à cause des bouleversements

sociaux, économiques, politiques et démographiques qu'elle provoque dans la cité, comme une « espèce de révolution⁵⁵ ».

C'est la nature même des moyens de destruction modernes qui brise la distinction auparavant normative entre combattants et civils. En 1914, les empires centraux sont frappés par le blocus économique qui, à la fin du conflit, aura coûté la vie à un nombre de civils allemands variant, selon les estimations, entre 424 000 et 800 000 personnes⁵⁶. Les villes proches du front deviennent vite des cibles militaires ; elles sont soumises à des bombardements intensifs et parfois détruites, comme le montrait avec maints détails Ernst Friedrich, en 1924, dans son pamphlet pacifiste *Guerre à la guerre*⁵⁷ ! Les populations des territoires occupés sont souvent contraintes au travail obligatoire, tandis que les ressortissants des pays ennemis sont perçus comme une potentielle « cinquième colonne » et internés en tant qu'étrangers indésirables. On assiste ainsi aux premières formes de transferts forcés de populations par les armées d'occupation en France, en Belgique et dans la Galicie habsbourgeoise. La guerre contre les civils, soulignent Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, « est une vraie guerre dont les objectifs ne diffèrent pas de la guerre menée sur les champs de bataille⁵⁸ ». À la fin du conflit, personne ne pouvait ignorer à quel point les sociétés européennes avaient été secouées par ce gigantesque traumatisme : une génération avait été fauchée dans les tranchées, les nations étaient appauvries, les États endettés, les élites aristocratiques déchues, les relations diplomatiques et commerciales détruites, les systèmes politiques profondément ébranlés et, dans plusieurs pays, les régimes en place contestés par des mouvements insurrectionnels.

C'est dans ce climat de guerre que, au sein de l'Empire ottoman déclinant, le régime turc met en œuvre le génocide de plus d'un million d'Arméniens soupçonnés d'agir comme une « cinquième colonne ». Une longue histoire de persécutions trouve son épilogue tragique dans le contexte d'une guerre totale qui radicalise le nationalisme turc et transforme son hostilité à l'égard des minorités allogènes en projet exterminateur. Les Arméniens sont accusés d'être les alliés de l'ennemi russe en leur qualité de chrétiens et d'être solidaires de leurs conationaux enrôlés dans l'armée tsariste. Les formes et les moyens de ce premier génocide du ^{xx}e siècle sont archaïques, mais sa mise en œuvre procède du contexte de crise, de violence généralisée et d'accoutumance à la mort de masse créé par la guerre totale⁵⁹. En raison de leur rôle social, économique et culturel au sein de l'Empire ottoman, les Arméniens constituent un obstacle majeur sur la voie du processus d'homogénéisation nationale impulsé par le mouvement des Jeunes Turcs. C'est le premier génocide perpétré au nom du nationalisme moderne, acte de naissance d'un État-nation de type occidental à la place de l'ancien empire multinational.

Une logique analogue préside aux vastes opérations de nettoyage ethnique qui ont lieu en Europe centrale et dans les Balkans à la fin de la guerre. Cette dernière – Hannah Arendt l'a bien montré dans *Les Origines du totalitarisme* – donne naissance à une nouvelle catégorie de personnes sans citoyenneté et sans droits : les réfugiés et les apatrides (*stateless people*). La légitimité dont pouvait se prévaloir

l'ordre européen d'avant 1914 n'était pas nationale mais, sauf exception, dynastique et impériale. La légitimité des États surgis de son effondrement est loin de correspondre, notamment en Europe centrale, au creuset religieux, ethnique, linguistique et culturel de leurs populations. Nombreuses sont les minorités qui ne trouvent pas de place au sein du nouveau système politique axé sur le modèle de l'État-nation. L'éclatement du vieux dispositif des relations internationales amplifie les crises de l'après-guerre, provoquant un mélange explosif de guerres civiles et de révolutions. À la différence de leurs prédécesseurs au temps des guerres de religions – les Huguenots accueillis par l'Europe protestante –, les apatrides du ^{xx}e siècle sont bien seuls⁶⁰. Une des conséquences des traités de paix qui, à partir de 1919, sanctionnent la dissolution des empires centraux, est le déplacement forcé de presque dix millions de personnes⁶¹. Environ un million d'Allemands sont expulsés des territoires enlevés à l'ancien Empire prussien (Posnanie, Poméranie, haute Silésie) ou fuient les pays baltes en proie à la guerre civile. 2 millions de Polonais sont déplacés et rapatriés à l'intérieur des frontières de l'État nouvellement créé en dehors de leur terre natale. La guerre civile dans l'ex-empire tsariste provoque l'exode de plus de 2 millions de Russes et Ukrainiens. À l'instar de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie, la Hongrie reçoit des centaines de milliers de ses nationaux provenant des pays nés de la dissolution de l'Empire habsbourgeois, tandis que d'autres quittent Budapest à cause de la guerre civile, une première vague fuyant les communistes de Béla Kun, une deuxième essayant d'échapper à la répression du maréchal Horthy. Les déplacements croisés de population et les exodes forcés ne sont pas moins importants dans l'ex-Empire ottoman. Le traité de Lausanne (1923) décide l'expulsion de plus d'1 million de Grecs orthodoxes vivant en Turquie et de 400 000 Turcs vivant en Grèce. La Grèce se trouve envahie de réfugiés, qui forment désormais un quart de ses habitants, faisant doubler la population d'Athènes et de Salonique. En vertu du traité de Neuilly (1923) 52 000 personnes quittent la Bulgarie pour la Grèce et 30 000 font le chemin inverse. Plus de 300 000 Arméniens qui ont survécu au génocide quittent la Turquie au cours des années d'après-guerre. Puisque beaucoup de réfugiés ont été dénaturalisés par leur État d'origine – une pratique amorcée par l'Allemagne puis suivie par la Russie soviétique à l'égard des émigrés blancs –, la Société des Nations crée dès 1921 un Haut Commissariat aux réfugiés, présidé par le Norvégien Fridtjof Nansen, pour octroyer des papiers aux « apatrides », dont bénéficient surtout ceux d'origine russe et arménienne. À cette masse de *Heimatlosen* s'ajouteront, à partir de 1933, les juifs fuyant l'Allemagne nazie, bientôt suivis par ceux d'Autriche et de Tchécoslovaquie, dont le nombre global atteindra environ 450 000 personnes au début de la Deuxième Guerre mondiale⁶². En 1939, un nombre analogue de républicains espagnols franchissent la frontière française⁶³. Cet immense bouleversement est le produit d'une crise européenne dans laquelle le remodelage des frontières entérine le résultat des affrontements politiques et des guerres civiles.

Pour Hannah Arendt, l'apparition des apatrides, ces individus dépourvus de reconnaissance et de protection légale, révèle un paradoxe de la modernité. Ils

incarnent l'humanité abstraite postulée par la philosophie des Lumières et, en même temps, sont des « hors-la-loi », non pas parce qu'ils l'ont transgressée mais simplement parce qu'il n'y a aucune loi susceptible de les reconnaître comme des citoyens. « La transformation de l'État d'instrument de la loi en instrument de la nation », écrit-elle, a créé une situation inédite dans laquelle les apatrides non seulement ont perdu leur patrie, mais ne sont plus en mesure d'en obtenir une nouvelle. « La première grave atteinte portée aux États-nations par suite de l'arrivée de centaines de milliers d'apatrides a été que le droit d'asile, le seul droit qui ait jamais figuré comme symbole des Droits de l'homme dans le domaine des relations internationales, a été aboli⁶⁴. » Une condition qui, par une ironie de l'histoire, semble donner raison à un conservateur tel qu'Edmund Burke. Dès 1790, en effet, ce dernier avait critiqué comme une abstraction vide de sens la notion universelle d'humanité élaborée par la philosophie des Lumières, avec ses « droits naturels », auxquels il opposait les « droits des Anglais », c'est-à-dire les privilèges de l'aristocratie britannique, bien concrets et transmis en héritage d'une génération à l'autre⁶⁵. En leur qualité de « hors-la-loi », expulsés de l'humanité car privés des droits politiques, les apatrides sont souvent internés dans des camps. Et cet internement d'un groupe humain dont la seule faute est d'exister sans appartenir à une communauté politique, plus précisément à une entité étatique, poursuit Hannah Arendt, a été le premier pas, dans l'Europe des années trente, d'un processus qui a conduit ces individus « superflus » vers les camps d'extermination nazis. « Avant de faire fonctionner les chambres à gaz, les nazis avaient soigneusement étudié la question et découvert à leur grande satisfaction qu'aucun pays n'allait réclamer ces gens-là. Ce qu'il faut savoir, c'est qu'une condition de complète privation de droits avait été créée bien avant que le droit de vivre ne soit contesté⁶⁶. »

Cette réflexion d'Arendt sur le destin des apatrides identifie les prémisses du génocide des juifs dans le contexte créé par la Grande Guerre et la dislocation de l'Europe. Mais il y a aussi, dans l'apparition soudaine de cette masse d'apatrides sur la scène de l'histoire, un symptôme de la guerre civile européenne. En tant que hors-la-loi exclu de la communauté politique, l'apatride partage certains traits avec l'ennemi dans la guerre civile, à la différence près que, n'étant pas un belligérant, son statut de hors-la-loi, sans protection, le condamne *a priori* au rôle de victime. C'est pourquoi il devient une figure emblématique de la crise européenne qui s'ouvre en 1914.

C'est bien évidemment la Deuxième Guerre mondiale qui révèle au grand jour son caractère de *guerre contre les civils*, ces derniers formant environ la moitié des victimes (25 millions sur 48). En outre, de 1939 à 1948, au moins 40 millions de personnes sont déplacées à cause des déportations, de la terreur et des changements dans le tracé des frontières. Les premiers transferts forcés de populations suivent le partage de la Pologne et des pays baltes entre l'URSS et le Troisième Reich, en 1939. Deux ans plus tard, l'offensive allemande contre l'État soviétique est conçue par Hitler comme une campagne de colonisation germanique de l'Europe orientale

– la conquête du *Lebensraum*, l'« espace vital » – impliquant la déportation, puis l'élimination par la famine de plusieurs millions de Slaves. La Pologne n'est pas seulement vaincue ; elle doit disparaître en tant qu'entité nationale, par l'anéantissement de son élite politique, militaire et intellectuelle. Dans cette guerre, les victimes civiles ne constituent pas des « dommages collatéraux » mais des cibles dont la destruction est planifiée. Le réaménagement des territoires conquis implique de gigantesques opérations de nettoyage ethnique, avec des transferts forcés des populations slaves et la réinstallation de groupes d'« Allemands de souche » (*Volksdeutsche*). L'extermination des juifs s'inscrit, avec ses propres spécificités, dans ce vaste projet qui prévoit aussi une réduction de la population slave par dénutrition. À l'automne 1941, lorsque l'offensive allemande contre l'URSS bat son plein, Göring prévoit que la famine anéantira entre 20 et 30 millions de citoyens soviétiques dans les territoires conquis par la Wehrmacht au cours de l'hiver suivant⁶⁷. Les prisonniers de guerre soviétiques, quant à eux, sont internés dans des camps qui fonctionnent comme des centres d'extermination lente, lorsqu'ils ne sont pas immédiatement exécutés (dans *Kaputt*, Malaparte évoque une de ces opérations dans lesquelles les victimes sont sélectionnées par une épreuve de lecture : seuls les semi-analphabètes sont maintenus en vie⁶⁸).

Si les traités de paix de 1919-1923 avaient remodelé la carte politique de l'Europe, les puissances victorieuses ont procédé en 1945 à un découpage des frontières beaucoup plus drastique, en essayant d'homogénéiser sur le plan ethnique de vastes territoires. Versailles avait pris acte de l'effondrement des empires multinationaux et avait donné naissance à un ensemble d'États qui revendiquaient avec force leur caractère national mais ne possédaient souvent qu'une très faible homogénéité nationale et linguistique. À Potsdam, les vainqueurs ont essayé de faire coïncider les frontières nationales et les frontières politiques grâce à des transferts forcés de populations. La guerre redessine de fond en comble non seulement la carte politique, mais aussi la carte ethnographique du continent, surtout dans sa partie centrale et orientale. Cette vaste campagne de nettoyage ethnique se traduit, entre 1945 et 1948, par l'expulsion de 15 millions d'Allemands : 7 millions de Silésie, de Poméranie et de Prusse orientale ; 3 millions des Sudètes ; 2 millions de Pologne et d'URSS ; 2,7 millions de Yougoslavie, de Roumanie et de Hongrie. Cela permet la formation d'une Pologne homogène sur le plan national et l'annexion à l'URSS de la Prusse orientale. L'exode avait commencé en 1944 avec l'entrée de l'armée rouge dans les territoires du Reich allemand. Selon le diplomate américain George Kennan, qui s'y rendit en 1945, « le spectacle était celui d'un pays totalement ruiné et détruit ; d'un bout à l'autre, il était difficile d'apercevoir un signe de vie⁶⁹ ». La Pologne, qui comptait un tiers de non-polonais en 1939, devient polonaise à 97 % en 1948. La Roumanie, qui s'était transformée en un État multinational après la Première Guerre mondiale, ne conserve plus, après la deuxième, qu'une seule minorité consistante, celle des Hongrois. La Tchécoslovaquie, qui comptait 23 % d'Allemands en 1939, n'en a presque plus en 1948.

La fin de la Mitteleuropa a été une des conséquences de la guerre civile

européenne⁷⁰. Ce concept a toujours véhiculé de multiples significations au cours de son histoire. D'abord l'idée géopolitique d'une *Grossdeutschland* comme puissance dominante au cœur du continent, selon la vision élaborée par Friedrich Naumann pendant la Première Guerre mondiale⁷¹. Puis l'idée de l'unité culturelle du monde germanique, au-delà de ses frontières politiques, fondée sur la langue et la présence de minorités germanophones sur un vaste espace allant de Königsberg à Trieste. À côté de cette forme de pangermanisme culturel, dont Karl Jaspers se faisait le défenseur dans sa correspondance avec Hannah Arendt⁷², on trouve une autre variante, inévitablement chargée d'une forte connotation nostalgique après 1918, qui identifie la Mitteleuropa à l'héritage de l'Empire habsbourgeois, multinational et cosmopolite, opposé à une Allemagne monolithique fondée sur le *Volk* germanique. C'est le mythe habsbourgeois, qui a trouvé ses interprètes littéraires en Joseph Roth et Elias Canetti et ses historiens en François Fejtö et Claudio Magris⁷³. Dans cette vision, l'Europe centrale se dessine comme un espace aux identités plurielles, partagé par la mosaïque de peuples enclavée entre la Russie et l'Allemagne. Autrement dit, c'est un carrefour de cultures germaniques et slaves, mais aussi latines (la Roumanie, Trieste), et de religions différentes (protestants, catholiques, orthodoxes, juifs, et, dans ses marges, musulmans). Or, aucune de ces différentes conceptions de la Mitteleuropa n'a survécu aux ravages de la guerre civile européenne. Les traités de paix signés à la fin de la Grande Guerre ont « nationalisé » des pays dont l'identité même venait de leur diversité. Après 1945, l'idée de Mitteleuropa connaît une éclipse avec la disparition de ses piliers : l'annexion de la Prusse orientale à la Pologne et à l'URSS, l'expulsion des minorités allemandes, la fin des « petites nations » multiethniques de l'aire danubienne, et surtout l'anéantissement des juifs, son véritable ciment culturel.

¹ C'est bien cette stupeur que manifeste Sigmund Freud en 1915, lorsqu'il constatait que « les grandes nations de race blanche dominant le monde, auxquelles a échoué la direction du genre humain », s'étaient révélées incapables de le faire évoluer par des voies pacifiques. La guerre, concluait-il, « nous enlève les sédiments de culture récents et fait réapparaître en nous l'homme originaire » (« Considérations actuelles sur la guerre et la mort », *Œuvres complètes*, vol. XIII, Paris, Presses Universitaires de France, 1988, p. 128 et 154).

² John Horne et Alan Kramer, *German Atrocities. A History of Denial*, New Haven & Londres, Yale University Press, 2001, p. 74.

³ *Ibid.*, p. 43.

⁴ Cf. Sophie Schaepdrijver, « Occupation, Propaganda, and the Idea of Belgium » in Ariel Rohswald et Richard Stites (éd.), *European Culture in the Great War. The Arts, Entertainment, and Propaganda 1914-1918*, New York, Cambridge University Press, 1999, p. 270.

⁵ John Horne et Alan Kramer, *German Atrocities*, *op. cit.*, p. 74-84.

⁶ Cf. Marc Ferro, *La Grande Guerre 1914-1918*, Paris, Folio/Gallimard, 1990, p. 219.

⁷ Sir H. Erle Richards, *International Law. Some Problems of War*, Oxford, Clarendon Press, 1915, p. 35.

⁸ Cf. Omer Bartov, « Savage War. German Warfare and Moral Choice in World War II », *Germany's War and the Holocaust. Disputed Histories*, Ithaca, Cornell University Press, 2003, p. 8. Sur ce thème, voir surtout Christian Streit, *Keine Kameraden. Die Wehrmacht und die sowjetischen Kriegsgefangenen 1941-1945*, Bonn, Dietz, 1997.

⁹ Cf. Pavel Polian, « La violence contre les prisonniers de guerre soviétiques dans le Troisième Reich et en URSS », in Stéphane Audoin-Rouzeau, Annette Becker, Christian Ingrao et Henry Rousso (éd.), *La Violence de guerre 1914-1945*, *op. cit.*, p. 121.

¹⁰ Les chiffres qui suivent sont tirés de Philippe Masson (éd.), *Dictionnaire de la Deuxième Guerre*

mondiale, vol. I, Paris, Larousse, 1979, p. 875-876.

¹¹ Cf. Joanna Bourke, *The Second World War. A People's History*, New York, Oxford University Press, 2001, chap. 8.

¹² Cf. Ian Kershaw, *Hitler. Némésis 1936-1945*, Paris, Flammarion, 2000, p. 112.

¹³ Pieter Lagrou, « Les guerres, les morts, le deuil : bilan chiffré de la Deuxième Guerre mondiale » *La Violence de guerre*, op. cit., p. 323.

¹⁴ Cité in Omer Bartov, *L'Armée d'Hitler. La Wehrmacht, les nazis et la guerre*, Paris, Hachette, 1999, p. 49.

¹⁵ Pieter Lagrou, « Les guerres, les morts, le deuil », *La Violence de guerre*, op. cit., p. 323.

¹⁶ Cité in Omer Bartov, *The Eastern Front, 1941-1945. German Troops and the Barbarization of Warfare*, New York, Basingstoke, 2001, p. 83.

¹⁷ *Ibid.*, p. 84.

¹⁸ *Ibid.*, p. 85.

¹⁹ Cf. Omer Bartov, *L'Armée d'Hitler. La Wehrmacht, les nazis et la guerre*, op. cit., p. 49. Sur ce thème, voir aussi p. 104-138.

²⁰ Hannes Heer, « Die Logik des Vernichtungskrieges. Wehrmacht und Partisanenkampf », in Hannes Heer et Klaus Naumann (éd.), *Vernichtungskrieg. Verbrechen der Wehrmacht 1941-1944*, op. cit., p. 115.

²¹ Cité in Stephen Garrett, *Ethics and Airpower in World War II. The British Bombing of German Cities*, New York, St Martin Press, 1993, p. 12.

²² *Ibid.*, p. 91.

²³ Cité in Joanna Bourke, *An Intimate History of Killing. Face to Face Killing in Twentieth Century Warfare*, Londres, Basic Books, 1999, p. 171.

²⁴ Cf. John W. Dower, *War Without Mercy. Race and Power in the Pacific War*, New York, Pantheon Books, 1986.

²⁵ Cf. Pavel Polian, « La violence contre les prisonniers de guerre soviétiques dans le Troisième Reich » in *La Violence de guerre, 1914-1945*, op. cit., p. 124-125.

²⁶ Staline, « Sur la grande guerre de l'Union soviétique pour la défense de la patrie », in Marx, Engels, Lénine Staline, *La Lutte des partisans*, Paris, 10/18, 1975, p. 180. Sur l'impact de ce discours, cf. Isaac Deutscher, *Stalin*, Londres, Oxford University Press, 1965, chap. 12.

²⁷ Cité in Antony Beevor, *La Chute de Berlin*, Paris, Le Livre de Poche, 2002, p. 259.

²⁸ Cité in Alfred M. de Zayas, *Nemesis at Potsdam. The Anglo-Americans and the Expulsion of the Germans*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1977, p. 66.

²⁹ *Ibid.*, p. 65.

³⁰ Cf. Tony Judt, « The Past is another Country : Myth and Memory in Postwar Europe » in Istvan Deak, Jar T. Gross et Tony Judt (éd.), *The Politics of Retribution in Europe. World War II and its Aftermath*, op. cit., p. 294. Voir aussi Antony Beevor qui avance un chiffre supérieur : entre 95 000 et 140 000 (*La Chute de Berlin*, op. cit., p. 562).

³¹ Cf. Andreas Hillgruber, *Zweierlei Untergang. Die Zerschlagung des Deutschen Reich und das Ende des europäischen Judentums*, Berlin, Siedler, 1986. On se souviendra que les thèses de cet ouvrage furent une des sources du *Historikerstreit* allemand.

³² Cité in Ralf Georg Reuth, *Goebbels*, Munich, Piper, 1995, p. 543.

³³ Cf. Peter Sloterdijk, *Luftbeben. An den Quellen des Terrors*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 2002.

³⁴ W. G. Sebald, *De la destruction comme élément de l'histoire naturelle*, Arles, Actes Sud, 2004, p. 37-38. Voir aussi Nicolás Sánchez Durá, « Palabras e imágenes, límites y alcance de los testimonios del dolor de la guerra », in Nicolás Sánchez Durá (éd.), *La guerra*, Valence, Pre-Textos, 2006, p. 207-246.

³⁵ Cf. Stephen Garrett, *Ethics and Airpower in World War II*, op. cit., p. 26.

³⁶ *Ibid.*, p. 29.

³⁷ Ernst Jünger, « Das große Bild des Krieges (Das Antlitz des Weltkrieges, » (1930), *Politische Publizistik, 1919 bis 1933*, Stuttgart, Klett-Cotta, 2001, p. 606.

³⁸ Richard Overly, « Die Alliierte Bombenstrategie als Ausdruck des "Totalen Krieges" », in Lothar Kettenacker (éd.), *Ein Volk von Opfern ? Die neue Debatte um den Bombenkrieg, 1940-1945*, Hambourg, Rowohlt, 2003, p. 40. Voir aussi Danièle Voldman, « Les populations civiles, enjeux du bombardement des villes

(1914-1945) », *La Violence de guerre*, op. cit., p. 151-174. Sur la base de ce constat, mais aussi en contradiction avec leur brillante analyse sur les différences existant entre génocide et guerre totale, Eric Markusen et David Kopf croient déceler un caractère « génocidaire » (*genocidal*) des bombardements alliés pendant la Deuxième Guerre mondiale (*The Holocaust and Strategic Bombing. Genocide and Total War in Twentieth Century*, Boulder, Westview Press, 1995, p. 255).

³⁹ Jörg Friedrich, *Der Brand. Deutschland im Bombenkrieg 1940-1945*, Berlin, Ullstein, 2002, p. 63 ; Stephen Garrett, *Ethics and Airpower in World War II*, op. cit., p. 21.

⁴⁰ Giulio Douhet, *Il dominio dell'aria*, Rome, 1921. Voir Sven Lindqvist, *Maintenant tu es mort : le siècle des bombes*, Paris, Serpent à plumes, 2002, section 104.

⁴¹ Cf. Ian Kershaw, *Le Mythe Hitler. Image et réalité sous le Troisième Reich*, Paris, Flammarion, 2006, p. 252-253.

⁴² Cité par Jörg Friedrich, *Der Brand*, op. cit., p. 481.

⁴³ Stephen Garrett, *Ethics and Airpower in World War II*, op. cit., p. 103.

⁴⁴ Voir Christophe Beaudufe, *L'Été 1944. Le sacrifice des Normands*, Paris, Perrin, 1994 ; ainsi que Gabriele Ranzato, « Guerra totale e nemico totale », in Marcello Flores (éd.), *Storia, verità, giustizia. I crimini del XX° secolo*, Milan, Bruno Mondadori, 2001, p. 75.

⁴⁵ Cf. Miles Glendinning, « The Conservation Movement : a Cult of the Modern Age » *Royal Historical Society Transactions*, 6/13, 2003, p. 359-376.

⁴⁶ Jörg Friedrich, *Der Brand*, op. cit., p. 539.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 182.

⁴⁸ Cf. Stephen Garrett, *Ethics and Airpower in World War II*, op. cit., p. 124.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 97.

⁵⁰ Cité in Sven Lindqvist, *Maintenant tu es mort*, op. cit., section 239.

⁵¹ Karl Jaspers, *La Culpabilité allemande*, Paris, Éditions de Minuit, 1990.

⁵² W. G. Sebald, *De la destruction comme élément de l'histoire naturelle*, op. cit., p. 25.

⁵³ Erich Ludendorff, *Der totale Krieg*, Munich, Ludendorff Verlag, 1935. Cf. Hans Ulrich Wehler « "Absoluter" und "totaler" Krieg. Vom Clausewitz zu Ludendorff », *Politische Vierteljahresschrift*, Jg. X, 1969, p. 220-248.

⁵⁴ Cf. John Horne, « Les civils et la violence de guerre », *La Violence de guerre*, op. cit., p. 142.

⁵⁵ Alexandre Koyré, *La Cinquième Colonne*, Paris, Allia, 1997, p. 33.

⁵⁶ Cf. Jonathan Glover, *Humanity. A Moral History of the Twentieth Century*, Londres, Jonathan Cape, 1999, p. 65.

⁵⁷ Ernst Friedrich, *Krieg dem Kriege*, Munich, DVA, 2004.

⁵⁸ Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, *14-18. Retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000, p. 72.

⁵⁹ Cf. Jay Winter, « Under Cover of War. The Armenian Genocide in the Context of Total War », in Robert Gelatelly, Ben Kiernan (éd.), *Genocide. Mass Murder in Historical Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, p. 189-214.

⁶⁰ Hannah Arendt, *Les Origines du totalitarisme*, op. cit., p. 561.

⁶¹ Les données indiquées ci-dessous sont tirées de Michael Marrus, *The Unwanted. European Refugees in the Twentieth Century*, New York, Oxford University Press, 1985.

⁶² Cf. Herbert Strauss (éd.), *Jewish Immigrants of the Nazi Period in the USA*, 6 vol., Munich, Saur, 1987.

⁶³ Cf. Paul Preston, *A Concise History of the Spanish Civil War*, op. cit., p. 107, chap. 9.

⁶⁴ Hannah Arendt, *Les Origines du totalitarisme*, op. cit., p. 578.

⁶⁵ Edmund Burke, *Réflexions sur la Révolution de France*, Hachette, Paris, 1989, p. 42-43.

⁶⁶ Hannah Arendt, *Les Origines du totalitarisme*, op. cit., p. 598.

⁶⁷ Cf. Götz Aly, « *Endlösung* », *Volkerschiebung und der Mord an den europäischen Juden*, Francfort-sur-le-Main, Fischer, 1995, p. 285.

⁶⁸ Curzio Malaparte, *Kaputt*, op. cit., p. 208-209.

⁶⁹ Cité par Michael Marrus, *The Unwanted*, op. cit., p. 301 ; voir aussi Alfred M. de Zayas, *Nemesis at Potsdam*, op. cit., p. 60.

⁷⁰ Cf. Mark Mazower, *Le Continent des ténèbres. Une histoire de l'Europe au XX° siècle*, op. cit., p. 223-

[71](#) Sur l'histoire du concept de Mitteleuropa, cf. Jacques Le Rider, *La Mitteleuropa*, Paris, Presses Universitaires de France, 1994, et surtout Alexandra Laignel-Lavastine, *Esprits d'Europe. Autour de Czeslaw Milosz, Jan Patočka, Istvan Bibó*, Paris, Calmann-Lévy, 2005.

[72](#) Hannah Arendt, Karl Jaspers, *Correspondance, 1926-1969*, Paris, Payot, 1995, p. 143-144.

[73](#) François Fejtő, *Requiem pour un empire défunt. Histoire de la destruction de l'Autriche-Hongrie*, Paris, Seuil, 1988 ; Claudio Magris, *Danube*, Gallimard, Paris, 1986. Voir aussi les réflexions fondamentales d'Istvar Bibó, *Misère des petits États de l'Europe de l'Est*, Paris, Albin Michel, 1993, et Milan Kundera, « L'Occident kidnappé ou la tragédie de l'Europe centrale », *Le Débat*, n° 27, 1983, p. 3-22.

Juger l'ennemi

DEBELLATIO

À la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'Europe est un champ de ruines¹. Les morts, dont plus de la moitié des civils, se comptent par dizaines de millions. Dans certains pays, les pertes de population sont gigantesques : 14 % en URSS, 18 % en Pologne, plus de 10 % en Yougoslavie. Le nazisme a anéanti 6 millions de juifs et 500 000 tziganes. Les prisonniers de guerre se comptent eux aussi par millions, dont 2 270 000 soldats soviétiques et plus de 1,5 million d'allemands. Le nombre des « personnes déplacées » à cause des bombardements, des destructions ou des déportations frôle les 20 millions. En Europe centrale, les transferts massifs de populations vont modifier en profondeur la structure et l'identité de plusieurs pays, de l'Allemagne à la Pologne, de la Tchécoslovaquie à la Hongrie. Le continent est partagé en sphères d'influence et la structure sociale de certaines nations a été profondément atteinte. Outre ses minorités, la Pologne a perdu un quart de sa population urbaine, 55 % de ses avocats, 40 % de ses médecins et un tiers de ses professeurs d'université. Les dégâts matériels sont aussi énormes. Les centres urbains ont été ravagés par les bombardements, notamment en Allemagne. Le réseau routier est largement endommagé, y compris dans les pays qui ont souffert des pertes humaines bien moindres que l'URSS ou la Pologne. La photographie, la littérature et le cinéma de l'époque ont mis en évidence l'état de détresse du continent, où manger à sa faim et se loger sont devenus des soucis fondamentaux pour la majorité de la population. Les épidémies en moins, ces simples données fournissent la substance de la comparaison rituelle avec la guerre de Trente Ans.

En 1945, l'Allemagne n'est pas soumise à un état d'« occupation belligérante », selon la définition de la convention de La Hague de 1907. Autrement dit, elle n'est pas une nation vaincue temporairement occupée par des forces qui la reconnaissent comme État belligérant. Après sa « reddition inconditionnelle » et la dissolution du dernier gouvernement du Reich présidé par l'amiral Dönitz, elle a perdu sa souveraineté, qui a été transférée *de facto* aux quatre puissances occupantes. Il n'y a tout simplement plus d'État allemand. L'URSS, les États-Unis, le Royaume-Uni et la France ne veulent pas signer un traité de paix avec leur ennemi vaincu, ils veulent décider de son avenir. « Après la reddition inconditionnelle – explique Hans Kelsen en 1945 –, l'Allemagne a cessé d'exister en tant qu'État du point de vue du droit international². » Son statut, ajoute-t-il, correspond plutôt à celui du *debellatio*³. Puisque les forces d'occupation ne veulent pas « annexer » le pays, elles y établissent une sorte de condominium comparable à celui que la Prusse et l'Autriche avaient imposé au Schleswig-Holstein en 1864, le Royaume-Uni et l'Égypte au Soudan et

1898, ou l'Autriche et la Hongrie à la Bosnie-Herzégovine en 1908⁴. Dans un premier temps, les Alliés n'excluent pas d'ôter à l'Allemagne sa souveraineté pendant au moins une génération. Henry Morgenthau, un des plus proches collaborateurs de Roosevelt, voudrait transformer les Allemands en une « population agricole de petits propriétaires⁵ ». Si le pays retrouve son indépendance en 1949, après l'éclatement de la guerre froide, ce n'est pas en vertu d'un traité de paix mais par la volonté des ses occupants de donner naissance à deux États distincts.

La sortie d'une guerre civile correspond à la création d'un nouvel ordre par les vainqueurs et à l'application – on pourrait presque dire à la mise en scène – de leur justice. Le vaincu ne survit pas comme entité institutionnelle ou politique en acceptant les conditions du vainqueur ; il est inculpé, jugé, condamné et exécuté par le vainqueur. Le fait que le procès de l'ennemi assouvisse un besoin de justice et apparaisse éthiquement fondé, voire nécessaire, aux yeux de l'opinion internationale, n'enlève rien à son caractère éminemment politique. Loin de s'imposer au-dessus des parties en cause, le droit agit dans ces circonstances comme un instrument aux mains des vainqueurs, dont la victoire se mesure aussi à l'aune de l'impact symbolique de sa justice politique⁶. Le procès de l'ennemi sert à consolider sa victoire, à la légitimer, à la sacraliser sur le plan moral, et aussi à étouffer un désir de vengeance, à empêcher une vague de violence incontrôlée, outrancière, poussée par la passion, ou alors, si cette vague est déjà en train de déferler, à la contenir et à la faire refluer. La justice politique apaise les sentiments et désamorce le potentiel explosif, fait d'émotions et de haines, que la guerre civile avait activé. Bref, la justice politique est à la fois une nécessité et une convenance.

JUSTICE POLITIQUE

Dans son déroulement concret, le procès de Nuremberg est assez improvisé. Les accusés sont des chefs nazis tombés aux mains de vainqueurs. Afin de respecter un certain équilibre, il convient de juger aussi des responsables capturés par les forces soviétiques, bien qu'ils fussent peu nombreux et de moindre importance. Cependant, la logique profonde du procès de Nuremberg se dessinait depuis plus de deux ans. La première option de Staline, qui, en mars 1943, proposait l'exécution sommaire de quelques dizaines de milliers de responsables du Troisième Reich, fut écartée à cause de l'opposition de Churchill qui avait suggéré de rédiger une liste d'une centaine de noms (quelques mois plus tôt, il avait lui-même envisagé une solution analogue à celle de Staline)⁷. En fait, les Soviétiques eux-mêmes prirent vite conscience de l'importance d'un procès (en se rendant compte qu'il aurait une tout autre dimension que les farces de Moscou de 1936-1938). En décembre 1943, à Kharkov, sur le front ukrainien, ils avaient jugé et exécuté, devant une foule de quarante mille personnes, trois soldats allemands et un collaborateur russe capturés après la bataille de Stalingrad et accusés d'avoir tué des citoyens soviétiques avec des « chambres à gaz mobiles⁸ ». La *Pravda* avait donné un grand relief à cet

événement qui sonnait comme une mise en garde adressée aux nazis et comme l'annonce du caractère impitoyable de la justice qui les attendait au moment de leur défaite. Déjà pendant la guerre, cet épisode avait inspiré un film réalisé dans un but de propagande.

C'est cette logique – la punition de l'ennemi par le verdict d'un procès exemplaire – qui mène à la création du Tribunal militaire international (TMI) de Nuremberg. L'idée de confier l'organisation du procès à la justice d'un pays neutre n'a jamais été prise en considération, car avoir été neutre pendant cette guerre n'apparaissait guère comme une vertu. Le TMI est donc institué par les vainqueurs sur la base des règles qu'ils ont fixées au cours de la guerre. Pour que le projet aboutisse, il fallait éviter les erreurs du passé. En 1919, le traité de Versailles prévoyait de traîner devant une cour pénale internationale plusieurs centaines de responsables allemands accusés de crimes de guerre, de l'empereur Guillaume II au chancelier Bethmann-Hollweg, du feld-maréchal Hindenburg, le futur président de la république de Weimar, au général Ludendorff. Mais ce procès n'aura pas lieu, à cause du refus allemand de se soumettre à une telle humiliation mais aussi du refus hollandais d'extrader l'empereur déchu. Un simulacre de procès se tiendra finalement à Leipzig, en 1921, contre quelques dizaines de criminels de guerre, qui se soldera par de nombreux acquittements et quelques condamnations symboliques, suivies par des libérations précoces⁹. Une telle solution n'est plus imaginable en 1945, alors que la logique de la guerre civile s'est pleinement imposée.

Produit d'une longue négociation (à Londres, pendant l'été 1945) entre les représentants des quatre puissances victorieuses, la juridiction de la cour de Nuremberg, devant laquelle comparaissent une vingtaine de hauts responsables du régime nazi, de l'armée et de l'économie allemandes, couvre trois domaines essentiels¹⁰. Il s'agit tout d'abord des « crimes contre la paix », c'est-à-dire la violation du droit international et la « conspiration » en vue d'une guerre de conquête (« la direction, la préparation, le déclenchement ou la poursuite d'une guerre d'agression »). Suivent les « crimes de guerre », c'est-à-dire la « violation des lois et coutumes de la guerre » par le traitement inhumain des prisonniers ou des civils, par le pillage et la destruction des biens publics et privés des pays ennemis, non justifiés pour des raisons militaires. S'ajoutent enfin les « crimes contre l'humanité », c'est-à-dire la déportation, la réduction en esclavage et l'extermination des populations civiles, mises en œuvre sur des bases politiques, raciales ou religieuses.

Les douze condamnations à mort et les autres lourdes peines prononcées à Nuremberg ont aussitôt suscité un vaste débat juridique et politique. Les notions de « crime contre la paix » et de « crime contre l'humanité » n'existaient pas avant la guerre et les avocats de la défense protestèrent vigoureusement contre l'application de lois *ex post facto* qui contredisaient un principe basilaire du droit : il y a non-rétroactivité de la loi (*nullum crimen, nulla poena sine lege*). Déjà, lors de l'instruction, les juristes français et soviétiques avaient manifesté leur perplexité devant la notion de « crimes contre la paix » impliquant la « guerre d'agression¹¹ ». Pour les Français, l'adoption de ce principe juridique risquait de réduire l'ensemble

des crimes allemands au « complot » d'un petit groupe de hiérarques nazis, en mettant au second plan les crimes « substantiels » perpétrés pendant cette guerre d'agression. L'opposition des Soviétiques tenait à des raisons différentes. En adoptant ce principe, l'URSS aurait dû être condamnée pour son agression de la Pologne et des pays baltes, en 1939, au même titre que l'Allemagne. Presque simultanément, la France et le Royaume-Uni avaient déclaré une « guerre d'agression » contre l'Allemagne, pays qui ne les avait nullement menacés, quoique cette guerre fût justifiée à cause de la violation allemande du droit international par l'invasion de la Pologne. Puisque aucun traité mettant la guerre hors la loi n'existait avant 1939, il était bien contradictoire d'accuser les États vaincus de « crimes contre la paix ». Certes, la notion de « guerre d'agression » était déjà apparue en 1919, lors de la conférence de Versailles, mais elle n'était pas entrée dans le droit. Reconnue coupable du déclenchement de la guerre, l'Allemagne avait été punie par de lourdes sanctions économiques, pas par des sanctions pénales. Il est vrai qu'en 1928 le pacte Briand-Kellog avait essayé de bannir la guerre des relations internationales, mais il ne constituait qu'un engagement moral de la part de ses signataires (il sera finalement souscrit par cinquante-sept États) et non un acte de droit, puisqu'il n'indiquait aucune mesure concrète à adopter en cas de « guerre d'agression ». De ce point de vue, il s'inscrivait dans la logique de Versailles qui prévoyait des sanctions économiques contre les États transgresseurs. Lors du procès de Nuremberg, en revanche, le TM avait prononcé des condamnations avec ces chefs d'accusation sur la base de la responsabilité individuelle des accusés. Telford Taylor, un des procureurs et sans doute le principal mémorialiste de Nuremberg, reconnaît ouvertement que les principes du TMI « étayaient le châtimen*tex post factum* ». Ils n'auraient pas pu être retenus, ajoute-t-il, sans l'élément « politique et émotionnel » qui soutenait l'accusation, c'est-à-dire le désir de condamner le nazisme exprimé par l'opinion publique internationale¹². Selon le juriste Hans Kelsen, la notion de « crime contre la paix » n'était pas nécessaire pour juger et condamner les crimes de guerre perpétrés par ces États au cours d'un conflit dont le déclenchement pouvait faire l'objet d'une condamnation politique, mais pas de sanctions pénales contre des individus au sens du droit¹³. Paradoxalement, cette innovation juridique risquait d'amoindrir le crime condamné, dans la mesure où la guerre d'agression était attribuée à une « conspiration » qui – cet aspect fut souligné par le juge français Donnedieu de Vabres – ne pouvait qu'être l'œuvre maléfique d'une petite clique, sans remettre en cause toute la chaîne des responsabilités allemandes¹⁴.

La notion de « crime contre l'humanité » – autre innovation juridique du TMI – ne souleva pas d'objections, mais demeura marginale dans un procès conçu avant tout pour punir les responsables d'une « conspiration » contre la paix. La plupart des crimes nazis contre les populations civiles furent jugés au titre de crimes de guerre. Pour les Américains, les « crimes contre l'humanité » n'avaient qu'un caractère « subsidiaire¹⁵ ». Le « crime des crimes », selon les mots du procureur Robert H. Jackson, restait bien la « conspiration » contre la paix, car c'est de là que découlaient toutes les autres forfaitures nazies¹⁶. La position secondaire des « crimes

contre l'humanité » contribua à l'acceptation générale de ce chef d'accusation. Même un normativiste rigoureux comme Hans Kelsen approuvait l'exception représentée par cette sanction pénale introduite *a posteriori*. Elle punissait des crimes qui, lorsqu'ils furent perpétrés, constituaient à coup sûr une violation du droit existant, bien qu'ils ne fussent pas réunis sous un chef d'accusation spécifique. L'introduction du critère de la responsabilité individuelle pour ces crimes ne contredisait pas la législation antérieure. Leurs responsables ne pouvaient pas ignorer la nature criminelle de leurs actes et leur punition s'imposait naturellement, même s'il fallait recourir à une loi *ex post factum*¹⁷. En d'autres termes, le principe de justice prévalait dans ce cas sur le respect formel de la norme, la définition du « crime contre l'humanité » semblant faire appel au droit naturel, comme une sorte de norme éthique antérieure et sous-jacente au droit positif historiquement constitué.

Curieusement, le point de vue de Kelsen sur la notion de « crime contre l'humanité » a été partagé, tout au moins pendant un bref moment, par Carl Schmitt. Ce dernier fut un des premiers juristes à élaborer une analyse critique du statut du TMI, rendu public le 8 août 1945. Trois semaines plus tard, dans les ruines de Berlir et dans l'incertitude d'une liberté provisoire, entre deux arrestations, d'abord par les Soviétiques puis par les Américains, l'ex-*Kronjurist* du Reich achevait une étude sur l'histoire de l'idée de « guerre d'agression » (*Angriffskrieg*). Avec des considérations fort similaires à celles de Kelsen, il soulevait des doutes sur la pertinence de ce concept qui, de manière paradoxale, pouvait avoir pour conséquence d'amoindrir celui, déjà inscrit dans le droit, de « crime de guerre », dont le conflit qui venait de s'achever avait été le théâtre le plus cruel. Dans ce cadre, il prenait en considération les « crimes contre l'humanité », des actes *mala in se* qu'il désignait sous l'appellation latine *scelus infandum*¹⁸, contre lesquels la justice réclamait des sanctions au-delà de toute considération au sujet de la non-rétroactivité de la loi. « L'inhumanité [de ces actes] est si grande et si évidente – écrivait Schmitt – qu'il suffit d'en attester les faits et les exécuteurs pour fonder leur punition sans regarder à chaque fois les lois pénales jusqu'alors en vigueur dans le droit positif. Ici, tous les arguments de la perception naturelle, des sentiments humains, de la raison et de la justice convergent d'une façon si élémentaire qu'ils justifient un verdict de condamnation, vis-à-vis de laquelle aucune norme positive dans n'importe quel sens formel n'apparaît nécessaire. Ici, il ne faut pas non plus se poser la question de savoir jusqu'à quel point les exécuteurs avaient une intention meurtrière, une préméditation criminelle, car cela n'a pas besoin d'être expliqué¹⁹. » Quelques années plus tard – après deux arrestations, des interrogatoires, la séquestration de sa bibliothèque et son interdiction d'enseignement –, Schmitt changera d'avis quant à la définition des « crimes contre l'humanité ». En 1949, par exemple, il ironise sur la notion de « génocide » et s'en présente comme une victime, ayant subi « l'éradication (*Ausrottung*) des fonctionnaires germano-prussiens²⁰ ». Mais c'est précisément à cause de son statut d'ex-nazi que ses écrits de 1945 prennent un relief particulier. Ils témoignent de la perception des crimes nazis par l'opinion allemande de l'époque et confirment la remarque de Telford Taylor sur l'importance

du contexte émotionnel dans lequel le verdict de Nuremberg fut prononcé.

Quoique consensuelle, la notion nouvelle de « crime contre l'humanité » fut maniée par l'accusation avec maladresse et imprécision. Informations approximatives, habitudes mentales, attitudes psychologiques et calculs politiques contribuèrent à laisser dans l'ombre les génocides nazis, à une époque où le concept de génocide apparaissait à de nombreux juristes comme un « crime contre la langue anglaise²¹ ». Les procureurs soviétiques mirent en avant la déportation politique ; quant aux Anglo-Américains, ils ne firent jamais de distinction entre les camps de concentration et les camps d'extermination nazis, dont l'existence fit pourtant l'objet, lors des séances du procès, de plusieurs témoignages souvent accompagnés de preuves sous forme de documents filmés²². Les juifs ne furent pas pris en compte en tant que groupe mais seulement dans le cadre de leurs différentes nations d'appartenance, en dépit des témoignages et des preuves de leur extermination systématique présentés lors des audiences. Les camps de Belzec, Sobibór et Treblinka sont à peine mentionnés dans les actes. La distinction entre déportation politique et extermination raciale n'ayant pas été faite alors, Nuremberg apparaît aujourd'hui comme le miroir du silence et de l'incompréhension du monde devant la Shoah. Le chiffre de six millions de victimes juives fut bien diffusé lors du procès, mais cela eut lieu, selon l'historien Donald Bloxham, « dans une ambiance telle que les statistiques étaient lancées à la volée avec désinvolture et que des fausses équivalences étaient régulièrement posées – de façon inconsciente ou délibérée – entre les différents groupes de victimes, la couverture de presse des procès contribuant à amplifier les distorsions de la cour²³ ». Dans ses commentaires à chaud sur le procès, un de ses acteurs, le juge français Donnedieu de Vabres, notait que la charte du TMI avait fait entrer « par la petite porte » cette nouvelle espèce de crime, le crime contre l'humanité, qui cependant « s'envola par la même porte lorsque le tribunal prononça le jugement²⁴ ».

Le principal architecte de l'accusation, le procureur américain Robert H. Jackson voulait un verdict « pour le futur », susceptible de devenir un modèle de portée universelle. L'impact symbolique du procès fut immense, mais cette justice politique des vainqueurs ne pouvait pas prendre un tel caractère exemplaire. Ses limites avaient été lucidement soulignées par Hans Kelsen : il rappelait qu'en dépit de sa prétention à statuer au nom des Nations unies à peine constituées le TMI reconnaissait dans son préambule tirer sa légitimité de « l'exercice du pouvoir législatif souverain des pays auxquels le Reich allemand s'est rendu inconditionnellement²⁵ ». Selon le juriste autrichien, le jugement émis par la cour de Nuremberg ne pouvait pas acquérir le statut d'un principe contraignant de valeur universelle pour la simple raison qu'il n'avait pas été établi comme « un principe général du droit, mais comme une règle applicable exclusivement aux États vaincus par les vainqueurs²⁶ ». Cela constituait à ses yeux un *privilegium odiosum* qui devait ternir l'image du procès pour la postérité.

Le partage de la Pologne en 1939 fut considéré comme un « crime contre la paix » du seul Reich allemand, et non de l'URSS, dont l'occupation de la Finlande et de

pays baltes ne fut jamais évoquée. Certains crimes de guerre soviétiques, tel le massacre des officiers polonais à Katyn, furent attribués aux Allemands, bien que la vérité sur cet épisode tragique eût été connue de tous les acteurs du procès²⁷. À la différence des alliés, qui auraient préféré ignorer cet épisode, les procureurs soviétiques – parmi lesquels on comptait quelques protagonistes des procès de Moscou de 1936-1938 – insistèrent pour mettre ce mensonge aux actes du procès. Le TMI n'étant pas fondé à juger les crimes de guerre alliés, ni la guerre navale ni les bombardements massifs sur les villes allemandes ne furent évoqués à Nuremberg, sinon pour reconnaître la conformité de ces actes destructeurs aux « règles » du droit coutumier.

S'agissant des « crimes contre l'humanité », le contraste est frappant entre le peu d'attention porté au génocide des juifs et des tziganes et l'insistance de l'accusation sur des actes qui apparaissaient de moindre importance non seulement au regard de l'ensemble des crimes nazis, mais aussi par rapport aux pratiques analogues des forces alliées pendant le conflit. Le TMI considéra comme des crimes contre l'humanité la déportation d'un million de Polonais du Warthegau (la Posnanie annexée au Reich) et celle de cent mille Alsaciens vers la France de Vichy. Il ne se soucia pas du fait que, lorsque ce verdict était prononcé, plus de dix millions d'Allemands d'Europe centrale et quelques millions de citoyens soviétiques appartenant à des peuples accusés de collaboration (des Tatars de Crimée aux Allemands de la Volga, des Tchétchènes aux Ingouches) étaient expulsés par la force de leur terre²⁸.

Le statut du TMI incluant la notion de « crime contre l'humanité » fut rendu public le 8 août 1945, en synchronie presque parfaite avec le bombardement atomique des villes japonaises de Hiroshima et Nagasaki. L'exilé judéo-allemand Günther Anders écrira que la condamnation des crimes nazis prononcée par la cour de Nuremberg « avait lieu, dès le début, dans le cadre d'autres crimes contre l'humanité²⁹ ». Dans l'éditorial du mois d'août 1945 de la revue *Politics*, Dwight MacDonald qualifiait la bombe atomique d'« action atroce » qui plaçait ses responsables « au même niveau moral que les bouchers de Majdanek³⁰ ». En parlant des « tribunaux des vainqueurs » organisés à Nuremberg, Hannah Arendt avancera même l'hypothèse que, s'ils avaient choisi de juger un nombre très limité de criminels nazis, la cause essentielle était un souci de prudence, s'agissant de prendre en compte des « crimes à propos desquels on aurait pu invoquer le *tu quoque*³¹ ».

Nuremberg fut donc un procès politique dans lequel une mise en scène hautement dramatique – un « spectacle sensationnel », selon Hannah Arendt³² – servit autant à satisfaire une demande généralisée de justice qu'à légitimer, voire à sacraliser, le statut des vainqueurs en tant que nouveaux maîtres du continent. À l'instar de tous les procès politiques de l'Histoire, son verdict était connu d'avance et son déroulement prenait les traits, bien au-delà du respect des procédures formelles, d'une liturgie adressée à l'opinion internationale. Les vainqueurs s'exprimaient au nom du bien, de la morale et de l'humanité : le plaignant, avait proclamé Robert H. Jackson, c'était la « Civilisation ». Alors que l'accusation put consulter une documentation

considérable, qui constituera le socle de la première recherche historique sur la violence nazie, les archives restèrent pratiquement inaccessibles à la défense, comme le déplorait l'avocat de l'amiral Dönitz, Otto Kranzbühler³³. À plusieurs égards, Nuremberg entre dans la catégorie des procès politiques que Max Weber avait qualifiés de « justice de cadi [*Kadijustiz*] ». Lors de ces procès, écrivait-il dans *Économie et Société*, « les parties agissaient sur les juges par le pathos, les larmes et les injures de l'adversaire », en suivant une partition écrite à l'avance où « un magistrat nommait un *judex* en lui donnant des indications contraignantes sur les conditions de condamnation des inculpés³⁴ ».

Outre la sacralisation des vainqueurs, Nuremberg eut une conséquence fondamentale pour la redéfinition de l'ordre politique d'après-guerre. Son verdict établissait et punissait des responsabilités individuelles. Cela éliminait la notion de « culpabilité collective » qui pesait encore sur l'Allemagne, condition nécessaire pour rétablir un État allemand (ils seront finalement deux) en mettant fin au *condominium* né de la défaite du Reich hitlérien. Lorsque le verdict de Nuremberg fut prononcé, l'alliance des vainqueurs commençait à se fissurer et l'on entendait les premiers craquements annonciateurs de la guerre froide. Le procès a permis d'intégrer une grande partie de l'Allemagne dans le dispositif politico-militaire atlantique et, par réaction, d'annexer sa partie orientale au sein du bloc soviétique, les deux se trouvant réhabilitées, l'une au nom de l'anticommunisme et l'autre de l'antifascisme. D'une certaine façon, le verdict de Nuremberg tranchait, en les rendant caduques et périmées, toutes les interrogations soulevées par Karl Jaspers dans son essai consacré à la « question de la faute allemande » paru à Heidelberg en avril 1946³⁵. Telle que la définissait le philosophe, la « culpabilité métaphysique » découlant d'une communauté d'existence et, pesant sur l'ensemble de la nation allemande bien au-delà des responsabilités pénales de ses dirigeants, n'avait plus de raison d'être. Nuremberg avait lavé l'Allemagne de sa faute et elle pouvait cesser d'apparaître (et de se percevoir) comme une « nation paria³⁶ ». L'essai de Jaspers reste un texte majeur de philosophie morale, mais il ne suscita aucun débat dans l'Allemagne de « l'année zéro ». Pendant les vingt ans qui suivirent la chute du nazisme, l'Allemagne vécut plutôt dans le sentiment d'une « innocence collective (*kollektive Unschuld*)³⁷ ».

ÉPURATION

À la fin du conflit, l'Europe n'est pas seulement occupée à panser ses blessures. Elle est aussi confrontée de manière dramatique à ses propres déchirures, celles qui ont opposé les grandes puissances du continent comme celles qui se sont produites au sein de chaque pays. Les personnes accusées de collaboration avec les forces de l'Allemagne nazie et ses alliés se comptent par millions ; selon l'historien Istvan Deak, cela concerne entre 2 et 3 % de la population globale³⁸. S'ils ne sont pas exécutés par la Résistance comme Mussolini en avril 1945, les principaux

responsables de la collaboration avec le Reich hitlérien sont arrêtés. Le maréchal Pétain, le Hongrois Szálasi, le Norvégien Quisling, le Slovaque Tiso et le Roumain Antonescu sont inculpés et souvent condamnés à la peine capitale pour haute trahison.

L'épuration qui suit la chute du nazisme et de ses alliés prend un caractère multiforme selon les pays et les aires géopolitiques. En URSS, où n'existe pas un État de droit, elle conduit à la déportation des peuples accusés de collaboration dans leur ensemble³⁹. En vertu des décrets qui, pour obliger les soldats à se battre jusqu'au bout, considéraient comme déserteurs tous ceux qui étaient capturés par l'ennemi, la plupart des 2 270 000 prisonniers de guerre retournés en URSS à partir de 1945 furent déportés dans des camps de travail forcé. Dans les pays intégrés au sein du bloc soviétique, l'épuration antifasciste coïncida avec l'instauration des démocraties populaires et finit par s'identifier avec l'élimination de toutes les anciennes élites dominantes, tant économiques que politiques. Le soutien populaire à ces transformations profondes pouvait varier considérablement selon l'influence des partis communistes et le rapport des mouvements de résistance avec l'URSS, mais il s'agissait en tout cas de mesures décidées d'en haut et imposées par la force.

Là où l'occupation allemande avait été particulièrement féroce et où la guerre de libération nationale avait pris les traits d'une guerre civile contre les régimes de collaboration, l'épuration se fit « sauvage », avec la création de tribunaux populaires et de nombreuses exécutions extrajudiciaires. En Yougoslavie, en réaction aux crimes du régime des oustachis croates, eut lieu un véritable massacre dans lequel périrent 60 000 personnes⁴⁰. L'épuration prit aussi une grande ampleur en Europe occidentale. En France, les exécutions extrajudiciaires de 1944 éliminèrent entre 8 000 et 10 000 collaborationnistes et responsables du régime de Vichy⁴¹. En Italie, au cours de l'année 1945, la Résistance exécuta entre 10 000 et 15 000 représentants de la république de Salò⁴². La violence de cette épuration spontanée et brutale était à la mesure des souffrances et du ressentiment accumulés durant un an et demi d'occupation. Elle tenait à la vacance du pouvoir déjà évoquée, c'est-à-dire aux erreurs et aux faiblesses des nouvelles autorités en quête de légitimité, ou encore aux inerties et aux corporatismes des administrations se perpétuant sous les différents régimes politiques. Un épisode tristement célèbre d'épuration extrajudiciaire est le lynchage du directeur des prisons de Rome, Donato Carretta, en septembre 1944, lors du procès du chef de la police de la capitale italienne. La ville avait été libérée depuis peu et les esprits étaient encore très marqués par le massacre des Fosses Ardeatine où, au mois de mars, 335 civils avaient été exécutés par les Allemands en représailles après un attentat de la Résistance. La foule, qui n'avait pas pu assister à l'audience du procès, prit Carretta pour Pietro Caruso, le véritable accusé, et se jeta sur lui en craignant sa fuite. Plusieurs tentatives pour empêcher ce meurtre échouèrent devant la force de la foule déchaînée⁴³. En mars 1945, Albert Camus présentait comme « la dernière et la plus durable victoire de l'hitlérisme [...] ces marques honteuses laissées dans le cœur de ceux mêmes qui l'ont combattu de toutes leurs forces ». Plaidant pour une justice de la raison contre une vengeance aveugle, il

critiquait l'épuration sauvage tout en l'expliquant comme un héritage de l'occupation nazie et de la collaboration. « Il nous en est resté la haine. Il nous est resté ce mouvement qui l'autre jour, à Dijon, jetait un enfant de quatorze ans sur un collaborateur lynché, pour lui crever le visage. Il nous en est resté cette fureur qui nous brûle l'âme au souvenir de certaines images et de certains visages. À la haine des bourreaux, a répondu la haine des victimes. Et les bourreaux partis, les Français sont restés avec leur haine en partie inemployée. Ils se regardent encore avec un reste de colère. Eh bien, c'est de cela que nous devons triompher d'abord. Il faut guérir ces cœurs empoisonnés. Et demain, la plus difficile victoire que nous ayons à remporter sur l'ennemi, c'est en nous-mêmes qu'elle doit se livrer, avec cet effort supérieur qui transformera notre appétit de haine en désir de justice⁴⁴. »

Dans plusieurs pays, l'épuration légale fut le résultat d'une tension entre la demande de sanction politique venue des opinions publiques et les réticences des magistrats à l'application d'une justice rétroactive. Cette dernière se révéla néanmoins inévitable, dans le cadre d'une transition politique qui imposait à la justice un rôle exceptionnel, débordant le simple respect des normes juridiques qui, par ailleurs, étaient en train de connaître, elles aussi, une mutation profonde. La Norvège, la Hollande et le Danemark, qui avaient aboli la peine capitale depuis le ^{xix}^e siècle, décidèrent de la rétablir, les deux premières par décision de leurs gouvernements en exil, le troisième par un décret promulgué le 1^{er} juin 1945⁴⁵. En Belgique, où il n'y eut pas, à proprement parler, de guerre civile à cause de la rapidité de la libération du pays par les forces alliées en septembre 1944, les chambres de justice chargées d'instruire les procès pour collaboration ouvrirent 400 000 dossiers et poursuivirent 57 000 individus, dont 2 940 furent condamnés à la peine capitale (242 exécutés)⁴⁶. En France, les tribunaux de l'épuration ouvrirent 311 000 dossiers et émirent 124 000 jugements, dont 44 000 condamnations. Entre 1 500 et 1 600 condamnations à la peine de mort furent exécutées ; 50 000 personnes furent frappées de « dégradation nationale » et au moins 22 000 fonctionnaires furent sanctionnés⁴⁷. En Belgique, en Hollande et en Norvège, la justice ne pouvant pas faire face au grand nombre de dossiers ouverts, on décida de procéder par des « arrangements négociés » (en Hollande, sur 250 000 personnes en attente de jugement, 100 000 étaient en prison)⁴⁸.

Le contraste est frappant, en Italie, entre l'ampleur de l'épuration spontanée, « sauvage », mise en œuvre à la Libération et la quasi-absence d'épuration légale par les institutions judiciaires. Créé en mai 1944 par le gouvernement Bonomi, le Haut Commissariat à l'épuration fut dissous en mars 1946, au bout de presque deux ans de paralysie, pendant lesquels il s'était borné à cautionner *a posteriori* la répression mise en œuvre par la Résistance dans le centre et le nord de la péninsule. À l'origine de cette anomalie, dans laquelle s'inscrit le naufrage du projet d'un « Nuremberg italien⁴⁹ », se trouve évidemment la position *sui generis* de la monarchie italienne, pays occupant pendant la première phase du conflit mondial, puis pays occupé à partir de l'automne 1943. D'un côté, elle aurait dû payer pour les crimes de guerre perpétrés par son armée en qualité de membre de l'Axe ; de l'autre, elle avait obtenu

des Anglo-Américains un statut de cobelligérant lui permettant de réclamer justice pour les crimes des occupants allemands et de la république de Salò. Au nom de la continuité de l'État – et grâce à la complicité des forces d'occupation alliées, qui percevaient de plus en plus la Résistance comme une menace de subversion sociale et politique –, le gouvernement italien empêcha toute enquête sur les grandes entreprises qui avaient soutenu le fascisme et refusa de livrer les principaux responsables des crimes perpétrés par l'armée fasciste en Yougoslavie, en Grèce et en Albanie. Les membres de l'élite dirigeante du régime fasciste et de la république de Salò qui avaient échappé à l'épuration sauvage pourront, dès 1946, bénéficier de l'amnistie. La plupart d'entre eux vont réintégrer leur profession, voire, très souvent, la haute fonction publique. Le changement de régime eut lieu dans le cadre d'une continuité substantielle de la magistrature, de l'administration et du personnel bureaucratique. Seuls quelques chefs du régime collaborationniste de Salò, comme les ministres de l'Intérieur et de la Défense, Guido Buffarini Guidi et Augusto Graziani, ainsi que quelques tortionnaires célèbres, furent condamnés pour haute trahison, tandis que les tribunaux de la War Crimes Commission for Italy dirigés par les Britanniques condamnaient les principaux responsables de l'occupation allemande, les officiers Herbert Kappler et Albert Kesselring. Sur 20 000 dossiers examinés par les cours extraordinaires créées en avril 1945, moins d'un tiers aboutirent à une condamnation et seulement 91 peines capitales furent exécutées⁵⁰.

AMNISTIE

Dans un article publié anonymement en 1949, Carl Schmitt, qui fut victime de l'épuration américaine, formulait une demande d'amnistie. Il voyait dans cette revendication, alors largement partagée en Allemagne, « le seul moyen pour mettre fin de façon humaine à la guerre civile⁵¹ ». Il revenait ensuite sur la question dans une note de son journal où il écrivait qu'« une guerre civile ne peut pas s'achever par les condamnations d'une justice politique, elle ne peut s'achever que par une amnistie⁵² ». Il serait sans doute plus pertinent d'affirmer qu'elle se termine en général par les deux. D'abord par les punitions exemplaires et symboliques de la justice politique ; puis, une fois le ressentiment populaire apaisé et la transition vers un nouveau pouvoir assuré sur des bases solides, lorsque les vaincus ont admis leur défaite et ne sont plus en mesure de nuire, par une amnistie visant la réconciliation. En France, l'épuration légale fut suivie de plusieurs vagues d'amnisties, entre 1947 et 1953, qui réduisirent le nombre des emprisonnés pour faits de collaboration de 70 000 à quelques centaines⁵³. Le cas le plus emblématique d'une amnistie survenant après une épuration « sauvage » étendue, et qui se substitue en quelque sorte à une justice politique défailante, demeure celui de l'Italie. En juin 1946, Palmiro Togliatti, ministre communiste de la Justice, promulgue une amnistie qui octroie la liberté à 219 481 accusés, suivie par une mesure de remise de peine (*condono*) dont vont bénéficier 3 000 fascistes coupables de crimes graves⁵⁴. L'amnistie concerne tous les

crimes perpétrés pour des raisons politiques à l'exception des hauts responsables de la politique collaborationniste, des auteurs de massacres et de « sévices particulièrement atroces », bien que de nombreux tortionnaires en bénéficient (suscitant souvent la colère populaire). Dans l'esprit du garde des Sceaux, ces limitations du décret d'amnistie visent à satisfaire « une exigence non seulement juridique et politique, mais aussi morale, de justice », car l'impunité des responsables de la « trahison nationale » n'aurait pas aidé à la réconciliation, mais exacerbé le ressentiment⁵⁵. Durement contesté pour son ampleur et son caractère extrêmement précoce, une année à peine après la libération du pays, cet acte juridique faisait suite au référendum qui, quelques jours plus tôt, avait donné naissance à la République et accompagné les élections d'une nouvelle Assemblée constituante. L'Italie avait tourné la page et le nouvel État voulait, par cet acte de clémence, réconcilier ses citoyens.

Dans les faits, cependant, l'amnistie fut totale. Presque tous les responsables de la collaboration – des sommets de l'État, de l'armée et du parti fasciste aux petits tortionnaires du *squadrismo* de province, sans oublier les architectes des persécutions antisémites – furent libérés. Née comme acte de clémence et de réconciliation, l'amnistie devint, avant même l'éclatement de la guerre froide, la première étape d'un processus de restauration. Ce qui avait été annoncé comme l'expression des vertus de la démocratie renaissante apparut très vite comme un signe de sa faiblesse, et comme une revanche du fascisme vaincu. En 1947, l'historien, juriste et résistant Carlo Galante Garrone constatait avec amertume que « la magistrature de la nouvelle Italie [avait] tout effacé, ou presque, et tout recouvert d'un voile indulgent de pardon et d'oubli. Tout, y compris les fautes les plus graves et les responsabilités les plus grandes⁵⁶ ». Au début des années 1950, lorsque tous les criminels fascistes avaient retrouvé la liberté, s'ouvrait une nouvelle vague de procès visant à poursuivre les actes de violence perpétrés par la Résistance.

Quoique de manière moins abrupte et tranchante, tous les pays d'Europe occidentale, avec ou sans amnistie, mirent en liberté la quasi-totalité des prisonniers accusés de fascisme et de collaborationnisme, souvent en les réintégrant dans l'administration. En Italie, en 1960, 62 préfets sur 64 avaient été hauts fonctionnaires sous le régime fasciste⁵⁷. En France, de nombreux hauts fonctionnaires du régime de Vichy feront une brillante carrière sous la Quatrième et la Cinquième République. En Allemagne fédérale, où la Constitution prévoyait la réintégration des ex-fonctionnaires du Reich hitlérien, un des rédacteurs des lois de Nuremberg de 1935, Hans Globke, remplit même une fonction de ministre sous le gouvernement d'Adenauer⁵⁸. La place secondaire qu'occupe alors la Shoah dans la conscience historique de l'Europe témoigne de cette volonté de tourner la page en mettant fin aux épurations et en réhabilitant les ennemis d'hier. Il faudra attendre les années 1960 pour que la notion d'imprescriptibilité entre graduellement dans les jurisprudences des différents pays du continent, permettant ainsi d'instruire des procès tardifs pour juger des crimes restés impunis.

Ces actes qui, à partir de 1946, clôturaient la guerre civile sur le plan juridique

s'inscrivaient dans une longue tradition historique. Plus ou moins sommaire, plus ou moins hâtive selon les cas, l'amnistie a presque toujours mis fin aux conflits et aux guerres civiles. En 1598, l'édit de Nantes proclamait la « mémoire de toutes choses passées de part et d'autre, éteinte et assoupie, comme chose non advenue⁵⁹ ». En 1660, lors de la restauration de la monarchie en Angleterre, Charles II promulguait une amnistie (*a free and general pardon, indemnity and oblivion*) qui couvrait toute l'époque de la révolution de Cromwell, y compris l'exécution de son prédécesseur⁶⁰. Louis XVIII fit de même, grâce à un oubli « commandé aux tribunaux et aux citoyens » par lequel, avec magnanimité, il voulait « pardonner aux Français égarés⁶¹ ». En 1865, le président Andrew Johnson achevait la guerre de Sécession par une *Proclamation of Pardon and Amnesty* visant à réintégrer dans l'Union tous les ex-États esclavagistes qui l'avaient si violemment contestée.

Le paradigme de ces amnisties conçues et appliquées comme des politiques de réconciliation nationale demeure la démocratie athénienne, dans la Grèce ancienne. En 403 avant J.-C., lorsque la démocratie revient à Athènes après la sanglante oligarchie des Trente, les nouvelles autorités dirigées par Thrasybule décident de promulguer une amnistie pour pacifier la cité divisée. Cette amnistie procède par un pacte volontariste d'oubli, non seulement souhaité mais gravé dans la loi. Tous les citoyens sont appelés à prêter serment : « Je ne rappellerai pas les malheurs⁶². » « Contenant l'hostilité qu'il annule par son dire – souligne Nicole Loraux dans *La Cité divisée* –, le serment peut et doit du même coup renoncer à la mémoire, puisque la mémoire des malheurs est mémoire de la haine⁶³. » Cette interdiction politique du souvenir, dont la transgression est punie, est indissociable de l'engagement à défendre la démocratie. C'est pourquoi les Trente Tyrans sont exclus de ce déni de mémoire. Ils restent les seuls responsables de la *stasis* qui a déchiré la cité et leur condamnation permet à la communauté de retrouver son unité après une guerre fratricide. L'interdiction politique du souvenir prend donc un caractère fondateur. C'est un pacte qui scelle la réconciliation et empêche la vengeance. Autrement dit, la politique naît de l'oubli, de l'effort volontaire de surmonter le passé avec ses conflits et ses divisions.

Au début de la Troisième République, quelques années à peine après l'amnistie tardive mettant fin à la persécution des Communards, Ernest Renan reprend à son compte cette vision de l'oubli comme pacte fondateur de la nation. L'oubli est à ses yeux l'un des ingrédients essentiels du « plébiscite de tous les jours » qui permet à une nation, au-delà de son passé, de vivre dans le présent en tant que communauté de destin. Poursuivant une réflexion dont la Commune de Paris, c'est-à-dire la guerre civile, constitue l'horizon implicite, le philologue ajoute à son éloge de l'oubli un corollaire important : la méfiance à l'égard de l'histoire. « L'oubli et je dirai même l'erreur historique – écrit-il – sont un facteur essentiel pour la création d'une nation, et c'est ainsi que le progrès des études historiques est souvent pour la nationalité un danger. L'investigation historique, en effet, remet en lumière les faits de violence qui se sont passés à l'origine de toutes les formations politiques, même de celles dont les conséquences ont été les plus bienfaisantes⁶⁴. » Autrement dit, les nations naissent de

la violence et des massacres, des guerres de religion et des guerres civiles, mais, pour se construire, elles doivent apprendre à oublier. « Pour tous – conclut Renan –, il est bon de savoir oublier⁶⁵. »

Cette dialectique de l'amnistie et de l'oubli caractérise souvent les sorties de guerre. Elle peut parfois connaître des manifestations tardives, comme en Espagne, en 1975, au moment de la mort de Franco et de la transition à la démocratie. Là aussi les forces politiques scellent un pacte d'oubli. Ce n'est pas un pacte officiel, comme celui d'Athènes en 403 avant J.-C. ; c'est un pacte tacite, souterrain, symbolique mais tout aussi contraignant. Il n'y a bien évidemment aucune interdiction officielle du souvenir et c'est à cette époque que commence à prendre forme en Espagne une nouvelle historiographie de la guerre civile qui dépasse les clichés de la propagande franquiste et brise l'isolement de l'historiographie antifasciste en exil. Mais la crainte de retomber dans la guerre civile et la volonté de réconciliation soutiennent la revendication d'une amnistie (concernant à la fois les exilés antifascistes et les responsables des crimes du franquisme) qui ne peut que conduire vers une amnésie collective. Selon l'historien Ismael Saz Campos, *ce pacto de olvido* qui surgissait d'une demande sociale était légitime car il était conçu comme un moyen pour enterrer le franquisme et permettre la transition démocratique. Il faudra attendre un quart de siècle pour que la société espagnole exprime une demande de mémoire, souvent impulsée par une nouvelle génération⁶⁶. Elle se traduit aujourd'hui, au-delà de l'approfondissement de la recherche historique, par une campagne de reconnaissance des victimes du franquisme, la création de lieux de la mémoire républicaine au sein de l'espace public et la remise en cause ou tout au moins la redéfinition de la dimension symbolique des monuments et des vestiges du régime du *caudillo*.

Ce que Renan et Nicole Loraux ne prennent pas en considération dans leur analyse de la dialectique qui lie l'amnistie et l'oubli, c'est la part d'érosion de la conscience historique qu'elle comporte inévitablement, avec parfois pour conséquence le déni de la mémoire des victimes, abandonnées au sentiment d'une injustice perpétuée et toujours privées d'une reconnaissance publique. Bien que les deux soient souvent considérés comme synonymes, l'amnistie ne coïncide pas avec le pardon. Ce dernier suppose le souvenir du crime et de l'injustice, qu'il inscrit dans une mémoire apaisée, délivrée de la tentation de la vengeance. L'amnistie, en revanche, prescrit un oubli qui consiste à effacer les traces du crime, car elle impose d'agir comme si de rien n'avait été⁶⁷. Si l'on veut établir des distinctions plus rigoureuses, il faudrait ajouter que, en annulant le caractère délictueux des faits contestés, l'amnistie ne doit être confondue ni avec la grâce, qui n'efface pas la condamnation mais se limite à dispenser de l'application de la peine, ni avec la prescription, qui suspend la peine au terme d'un délai fixé⁶⁸. L'amnistie peut se révéler très efficace dans l'immédiat en tant que politique de réconciliation, mais elle anesthésie la mémoire en créant les conditions de son resurgissement postérieur, avec l'expression d'une souffrance longuement étouffée et d'une justice inaccomplie.

Bref, si la dialectique de l'amnistie et de l'oubli s'installe avant que la justice soit passée, cette mémoire resurgira plus tard, souvent chargée de ressentiment. Le

ressentiment qui naît d'une mémoire blessée peut se traduire dans la haine ou engendrer une nouvelle explosion de violence, comme l'a montré la guerre dans l'ex-Yougoslavie, le dernier épisode de la guerre civile européenne. Les vertus d'une amnistie non amnésique, d'une réconciliation soucieuse d'un travail de vérité et d'administration de la justice, ont été expérimentées en Afrique du Sud, dans les années 1990. Il n'est pas interdit de penser que c'est aussi en réfléchissant sur les mauvais usages de la mémoire déployés en Europe au cours du ^{xx}^e siècle que les héritiers de l'apartheid ont découvert les vertus politiques d'une justice réparatrice ni oublieuse ni vengeresse.

¹ La plupart des données qui suivent sont tirées de Stéphane Courtois et Annette Wieviorka (éd.), *L'État du monde en 1945*, Paris, La Découverte, 1994.

² Hans Kelsen, « The Legal Status of Germany According to the Declaration of Berlin » *The American Journal of International Law*, art. cité, n° 3, 1945, p. 519.

³ *Ibid.*, p. 520.

⁴ *Ibid.*, p. 524.

⁵ Cf. Michael R. Marrus, *The Nuremberg War Crimes Trial 1945-1946. A Documentary History*, Boston-New York, Bedford-St. Martin's, 1997, p. 24.

⁶ Sur cette notion, voir Otto Kirchheimer, *Political Justice. The Use of Legal Procedure for Political Ends*, Princeton, Princeton University Press, 1961. Sur le contexte des procès politiques qui suivent la fin de la Deuxième Guerre mondiale, cf. Marcello Flores, *L'età del sospetto. I processi politici della guerra fredda*, Bologne, Il Mulino, 1995, chap. 1.

⁷ Cf. Telford Taylor, *Procureur à Nuremberg*, Paris, Seuil, 1995, p. 42 ; Arie J. Kochavi, *Prelude to Nuremberg. Allied War Crimes Policy and the Question of Punishment*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1998, p. 75.

⁸ Cf. Arie J. Kochavi, *Prelude to Nuremberg*, *op. cit.*, p. 66-72 ; Alfred de Zayas, « Der Nürnberger Prozess », in Alexander Demandt (éd.), *Macht und Recht. Grosse Prozesse in der Geschichte*, Munich, C.H. Beck, 1990, p. 250.

⁹ Cf. Jean-Jacques Becker, « Le procès de Leipzig » in Annette Wieviorka (éd.), *Les Procès de Nuremberg et de Tokyo*, Bruxelles, Complexe, 1996, p. 51-62.

¹⁰ Voir le statut du TMI en annexe de Telford Taylor, *Procureur à Nuremberg*, *op. cit.*, p. 661-667.

¹¹ *Ibid.*, p. 81.

¹² *Ibid.*, p. 644.

¹³ Cf. Hans Kelsen, « Will the Judgment in the Nuremberg Trial Constitute a Precedent in International Law ? », *International Law Quarterly*, vol. 1, n° 2, 1947, p. 157-158.

¹⁴ Cf. Michael R. Marrus, *The Nuremberg War Crimes Trial*, *op. cit.*, p. 236.

¹⁵ *Ibid.*, p. 187.

¹⁶ *Ibid.*, p. 123.

¹⁷ *Ibid.*, p. 165.

¹⁸ Carl Schmitt, *Das internationalrechtliche Verbrechen des Angriffskrieges und das Grundsatz « Nullum crimen, nulla poena sine lege »*, Berlin, Duncker & Humblot, 1994, p. 81.

¹⁹ *Ibid.*, p. 23.

²⁰ Carl Schmitt, *Glossarium. Aufzeichnungen der Jahre 1947-1951*, Berlin, Duncker & Humblot, 1991, p. 265.

²¹ Cf. Annette Wieviorka, *Le Procès de Nuremberg*, Rennes, Éditions Ouest-France, 1995, p. 127.

²² Cf. Christian Delage, *La Vérité par l'image. De Nuremberg au procès Milosevic*, Paris, Denoël, 2006.

²³ Donald Bloxham, *Genocide on Trial. War Crimes Trials and the Formation of Holocaust History and Memory*, Oxford, Oxford University Press, 2001, p. 124.

²⁴ Cité in Hannah Arendt, *Eichmann à Jérusalem*, Paris, Gallimard, 1991, p. 415-416. C'est la thèse défendue durant le procès par le juge français Henri Donnedieu de Vabres, « Le procès de Nuremberg », *Revue de droit pénal et de criminologie*, n° 27, 1946, p. 480-490.

- ²⁵ Hans Kelsen, « Will the Judgment in the Nuremberg Trial Constitute a Precedent in International Law ? » art. cité, p. 169.
- ²⁶ *Ibid.*, p. 170.
- ²⁷ Cf. Telford Taylor, *Procureur à Nuremberg*, *op. cit.*, p. 134 et 328 ; Alfred de Zayas, « Der Nürnberger Prozess », *op. cit.*, p. 160.
- ²⁸ *Ibid.*, p. 163-164.
- ²⁹ Günther Anders, *Die Atomare Drohung. Radikale Überlegungen*, Munich, C.H. Beck, 1981, p. 168-169.
- ³⁰ Dwight MacDonald, « The Bomb », *The Responsibility of Peoples and Other Essays in Political Criticism*, Londres, Victor Gollancz, 1957, p. 103. Sur Anders et MacDonald, cf. Enzo Traverso *L'Histoire déchirée. Essai sur Auschwitz et les intellectuels*, Paris, Éditions du Cerf, 1997, chap. 4 et 8.
- ³¹ Hannah Arendt, *Eichmann à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 414. L'avis d'Arendt est partagé par Michael R. Marrus, *The Nuremberg War Crimes Trial*, *op. cit.*, p. 131-132.
- ³² Hannah Arendt, *Eichmann à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 16.
- ³³ Cité in Michael R. Marrus, *The Nuremberg War Crimes Trial*, *op. cit.*, p. 248.
- ³⁴ Cf. Max Weber, *Wirtschaft und Gesellschaft*, Tübingen, J.C.B. Mohr, 1956, Bd. 2, p. 1035.
- ³⁵ Cf. Karl Jaspers, *La Culpabilité allemande*, *op. cit.*, 1990.
- ³⁶ Cf. Anson Rabinbach, « The German as Pariah : Karl Jaspers' The Question of the German Guilt » *The Shadow of Catastrophe. German Intellectuals Between Apocalypse and Enlightenment*, Berkeley, University of California Press, 1997, p. 129-165.
- ³⁷ Ralph Giordano, *Die zweite Schuld oder von der Last Deutscher zu sein*, Munich, Knaur, 1990, p. 266.
- ³⁸ Cf. Istvan Deak, « Introduction », in Istvan Deak, Jan T. Gross et Tony Judt (éd.), *The Politics of Retribution in Europe*, *op. cit.*, p. 4.
- ³⁹ Cf. Jean-Jacques Marie, *Les Peuples déportés d'Union soviétique*, Bruxelles, Complexe, 1995.
- ⁴⁰ Cf. Klaus-Dietmar Henke et Hans Woller (éd.), *Politische Säuberungen in Europa. Die Abrechnung mit Faschismus und Kollaboration*, Munich, DTV, 1991.
- ⁴¹ Cf. Peter Novick, *L'Épuration française*, Paris, Seuil, 1991, p. 317-324 ; Henry Rousso, « L'épuration en France : une histoire inachevée », *Vichy, l'événement, la mémoire, l'histoire*, Paris, Gallimard, 2001, p. 497-500.
- ⁴² Cf. Hans Woller, *I conti con il fascismo. L'epurazione in Italia*, Bologne, Il Mulino, 1997 ; et Guido Crainz, « La giustizia sommaria in Italia dopo la seconda guerra mondiale », in Marcello Flores (éd.), *Storia, verità, giustizia. I crimini del XX secolo*, *op. cit.*, p. 162-170.
- ⁴³ Cf. Gabriele Ranzato, *Il linciaggio di Carretta (Roma 1944). Violenza politica e violenza ordinaria*, Milan, Il Saggiatore, 1997.
- ⁴⁴ Albert Camus, « Défense de l'intelligence », *Actuelles. Écrits politiques*, Paris, Gallimard, 1997, p. 96.
- ⁴⁵ Cf. Peter Novick, *L'Épuration française*, *op. cit.*, p. 325.
- ⁴⁶ Cf. Martin Conway, « Justice in Postwar Belgium : Popular Passions and Political Realities » *The Politics of Retribution in Europe*, *op. cit.*, p. 135.
- ⁴⁷ Cf. Henry Rousso, « L'épuration en France » in *Vichy, l'événement, la mémoire, l'histoire*, *op. cit.*, p. 543-544.
- ⁴⁸ Cf. Peter Novick, *L'Épuration française*, *op. cit.*, p. 328.
- ⁴⁹ Cf. Michele Battini, *Peccati di memoria. La mancata Norimberga italiana*, Bari-Rome, Laterza, 2003.
- ⁵⁰ Cf. Valeria Galimi, « Collaborationnisme et épuration judiciaire en Italie et en France », in François Guedji et Valeria Galimi (éd.), *Le ^{xx}e Siècle des guerres*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2004, p. 378.
- ⁵¹ Carl Schmitt, « Amnestie, Urform des Rechts », *Staat, Grossraum, Nomos*, Berlin, Duncker & Humblot 1995.
- ⁵² Carl Schmitt, *Glossarium*, *op. cit.*, 1991, p. 257.
- ⁵³ Cf. Henry Rousso, « L'épuration en France » in *Vichy, l'événement, la mémoire, l'histoire*, *op. cit.*, p. 245.
- ⁵⁴ Cf. Mariuccia Salvati, « Amnistia e amnesia nell'Italia del 1946 », in Marcello Flores (éd.), *Storia, verità, giustizia*, *op. cit.*, p. 141-161.
- ⁵⁵ Cf. le discours de Togliatti du 22 juin 1946 in Mimmo Franzinelli, *L'amnistia Togliatti. 22 giugno 1946. Colpo di spugna sui crimini fascisti*, Milan, Mondadori, 2006, p. 309-312.
- ⁵⁶ *Ibid.*, p. 136.

[57](#) Cf. Paul Ginsborg, *A History of Contemporary Italy. Society and Politics 1943-1988* Londres, Penguin Books, 1990, p. 92.

[58](#) Cf. Enzo Traverso, *Les Juifs et l'Allemagne*, Paris, La Découverte, 1992, p. 179.

[59](#) Cf. Stéphane Gacon, *L'Amnistie. De la Commune à la guerre d'Algérie*, Paris, Seuil, 2002, p. 25.

[60](#) Cf. Helmut Quaritsch, « Über Bürgerkriegs und Feind-Amnestien », *Der Staat*, Bd. 32, n° 3, 1992, p. 411.

[61](#) *Ibid.*, p. 414-415, et Stéphane Gacon, *L'Amnistie, op. cit.*, p. 31.

[62](#) Nicole Loraux, *La Cité divisée. L'oubli dans la mémoire d'Athènes*, Paris, Payot/Rivages, 2005, p. 145.

[63](#) *Ibid.*, p. 145-146.

[64](#) Ernest Renan, *Qu'est-ce qu'une nation ?*, Paris, Pocket, 1992, p. 41.

[65](#) *Ibid.*, p. 49.

[66](#) Cf. Ismael Saz Campos, « El pasado que aún no puede pasar » *Fascismo y franquismo*, Universitat de València, Valence, 2004, p. 277-291. Sur la mémoire du franquisme, cf. surtout Paloma Aguilar, *Memoria y olvido de la Guerra civil española*, Madrid, Alianza, 1996.

[67](#) Peter Krapp, « Amnesty : Between an Ethics of Forgiveness and the Politics of Forgetting » *German Law Journal*, vol. 6, n° 1, 2005, p. 191-192.

[68](#) Pour une distinction rigoureuse entre amnistie, grâce et prescription, cf. Louis Joinet, « L'amnistie. Le droit : la mémoire entre pardon et oubli », *Communications*, n° 49, 1989, p. 214.

SECONDE PARTIE

Cultures de guerre

« En juillet 1936, j'étais à Paris. Je n'aime pas la guerre ; mais ce qui m'a toujours fait le plus horreur dans la guerre, c'est la situation de ceux qui se trouvent à l'arrière. Quand j'ai compris que, malgré mes efforts, je ne pouvais m'empêcher de participer moralement à cette guerre, c'est-à-dire de souhaiter tous les jours, toutes les heures, la victoire des uns, la défaite des autres, je me suis dit que Paris était pour moi l'arrière, et j'ai pris le train pour Barcelone dans l'intention de m'engager. C'était au début d'août 1936. »

Simone Weil, « Lettre à Georges Bernanos », 1938

« Nous étions sur le *Titanic* et tout le monde savait qu'il allait heurter un iceberg. La seule incertitude concernait ce qui se produirait alors. Qui fournirait un nouveau bateau ? Il était impossible de rester hors de la politique. »

Eric Hobsbawm, Franc-Tireur. Autobiographie

Éclatement

P RÉFIGURATIONS

Peu d'événements, dans l'histoire du monde moderne, ont eu un impact aussi profond que celui de la Grande Guerre sur la culture européenne ; en même temps, rares sont les grands tournants historiques aussi imprévus, destructeurs, traumatiques. Certains observateurs, nous l'avons vu, avaient envisagé la possibilité d'une nouvelle guerre. Quelques esprits lucides avaient même émis l'hypothèse d'un embrasement continental, en évoquant le souvenir de l'incendie déclenché un siècle plus tôt par la Révolution française et les guerres napoléoniennes qui avaient changé le visage de l'Europe. Les prévisions ne faisaient pas défaut, mais personne ne pouvait imaginer que ce serait une guerre totale ni comment elle transformerait le Vieux Monde, en modifiant non seulement ses structures sociales et politiques mais aussi ses mentalités, ses cultures, ses modes de vie, ses perceptions.

Le pessimisme culturel qui se diffuse au sein de la culture européenne à la fin du ^{xix}^e siècle – quand l'idée de progrès est remise en cause au profit d'une vision de la modernité comme *décadence* – ne suscite pas la crainte d'une nouvelle guerre. Les catastrophes du monde moderne, ennemi de l'homme et de la nature, sont imputées à bien d'autres éléments : l'avènement de la société de masse, l'« âge des foules » et de la démocratie, la dégénérescence physique et intellectuelle des nations liée à l'urbanisation et à la révolte des « classes dangereuses », la dégénérescence raciale produite par le métissage, la croissance malthusienne de la population mondiale, etc. Des différents scénarios catastrophistes alors présentés comme imminents, presque aucun ne prévoyait les millions de morts d'une guerre totale. Ou bien le pronostic était tellement abstrait qu'il en neutralisait l'horreur, comme dans le cas des darwinistes sociaux et des eugénistes qui saluaient l'invention des armes chimiques et voyaient dans une nouvelle guerre l'occasion d'éliminer le surplus démographique mondial, en sélectionnant les plus aptes. Tel était le point de vue de deux savants britanniques, sir Reginald Clare Hart et Karl Pearson. Dans un essai de 1911, le premier souhaitait « une guerre d'extermination impitoyable contre les individus et les nations inférieures », tandis que le second donnait une justification biologique de la guerre en tant que moyen de renforcer la virilité des nations¹. Mais bien qu'elles apparussent légitimes dans le débat scientifique de l'époque et soient incontestablement révélatrices d'une prédisposition intellectuelle aux pires délires nationalistes et racistes des décennies suivantes, ces théories ne se traduisaient jamais en un projet concret d'extermination. L'optimisme de Comte et de Spencer, qui avaient vu dans la société industrielle un vecteur de paix et de progrès, prévalait. Fertile à plusieurs égards, l'imaginaire européen s'est montré incapable de prévoir la

Grande Guerre. Les intellectuels renvoient l'image de cet aveuglement.

Les préfigurations de la catastrophe ne viennent pas des sciences sociales mais de la littérature et des arts, lieux privilégiés de l'imagination utopique. Vers la fin du ^{xix}^e siècle, l'écrivain Herbert George Wells publie des romans de science-fiction tout à fait prémonitoires, parmi lesquels il faut rappeler surtout *La Guerre des mondes* (1898), où il annonce un avenir sombre de décadence. Il décrit l'invasion de l'Angleterre par une armée de martiens qui y testent leurs armes mécaniques de destruction massive : des canons mobiles qui anticipent les chars et des armes chimiques qui préfigurent non seulement les attaques au gaz d'Ypres mais aussi les armes atomiques de la Deuxième Guerre mondiale, alors que les épidémies terrestres qui anéantissent finalement les martiens annoncent la peur d'une guerre bactériologique².

Le lien unissant technique et guerre moderne est présent chez Émile Zola, qui publie dans la même décennie *La Bête humaine* (1890), roman dans lequel il dessine une métaphore du progrès comme catastrophe en décrivant la course aveugle et folle d'un train propulsé par une locomotive sans conducteur. Dans ses notes préparatoires, il envisageait de remplir ce train de « soldats joyeux, inconscients du danger, qui chantent des hymnes patriotiques », en ajoutant que ce train était alors « l'image de la France³ ». Zola était loin d'être le seul à exécrer la technique. Dans un style réaliste visant à décrire non pas l'avenir mais une tendance du présent, Giovanni Papini, un écrivain et critique d'avant-garde qui devait par la suite adhérer au fascisme, consacre à la guerre moderne un essai prophétique. Il n'est sans doute pas inutile de rappeler qu'il paraît en 1913, l'année durant laquelle sortent les premières automobiles produites en série des usines Ford de Detroit. Le siècle qui s'ouvre, observe Papini, ne sera pas heureux, car il sera un siècle d'extermination industrielle dans lequel la vie humaine perdra définitivement sa valeur. Son essai est un mélange plutôt étrange d'existentialisme préfasciste et de résignation wébérienne face à une modernité perçue comme une rationalité mécanique inhumaine et oppressive. « Toute la vie de notre temps – écrit-il – est une organisation de massacres nécessaires, visibles et invisibles. Ceux qui se révoltent au nom de la vie seront écrasés par la vie elle-même. À l'instar de la guerre, la civilisation industrielle se nourrit de charognes. Chair à canon et chair à machine. Sang sur le champ de bataille et sang dans la rue : sang sous la tente et sang dans l'usine. La vie ne s'élève qu'en jetant derrière elle, comme du lest, une partie d'elle-même⁴. »

La fusion éclectique et paradoxale entre la révolte romantique contre le désenchantement de la modernité et l'exaltation vitaliste de la technique est la prémisse de la « révolution conservatrice » ou, pour reprendre les mots de l'historien Jeffrey Herf, du « modernisme réactionnaire⁵ » qui se diffuse en Europe pendant l'entre-deux-guerres. Cependant, cette tendance était apparue déjà avant 1914, préfigurée par certaines avant-gardes tel le futurisme. Dans son célèbre manifeste de 1909, Marinetti invoquait la guerre comme « hygiène du monde », en la souhaitant comme un affrontement de forces technologiques. Son culte esthétique de la machine et de la vitesse n'avait pas encore les accents existentialistes des essais d'Ernst

Jünger des années 1920, mais il revendiquait un irrationalisme belliqueux qui établissait une continuité entre le nationalisme d'avant 1914 et le fascisme, auquel les futuristes adhèrent de façon presque naturelle. Au fond, le futurisme anticipe *l'esthétisation de la politique* qui caractérise le fascisme et une bonne partie de la culture européenne entre les guerres. Il n'est donc pas étonnant que les futuristes soient interventionnistes en 1914 et créent, au moment de l'entrée en guerre de l'Italie, une année plus tard, un bataillon motorisé qui monte au front en criant « Zang-Timb-Tuum⁶ ».

Mais c'est l'avant-garde tout entière, quelles que soient ses divisions politiques au début du conflit, qui, pendant la décennie antérieure, a exprimé les symptômes d'une fracture historique profonde dans la perception et la représentation du monde. Le cubisme de Braque et Picasso décompose les formes dans la peinture de même qu'Arnold Schönberg, Alban Berg et Anton von Webern brisent les harmonies classiques en jetant les bases de la musique atonale et dodécaphonique. Et pour l'historien Modris Eksteins, la première représentation du *Sacre du printemps* de Stravinski, au théâtre des Champs-Élysées, en mai 1913, marque le début d'une époque nouvelle⁷. Cette pièce – rebaptisée par les critiques « le massacre du printemps » – remet radicalement en question la vision traditionnelle du monde : par son primitivisme féroce et sauvage, elle renie les formes de la civilisation ; par son vitalisme elle se détache du rationalisme (ou peut-être le conquiert et le transforme), et par son rejet des conventions musicales (et des normes sociales) elle exprime une révolte de la subjectivité. Le scandale que suscite Stravinski ne fait qu'annoncer, avec une année d'avance, l'effondrement de l'ordre ancien. Nul hasard non plus si le peintre Fernand Léger voit dans les ruines de Verdun la mise en scène d'une réalité décomposée, fragmentée en mille morceaux. La guerre apparaît à ses yeux comme une sorte d'adéquation de la réalité aux représentations qu'en avait déjà données la peinture cubiste pendant les années précédentes. Fasciné par ce paysage de destruction qui « autorise toutes les fantaisies picturales », il abandonne l'art abstrait pour recréer des figures mécaniques⁸.

FÈVRE CHAUVINE

En août 1914, les déclarations de guerre suscitent dans toutes les capitales européennes une incroyable vague d'enthousiasme collectif. La fièvre nationaliste s'empare soudainement de la culture en gagnant tous les esprits, ou presque⁹. À Paris, l'Union sacrée est célébrée bien au-delà des partisans de l'Action française¹⁰. Le président, Raymond Poincaré, lance un appel aux membres de l'Académie française pour contribuer « avec leurs plumes » à l'effort patriotique. Les voix de Barrès et de Maurras se mêlent alors à celles des dreyfusards. De Gide à Proust, d'Anatole France à Claudel, de Durkheim à Bergson et Péguy, tous saluent la guerre comme une délivrance. L'historien « jacobin » Albert Mathiez y voit une prolongation de la levée en masse de 1792. En Belgique, le médiéviste Henri Pirenne rompt son amitié

avec son collègue allemand Karl Lamprecht. Outre-Rhin, le *Berliner Tagblatt* publie, en octobre 1914, un célèbre manifeste dans lequel quatre-vingt-treize savants de renommée mondiale, dont plusieurs prix Nobel, défendent la cause allemande comme celle de la *Kultur*. Il est signé par des personnalités comme le naturaliste Ernst Haeckel, le physicien Max Planck, l'historien Karl Lamprecht, le politologue Friedrich Naumann et le psychologue Wilhelm Wundt. Le philosophe de l'histoire Ernst Troeltsch veut « transformer les mots en baïonnettes¹¹ ». Le philosophe Max Scheler attribue à l'Allemagne la mission de « régénérer la civilisation¹² », alors que le poète Stefan George chante la gloire du guerrier. L'économiste Werner Sombart oppose l'esprit héroïque des Allemands (*Helden*) à l'esprit commerçant des Anglais (*Händler*)¹³. Quant à Thomas Mann, il idéalise l'empire des Hohenzollern en tant que réceptacle des valeurs de la *Kultur* allemande contre les tendances corruptrices de la *Zivilisation* moderne, mécanique et sans âme. Les « idées de 1914 » se dressent contre les principes de 1789, le point de départ d'une époque de « progrès » qui a épuisé les esprits et éloigné les hommes des valeurs les plus authentiques de l'existence : le courage, la virilité, le sacrifice, le combat, la gloire. Dans ses célèbres *Considérations d'un apolitique*, Thomas Mann affirme son « dégoût », en empruntant cette expression à Nietzsche, pour les principes des Lumières. La guerre lui apparaît comme la poursuite par les armes d'un combat qui a été amorcé depuis longtemps dans le domaine de la culture¹⁴. En Autriche, tous les grands savants, de Wittgenstein à Freud, se laissent emporter par la vague chauvine. En Russie, des ennemis du tsarisme comme le libertaire Kropotkine et le socialiste Plekhanov, ou encore des poètes tels Blok, Essenine et Maïakovski, s'engagent dans la croisade contre la « barbarie germanique ». Les nationalistes italiens, du socialiste Mussolini à l'impérialiste Enrico Corradini, du poète futuriste Filippo Tommaso Marinetti au « décadentiste » Gabriele D'Annunzio, invoquent la fin de la neutralité de leur pays et l'entrée en guerre contre l'Empire habsbourgeois pour libérer les terres *irredente* de Trente et Trieste¹⁵. « Aucun homme de lettres italien ayant l'autorité d'un Romain Rolland – a écrit à ce propos Norberto Bobbio – n'a eu le courage de se mettre *au-dessus de la mêlée*¹⁶. » L'Angleterre retrouve une passion politique que l'on croyait éteinte depuis la révolution puritaine de Cromwell et qui s'exerce désormais contre l'Allemagne. H. G. Wells, Thomas Hardy et l'écrivain populaire Chesterton se font les propagandistes de la croisade antiallemande¹⁷. Les personnalités du monde intellectuel qui parviennent à échapper à la vague chauvine sont bien rares : Karl Kraus à Vienne, Bertrand Russell à Londres, Henri Barbusse et Romain Rolland à Paris, Gramsci, à l'époque encore très peu connu, à Turin.

Mais l'ivresse patriotique s'épuise pendant la guerre. Car celle-ci révèle vite un visage fort différent de la mythologie qui avait envahi les rues des capitales européennes en août 1914 et que les responsables des grandes puissances, tous victimes de l'illusion d'une guerre de courte durée, avaient entretenue. Face à cette réalité, un grand nombre d'intellectuels abandonnent le nationalisme pour adhérer au pacifisme humaniste. L'itinéraire de Siegfried Kracauer, une des figures marquantes de la culture de l'Allemagne de Weimar, est assez exemplaire de cette mutation.

Après s'être enrôlé comme volontaire au début du conflit, il publie en 1915 dans les *Preussische Jahrbücher* un article intitulé « La guerre comme expérience vécue » qui restitue parfaitement le climat intellectuel de ces années-là. Sur un ton exalté, il salue la guerre comme la conclusion de la routine et de l'ennui de l'ère wilhelminienne et décrit le patriotisme en termes nietzschéens comme une sorte d'élan vital qui devrait permettre à l'Allemagne de s'émanciper des valeurs matérialistes d'un monde sans âme, sans dieu ni prophètes. Il exalte donc la guerre comme une expérience « rédemptrice » dans laquelle l'esprit se renforce par la « joie de combattre¹⁸ ». Pour le jeune Kracauer, elle n'a pas besoin de justifications sociales ou politiques car elle satisfait une exigence existentielle en lui offrant une expérience mystique, quasi religieuse. Mais en 1917 Kracauer a déjà abandonné cette rhétorique patriotique et écrit un article pour *Das Neue Deutschland* dans lequel il reconnaît sa déception. La guerre a montré sa vraie nature, celle d'une affreuse boucherie dans laquelle s'étale « la décomposition de plus en plus profonde de l'humanité européenne¹⁹ ». Ce changement de perspective n'est au fond que la version condensée d'un cheminement suivi par bien d'autres intellectuels européens.

L'écrivain viennois Stefan Zweig, qui a assisté aux manifestations joyeuses de cet été fatidique, a laissé la description la plus saisissante de la nationalisation des masses dont la Grande Guerre marque l'apogée. Bien que sceptique face à une « guerre fratricide », il ne peut pas rester insensible devant l'éclosion d'une telle communion mystique. Dans ses mémoires, il a souligné la différence frappante entre ce climat et celui dans lequel fut accueilli, vingt-cinq ans plus tard, l'éclatement de la Deuxième Guerre mondiale. « Une rapide excursion au pays romantique, une aventure sauvage et virile : c'est de ces couleurs que la guerre se peignait en 1914 dans l'imagination de l'homme du peuple, et les jeunes gens avaient même sérieusement peur de manquer, dans leur vie, une expérience aussi merveilleuse et excitante. C'est pourquoi ils se pressaient en tumulte autour des drapeaux ; c'est pourquoi ils chantaient et poussaient des cris de joie dans les trains qui les menaient à l'abattoir. Les flots rouges d'un sang sauvage et enfiévré battaient dans les veines de tout l'empire. Mais la génération de 1939 connaissait la guerre. Elle ne s'illusionnait plus. Elle savait que la guerre n'était pas romantique mais barbare²⁰. »

L'illusion sera donc de courte durée. Dès 1916, dans son pamphlet antipatriotique *Au-dessus de la mêlée*, Romain Rolland dénonce le conflit comme un carnage d'où « l'Europe sortira mutilée²¹ ». Les pages les plus fortes contre ce massacre sont dues à la plume d'une des rares personnalités qui, au sein du mouvement socialiste international, se sont opposées au vote des crédits de guerre. Rosa Luxemburg, révolutionnaire polonaise transplantée à Berlin, n'a pas vécu les manifestations d'août 1914 comme l'explosion d'une joie contagieuse ; elles lui sont apparues comme une vague d'hystérie collective dans laquelle on pouvait déceler « un climat de meurtre rituel, une atmosphère de Kishinev²² ». La guerre a révélé le vrai visage de la société bourgeoise, « souillée, déshonorée, pataugeant dans le sang, couverte de crasse ». Une fois tombée la façade de la civilité et de l'éthique, de la paix et du droit, elle montre sa vraie nature, celle d'une « bête fauve » dansant le « sabbat de

l'anarchie », en soufflant « un miasme pestilentiel sur la civilisation et l'humanité²³ ». Sans faire preuve de la même indignation, Franz Kafka est également immunisé contre le virus nationaliste. Le 6 août 1914, il note, dans les pages de son journal : « Défilé patriotique. Discours du bourgmestre. [...] J'assiste à cela avec mon regard méchant. Ces défilés sont l'un des plus répugnants phénomènes qui accompagnent accessoirement la guerre²⁴. »

CHAMP D'HONNEUR ET ABATTOIR

Entre 1914 et 1918, les sentiments basculent de l'idéalisation aveugle et de l'enthousiasme immodéré à l'effroi et l'horreur. D'une part, la guerre marque le triomphe d'une conception de l'honneur et de l'héroïsme qui s'exprime dans la devise « mourir pour la patrie » et culmine en août 1914. C'est d'ailleurs en ayant à l'esprit le souvenir de ces journées d'ivresse patriotique que, bien plus tard, l'historien Ernst Kantorowicz en retracera la généalogie dans l'Europe médiévale. D'autre part, la Première Guerre mondiale détruit le mythe de la mort au champ d'honneur en dévoilant les horreurs du massacre technologique et de la mort anonyme de masse. La légende de la guerre héroïque est symbolisée, dès les premiers mois de combat, par Langemarck, le village des Flandres que les soldats allemands auraient conquis, en novembre 1914, en chantant l'hymne national, au prix d'énormes pertes²⁵. Le soldat de Langemarck est la parfaite incarnation du héros : beau, idéaliste, viril, généreux, courageux et prêt au sacrifice. Un tel héros ne peut craindre la mort qui, au contraire, le glorifie. Selon le code d'honneur inauguré par les guerriers homériques, la mort est le prix à payer pour atteindre la gloire (*kleos*). Mais cette gloire obtenue au prix du sacrifice suprême est une valeur qui transcende la vie elle-même, car elle est éternelle et confère au martyr un statut d'immortalité²⁶. Son sacrifice se charge ainsi d'une aura qui le situe dans un espace intermédiaire entre le profane et le religieux²⁷. La patrie reconnaissante ne pourra pas l'oublier ; elle lui érigea des monuments et en évoquera la mémoire dans ses cérémonies. Le sociologue Max Weber, un de ceux qui se laissèrent emporter par la vague chauvine, est sans doute un des derniers savants européens à adhérer au mythe de la mort au champ d'honneur. Il essaie de le conceptualiser en 1915, au moment même où il est en train de s'effondrer. Dans ses *Considérations intermédiaires*, il constate d'abord le « pathos » et le « sentiment communautaire » que la guerre crée chez les combattants, en les poussant à faire « don de soi » et à réaliser « une communauté inconditionnelle dans le sacrifice ». En saisissant la nature de la guerre comme croisade séculière, il souligne la force irrésistible d'un tel sentiment, « en regard de quoi les religions ne peuvent rien offrir d'équivalent, en général, sinon dans les communautés de héros reposant sur l'éthique de la fraternité ». L'élément essentiel qui soude cette communauté guerrière se trouve dans la sacralisation de la mort, par laquelle le soldat peut donner à son existence un sens unique et profond. Irréductible à la mort ordinaire, naturelle, qui s'inscrit dans la continuité des sociétés et permet la transmission des expériences d'une génération

à l'autre, la mort au champ de bataille possède un sens particulier et sublime, puisqu'elle entre en harmonie avec la « vocation » (*Beruf*) du soldat. Selon Weber, « ce caractère extraordinaire de la fraternité et de la mort à la guerre » constitue un phénomène moderne et séculier « que le combat partage avec le charisme sacré et l'expérience de la communauté avec Dieu²⁸ ».

Ces mots précèdent de quelques mois la bataille de la Somme, qui se solde par un million de victimes. Inaugurée par le mythe de la mort héroïque, la Grande Guerre s'achève par les commémorations du « Soldat inconnu ». Celui-ci représente les innombrables victimes d'un conflit dans lequel l'acte de tuer se transforme en opération mécanique et où la mort prend le caractère d'une expérience collective, anonyme, sans qualité. En somme, une mort « mécaniquement reproductible » à laquelle on a ôté à jamais son « aura », dans la boue des tranchées. Tiré au sort parmi plusieurs cadavres défigurés et méconnaissables, le « Soldat inconnu » incarne, selon Roger Caillois, la « fin de la guerre héroïque²⁹ ». Les monuments qui lui sont dédiés se multiplient en Europe dans l'après-guerre. Ils marquent une rupture avec la vision romantique de la mort cultivée par le nationalisme du ^{xix}^e siècle, en délaissant la notion de sacrifice individuel héroïque au profit de celle d'holocauste collectif. Avec la Grande Guerre advient donc le basculement entre ces deux images antinomiques : la figure du héros est remplacée par celle du « Soldat inconnu », la mort au champ d'honneur par la mort à l'abattoir. L'épisode délirant qui se déroule au début de la bataille de la Somme, où les soldats britanniques tombent par milliers, fauchés par les mitrailleuses allemandes, alors qu'ils avancent en rangs compacts, sans aucune protection, au son des cornemuses, en faisant sauter une balle de rugby, témoigne du fossé infranchissable qui s'est creusé entre la vision traditionnelle de la guerre et la réalité de la guerre totale. C'est un fossé entre la modernisation de la société et la persistance de mentalités anciennes particulièrement tenaces au sein des hiérarchies militaires, formées par des élites aristocratiques et placées à la tête d'armées de masse. Comme l'écrit Dan Diner, la guerre n'est plus seulement un conflit entre armées, elle est devenue « une guerre entre l'homme et la machine³⁰ ». Du champ d'honneur à l'abattoir, c'est une véritable mutation anthropologique qui s'est opérée au sein de l'Europe³¹. Tel est le constat très lucide de Kantorowicz en conclusion de son essai généalogique sur l'idée de « mourir pour la patrie » (*pro patria mori*). Celle-ci semble avoir triomphé en 1914, lorsque la vision chrétienne de l'auto-immolation du guerrier pour la foi, l'Église et le roi, a trouvé sa forme sécularisée dans le sacrifice du soldat sur l'autel du *corpus mysticum* de la nation. Avec l'avènement de la guerre totale, cependant, l'État a imposé au soldat de mourir sans lui offrir ni ersatz émotionnel ni postérité glorieuse pour le don de sa vie. Avec ses dispositifs impersonnels d'extermination technologique, la Deuxième Guerre mondiale parachève le désenchantement de la mort. Une fois « dépouillé de toute idée embrassant l'*humanitas*, fût-elle Dieu, roi ou patrie », conclut Kantorowicz, le sacrifice des soldats et des civils n'a plus rien de noble. Il n'est plus qu'un « meurtre de sang-froid³² ».

On pourrait illustrer cette métamorphose à l'aide de deux passages singulièrement

antinomiques rédigés pendant et après la guerre par l'historien Marc Bloch et par l'écrivain Louis-Ferdinand Céline. Le premier passage est un plaidoyer patriotique inspiré par un sentiment tragique et solennel de l'honneur, le second un rejet de la guerre qui donne lieu à une apologie sarcastique de la lâcheté. Le 1^{er} juin 1915, juste avant de regagner le front après une période de convalescence à Paris, Marc Bloch écrit une lettre à ses proches anticipant sa mort. « Je suis mort volontairement pour une cause que j'aimais ; j'ai fait en partant le sacrifice de moi-même ; c'est la plus belle des fins. Je mentirais en disant que je ne regrette pas la vie ; je serais injuste envers vous qui me l'avez faite si douce ; mais vous m'avez appris à mettre certaines choses au-dessus de la vie même. [...] Moi je suis mort sûr de la victoire et heureux – oui vraiment heureux, je le dis dans toute la sincérité de mon âme – de verser mon sang³³. »

Après la guerre, cette rhétorique suscitera la moquerie de Céline qui fait de Bardamu, le héros de son *Voyage au bout de la nuit*, l'antithèse parfaite du soldat prêt à mourir pour la patrie. Interné dans un hôpital psychiatrique, Bardamu se livre à un éloge outrancier de la lâcheté : « – Oh, vous êtes donc tout à fait lâche, Ferdinand. Vous êtes répugnant comme un rat... – Oui, tout à fait lâche, Lola, je refuse la guerre et tout ce qu'il y a dedans [...] et c'est moi qui ai raison, parce que je suis le seul à savoir ce que je veux : je ne veux plus mourir. – Mais c'est impossible de refuser la guerre, Ferdinand ! Il n'y a que les fous et les lâches qui refusent la guerre quand la patrie est en danger... – Alors vivent les fous et les lâches ! Ou plutôt survivent les fous et les lâches ! Vous souvenez-vous d'un seul nom par exemple, Lola, d'un de ces soldats tués pendant la guerre de Cent Ans ?... Non, n'est-ce pas ?... Vous n'avez jamais cherché ? Ils vous sont aussi anonymes, indifférents et plus inconnus que le dernier atome de ce presse-papiers devant vous, que votre crotte du matin³⁴... »

La vision de la guerre comme abattoir est esquissée par Churchill, au début des années 1920, dans une conférence qui frappe par sa lucidité et sa force. Il y décrit la Première Guerre mondiale comme une horrible blessure infligée à la civilisation européenne, dans un passage d'autant plus significatif qu'il émane d'un politicien conservateur passé par une carrière militaire, un représentant de l'impérialisme libéral qui réfléchit sur l'état du monde qu'il a contribué à accoucher. « La Grande Guerre que nous venons de traverser s'est différenciée de toutes les guerres anciennes par la monstrueuse puissance de feu des adversaires comme par leurs terrifiants moyens de destruction, et de toutes les autres guerres modernes par l'extrême brutalité avec laquelle les opérations ont été conduites. Les peurs de toutes les époques s'y sont concrétisées ; non seulement celles des armées, mais celles des populations entières y ont été engagées [...]. Ni armistices ni trêves n'ont adouci la confrontation entre les armées. Des blessés ont péri entre les lignes ennemies, les morts ont engraisé les champs. Navires de commerce, navires neutres, navires-hôpitaux ont été envoyés par le fond et ont péri corps et biens. On s'est donné toutes les peines du monde pour réduire des populations entières par la faim, sans considérations d'âge ni de sexe. Des villes et des monuments culturels ont été ravagés par l'artillerie. Des gaz empoisonnés ont asphyxié ou brûlé les soldats, le feu

du phosphore a dévoré leurs corps. Des hommes sont tombés du ciel en flammes, d'autres sont morts lentement, asphyxiés dans les poches d'air des navires coulés. La taille des armées n'a eu d'autre limite que celle de la population des pays correspondants. L'Europe et une grande partie de l'Asie et de l'Afrique se sont transformées en un immense champ de bataille ravagé, qui a vu s'engloutir non pas des armées, mais des nations entières. En dernière analyse, la torture et le cannibalisme sont les seuls moyens auxquels les États civilisés, scientifiquement cultivés et chrétiens ont renoncé, uniquement parce qu'ils étaient d'une utilité problématique³⁵. »

Le paysage apocalyptique qui se dégage de cette description n'est plus celui d'une guerre classique, d'une guerre entre États, c'est celui d'une guerre *totale* qui engloutit les nations, dans laquelle les armées anéantissent les populations civiles et où il n'y a, tout simplement, plus de règles sinon celle de la destruction complète de l'ennemi. Bref, c'est bien une guerre civile à l'échelle d'un continent.

¹ Cf. Daniel Pick, *War Machine. The Rationalization of Slaughter in the Modern Age* New Haven, Yale University Press, 1993, p. 79-81.

² Cf. Herbert George Wells, *La Guerre des mondes*, Paris, Gallimard, 1998.

³ Cf. Émile Zola, *La Bête humaine*, Paris, Gallimard, 2001 ; et Daniel Pick, *War Machine*, *op. cit.*, p. 106.

⁴ Giovanni Papini, « La vita non è sacra », *Lacerba*, I, n° 20, 1913, p. 208, cité in Mario Isnenghi, *Il mito della Grande Guerra da Marinetti a Malaparte*, Bari-Rome, Laterza, 1970, p. 94.

⁵ Cf. Jeffrey Herf, *Reactionary Modernism. Technology, Culture and Politics in Weimar and the Third Reich*, New York, Cambridge University Press, 1984.

⁶ Cf. Renzo De Felice (éd.), *Futurismo, cultura e politica*, Turin, Fondazione Giovanni Agnelli, 1988.

⁷ Cf. Modris Eksteins, *Rites of Spring*, *op. cit.*, p. 10-16.

⁸ Cf. Philippe Dagen, *Le Silence des peintres. Les artistes face à la Grande Guerre*, Paris, Fayard, 1996, p. 173-183.

⁹ Voir Wolfgang Mommsen, « Der Erste Weltkrieg und die Krise Europas », in Gerhard Hirschfeld, Gerd Krumeich et Irina Renz (éd.), *Keiner fühlt sich hier mehr als Mensch... Erlebnis und Wirkung des Ersten Weltkrieges*, Essen, Klartext, 1993, p. 30-52.

¹⁰ Sur la France, cf. Christophe Prochasson et Anne Rasmussen, *Au nom de la patrie. Les intellectuels et la Première Guerre mondiale (1910-1919)*, Paris, La Découverte, 1996 ; et Martha Hanna, *The Mobilization of the Intellect. French Scholars and Writers During the Great War*, Cambridge, Harvard University Press, 1996. Quelques indications in Michel Winock, *Le Siècle des intellectuels*, Paris, Seuil, 1997, chap. 15.

¹¹ Cité in Roland N. Stromberg, *Redemption by War. The Intellectuals and 1914*, Lawrence, The Regent Press of Kansas, 1982, p. 137.

¹² Max Scheler, *Der Genius des Krieges und der Deutsche Krieg* Leipzig, Weissen Bücher, 1915, p. 65. Sur la mobilisation nationaliste de l'intelligentsia allemande, cf. Kurt Flasch, *Die geistige Mobilmachung. Die deutsche Intellektuellen und der Erste Weltkrieg*, Berlin, Alexander Fest Verlag, 2000.

¹³ Werner Sombart, *Händler und Helden*, Munich-Leipzig, Duncker & Humblot, Leipzig, 1915. Sur Sombart pendant la Grande Guerre, cf. Arthur Mitzman, *Sociology and Estrangement. Three Sociologists of Imperial Germany*, Nouveau Brunswick, Transaction Books, 1987, p. 254-264.

¹⁴ Thomas Mann, *Considérations d'un apolitique*, Paris, Grasset, 2002. Sur Mann et la guerre, cf. Eckart Koester, « "Kultur" versus "Zivilisation". Thomas Mann Kriegspublizistik als weltanschaulich-ästhetische Standortsuche », in Wolfgang Mommsen (éd.), *Kultur und Krieg. Die Rolle der Intellektuellen, Künstler und Schriftsteller im Ersten Weltkrieg*, Munich, Oldenbourg, 1996, p. 249-258.

¹⁵ Cf. Mario Isnenghi, *Il mito della Grande Guerra*, *op. cit.*

¹⁶ Norberto Bobbio, *Profilo ideologico del Novecento*, Milan, Garzanti, 1990, p. 129.

¹⁷ Cf. Roland N. Stromberg, *Redemption by War*, *op. cit.*

¹⁸ Siegfried Kracauer, « Vom Erleben des Krieges », *Schriften 5.1*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 1990

p. 21.

[19](#) Siegfried Kracauer, « Max Scheler. Krieg und Aufbau », *ibid.*, p. 27. Sur l'évolution de Kracauer, assez symptomatique de tout un courant intellectuel allemand, voir Enzo Traverso, *Siegfried Kracauer. Itinéraire d'un intellectuel nomade*, Paris, La Découverte, 1994, p. 18 sq.

[20](#) Stefan Zweig, *Le Monde d'hier. Souvenirs d'un Européen*, Paris, Belfond, 1993, 281.

[21](#) Romain Rolland, *Au-dessus de la mêlée*, Paris, Albin Michel, 1970.

[22](#) Rosa Luxemburg, « Die Krise der Sozialdemokratie », *Gesammelte Werke*, Bd. 4, Berlin, Dietz Verlag 1990, p. 52.

[23](#) *Ibid.*, p. 53.

[24](#) Franz Kafka, *Journal*, Paris, Grasset, 1954, p. 385.

[25](#) Cf. Bernd Hüppauf, « Schlachtenmythen und die Konstruktion des "Neuen Menschen" » in Gerhard Hirschfeld, Gerd Krumeich et Irina Renz (éd.), *Keiner fühlt sich hier mehr als Mensch*, op. cit., p. 43-84, et George L. Mosse, *Fallen Soldiers. Reshaping the Memory of the World Wars*, New York, Oxford University Press, 1990, p. 70-73.

[26](#) Cf. Antonio Scurati, *Guerra. Nazioni e culture nella tradizione occidentale*, Rome, Donzelli, 2003, p. 52.

[27](#) Cf. Éric Desmons, *Mourir pour la patrie ?*, Paris, Presses Universitaires de France, 2001, p. 30.

[28](#) Max Weber, « Considérations intermédiaires » (1915), *Sociologie des religions*, Paris, Gallimard, 1996, p. 426-427.

[29](#) Roger Caillois, « Le vertige de la guerre », *Quatre essais de sociologie*, Paris, Perrin, 1951, p. 107.

[30](#) Dan Diner, *Das Jahrhundert verstehen*, op. cit., p. 40.

[31](#) George Mosse, *Fallen Soldiers*, op. cit., p. 160.

[32](#) Ernst Kantorowicz, « Mourir pour la patrie (*pro patria mori*) dans la pensée politique médiévale », *Mourir pour la patrie et autres essais*, Paris, Presses Universitaires de France, 1984, p. 139-141.

[33](#) Marc Bloch, « Lettre d'adieu », *L'Histoire, la Guerre, la Résistance*, Paris, Quarto/Gallimard, 2006, p. 188.

[34](#) Louis-Ferdinand Céline, *Voyage au bout de la nuit*, Paris, Gallimard, 1972, p. 65-66. Voir à ce propos Éric Desmons, *Mourir pour la patrie ?*, op. cit., p. 97-98.

[35](#) Ce passage de Churchill (*The World Crisis 1911-1918*, New York, MacMillan, 1942, p. 19-20) a retenu l'attention de plusieurs historiens : George Lichtheim, *Europe in the Twentieth Century*, New York, Praeger Publishers, 1972, p. 105-106, et Hagen Schulze, *État et nation dans l'histoire de l'Europe*, Paris, Seuil, 1996, p. 300.

Imaginaires de la violence

PEUR

« Géante à la face effarée, sœur de la Mort, la Peur est notre reine et nul n'échappe à sa puissance. L'arrière a dit assez de sottises sur la peur pour qu'on doive leur rappeler que le poilu intrépide est un mythe¹. » Ce témoignage du soldat Jean Maro¹ est cité par Jean Norton Cru, dans son extraordinaire enquête de 1929 sur la mémoire de la Grande Guerre, comme preuve de l'inexistence de la guerre héroïque. Bien qu'elle découle d'une menace impersonnelle et mécanique plutôt que d'un ennemi en chair et en os, la peur de la mort violente est toujours présente et nul n'y échappe.

« Alors il ouvre les yeux. Il m'a sans doute entendu et il me regarde avec une expression de terreur épouvantable. Le corps est immobile, mais dans les yeux se lit un désir de fuite si intense que je crois un instant qu'ils auront la force d'entraîner le corps avec eux, de faire des centaines de kilomètres rien que d'une seule secousse. Le corps est immobile, tout à fait calme et, à présent, silencieux ; le rôle s'est tu, mais les yeux crient et hurlent ; en eux, toute la vie s'est concentrée en un effort extraordinaire pour s'enfuir, en une horreur atroce devant la mort, devant moi². » Ainsi Erich Maria Remarque décrit-il la peur de l'ennemi mourant dans *À l'ouest rien de nouveau* (1928), son célèbre roman autobiographique sur la Grande Guerre. Avec leur hantise, poursuit-il, la violence et la mort détruisent les réflexes acquis dans la vie civile. Tout sentiment de solidarité semble érodé chez des êtres humains en lutte pour leur survie : « C'est à peine si nous nous reconnaissons lorsque l'image d'autrui tombe dans notre regard de bête traquée. » Les soldats ne sont plus que « des morts insensibles qui, par un stratagème et un ensorcellement dangereux, sont encore capables de courir et de tuer³ ».

« On est puceau de l'horreur comme on l'est de la volupté », constate Ferdinand Bardamu, le héros du *Voyage au bout de la nuit* de Céline, en réalisant que, contre toute attente, la guerre dans laquelle il s'est engagé comme volontaire est une véritable « croisade apocalyptique⁴ ». Dans ses *Orages d'acier* (1920), Ernst Jünger décrit la peur du soldat dans sa tranchée comme « un froid étrange, un froid de nature toute spirituelle ». Le danger fait frissonner le soldat et ce tressaillement, ajoute-t-il, « devient plus fort quand, plus loin que le réseau des barbelés, on pénètre dans le *no man's land*, en proie à un malaise léger qui fait claquer les dents⁵ ». Une vaste littérature de témoignage désigne un trait majeur de l'expérience partagée par les soldats de la Grande Guerre : la sensation terrible et écrasante de la présence de la mort au quotidien. Dans son grand ouvrage sur la guerre de 14 vécue par les classes subalternes, Antonio Gibelli cite la lettre d'un soldat à ses parents, datée du jour de

carnaval 1916. Il se souvient des bals de cette fête traditionnelle, mais maintenant c'est avec la camarade qu'il a l'impression de danser : « Je me trouve ici près de la mort, qui à chaque instant me passe à côté⁶ ».

Les attaques étaient synchronisées. Dans chaque tranchée, un gradé procédait au compte à rebours, jusqu'à zéro, puis les soldats grimpaient dans le *no man's land*. En quelques heures, le feu des mitrailleuses ennemies pouvait les tuer par milliers. Attendant l'ordre de sortie, ils vivaient des moments terribles pendant lesquels l'angoisse augmentait, faisant trembler leurs mains, plier leurs genoux, claquer leurs dents, tandis que le sang leur montait à la tête. Ceux qui restaient paralysés par la peur et ne trouvaient pas la force de sauter dehors étaient menacés et souvent tués par la police militaire : une punition nécessaire afin d'imposer le respect des ordres et d'empêcher d'éventuelles mutineries. Selon le témoignage d'un soldat anglais, ils étaient littéralement terrifiés : « Certains toussaient, certains vomissaient, d'autres chantaient ou criaient, c'était terrible. » Les horribles blessures infligées par les armes mécaniques étaient connues de tous les hommes qui vivaient dans les tranchées. Le massacre technologique produisait des milliers de cadavres méconnaissables, c'est-à-dire des « soldats inconnus », les symboles de la guerre totale.

Les tranchées et le champ de bataille furent le lot d'une génération, mais cette expérience traumatique, n'étant pas transmissible, ne pouvait être intégrée dans un continuum historique nouant le fil des générations et consolidant le sentiment d'une culture héritée. Walter Benjamin a fait de ce vécu singulier (*Erlebnis*) le point de départ de sa réflexion sur le déclin du narrateur dans les sociétés modernes, une figure dont le récit suppose précisément une expérience transmissible (*Erfahrung*), fondatrice de la tradition d'une communauté susceptible de puiser dans le passé les éléments qui tissent la trame de son existence dans le présent. La mort violente, industrialisée et anonyme de la guerre moderne s'oppose à la mort familière des sociétés archaïques vue comme un fait naturel, susceptible de prendre, aux yeux des vivants, « une valeur hautement exemplaire ». Benjamin rappelle la représentation qu'en donne la peinture du Moyen Âge, « où le lit des morts est devenu un véritable trône, vers lequel tout un peuple afflue à travers les portes grandes ouvertes de la maison mortuaire⁷ », pour indiquer que cette perception du trépas constitue la source de l'autorité du narrateur. « C'est surtout chez le mourant que prend forme communicable non seulement le savoir ou la sagesse d'un homme, mais au premier chef la vie qu'il a vécue, c'est-à-dire la matière dont sont faites les histoires. De même qu'au terme de son existence, il voit défiler intérieurement une série d'images – visions de sa propre personne, dans lesquelles, sans s'en rendre compte, il s'est lui-même rencontré –, ainsi, dans ses expressions et ses regards, surgit soudain l'inoubliable, qui confère à tout ce qui a touché cet homme l'autorité que revêt aux yeux des vivants qui l'entourent, à l'heure de la mort, même le dernier des misérables. C'est cette autorité qui est à l'origine du récit⁸. »

Benjamin poursuit son analyse en caractérisant la Grande Guerre comme un

moment de rupture dans lequel le vécu corporel de la mort dans la « bataille de matériel » ne peut plus être restitué par le récit ni évoqué sous une forme épique, laissant ses témoins abandonnés à eux-mêmes. « Une génération qui était encore allée à l'école en tramway hippomobile se retrouvait à découvert dans un paysage où plus rien n'était reconnaissable, hormis les nuages et, au milieu, dans un champ de forces traversé de tensions et d'explosions destructrices, le minuscule et fragile corps humain⁹. »

L'expérience de la mort violente dans la guerre moderne n'est pas seulement intransmissible, elle est aussi irreprésentable, comme l'ont remarqué les historiens de l'art qui ont analysé la peinture consacrée à la Grande Guerre. Philippe Dager note le hiatus profond qui existe entre les témoignages, souvent crus et terriblement réalistes, des peintres mobilisés sur les lignes du front, et leurs œuvres, presque toujours incapables de restituer l'horreur de l'expérience vécue. Leurs tableaux esquissent les contours d'une « guerre cubiste » dominée par la technologie, les machines et l'acier, ou bien ils montrent un paysage de ruines d'où se dégage un message pacifiste qui ne donne pas à voir, même de loin, la violence du massacre à la chaîne. C'est ainsi que « la Grande Guerre marque la rupture entre histoire contemporaine et peinture¹⁰ ». Parmi les rares exceptions, on pourrait évoquer les aquarelles et quelques toiles peintes par Otto Dix pendant la guerre, montrant des soldats agonisants dans leurs tranchées. Elles sont beaucoup plus frappantes qu'un tableau assez conventionnel comme le *Triptyque de la guerre*, qu'il réalise à la fin des années 1920.

La photographie et le cinéma des années de guerre n'échappent pas à cette règle qui, imposée cette fois-ci par la censure des états-majors, était souvent intériorisée par les soldats comme un devoir de décence et de pudeur préservant leur dignité. Dans les photos réalisées par Marc Bloch en Argonne en 1915, on ne voit ni morts ni blessés, seulement la vie dans les tranchées et les paysages éventrés par les obus¹¹. Le sang coulait bien davantage dans les mélodrames du cinéma muet que dans les films consacrés à la guerre. En 1919, le critique italien Pier Antonio Gariazzo soulignait avec force cette occultation de la violence à l'écran, toujours évoquée par des métaphores, des allusions ou des sublimations édulcorées et jamais présentée dans sa réalité la plus crue : « Nous voyons nos soldats héroïques qui sautent des tranchées, nous voyons l'assaut à la baïonnette. [...] Nous ne sentons pas cette puanteur de cadavre diffusée, permanente, implacable qui imprègne l'air partout, mélangée à l'odeur un peu rancie de la tambouille¹². » De même, écrivait-il avec un humour froid et décapant, que la rhétorique patriotique exaltait une « belle mort » au champ d'honneur et non pas « une belle double amputation », les films restaient très discrets sur les formes concrètes de la souffrance physique et psychologique des soldats. « Nous ne pourrions jamais voir à l'écran l'angoisse terrible qui oblige un homme simple [...] à vivre en attendant la mort imminente dans une tanière creusée dans la terre, ou dans un trou dans le rocher, ou derrière son canon¹³. » Immédiatement utilisé par les gouvernements comme une arme de propagande, le cinéma va devenir au cours du conflit le refuge privilégié d'une armée et d'une

population civile qui veulent fuir, le temps d'une projection, les préoccupations du quotidien. Selon Gian Piero Brunetta, les salles de cinéma furent les lieux où l'on tentait d'« exorciser la mort¹⁴ ».

Après la Première Guerre mondiale, la mort ne sera plus racontée ni représentée par un récit ou des images de deuil l'inscrivant dans le flux ininterrompu d'une histoire naturelle. Là aussi, la Grande Guerre marque une césure historique, elle brise la continuité des expériences de vie et transforme le paysage mental des sociétés européennes. Les repères se brouillent, la tradition apparaît détruite, l'ordre ancien effondré. Si la violence de guerre reste, pour les soldats, une expérience vécue singulière et à plusieurs égards incommunicable, la peur de la mort qui l'accompagne semble envahir le monde issu du conflit. Là réside, pourrait-on dire avec George L. Mosse, un des traits de la *brutalisation* des sociétés européennes soumises au traumatisme de la Première Guerre mondiale¹⁵. Étrangement, peu de travaux ont recherché les traces laissées par les sentiments et les émotions qui accompagnent l'irruption de la violence dans la société, dans la lutte politique et dans le langage. La peur surgie au ^{xx}e siècle dans un monde ravagé par les guerres totales, le massacre industriel et les villes bombardées n'a pas encore trouvé son historien. Il n'y a rien de comparable à l'étude de Jean Delumeau sur la peur chrétienne de la « cité assiégée », lorsque la vie des hommes était dominée par la crainte de Satan, du Jugement dernier et des guerres de Religion¹⁶. Pour combler cette lacune, Joanna Bourke propose de faire appel à l'« *æsthésiologie* » (du grec *aesthesis*), c'est-à-dire la connaissance des sensations et des émotions dans un monde sécularisé qui a tendance à privilégier les traitements « anesthésiques » visant à neutraliser les sensations. Il faudrait donc, dans cette perspective, sonder la culture des sociétés d'après-guerre en retraçant l'« histoire des réactions corporelles et émotionnelles au monde extérieur¹⁷ ». Cela vaut tout d'abord pour la peur de la mort, plus précisément la peur de la mort violente, qui tараude profondément l'Europe des années 1920 et 1930. À certains égards, cette analyse révèle les contradictions du processus de civilisation, qui conduit à la fois à la rationalisation des pratiques sociales et à l'autocontrôle des pulsions individuelles : d'un côté, la rationalité moderne des technologies destructrices et des armées de masse ; de l'autre, les émotions cachées d'un monde social défiguré par la violence.

Ce sentiment de peur n'est pas toujours explicite. Le plus souvent, il hante les esprits comme une angoisse diffuse et insaisissable, sans remonter à la surface. Il reste sous-jacent à un monde qui garde une apparence de civilité et dont l'histoire, nous expliquait Lucien Febvre en 1941, est celle d'un « refoulement, plus ou moins lent, de l'activité émotionnelle par l'activité intellectuelle¹⁸ ». Il est la face cachée des innombrables monuments aux morts que l'on érige sur tout le continent, des autels majestueux au centre des grandes capitales jusqu'aux petites statues et aux plaques commémoratives sur la place des villages, symboles d'une mémoire populaire qui reconnaît le sacrifice des vaincus. Un trait commun de ces monuments aux morts, dans tous les pays – Reinhart Koselleck l'a pertinemment remarqué – tient au fait qu'ils « éludent volontiers le phénomène concret de la mort¹⁹ ». Ils véhiculent des

valeurs morales, célèbrent la patrie et glorifient l'héroïsme des combattants. Parfois, comme dans le cas de la sculpture réalisée par Käthe Kollwitz pour le cimetière de guerre allemand de Vladslo, en Belgique, ils peuvent représenter le deuil, en montrant des parents pleurant sur la tombe de leurs fils. Plus rarement, c'est le cas du monument de Casamassima, un village italien près de Bari, ils peuvent évoquer la mort d'une façon plus explicite, en montrant un cadavre sur lequel se penche un ange – une *mater dolorosa* ailée – qui lui apporte une couronne. Mais l'image de la mort violente, l'expérience la plus universellement partagée par les combattants, reste invisible. Constamment exorcisée, sublimée par l'image d'Épinal de la guerre héroïque, elle est en quelque sorte sacralisée. Même les films les plus antimilitaristes l'évoquent par des métaphores ou des images de transcendance, comme dans la scène finale de *J'accuse !* d'Abel Gance (1919), où l'on voit les soldats tombés se lever de leurs sépultures pour dénoncer les États responsables de leur sacrifice inutile.

L'historiographie – notamment les travaux de Philippe Ariès – a souvent souligné la tendance à la privatisation de la mort dans les sociétés modernes. Non plus acceptée comme un aspect inéluctable et naturel de l'existence, c'est-à-dire comme un moment qui rythme la vie d'une communauté, elle est regardée avec horreur comme une perte irréparable, la source d'une souffrance et d'un deuil soustraits à l'espace public et repliés dans la sphère intime des individus²⁰. Un effet majeur de cette privatisation de la mort réside dans son isolement : elle est d'abord médicalisée dans l'espace familial, puis reléguée dans des cimetières désormais clôturés et éloignés des centres urbains. Par conséquent, le deuil se transforme en une pratique individuelle. Or, il est évident que la Grande Guerre rompt avec cette tendance qui s'était approfondie tout au long du ^{xix}^e siècle. L'intolérance moderne à l'égard de la mort cède alors la place à son appropriation publique sous forme de commémorations ritualisées qui soudent la communauté nationale autour de ses enfants tombés au combat. Ces pratiques collectives du deuil s'inscrivent dans le processus, très bien décrit par George L. Mosse, de « nationalisation des masses » et de transformation du nationalisme en une *religion civile* du monde sécularisé. Les millions de morts de la guerre prennent ainsi les traits de victimes sacrificielles d'un holocauste offert à la patrie. Mais cette réappropriation collective de la mort suppose toujours l'exorcisation de ses modalités, de ses formes, de sa phénoménologie. On ne peut montrer la mort en guerre comme la peinture d'autrefois représentait le mourant dans son lit.

Les traces de la violence sont pourtant bien visibles dans les sociétés d'après-guerre. Les peintres allemands de l'époque de Weimar restituent l'image d'un monde ravagé, défiguré, brutalisé. Max Beckmann, Ludwig Meidner, Otto Dix et George Grosz nous montrent des scènes de meurtre, des villes peuplées par des déchets humains, des corps rongés par la maladie, des mutilés aux coins des rues qui rappellent de près les photographies de Gueules cassées [fig. 1]. Dans un essai fort perspicace sur Grosz, Günther Anders lui attribue le génie d'avoir réinterprété le genre pictural classique de la « nature morte », après la guerre, en en créant un

nouveau : la « nature assassinée ». Dans l'histoire de la peinture, les « natures mortes » ont toujours représenté des objets inanimés, froids, soustraits au « tissu de la vie humaine ». Les aquarelles et les tableaux de Grosz, eux, représentent des paysages dominés par l'horreur où la mort n'est jamais naturelle. Sauf, ajoute Anders, si on entend l'adjectif « naturelle » au sens hobbesien, c'est-à-dire en inscrivant la mort dans un univers où le fait d'« être tué » (*Getötet-sein*) devient « la plus naturelle et la plus répandue des modalités de l'être²¹ ». Il suffit, pour prendre la mesure de la mutation provoquée par la Grande Guerre, de comparer deux célèbres représentations picturales de la mort réalisées en Allemagne, l'une avant et l'autre après 1914. *La Mort dans la chambre de la malade* (*Der Tod im Krankenzimmer*), peint par Edvard Munch à Berlin en 1893, est un tableau dominé par le silence [fig. 2]. L'attitude des différents personnages exprime le chagrin et l'affliction d'une famille qui, réunie autour du lit d'une malade, en accompagne l'agonie. Certains sont en train de prier. Le sentiment qui se dégage de cet ensemble est celui d'une résignation et d'une douleur intériorisées, dans un décor austère de dignité, d'honorabilité et de respectabilité typiques d'une famille bourgeoise du ^{xix}^e siècle. Loin d'ébranler la communauté, la mort semble en renforcer l'unité et en exalter les valeurs²². Bien différente est *La Nuit* (*Die Nacht*), le tableau peint par Max Beckmann entre 1918 et 1919 ; le contraste est frappant [fig. 3]. Il représente une scène de meurtre, dans une mansarde. Trois criminels essaient d'étrangler un homme assis sur une table rappelant un instrument de torture. Un assassin lui serre un nœud autour du cou, tandis qu'un autre l'immobilise. Sa femme, à côté, semble pendue par les bras, les jambes écartées, à moitié nue, comme si elle avait été violée. Une enfant observe, effrayée, ce spectacle de violence, ainsi qu'une femme habillée en rouge, sans doute une complice des meurtriers. Des objets gisent au sol dans une grande confusion. La mort ici n'a plus rien de naturel ni de paisible ; elle appartient à un contexte de chaos et de violence. Ce tableau expressionniste, ainsi que d'autres de la même période, restitue le climat dominant en Allemagne entre la défaite, l'effondrement du Reich et la répression sanglante de la révolte spartakiste. On pourrait y voir une allégorie de l'exécution de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg dont le corps sera jeté dans un canal de Berlin après qu'elle aura été tuée, la nuit, par une bande de *Freikorps*. On pourrait aussi y voir une transfiguration des souvenirs de guerre du peintre, démobilisé en 1915, après moins d'un an de combat sur le front occidental, suite à son effondrement psychique.

Présentées sous une forme allégorique, la peur et l'horreur devant la violence et la mort sont les ingrédients de *Guernica*, une icône du ^{xx}^e siècle qui n'a pas besoin de description. Inspiré à Picasso par la destruction de la petite ville basque éponyme sous les bombes de l'aviation allemande alliée de Franco, ce tableau sera présenté à Paris au pavillon de la République espagnole, lors de l'Exposition universelle de 1937. Dans cette allégorie de la guerre civile espagnole, la mort violente domine les êtres humains, les animaux et les objets ; elle acquiert une dimension chorale, tragique, qui transcende les différents éléments de la composition pour capturer le noyau de toute une époque.

La peur engendrée par la mort violente devient, dès les années de la Grande Guerre, l'objet d'une nouvelle branche de la médecine et de la psychologie qui se penche sur les névroses traumatiques affligeant les soldats, puis les rescapés des tranchées. Dès les premières années du conflit, la psychanalyse s'intéresse à ce problème auquel Sándor Ferenczi, Karl Abraham et Sigmund Freud consacrent des études importantes²³. Le lexique scientifique s'enrichit de nouveaux mots : choc traumatique, hystérie de guerre, neurasthénie, fatigue du combat, *shell-shock*... Le psychologue André Leri, un de ses premiers analystes, décrit ainsi ce phénomène : « Suite à un fort trauma émotionnel, plus ou moins accompagné par des commotions ou des blessures physiques, le soldat le plus courageux devient lâche. Il perd son courage de guerrier ; lorsqu'il entend le canon, il a peur, il tremble, il ne peut plus ni vaincre ni cacher son agitation²⁴. » Témoignant en 1921 devant la commission créée par le British War Office afin d'étudier le *shell-shock*, l'officier J. F. C. Fuller constate que le soldat exposé de façon prolongée à la violence du combat reste « obsédé par la peur », en proie à une « nervosité » qui ressemble davantage à une forme de « terreur mentale » qu'à une peur physique au sens traditionnel du terme²⁵. Le directeur de l'hôpital psychiatrique de Moscou, A. I. Ozereckovski, cite un témoignage qui donne d'autres détails de ce syndrome : « Après la bataille [...] j'ai commencé à souffrir d'insomnie : j'étais extrêmement sensible et je sursautais au moindre bruit ; j'avais toujours l'impression d'entendre des tirs ; mes nerfs étaient particulièrement affectés par la peur de la bataille, la vue du sang et les lamentations des blessés²⁶. » Le psychologue militaire allemand F. Pick pense, quant à lui, que l'impuissance sexuelle remarquée chez plusieurs soldats traumatisés pourrait être la conséquence « d'une peur refoulée de la mort²⁷ » (un diagnostic qui coïncide avec celui du psychanalyste Karl Abraham²⁸).

Dans son histoire sociale de la guerre de 14, Frédéric Rousseau a établi une phénoménologie détaillée de cette peur « censurée » : « Jambes molles, jambes qui se dérobent, mains tremblantes, pâleur, accélération du rythme cardiaque, petits tics imperceptibles, peur au ventre, creux dans le ventre, bourdonnement dans la tête²⁹... » Après avoir passé en revue les différentes pathologies des névroses de guerre, l'historien Eric Leed constate qu'elles partagent un même symptôme essentiel : « Lâcheté, *shell-shock*, épuisement de combat, anxiété, dépression, terreur, trauma, neurasthénie, crise d'identité sont des termes qui supposent tous la peur comme un état intime, invisible et caché³⁰. » Une fois le corps atteint, la peur pénètre l'esprit et brise la barrière protégeant l'intime des menaces du monde extérieur. Dans les hôpitaux, les soldats traumatisés adoptaient les mêmes postures qu'ils prenaient dans les tranchées pour se protéger du feu ennemi (recroquevillés en position fœtale, les bras croisés sur le ventre). Ils pouvaient s'enfermer dans le mutisme ou alors, soudainement, lancer des cris de terreur. Certains étaient frappés de paralysie ou saisis de formes incontrôlables de tremblement, d'amnésie, de balbutiement, de désirs de fuite. La phénoménologie de la peur est multiforme et variée³¹.

La tendance était fort répandue, dans le milieu des sciences médicales et

anthropologiques de l'époque, à ramener tous ces symptômes à une même maladie moderne déjà analysée bien avant la césure historique de 1914 : l'*hystérie*³². Toutes les manifestations des névroses de guerre semblaient coïncider avec les traits de l'hystérie détectés par Charcot à la Salpêtrière dès la fin du ^{xix}^e siècle, puis systématisés par l'imaginaire conservateur dans une vision négative de l'*outsider*, ce dernier étant le plus souvent identifié au juif ou à l'homosexuel, incarnations idéaltypiques de la *dégénérescence* dans le monde moderne. Efféminés, nerveux, trouillards, lâches, psychologiquement instables, faibles du point de vue physique comme de caractère, portés à l'intellectualisation plutôt qu'à l'action, les *outsiders* anticipaient les pathologies du soldat victime du *shell-shock*. Dès lors, la guerre n'était pas la cause mais le simple révélateur d'une dégénérescence préexistante, et sa vertu était d'assainir la société en la libérant de ses déchets. « La guerre – écrit George L. Mosse en résumant cette vision – était le test suprême de la virilité et les victimes du *shell-shock* avaient échoué à cette épreuve³³. » À l'opposé de cette stigmatisation par les nationalistes, la folie de guerre était souvent objet de compassion pour les pacifistes, au point de devenir une source d'inspiration pour les avant-gardes artistiques attirées par l'anarchisme et le communisme. Ainsi, on trouve un « fou de guerre » – Jean Arp, qui avait simulé la folie pour se soustraire au combat – aux origines du mouvement dada. De son côté, André Breton, médecin dans un hôpital militaire pendant la Grande Guerre, a inventé le principe surréaliste de l'écriture automatique en écoutant les récits des soldats traumatisés³⁴.

Face à ces stéréotypes du faible et du « dégénéré », surgissait aussi celui du héros combattant forgé dans les tranchées. Aux antipodes du soldat traumatisé, il trouvait dans le conflit l'occasion d'exprimer sa virilité et sa force. Dans son essai *La Guerre comme expérience intérieure* (1922), Ernst Jünger décrit le combat comme une expérience cathartique, originaire : « C'est lui qui nous a martelés, ciselés et trempés pour faire de nous ce que nous sommes. Cette guerre [...] nous a formés au combat, et tant que nous serons, nous resterons des combattants³⁵. »

L'expérience des *arditi*, les troupes d'assaut créées par l'armée italienne en 1917 afin d'exécuter les opérations militaires les plus risquées et de terroriser l'ennemi, illustre cette métamorphose de la peur en haine. C'étaient des volontaires, au départ unis par l'esprit d'aventure davantage que par des affinités idéologiques. Immédiatement célébrés par le poète Gabriele D'Annunzio, qui voyait en eux l'incarnation du surhomme nietzschéen, ils partageaient un culte du combat quasi mystique, fondé sur l'exaltation du courage physique et du mépris de la vie. L'écrivain italien les présentait comme une « aristocratie du courage » qui aimait la lutte et s'épanouissait en mettant en pratique ses instincts les plus agressifs. Leur hymne célébrant la jeunesse (*Giovinezza, giovinezza*) prônait la mort au combat à la fois comme un but existentiel et comme un sacrifice patriotique : « *Je suis jeune et fort/mon cœur ne tremble pas/je rencontre la mort en souriant/au lieu de connaître le déshonneur [Son giovane et son forte/non mi trema il petto in cuore/ sorridendo vo' alla morte/prima di andare al disonor]*³⁶. » Après la guerre, les *arditi* ne déposent pas les armes et éprouvent de grandes difficultés à réintégrer la vie civile.

Ils deviennent des acteurs majeurs de la guerre civile qui secoue l'Italie de 1920 à 1925, entre l'occupation des usines à Turin et l'avènement du régime fasciste. Leur nationalisme vitaliste et agressif modèle le style et les pratiques du fascisme des origines – le *squadrisimo* – pour devenir ensuite un de ses mythes fondateurs. La vision des miliciens fascistes comme une « classe de guerriers, toujours prêts à mourir³⁷ », capables d'attaquer les sièges des syndicats et des partis de gauche « comme ils prendraient d'assaut une tranchée autrichienne », sera un des poncifs de la rhétorique fasciste. Après avoir incarné les traits du combattant nationaliste, l'*ardito* sera célébré comme la préfiguration de l'« homme nouveau » fasciste, modèle d'une espèce supérieure grandie dans le combat et ferment de la civilisation nouvelle que le Duce veut bâtir. Le fascisme a greffé le mythe de la menace bolchevique sur l'inquiétude et l'insécurité répandues dans les sociétés européennes après la Grande Guerre. Il a transformé l'*angoisse* – que la psychanalyse définit comme un sentiment de crainte générique et incapable de se focaliser sur un objet – en *peur* face à un ennemi concret³⁸ : le communisme et la révolution. Mais son ambition ne s'est pas arrêtée là, car il fallait muer la peur en haine et mobiliser les foules contre l'ennemi. Tel était, selon Carl Schmitt, le noyau secret du *politique*³⁹. Une fois arrivé au pouvoir, constatera plus tard Franz Neumann, le fascisme a « institutionnalisé » cette haine par le recours systématique à la propagande et à la terreur⁴⁰. L'angoisse née de la guerre totale s'est ainsi mêlée à la peur qui, comme un terrible frisson, avait secoué les classes dominantes en Europe après la révolution d'octobre de 1917. Cette peur pouvait s'alimenter de rumeurs – la trahison, le coup de poignard dans le dos, le complot – qui exacerbaient les tensions et poussaient à la violence. Dans ce climat, des mythes tel celui de l'« or allemand » livré aux bolcheviks, ou celui – véhiculé par les *Protocoles des sages de Sion* – d'une conspiration juive pour dominer le monde, auxquels de nombreux organes de presse semblaient donner crédit, pouvaient trouver un très vaste écho⁴¹. Les mécanismes de propagation de ces mythes et rumeurs étaient analogues à ceux de la « grande peur » de 1789 analysée par Georges Lefebvre⁴², mais cette fois-ci la vague de violence qui en découlait ne se dirigeait plus contre le « complot aristocratique » mais contre la révolution. Au lieu de brûler les châteaux, on faisait la chasse aux rouges à Berlin, à Munich et à Budapest.

De quelle manière l'angoisse qui hantait les survivants des tranchées pouvait-elle se transmettre à l'ensemble de la société ? La question se pose, car les névroses liées à l'expérience traumatique de la guerre qui affectaient la génération des combattants n'étaient que l'aspect visible d'une peur qui débordait leurs souvenirs pour envahir l'espace social et mental européen, au lendemain d'une guerre totale qui avait brouillé la frontière entre combattants et civils et dans laquelle la société civile n'était plus que l'arrière du champ de bataille. Autrement dit, cette peur avait gagné l'inconscient collectif.

L'écrivain tchèque de langue allemande Ernst Weiss, dans son roman *Le Témoin oculaire* (1938), raconte l'histoire imaginaire de Hitler, soldat autrichien atteint

d'« aveuglement hystérique » lors d'une attaque au gaz sur le front occidental, puis sauvé par un médecin juif pratiquant l'hypnose. Ayant compris l'extraordinaire puissance de cette méthode thérapeutique, l'ex-soldat aveuglé trouve une foi aveugle en lui-même et parvient à « hypnotiser » une nation tout entière, en la soumettant à sa volonté de nationaliste fanatique et antisémite⁴³. Guerre, *shell-shock*, folie, hystérie, nationalisme et antisémitisme sont les ingrédients de ce roman qui illustre la tendance du fascisme à transformer l'angoisse engendrée par la guerre en haine de l'ennemi (juif, bolchevik, antiallemand).

Dans un ouvrage désormais classique, *De Caligari à Hitler*, Siegfried Kracauer révèle les traces de cette angoisse dans le cinéma allemand des années 1920, lieu privilégié de la culture de masse où les « dispositions intérieures du peuple » trouvent une expression à l'écran⁴⁴. Kracauer y décèle un ensemble de symptômes, ou plutôt, selon ses propres termes, de « hiéroglyphes visibles » à déchiffrer. Laissons de côté les querelles esthétiques – un film n'est jamais le simple reflet d'un inconscient collectif – et essayons de voir si cette peur de la mort violente, si rigoureusement censurée dans les monuments aux morts, les lieux du deuil public, trouve une expression à l'écran.

Carlo Ginzburg a attiré l'attention, il y a quelques années, sur un film oublié d'Ernst Lubitsch, *Broken Lullaby*, dont l'histoire d'amour, sur fond de réconciliation franco-allemande, se déroule dans un contexte balisé par l'horreur de la guerre. Nous sommes à Paris, le 11 novembre, jour anniversaire de l'armistice. Dans un climat de fête populaire, une fanfare ouvre le défilé militaire auquel assistent, sur le trottoir, des anciens combattants, parmi lesquels de nombreux mutilés. Un gros plan sur leurs jambes de bois montre les ravages de la guerre sur une génération et suggère toute la souffrance qui se cache derrière cette façade festive. Puis le cortège passe à côté d'un hôpital devant lequel un panneau invite les piétons au silence. La caméra entre alors dans les salles de l'établissement où gisent les épaves de la guerre, exhibant leur douleur, leurs regards horrifiés, leur malheur muet. Soudain, déclenché par la sonnerie de l'horloge d'une chambrée, un cri sauvage brise le silence, un cri de terreur poussé par un malade, un des innombrables « fous » revenus des lignes du front. Cette scène, souligne Ginzburg à juste titre, vaut plus qu'un traité contre la guerre⁴⁵.

La peur collective est le sujet du film classique de Fritz Lang *M le maudit* (1931). Il montre l'effroi qui s'empare d'une ville où sévit un meurtrier d'enfants. Et cet effroi étreint l'assassin lui-même : victime d'une impulsion homicide incontrôlable, schizophrène, il découvre avec horreur ses propres méfaits, comme il l'avoue après sa capture (opérée par les criminels des bas-fonds de la ville, dans une inversion de rôles qui souligne le désordre de l'Allemagne d'après-guerre). Kracauer présente le héros de *M le maudit*, interprété à l'écran par Peter Lorre, comme un « rebelle régressif », symbole d'une psychologie collective créée par la guerre qui conduit la société à se soumettre à l'ordre national-socialiste comme à une autorité protectrice. Ce film, conclut-il, oscille en permanence « entre les notions d'anarchie et d'autorité⁴⁶ ». Le lien de *M le maudit* avec l'expérience traumatique de la guerre est

suggéré par une scène de la première partie du film, dans laquelle on voit le meurtrier se promener dans la ville à la recherche de sa proie. Sur un mur, on distingue clairement l'affiche du film de G. W. Pabst *Westfront 1918*, produit par la même firme que celui de Lang, *Nero film* [fig. 6]. Cette allusion fugace est bien plus qu'un simple renvoi publicitaire, car elle donne une clef de lecture du film⁴⁷. La violence qui tue des vies innocentes et la peur qui l'entoure naissent de la guerre. Le meurtrier est insaisissable, il se dissimule dans la ville tel l'ennemi, toujours présent, proche, menaçant et en même temps caché dans sa tranchée.

Lang avait pensé mettre une scène de guerre au début du film, afin de montrer l'origine de la pulsion meurtrière de son personnage, lequel se serait ainsi défendu, lors de son « procès », en évoquant le trauma subi au front. Il renonça finalement à cette référence explicite par crainte de donner une tonalité apologétique au portrait du meurtrier⁴⁸. Tout le film, cependant, baigne dans une atmosphère de peur et de terreur typique de l'Allemagne d'après-guerre. La mobilisation des habitants à la recherche du meurtrier fait penser à la « mobilisation totale » des années de guerre (l'essai homonyme d'Ernst Jünger date de 1930), tandis que le chef des criminels rappelle Goebbels, tant par son style vestimentaire que par sa voix.

La mort violente et la peur sont encore au centre du premier film américain de Lang, *Fury* (1937), qui raconte l'histoire d'un lynchage dans une petite ville paisible, Strand, où un honnête citoyen, interprété par Spencer Tracy, est emprisonné, soupçonné d'un crime qu'il n'a pas commis. Lorsque la rumeur de son arrestation commence à circuler, la foule se réunit et décide de mettre le feu à la prison où l'innocent est enfermé. Véritable illustration cinématographique de la « meute » analysée par Elias Canetti dans *Masse et Puissance*, cette foule hystérique devient incontrôlable et meurtrière. Le message livré par ce film approfondit le diagnostic implicite dans *M le maudit* : le processus de civilisation n'est pas irréversible ; la régression vers un état de nature primitif, proprement hobbesien, dans lequel domine la loi de la violence, est toujours possible. Si *M le maudit* nous montre, selon les mots de Lang rapportés par Lotte Eisner, que « chacun de nous peut devenir un assassin⁴⁹ », *Fury* ajoute un corollaire indispensable : chacun de nous peut être tué. La Grande Guerre constitue l'arrière-plan invisible de *Fury*, tandis que le lynchage des Noirs dans le sud des États-Unis et les autodafés de livres de mai 1933, en Allemagne, en sont sans doute les événements inspireurs. Sorti en 1937, ce film annonce les pogromes de la Nuit de cristal, une année plus tard.

La mort liée à la violence de guerre n'est pas absente de la photographie des années 1920 et 1930. En témoignent les reportages de la presse illustrée qui proposent, notamment pendant la guerre civile espagnole, des images destinées à la postérité, véritables icônes d'une époque, comme celle du milicien républicain abattu saisi (ou plus probablement mise en scène) par Robert Capa en 1937. Elle est visible aussi dans les ouvrages photographiques consacrés à la Première Guerre mondiale par un antimilitariste irréductible comme Ernst Friedrich, l'auteur de *Guerre à la guerre !* (1924), ou par l'écrivain nationaliste Ernst Jünger, pourfendeur du pacifisme et de l'humanisme abstrait, qui écrit la préface de *Das Antlitz des*

*Weltkriege*⁵⁰ (1930). Mais la peur de la mort, elle, n'est pas vraiment « représentée » dans ces ouvrages et d'autres similaires. Suggérée ou indirectement révélée, elle n'est pas toujours détectable pour une lecture iconographique centrée sur les valeurs véhiculées par les images. Son omniprésence reste néanmoins visible à une lecture iconologique qui, se concentrant sur les signes de l'image débarrassée de son « aura » et déchiffrée dans son contexte, en révèle la « signification intrinsèque⁵¹ ». Il faut donc repérer ses traces à l'aide d'un « paradigme indiciaire⁵² ». Une telle approche, anticipée à sa manière par Kracauer en 1927 lorsqu'il suggérait d'analyser les documents photographiques non seulement comme des œuvres d'art mais surtout comme des « empreintes signalétiques » de la réalité⁵³, peut réserver des surprises. Ainsi, l'historienne américaine Susan Buck-Morss a interprété une célèbre série d'images de Hitler comme des témoignages visuels de la peur de son temps. Il s'agit d'une suite de cartes postales réalisées en 1927 par le photographe personnel du Führer, Heinrich Hoffmann, et très largement diffusées dans l'Allemagne nazie [fig. 4]. Expression emblématique de l'esthétisation de la politique prônée par le nazisme, ces photos nous montrent Hitler en train de prononcer un discours. Sa figure, qui semble possédée par une force mystique, se détache sur un fond noir. On devine le pathos de son propos, dont on comprend le message grâce aux légendes imprimées en bas de l'image. L'ampleur de ses gestes, son bras tendu vers le ciel, ses mains tantôt ouvertes et tantôt portées à la poitrine, son regard concentré, ses yeux écarquillés, sa bouche ouverte dans l'élan du discours expriment la force inébranlable, le fanatisme national et une soif de rachat visant à capturer et à diriger les forces vives de l'Allemagne vers une action salvatrice. C'est l'aura que la propagande nazie confère à l'image charismatique du Führer, sur laquelle elle veut que se projettent les attentes millénaristes du peuple. Cette icône séculière qui contient tous les éléments sur lesquels, dans les années 1930, se fondait le culte nazi du chef, représente aujourd'hui l'image démoniaque du totalitarisme, avec son symbolisme et son pouvoir de « fascination » négative⁵⁴. Cependant, dépouillées de leur dimension symbolique, ces images deviennent aussi des documents qui nous restituent un autre visage du passé. Nous savons que ces photos n'ont pas été réalisées lors d'un rassemblement nazi mais dans le studio munichois de Hoffmann⁵⁵. Nous savons aussi, grâce à plusieurs témoignages, que Hitler étudiait soigneusement ses gestes et l'expression de son visage en posant devant une glace, selon le conseil du chanteur lyrique Paul Devrient⁵⁶. Susan Buck-Morss suggère donc de renverser la lecture traditionnelle de ces photos, en y voyant un effet non pas *expressif* mais plutôt *réflexif*, par lequel Hitler renvoie à la foule sa propre image (et lui restitue ses sentiments authentiques, au lieu de susciter une émotion autour d'une transfiguration mythique et d'un symbole)⁵⁷. Cette lecture, d'ailleurs, est autorisée par certains observateurs de l'époque, tel le critique Konrad Heiden, qui dénonçait en 1936 le caractère factice de ces images, en proposant de n'y voir que des « prises objectives de la matière Hitler⁵⁸ ». Vues sous cet angle, c'est-à-dire débarrassées de leur « aura » artificielle, ces photos de Hitler ne montrent ni force ni agressivité, mais seulement un sentiment de *peur*. Elles correspondent parfaitement à la typologie des

symptômes de la peur élaborée par les savants du ^{xix}^e siècle, du Dr G. B. Duchenne auteur, en 1862, d'un traité intitulé *Mécanisme de la physionomie humaine* dans lequel il procédait à une « analyse électro-physiologique des passions », à Darwin qui, dix ans plus tard, étudiait à son tour ce sentiment à l'aide des nombreuses photographies publiées dans l'ouvrage de son collègue français⁵⁹ [fig. 5]. Lorsque la peur augmente jusqu'à franchir le seuil de la terreur, explique Darwin, les narines se dilatent, les lèvres tremblent, les yeux se fixent sur l'objet de l'effroi, les muscles se raidissent, les bras se tendent comme pour indiquer une menace, les mains se portent spontanément vers le visage dans un geste protecteur⁶⁰. Si nous faisons abstraction des éléments conventionnels qui, inévitablement, orientent notre réception des photos de Hitler (puisque nous connaissons son aspect et son histoire), autrement dit, si nous faisons abstraction de leur dimension iconographique et oublions la figure historique qu'elles mettent en scène pour n'y voir qu'un homme, elles apparaissent comme une représentation de la terreur, ou la saisie d'un accès de folie chez un individu hystérique. Elles rappellent certaines manifestations décrites dans la littérature sur les névroses de guerre. Elles rappellent aussi d'autres images de l'époque, chargées de la même signification, et sont autant de signes de la peur s'emparant de la société, à l'instar de Peter Lorre, dans *M le maudit*, évoquant les démons meurtriers qui l'habitent [fig. 7]. Ainsi interprétées, ces images sont des documents historiques, même s'il ne s'agit pas de « pièces à conviction » au même titre que les photos ou les films présentés dans les séances des procès de Nuremberg, qui constituent des sources au sens strictement historiciste du terme (le passé « tel qu'il a été vraiment »). Ces documents révèlent, malgré eux, l'essence d'une époque. Susan Buck-Morss aurait pu rappeler les artistes qui, dès les années 1930, avaient eu la même intuition qu'elle. Ainsi, les photomontages – Günther Anders préférait les appeler « contre-montages⁶¹ » – que le graphiste communiste allemand John Heartfield publiait dans l'hebdomadaire *Arbeiter Illustrierte Zeitung* pour démystifier la propagande nazie se fondaient sur le même principe. Dans le numéro spécial du journal qui couvre le procès pour l'incendie du Reichstag, en septembre 1933, il nous montre Göring, « le bourreau du Troisième Reich » [fig. 8] : sa figure trapue occupe toute la scène, sur fond du Reichstag en flammes. Il tient une hache à la main et son uniforme est taché de sang. Il a la bouche grande ouverte, les yeux injectés, le regard exalté par un élan de haine (mais qui pourrait aussi, si on extrait le visage du reste de l'image, apparaître comme une expression de terreur). La peur et la violence sont les éléments qui composent ce photomontage chargé d'une nouvelle dimension iconographique, aux antipodes de celle de la propagande nazie.

Il faut encore mentionner l'*Angelus Novus* de Walter Benjamin. Certes, la peur n'apparaît pas explicitement dans le tableau de Klee dont le philosophe judéo-allemand a fait une allégorie de l'Histoire dans ses thèses de 1940. Elle est néanmoins présente dans la description qu'il en fait dans la neuvième thèse. Éloigné du paradis par une tempête qui l'empêche de refermer ses ailes et de recomposer les ruines de l'histoire qui s'accumulent au sol, au-dessous de lui, cet ange tourne son regard vers le passé et son visage est effrayé. Son aspect ne diffère pas de ceux que

nous avons vus défiler jusqu'à présent, des soldats traumatisés de la Grande Guerre aux personnages des tableaux expressionnistes et des films de Weimar. « Ses yeux sont écarquillés, sa bouche ouverte, ses ailes déployées. C'est à cela que doit ressembler l'Ange de l'Histoire⁶². » Il contemple un paysage de décombres qu'on avait appelé le progrès mais qui n'est qu'une chaîne ininterrompue de catastrophes. Sa peur est celle des vaincus des luttes du passé qui risquent de tout perdre, jusqu'au droit à une mémoire, si le fascisme n'est pas arrêté dans sa marche impitoyable (« si l'ennemi triomphe, même les morts ne seront pas en sûreté⁶³ »). La peur est donc un sentiment intimement lié au déchiffrement de l'histoire, puisqu'elle est indissociable de « l'image du passé qui s'offre inopinément au sujet historique à l'instant du danger ». Cette peur qui éloigne la possibilité d'une empathie des vaincus avec leurs ennemis est le corollaire de la « faible force messianique sur laquelle le passé fait valoir une prétention⁶⁴ », c'est-à-dire l'espérance d'une interruption révolutionnaire du cours catastrophique de l'histoire.

BÉHÉMOTH

Dans un essai de 1955 consacré à l'écrivain Hermann Broch, Hannah Arendt place l'« expérience de la mort » au centre des préoccupations d'une génération intellectuelle issue de la guerre de 14, notamment en Allemagne. Cette génération, souligne-t-elle, a redonné à ce thème une « dignité philosophique » qu'il avait perdue depuis l'époque de Hobbes. Les philosophes d'après-guerre s'inspiraient de l'expérience d'un conflit dominé par la « peur de la mort violente » pour penser l'« angoisse » de l'Homme devant la « mort inévitable⁶⁵ ». Si on essaie d'aller au-delà de cette remarque générale, on constate que le nouveau rapport à la mort engendré par la Grande Guerre se décline sous différentes formes : du pacifisme humaniste d'un Rolland et d'un Remarque à l'exaltation esthétique de la violence mécanique des futuristes, du mépris fasciste pour la mort à la mystique nihiliste d'un Jünger qui célèbre la guerre comme sacrifice régénérateur de la nation. L'approche existentialiste de la mort trouve son expression la plus profonde chez Heidegger, un auteur dont il ne serait pas inintéressant de relire le principal ouvrage, *Être et Temps* (1929), à la lumière de la césure historique marquée par la guerre. La peur de la mort y est thématifiée dans un chapitre que résume la formule suivante : « L'être vers la mort [*Sein zum Tode*] est essentiellement angoisse [*Angst*]⁶⁶. » Heidegger prend soin de préciser qu'il ne se réfère pas à la mort comme achèvement du cycle de la vie, donc comme phénomène physiologique et naturel, et que, par conséquent, il ne faut pas interpréter cette angoisse comme la réaction occasionnelle devant un décès. Dans *Être et Temps*, la mort est définie comme une condition existentielle permanente, une possibilité qui domine et écrase l'homme à chaque instant. C'est la modalité naturelle de l'être « jeté » (*geworfen*) dans le monde qui devient ainsi un « être-pour-la-mort ». L'angoisse liée à la compréhension de cette possibilité de la mort comme condition ontologique constitue, pour Heidegger, le summum de

Eigentlichkeit, la forme la plus authentique de l'existence⁶⁷.

En 1933, lorsqu'il essaie, une fois nommé recteur de l'université de Fribourg, de donner une dimension politique à son existentialisme, Heidegger prend pour exemple d'existence authentique Leo Schlageter, le militant des *Freikorps* exécuté en 1923 pour avoir organisé des attentats contre les forces françaises d'occupation de la Ruhr et célébré chaque année par les nazis comme un martyr de leur cause. Dans son discours commémoratif prononcé à Fribourg, Heidegger présente Schlageter comme un héros national ayant accepté le sacrifice de sa vie, car « il ne pouvait se dérober à son destin qui était de mourir de la mort la plus dure et la plus grande, avec une volonté tranchante et un cœur lucide⁶⁸ ». Son sacrifice n'avait pas été inutile et trouvait sa signification dans la lutte pour la renaissance de l'Allemagne. Désormais, l'authenticité ne réside plus seulement dans la compréhension de la mort comme condition ontologique, mais surtout dans l'acceptation des conséquences d'un engagement politique lors d'une guerre civile.

Bien au-delà de Heidegger, la peur de la mort domine la philosophie politique de l'entre-deux-guerres en suscitant en particulier une relecture de Hobbes. Pour le philosophe anglais du ^{xvii}^e siècle, on le sait, l'état de nature est un *bellum omnium contra omnes*, un état de guerre permanent où triomphent l'anarchie et la violence découlant d'une condition primaire d'égalité entre les êtres humains. L'État, en revanche, est l'autorité absolue capable d'imposer l'ordre et de soumettre les hommes à sa volonté souveraine, en échange de protection : la paix contre l'obéissance. La peur de la mort est une sorte de fil conducteur du *Léviathan*, sous-jacent à sa définition du « droit naturel » (l'égalité conflictuelle) et de la « loi naturelle » (l'association rationnelle)⁶⁹. Dans sa lecture de Hobbes, Carl Schmitt ignore tout ce qui a pu faire de lui un précurseur du libéralisme – sa théorie du contrat – pour mettre au premier plan sa vision de la politique comme réponse à la peur de la mort violente. Renversant radicalement la perspective hobbesienne, il n'identifie plus la violence à un état naturel *prépolitique* mais en fait, au contraire, l'essence même du politique. Il reprend le thème central de Hobbes, protection et soumission, qui devient sous sa plume le paradigme de l'État à l'époque de la guerre totale. Cette actualité de l'auteur du *Léviathan* tient à ses yeux à une affinité essentielle entre l'Angleterre de la révolution de Cromwell et l'Europe du ^{xx}^e siècle. Selon Schmitt, Hobbes a élaboré sa vision de l'État « aux heures graves de la guerre civile », quand les hommes se débarrassent de leurs illusions normativistes⁷⁰. Par conséquent, ajoute-t-il, on ne doit pas considérer l'idée d'une « guerre de tous contre tous » comme le « produit monstrueux d'une imagination inquiète et troublée », ni comme la description de l'esprit de compétition découlant d'une économie de marché naissante (selon la vision de Ferdinand Tönnies et, plus récemment, de C. B. Macpherson) mais plutôt comme le fondement d'un « système de pensée spécifiquement politique⁷¹ ». Avec un accent existentialiste, il souligne que la pensée de Hobbes est née au milieu d'une guerre civile dans laquelle des « groupes humains concrets » s'affrontaient violemment à d'autres « groupes humains concrets⁷² ». Sur cette base, il propose sa propre définition du politique comme domaine du conflit entre l'*ami* et

l'ennemi, impliquant toujours la possibilité de la mort physique. La guerre n'est pas à ses yeux le « but » de la politique, mais – là réside le noyau profond de son existentialisme politique sa condition ontologique.

Cette lecture de Hobbes est partagée, dans ses lignes essentielles, par le jeune Leo Strauss. En 1932, avant de devenir une des figures de proue du libéralisme conservateur, il livre ses commentaires critiques sur *La Notion de politique* de Schmitt à l'*Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*. Strauss a parfaitement saisi la tendance de Schmitt à transférer dans le champ politique l'état de nature hobbesien et indique la visée de ce renversement : « Alors que Hobbes, dans un monde non libéral, jette les fondations du libéralisme, Schmitt, dans un monde libéral, entreprend la critique du libéralisme⁷³. » Cette démarche lui paraît tout à fait appropriée à la situation de l'époque, dans laquelle la tâche essentielle de la politique consiste non pas à « cacher » mais à mener à leur terme les conflits. « L'affirmation du politique – écrit Strauss – c'est l'affirmation de l'état de nature. Schmitt oppose l'affirmation de l'état de nature à la négation hobbesienne de l'état de nature. L'état de nature est tout simplement le *status belli*⁷⁴. »

Quelques années plus tard, alors exilé aux États-Unis, Strauss publie son premier ouvrage, *La Philosophie politique de Hobbes* (1936). Il y reprend les thèmes de son dialogue interrompu avec Schmitt, en réaffirmant que la crainte de la mort constitue le pivot de toute la théorie politique de Hobbes. Réfléchissant sur les choix sémantiques du philosophe anglais – ce dernier n'utilise pas l'expression « conservation de la vie » mais « peur de la mort » –, Strauss en déduit qu'il se réfère inévitablement à la « mort violente ». C'est la peur d'être tué qui est à l'origine de sa construction rationnelle de l'État. Toute la philosophie de Hobbes repose sur un postulat moral : « La mort, le premier et le plus grand des maux, le mal suprême, la mesure unique et absolue de la vie humaine, le commencement de toute connaissance du monde réel, il ne la connaît originellement que comme mort violente⁷⁵. » Cette peur, ce désir foncier d'autoconservation au sein d'un monde hostile, constitue le socle anthropologique de toute la philosophie politique de l'auteur du *Léviathan*, chez qui elle « prend la place du *telos* », écrira-t-il plus tard⁷⁶.

En 1938, Schmitt publie à son tour un ouvrage sur Hobbes⁷⁷. L'accent est maintenant déplacé vers l'opposition entre Léviathan et Béhémoth, les deux allégories hobbesiennes de l'État et de la guerre civile. Autrement dit, la notion de mort violente apparaît maintenant sous sa forme plus ouvertement politique, celle de la guerre civile. Dans *Léviathan*, où l'État prend figure anthropomorphique – à la fois « dieu mortel », corps artificiel et mécanisme animé, donc humain –, la guerre civile est assimilée à une maladie⁷⁸. Dans *Béhémoth*, l'ouvrage que Hobbes déjà âgé consacre à l'analyse de la guerre civile anglaise, cette dernière est réduite, au-delà de toute considération sur ses causes sociales et politiques, à un acte de sédition de la part d'une populace inculte et brutale. Ses origines résident dans la désobéissance et Hobbes s'empresse d'ajouter qu'une action répressive aurait pu mettre fin à la révolte avant qu'elle se développe jusqu'à détruire le pouvoir⁷⁹. Béhémoth et Léviathan, les deux monstres bibliques du *Livre de Job*, le seigneur des terres et le

seigneur des eaux, ne sont pas traités par Hobbes avec beaucoup de rigueur philologique⁸⁰. Ce sont pour lui de simples métaphores politiques de l'anarchie et de l'ordre, de la désobéissance et de l'autorité souveraine, de la guerre civile et de l'État. Schmitt reprend cette dichotomie en identifiant Béhémoth à la démocratie et Léviathan à la dictature. Le *bellum omnium contra omnes* correspond à la guerre civile, à l'anarchie et au communisme. Le libéralisme, quant à lui, vise à « neutraliser » les conflits en séparant l'État de la société civile, mais avec pour seul résultat de favoriser le retour au chaos, en affaiblissant l'État et en légitimant, avec son pluralisme, une égalité conflictuelle. L'État, en revanche, transforme les « loups » en « citoyens » et assure leur existence physique en les soumettant à son pouvoir. Grâce à lui, règnent « le calme, la sécurité et l'ordre ». Sous la république de Weimar, conclut-il, la démocratie a agi comme un dangereux Béhémoth, tandis que le nazisme, lui, a reconstitué le Léviathan après 1933. « L'État moderne et la police moderne – ajoute Schmitt – sont nés ensemble, et l'institution la plus essentielle de cet État sécuritaire est la police⁸¹. » Dans cette lecture fasciste, la critique du libéralisme prend une forte connotation antisémite. Esquissant une généalogie du libéralisme comme dispositif de « neutralisation » de l'État, Schmitt date le début de la tradition libérale du *Traité théologico-politique* de Spinoza et situe son apogée dans le constitutionnalisme de Friedrich J. Stahl. À ses yeux, ce positivisme juridique de souche juive aurait abouti au seul résultat, bien visible sous la république de Weimar, de « déchiqueter un Léviathan débordant de vie⁸² ».

Au milieu de la Deuxième Guerre mondiale, l'image métaphorique de Béhémoth est utilisée, dans un sens opposé, et même, implicitement, en polémique avec Schmitt, par un politologue de l'École de Francfort en exil qui avait été un de ses étudiants, Franz Neumann. En 1942, ce dernier publie *Béhémoth*, ouvrage capital dans lequel le monstre biblique est évoqué afin de décrire le système de pouvoir national-socialiste. Contre la vision courante du Troisième Reich comme un pouvoir absolu, monolithique et centralisé, sorte de Léviathan tout-puissant régnant sur une nation de sujets obéissants, Neumann brosse le portrait de l'Allemagne hitlérienne sous les traits d'un moderne Béhémoth. Il s'agit bien sûr d'un État totalitaire, raciste et impérialiste, mais cet État est rongé par ses contradictions internes qu'il n'arrive pas à surmonter. Elles dérivent d'un pouvoir charismatique qui ne peut pas se passer de son instrument essentiel, l'État, en tirant ainsi profit de ses prérogatives (le monopole de la violence) mais en souffrant aussi de ses contraintes (la coexistence d'un ensemble d'appareils bureaucratiques et « rationnels » incompatibles avec une pure domination charismatique). Hitler apparaît aux yeux de Neumann davantage comme un médiateur que comme un dictateur absolu. La structure *polycratique* du système hitlérien reflète un conflit de pouvoirs entre l'armée, les élites économiques, le parti nazi et la bureaucratie étatique. Ils tirent tous des avantages du régime. Sauf qu'ils poursuivent tous leurs propres buts et défendent des intérêts susceptibles, à terme, d'entrer en contradiction avec un pouvoir charismatique pour lequel la loi, l'économie, l'armée et la bureaucratie ne sont que des outils au service d'un projet de domination raciale. De ces contradictions surgit, pendant la guerre, le Béhémoth nazi,

« un non-État, un chaos, un règne du non-droit et de l'anarchie⁸³ ».

Ce diagnostic de Neumann avait été anticipé par l'imagination artistique. En 1933, John Heartfield recrée un célèbre tableau du peintre symboliste Franz von Stuck, *La Guerre* (1894), dans lequel un jeune guerrier, une lance sur l'épaule, monte un cheval qui avance lentement au milieu d'un monceau de cadavres. Derrière lui, Hitler le guide avec son fouet. La guerre héroïque est un mensonge : dans ce paysage de mort, Béhémot n'est plus qu'une rosse fatiguée qui inspire un sentiment de pitié. En 1939, le peintre allemand Magnus Zeller réalise *L'État de Hitler*, un tableau où Béhémot prend la forme d'une divinité gigantesque et horrible, trônant sur un chariot tiré par une masse d'esclaves. La multitude ne forme plus, comme dans l'allégorie hobbesienne du Léviathan, la figure du souverain. Ce dernier n'est désormais qu'un Béhémot, un fétiche hideux qui opprime et écrase ses sujets.

Schmitt, Strauss et Neumann n'avaient pas tort de voir Léviathan et Béhémot comme deux figures de la modernité. Leur antinomie n'empêche pas leur coexistence. Les années de l'entre-deux-guerres ont vu le renforcement des États, dans toute l'Europe, jusqu'à l'essor des totalitarismes. L'émergence de nombreux Léviathans, à la fin de la Première Guerre mondiale, a rétabli l'ordre dans différents contextes nationaux, souvent au prix de contre-révolutions sanglantes et de l'instauration de dictatures, mais n'a pas empêché la dérive du continent vers une nouvelle guerre encore plus dévastatrice que l'ancienne. Bref, l'Europe entre 1914 et 1945 a pris les traits d'un gigantesque Béhémot, une ère de chaos et de guerre civile. Sa marque anthropologique a été l'irruption de la violence et de la peur dans l'esprit des hommes, à une époque où la mort retrouvait sa signification hobbesienne : la possibilité permanente d'être tué.

J EUNESSE MÂLE

Les acteurs de la guerre civile européenne sont pour la plupart des jeunes et les représentations qu'ils se forgent de leur époque restent fortement marquées par un clivage de *genre*. Il convient donc de s'arrêter un instant sur ces deux aspects : l'âge et le genre. L'irruption massive de la jeunesse au-devant de la scène est tout d'abord liée à une mutation démographique. La population mondiale, qui comptait un milliard de personnes au début du ^{xix}^e siècle, a presque doublé en 1930⁸⁴. En Europe, plusieurs pays ont connu une croissance démographique considérable. Entre 1880 et 1914, l'Allemagne est passée de 45 à 68 millions d'habitants, l'Empire russe de moins de 98 à 161 millions, l'Italie de 28,5 à 36 millions, en dépit d'une forte émigration, et l'Autriche habsbourgeoise de 37,6 à 51 millions⁸⁵. La jeunesse s'impose comme un sujet historique en affirmant son désir de changement, son besoin d'action, son dynamisme et même, souvent, son rejet de la tradition. Elle est célébrée comme une valeur en soi, idéalisée comme une force rédemptrice capable de renouveler les sociétés européennes figées dans un ordre dynastique obsolète et usé⁸⁶. En 1914,

l'effondrement de cet ordre, symbolisé par les uniformes luisants et les têtes couronnées, ouvre l'horizon vers un avenir dont il faut dessiner le profil, un avenir que les jeunes sont appelés à bâtir.

Pendant l'entre-deux-guerres s'esquisse une nouvelle vision sociologique de la jeunesse. En 1928, Karl Mannheim élabore son concept de *génération* qui fera date dans les annales des sciences sociales. À ses yeux, une génération ne se réduit pas à une classe d'âge engendrée par le renouvellement naturel de la population. Selon sa définition, une génération est un groupe qui possède une identité particulière, marquée par un événement fondateur autour duquel se dessinent de nouvelles problématiques et de nouveaux clivages politiques, au sein d'un même espace social et culturel. Ses membres partagent les mêmes expériences et se divisent en groupes – des « unités de génération » – en fonction de leur appartenance sociale, de leur culture et de leurs options politiques⁸⁷.

Les protagonistes de la guerre civile européenne appartiennent tout d'abord à la « génération du front » – baptisée aussi, en français, « génération du feu » – issue des tranchées de la Grande Guerre. Dans une lettre de 1936 à Élie Halévy, Marce Mauss attirait l'attention sur les traits marquants des « minorités agissantes » nées de la guerre, notamment les bolcheviks en Russie et les nazis en Allemagne, qui étaient formées de jeunes mâles, se structuraient comme des « sectes secrètes » et cultivaient la passion de l'activisme et de la violence⁸⁸. Ce jugement ne faisait pas preuve d'une imperturbable « neutralité axiologique » mais il saisissait un aspect important du contexte politique européen.

Le parti bolchevique qui conquiert le pouvoir en Russie en octobre 1917 est composé de jeunes militants et se rajeunit davantage pendant la guerre civile. Lénine, son fondateur et chef charismatique, âgé de 47 ans lorsqu'il prend la tête du gouvernement soviétique, fait figure de doyen. Trotski, le plus populaire des dirigeants révolutionnaires, a moins de 40 ans, Zinoviev 35, Kamenev 34, Sverdlov 32, Boukharine 29, Frounze et Toukatchevski, les deux principaux commandants de l'armée rouge aux ordres de Trotski, respectivement 29 et 21. En 1919, 50 % des militants bolcheviks ont moins de 30 ans, seulement 10 % plus de 40⁸⁹. L'enthousiasme avec lequel le nouveau régime soviétique veut dissoudre l'ancienne famille patriarcale et « bourgeoise » tient sans doute à cette composition d'activistes prêts à tout bouleverser, dans un conflit où l'on se bat pour survivre et où l'on peut survivre seulement au prix d'une transformation totale de la société. Un des slogans du parti pendant la guerre civile – « À bas la tyrannie capitaliste des parents⁹⁰ ! » – traduit bien cet état d'esprit.

Des considérations analogues valent pour les partis communistes qui voient le jour en Europe à partir de 1919. Béla Kun, le chef de la république des Conseils ouvriers de Budapest, est né en 1885, de même que son vice-commissaire du peuple à l'Instruction publique, György Lukács, tandis que le secrétaire du Parti communiste Máttyàs Ràkosi, est né en 1892. En Italie, le premier secrétaire du Parti communiste Amadeo Bordiga, n'a que 32 ans lorsqu'il dirige, à Livourne, en 1921, la scission du Parti socialiste ; Antonio Gramsci et Palmiro Togliatti, qui prendront la direction du

parti dans la clandestinité, en 1926, sont nés respectivement en 1891 et 1893. En Allemagne, la révolution spartakiste est dirigée par Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, du même âge que Lénine, mais ceux qui prennent en main la direction du KPD après leur assassinat en janvier 1919 sont beaucoup plus jeunes : Paul Levi est né en 1893, Ruth Fischer en 1895, Arkadi Maslow en 1891. Et l'on pourrait en dire autant des leaders de la république des Conseils ouvriers de Bavière, comme Eugeen Levine, né en 1881, ou le dramaturge Ernst Toller, né en 1893. Le principal dirigeant du KPD pendant les années 1930, Ernst Thälmann, est né en 1896. En 1926, 80 % des permanents du KPD ont moins de 40 ans. La moitié des cadres du parti et 70 % des militants ont découvert la politique après la chute de l'empire wilhelminien ; ceux qui ont été membres de la ligue de Spartakus sont désormais une minorité, pour ne rien dire de ceux qui ont adhéré au SPD avant la guerre⁹¹. Sous la république de Weimar, le KPD est un parti de jeunes ouvriers, puis, à partir de la crise économique de 1930, de jeunes chômeurs, auxquels s'ajoute un noyau, petit mais tout à fait remarquable, de jeunes intellectuels, tels Karl Korsch et Werner Scholem, nés en 1886.

Les mouvements fascistes constituent l'autre grand courant susceptible de polariser la radicalisation politique de la jeunesse. Cela explique aussi bien leur rhétorique « révolutionnaire » que leur volonté de régénérer le monde, de bâtir un ordre nouveau qui n'a plus grand-chose à voir avec le nationalisme et les idéologies conservatrices d'avant 1914. Les fondateurs du nazisme appartiennent tous à la *Frontgeneration*, de Hitler (1889) à Hermann Göring (1893), d'Alfred Rosenberg (1893) à Josef Goebbels (1897). Leo Schlageter, le militant nationaliste né en 1894 et mort en 1923 en se battant contre l'occupation française de la Ruhr, est leur martyr et l'emblème du mouvement. Les rangs du NSDAP grossissent, dès 1930, avec l'arrivée d'une nouvelle génération trop jeune pour avoir participé à la guerre, mais qui a été profondément marquée par les affres de la défaite et de la crise économique, ainsi que par le climat de guerre civile au début de la république de Weimar. La crise économique et politique dans laquelle tombe à nouveau le pays avec le chômage de masse et la paralysie de la grande coalition dirigée par le SPD pousse ces jeunes vers une révolte (sociale, politique et aussi *générationnelle*) qui trouve son exutoire dans la mythologie nazie du rachat national, de la construction d'un Reich millénaire, du remodelage racial de la société. Les associations estudiantines sont contrôlées par le NSDAP dès le milieu des années 1920. Lors de son arrivée au pouvoir en 1933, le nazisme a gagné le soutien de cette frange de jeunes que l'on qualifie à l'époque de « génération perdue » et que Detlev Peukert a rebaptisée la « génération superflue⁹² » (*überflüssige Generation*), frappée par un fort sentiment d'impuissance et souvent tentée par le nihilisme. Plusieurs dirigeants nazis en font partie, de Heinrich Himmler et Hans Frank (1900) à Reinhard Heydrich (1904), d'Albert Speer (1905) à Adolf Eichmann (1906). Soulignant la dimension générationnelle du mouvement nazi, l'historien Götz Aly analyse le régime hitlérien comme une sorte de « dictature de la jeunesse » (*Jugenddiktatur*) qui, à vrai dire, ne se présente pas comme une dictature mais comme une prolongation des mouvements

de jeunesse, avec leur idéalisation de la nature, leur esprit communautaire et leur soif d'aventure⁹³.

Le mouvement politique qui affiche de la façon la plus explicite ses racines au sein des jeunes générations, en élaborant un véritable mythe de la jeunesse, reste néanmoins le fascisme italien. La « révolution » fasciste qui vise à régénérer la nation se présente comme l'œuvre d'une aristocratie qui s'est forgée dans les tranchées (*trincerocrazia*), qui est devenue adulte en défiant la mort, en faisant preuve de courage et d'esprit de combat. Le mythe de la jeunesse est d'autant plus fort dans le fascisme italien qu'il ne possède pas, tout au moins à ses origines, une vision du monde complètement axée sur la notion de race (et encore moins, cela va de soi, sur la notion de classe, au centre de l'idéologie communiste⁹⁴). Mussolini, le leader du mouvement, a trente et un ans en 1914, lorsqu'il quitte le Parti socialiste pour adhérer au nationalisme interventionniste, et trente-neuf ans lorsqu'il est nommé chef du gouvernement, en 1922. Dans l'après-guerre, le fascisme parvient à coaguler un magma hétéroclite de courants nationalistes, du syndicalisme révolutionnaire au futurisme, mais son noyau central est formé de militants issus de la « génération du front » comme Achille Starace (1889), Roberto Farinacci (1892), Dino Grandi ou Giuseppe Bottai (1895). Pendant vingt ans, le régime fasciste essaiera d'entretenir le mythe de la jeunesse grâce à un vaste réseau d'organisations sportives et estudiantines visant à donner à leurs membres l'illusion de constituer sa force dirigeante. L'iconographie fasciste met toujours au premier plan la jeunesse (les *Balilla*), dont la joie de vivre est exaltée par les chansonnettes qui scandent le rythme de la vie quotidienne : *Giovinezza, giovinezza, primavera di bellezza...* « La majorité des dirigeants fascistes étaient des jeunes durant la dernière guerre », écrivait Togliatti en 1943, puis ils avaient adhéré au fascisme « dans l'espoir d'une révolution sociale et d'un renouvellement de la vie nationale ». Mais leurs illusions s'étaient évaporées, tandis que d'autres s'étaient embourgeoisés ou transformés en bureaucrates. Ce sont d'ailleurs la bureaucratisation du régime et le vieillissement relatif de son groupe dirigeant qui favorisent, dès le milieu des années 1930, la formation d'une nouvelle génération moins perméable à la propagande, voire ouvertement critique, au sein de laquelle se reconstituent les organisations antifascistes démantelées par la répression et vidées par l'exil, une génération qui sera un vivier de la Résistance après 1943. « Encore une fois – concluait Togliatti –, nous sommes parvenus à un de ces tournants que les historiens appellent un tournant générationnel⁹⁵. »

Cette génération achève la guerre civile européenne, lors d'un conflit dans lequel éclatent définitivement tous les éléments de l'imaginaire guerrier, nationaliste et fasciste. Ce dernier, qui avait pris forme après 1918, avait été ainsi décrit par le secrétaire du parti fasciste, Giuseppe Bottai, dans son journal : « Pour moi, faire la guerre et devenir adulte a été la même chose. Et pour faire la guerre, nous n'avons besoin ni de volonté de puissance, ni de décisions solennelles, ni de bouleverser les normes. On ne peut pas éviter la puberté. La guerre a été notre puberté⁹⁶. » L'ethos de cette génération fasciste est affirmé par Ernst Jünger, au milieu des années 1920,

avec des intonations exaltées qui résument la rhétorique totalitaire : « C'est la guerre qui a fait des hommes et des temps ce qu'ils sont. Jamais encore une race semblable à la nôtre n'est entrée dans l'arène de la terre pour vider entre soi la querelle et proclamer le maître du siècle. Car jamais encore une génération n'a resurgi par un portail aussi grandiose et ténébreux que cette guerre l'a été dans la lumière de la vie⁹⁷. »

Or, ceux qui deviennent adultes entre 1939 et 1945 ne vivent pas l'éclosion d'une telle mythologie, mais sa crise et son effondrement. Le « monde nouveau » surgi des tranchées dans lesquelles s'était immolée une génération est en train de s'écrouler. Le désir de tourner la page et de bâtir une société nouvelle prend une autre direction. La Résistance est le mouvement d'une jeunesse qui ne croit plus à des régimes qui l'avaient idéalisée, mythifiée, bercée d'illusions. Face à la domination nazie en Europe, le nationalisme redécouvre sa dimension émancipatrice – la libération de la patrie opprimée – et s'articule souvent avec un engagement politique fondé sur des valeurs universalistes. Bref, l'imaginaire de ceux qui ouvrent la guerre civile européenne, la génération de 14, diffère profondément de celui de la génération qui l'achève, la génération de 1945.

ALLÉGORIES FÉMININES

Il ne suffit pas de constater que le premier conflit mondial a propulsé une génération nouvelle sur le devant de la scène. Le héros qui l'incarne sous des traits différents – d'abord ceux du soldat, puis ceux du militant nationaliste ou révolutionnaire, enfin à nouveau ceux du soldat, du milicien ou du résistant – affiche fièrement son genre : il est mâle. George L. Mosse nous rappelle que le modèle de masculinité issu de la Grande Guerre puise à une tradition plus ancienne. Dès la fin du ^{xviii}^e siècle, Winckelmann en a fixé les codes par référence à l'art de l'Antiquité grecque : une sorte d'idéal physique, esthétique et moral identifié à l'harmonie du corps, au courage et à la pureté spirituelle. Vers la fin du ^{xix}^e siècle, le mouvement de jeunesse allemand – les soi-disant « oiseaux migrateurs » (*Wandervogeln*) – les développe et les remplit d'un contenu nouveau, bien résumé par le mythe de la fraternité masculine, le *Männerbund*. À partir de 1914, cet idéal esthétique et moral accentue fortement son caractère nationaliste et s'identifie à l'image du soldat. La guerre devient le lieu de réalisation de cet archétype mâle qui se transforme en virilité agressive. La masculinité devient synonyme de force, courage, virilité, énergie, volonté d'action, solidité des nerfs, mais aussi droiture morale, générosité, beauté, noblesse d'esprit, idéalisme. Ainsi esquissé, l'idéal masculin est inévitablement opposé, comme une antinomie absolue et irréductible, à tous les symptômes de la « décadence » : faiblesse, lâcheté, immoralité, laideur, monstruosité⁹⁸. Ces marques néfastes et méprisables se concentrent alors, nous l'avons vu, dans les *outsiders* juifs et homosexuels. Les traits efféminés, une sexualité débridée, un excès de nervosité et d'intellectualisme aux dépens de

l'activité physique sont les caractéristiques des individus « hors norme » qui affaiblissent le corps de la nation et la condamnent à un déclin inexorable. L'humanité nouvelle forgée dans les tranchées les méprise et les abhorre ; ils n'auront plus de place dans le monde qu'elle s'apprête à bâtir. Le « Travailleur » décrit par Jünger possède des muscles et des nerfs d'acier, à l'image de la technique qui, en réalisant dans la guerre son union avec la nature, s'est débarrassée de la froideur calculatrice et anonyme de la *Zivilisation* pour retrouver l'enchantement ténébreux des éléments. Pour l'auteur des *Tempêtes d'acier*, le combat est une expérience mâle de retour à la nature primordiale, tandis que pour Robert Brasillach, Pierre Drieu la Rochelle, Ezra Pound et Julius Evola, il annonce la fin du parasitisme et de la décadence bourgeoise.

Dans sa version la plus radicale, celle du nationalisme allemand, cette conception conduit à une forme extrême de misogynie. Comme l'a souligné Klaus Theweleit dans *Männerphantasien*, « l'amour des femmes et l'amour de la patrie sont antinomiques⁹⁹ ». Le florilège de citations qu'il donne pour le prouver est éloquent. De Jünger à Ernst von Salomon, nul ne doute un seul instant du fait que les plaisirs du combat sont autrement plus sublimes que les ébats amoureux. Évoquant les *Freikorps* de 1919, Salomon écrit par exemple : « Le capitaine Flotow aimait ses élèves et ils l'aimaient. » Dans ses mémoires, le capitaine Freiherr von Steinaecker explique ainsi sa décision de partir pour la Baltique afin de combattre l'armée rouge : « Je n'hésitai pas à abandonner ma femme et mes enfants pour me jeter dans la gueule des bolcheviks¹⁰⁰. » Dans cette gueule, commente Theweleit, semblaient se cacher des plaisirs qu'aucune femme ne pouvait lui donner.

Pour Jünger, nous l'avons vu, la Grande Guerre est faite de « brusques éruptions de sensualité » et sa violence engendre un « culte viril exacerbé, entraînant une modification des rapports entre les sexes¹⁰¹ ». Elle a été vécue par les soldats, ajoute-t-il, comme une expérience sensuelle, « nuit après nuit, sous le signe d'Éros l'effréné¹⁰² ». L'affrontement avec l'ennemi est une source d'« extase », c'est-à-dire un orgasme, « une frénésie sans égard ni limites, comparable aux seules forces de la nature. L'homme est alors pareil à la tempête mugissante, à la mer en furie, au grondement du tonnerre¹⁰³. »

La misogynie et l'érotisation de la technique comme outil de destruction sont les ingrédients du roman futuriste de Marinetti *L'Alcôve d'acier*, où il raconte ses aventures, pendant la Grande Guerre, avec sa voiture blindée A-74, dotée d'une mitrailleuse installée à l'arrière en guise d'« aiguillon ». Il entretient une relation d'amour avec son véhicule, source des plaisirs esthétiques et sensuels célébrés par l'exaltation futuriste de la machine. Les entrées en ville et les combats deviennent des « coïts forcenés¹⁰⁴ ». Il ne fait pas de doute, en lisant cette littérature, que le militant nationaliste « aime » : il aime son peuple, sa patrie, sa terre natale, son uniforme, ses camarades, le combat, la communauté guerrière, ses armes et son véhicule blindé. Bref, la liste de ses objets d'amour est riche et variée, mais on n'y trouve jamais les femmes¹⁰⁵. Ces dernières sont totalement exclues de l'univers viril du soldat.

La guerre totale remet en question la division traditionnelle entre les lignes du

front, où se déroulent les combats, et la société civile, à l'arrière. Cette dernière se retrouve de plus en plus impliquée dans le conflit, tant comme lieu de production militaire (matérielle et symbolique) que comme cible des armes ennemies. Les femmes entrent massivement dans la production pour remplacer les hommes enrôlés ou s'enrôlent elles-mêmes en qualité de personnel auxiliaire ou d'infirmières. Mais c'est précisément cette participation considérable à l'effort militaire qui crée le besoin de rétablir, dans la propagande et dans les représentations collectives de la guerre, une rigoureuse division de genre. Il y a une continuité frappante dans la vision des femmes véhiculée par les affiches de la Première et de la Deuxième Guerre mondiale. Elles sont strictement reléguées sur le front intérieur, qu'elles dominent au même titre que les hommes détiennent le monopole de l'usage des armes. Maternel et procréateur, le corps féminin devient le symbole tantôt de la nation, tantôt de la victime¹⁰⁶. Avec leurs enfants dans les bras, les femmes regardent leurs époux partir pour le front (*Women of Britain say : go¹⁰⁷ !*), somment leurs compatriotes de souscrire pour l'emprunt national ou appellent les combattants à les sauver, comme dans une affiche soviétique de 1942 montrant une mère, son fils dans les bras, menacée par une baïonnette nazie. Alors que les combattants sont toujours mâles et que les agresseurs prennent souvent les traits de brutes, voire de bêtes féroces, les victimes, par opposition, sont des enfants ou des femmes sans défense. Mairaines des soldats, elles assurent un soutien moral à la nation combattante. Souvent, affiches et cartes postales les campent en infirmières occupées à soigner et à reconforter les soldats blessés. Une affiche de la Première Guerre mondiale montre une infirmière à l'air angélique, avec une blouse pourvue d'ailes secoureuses. Dans une affiche américaine de la même période – *The Greatest Mother in the World* – figure une infirmière qui tient dans ses bras, comme un enfant, un soldat blessé allongé sur une civière¹⁰⁸ [fig. 9]. Moins dramatique, la couverture d'une revue illustrée italienne présente une mère opulente au sourire rassurant, offrant ses seins à une ribambelle de bébés, qui se transforment, grâce à son lait, en petits soldats prêts à servir leur patrie¹⁰⁹.

Lors des grands événements, la femme incarne l'imagerie nationale héritée du ^{xix}^e siècle. En 1944, en France, la Libération prend les traits d'une femme radieuse habillée en tricolore. Mais l'allégorie n'est pas toujours réjouissante, car elle exalte aussi bien les moments heureux que les tragédies de la patrie. Le corps féminin symbolisant le corps national, son viol devient une métaphore de la nation agressée et meurtrie. Une affiche célèbre de 1917 montre un gorille qui s'avance à grands pas, la bouche ouverte, affamée et menaçante. Il porte un casque prussien sur lequel est inscrite sa devise, « militarisme ». Sa main droite brandit un glaive sur lequel on peut lire un autre mot d'ordre de la propagande allemande, *Kultur*, tandis que la main gauche saisit une jeune fille horrifiée, la poitrine découverte, qui essaie vainement de repousser cette étreinte criminelle¹¹⁰. Cette image connaît cependant une modification de taille entre 1914 et 1945. C'est la logique même de la guerre civile qui en transforme le message. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, le corps féminin n'est plus seulement un symbole de la patrie violée ; il devient aussi un symbole de

traîtrise, d'entente avec l'ennemi et d'indignité nationale. En 1944 et 1945, une nouvelle représentation se juxtapose à celle, plus ancienne, de la femme violée : la « collaboratrice horizontale ». De sanctuaire profané, son corps se mue en source de péché et en honte nationale dont la punition passe inévitablement à la fois par la stigmatisation morale et par l'humiliation physique : la tonte comme spectacle populaire¹¹¹.

Le fascisme a hérité des clivages de genre traditionnels et les a poussés au paroxysme, avec son esthétique virile et sa vision de la femme en mère prolifique, reproductrice de la race et « ange du foyer ». Le communisme semble dans un premier temps briser ce cliché. Il proclame l'émancipation des femmes et la dissolution de la famille bourgeoise, promulgue l'égalité entre les sexes et légalise l'avortement. Aleksandra Kollontaï théorise l'amour libre et annonce l'avènement d'une femme nouvelle, indépendante et maîtresse de son destin. Les femmes s'enrôlent en nombre dans l'armée rouge (74 000 combattantes et 2 000 victimes) et les tableaux des années 1920 les montrent en train de défiler armées, à côté des hommes, lors de la défense de Petrograd. Mais il ne s'agit finalement que d'une parenthèse éphémère car, par une sorte de lourde et fatale inertie historique, la division de genre s'impose à nouveau dans la culture communiste. Eric J. Hobsbawm a même souligné un déclin de la place des femmes dans l'iconographie révolutionnaire du ^{xx}^e siècle. Entre le ^{xix}^e et le ^{xx}^e siècle, l'image populaire du sujet révolutionnaire accentue son caractère masculin. *La Liberté guidant le peuple* de Delacroix laisse la place aux prolétaires costauds de l'esthétique bolchevique¹¹². La couverture de la revue du Komintern, publiée en différentes langues à partir de 1920, montre un forgeron musclé, les bras et le torse nus, en train de briser avec un gigantesque marteau les chaînes de l'oppression capitaliste qui enferment la planète. La révolution comme la guerre impliquent une division de genre. « L'ethos combatif, voire paramilitaire, de certains Partis communistes, dont en particulier le Parti communiste allemand – écrit Brigitte Studer –, induit une virilisation des formes d'exhibition et de stylisation de l'identité bolchevique¹¹³. » Faibles et opprimées, les femmes sont secourues par l'intervention salvatrice du mouvement révolutionnaire ; elles apparaissent bien rarement comme des sujets historiques. S'éloignant beaucoup du modèle androgyne prôné par le féminisme « bourgeois », la représentation communiste du corps féminin finit par reproduire le cliché de la femme mère et reléguée au foyer, quoique reformulé dans un contexte rigoureusement prolétarien. Bref, comme la marraine et l'infirmière pendant la guerre, la femme doit assister le prolétaire mâle dans son entreprise de transformation du monde. Michael Rohrwasser et George L. Mosse ont attiré l'attention sur un roman de Karl Grünberg *Brennende Ruhr* (*La Ruhr en flammes*), publié en 1929 dans une collection du KPD, les « romans rouges à un mark », qui véhicule de manière emblématique ce culte prolétarien de la force et de la virilité. À côté des femmes bourgeoises, élégantes mais frivoles et corrompues, présentées comme une sorte d'archétype négatif, apparaissent des femmes prolétariennes pétries de valeurs saines et constructives qui soutiennent la grève de leurs époux, menée victorieusement avec le slogan suivant :

« Tous les rouages s'immobilisent si ton bras puissant les commande¹¹⁴. » Une affiche soviétique de 1920 résume bien la vision « sexuée » de l'histoire qui domine la culture communiste [fig. 10]. À l'arrière-plan s'étalent des usines et des chantiers. Au-devant de la scène, s'impose encore une fois la figure d'un forgeron musclé qui frappe avec force sur une enclume. À ses côtés se trouve une femme qui, à l'aide de deux grosses tenailles, maintient le morceau de métal incandescent qu'il est en train de modeler¹¹⁵. L'allégorie est explicite : si le socialisme est le but de l'histoire, c'est à un prolétariat mâle que revient la tâche de le bâtir ; la femme n'est que son assistante, cantonnée à un rôle ancillaire.

Comme en 1917 en Russie, la division de genre qui domine les représentations de la guerre civile européenne est durement mise à l'épreuve en Espagne, en 1936. George Orwell en fait le constat quand il décrit les rues de Barcelone, lors des premiers mois suivant le *levantamiento*, où les comportements, les formes de sociabilité et même les codes vestimentaires ont connu une soudaine mutation. Dans ce contexte apparaît une figure nouvelle : la *miliciana*, qui s'approprie les caractères traditionnels de la virilité tels le port de l'uniforme et des armes, le courage et la participation aux combats. Elle renverse la vision catholique de la femme « ange du foyer » (*angel del hogar*) puissamment véhiculée par la propagande franquiste. Mais en dépit du mythe qui se constitue autour de cette figure largement représentée dans les affiches républicaines, la *miliciana* demeure une exception. Les femmes dominent la résistance civile, en disparaissant peu à peu des lignes du front. À partir de 1937, une stricte division de genre s'impose aussi au sein du camp républicain, où revient à la surface le slogan traditionnel, « Les hommes au front, les femmes à l'arrière¹¹⁶ » (*los hombres al frente, las mujeres a la retaguardia*). La propagande républicaine transforme les femmes en mères pleureuses et en victimes souffrantes. Dans ses discours enflammés, Dolorès Ibàrruri, la *Pasionaria*, lance des appels au monde entier pour qu'il entende « le cri douloureux de nos mères et de nos épouses¹¹⁷ ». L'imaginaire guerrier finit par s'imposer même au sein du POUM, le parti d'extrême gauche qui pourtant organise en 1936 des bataillons féminins de volontaires. Une photo nous montre ces militantes défilant sous une banderole qui cautionne la vision de la guerre comme affaire de mâles : « Il vaut mieux être la veuve d'un héros que l'épouse d'un misérable¹¹⁸ ! »

Les femmes en armes réapparaissent dans les photos de la Résistance et dans les affiches soviétiques de la Deuxième Guerre mondiale, à côté de l'iconographie plus traditionnelle qui en fait des productrices, des infirmières et des marraines. Cela illustre les tensions qui traversent l'imaginaire des années 1914-1945, sans pour autant en bouleverser les codes. L'historien Claudio Pavone rappelle qu'en France la Résistance attribuait aux femmes un rôle de « marraines des francs-tireurs et partisans », tandis qu'en Italie elle les réunissait dans une organisation « pour l'assistance aux combattants de la liberté ». À Turin, le jour de la Libération, le commandement (communiste) des brigades Garibaldi empêcha aux femmes combattantes de défiler avec leurs compagnons, par crainte qu'elles ne puissent être traitées de « putes¹¹⁹ ».

C'est dans ce contexte qu'il faudrait replacer le mythe de l'« homme nouveau » qui, tant en URSS que dans les régimes fascistes, caractérise cette époque. S'il y a un trait partagé entre l'homme nouveau socialiste et son homologue fasciste, entre Stakhanov, le héros du travail, et l'athlète aryen ciselé par Arno Breker, c'est bien leur genre.

- [1](#) Jean Norton Cru, *Du témoignage*, Paris, Allia, 1989, p. 68.
- [2](#) Erich Maria Remarque, *À l'ouest rien de nouveau* (1928), Paris, Le Livre de Poche, 2000, p. 165-166.
- [3](#) *Ibid.*, p. 90.
- [4](#) Louis-Ferdinand Céline, *Voyage au bout de la nuit*, *op. cit.*, 1972, p. 14.
- [5](#) Ernst Jünger, *Orages d'acier. Journal de guerre* (1920), Paris, Le Livre de Poche, 1970, p. 60.
- [6](#) Cité in Antonio Gibelli, *L'officina della guerra. La Grande Guerra e le trasformazioni del mondo mentale*, Turin, Bollati Boringhieri, 1990, p. 197.
- [7](#) Walter Benjamin, « Le conteur. Réflexions sur l'œuvre de Nicolas Leskov », *Œuvres III*, Paris, Gallimard, 2000, p. 129-130.
- [8](#) *Ibid.*, p. 130.
- [9](#) *Ibid.*, p. 116.
- [10](#) Philippe Dagen, *Le Silence des peintres*, *op. cit.*, p. 313.
- [11](#) Voir les remarques d'Annette Becker dans sa préface à Marc Bloch, *L'Histoire, la Guerre, la Résistance*, *op. cit.*, 2006, p. xx.
- [12](#) Cité in Gian Piero Brunetta, « Cinema e prima guerra mondiale », in Gian Piero Brunetta (éd.), *Storia del cinema mondiale*, Turin, Einaudi, 1999, vol. I, p. 269.
- [13](#) Cité in Antonio Gibelli, *L'officina della guerra*, *op. cit.*, p. 48.
- [14](#) Gian Piero Brunetta, « Cinema e prima guerra mondiale », *op. cit.*, p. 274.
- [15](#) Cf. George L. Mosse, *Fallen Soldiers. Reshaping the Memory of the World Wars*, *op. cit.*
- [16](#) Cf. Jean Delumeau, *La Peur en Occident XIV^e-XVIII^e siècles. Une cité assiégée*, Paris, Fayard, 1978.
- [17](#) Joanna Bourke, « Fear and Anxiety : Writing about Emotion in Modern History », *History Workshop Journal*, n° 55, 2003, p. 113.
- [18](#) Lucien Febvre, « Comment reconstituer la vie affective ? La sensibilité et l'histoire », *Combats pour l'histoire*, Paris, Armand Colin, 1992, p. 225.
- [19](#) Reinhart Koselleck, « Les monuments aux morts, lieux de fondation de l'identité des vivants », *L'Expérience de l'histoire*, Paris, Seuil/Gallimard, 1997, p. 149.
- [20](#) Cf. Philippe Ariès, *L'Homme devant la mort, 2. La mort ensauvagée*, Paris, Seuil, 1977.
- [21](#) Günther Anders, « George Grosz », *Mensch ohne Welt. Schriften zur Kunst und Literatur*, Munich, C. H. Beck, 1983, p. 221.
- [22](#) Sur les tableaux de Munch consacrés à la mort, cf. Arthur E. Imhof, *Ars moriendi. Die Kunst des Sterbens einst und heute*, Vienne, Böhlau, 1991, p. 123-159.
- [23](#) Pour une vision d'ensemble de l'approche psychanalytique, cf. Louis Crocq, *Les Traumatismes psychiques de guerre*, Paris, Odile Jacob, 1999.
- [24](#) Cité in Eric J. Leed, *No Man's Land*, New York, Cambridge University Press, 1979, chap. 5.
- [25](#) Cité in Eric J. Leed, « Fateful Memories : Industrialized War and Traumatic Neurosis », *Journal of Contemporary History*, l. 35, n. 1, 2000, p. 95.
- [26](#) Cité in Antonio Gibelli, *L'officina della guerra*, *op. cit.*, p. 29.
- [27](#) *Ibid.*, p. 96.
- [28](#) Cf. Karl Abraham, « Contribution à la psychanalyse des névroses de guerre », *Œuvres complètes*, Paris, Payot, 1965, vol. II, p. 57.
- [29](#) Frédéric Rousseau, *La Guerre censurée. Une histoire des combattants de 14-18*, Paris, Seuil, 1999, p. 157.
- [30](#) Eric J. Leed, « Fateful Memories : Industrialized War and Traumatic Neurosis », art. cité, p. 98.
- [31](#) Cf. Bruna Bianchi, « Delirio, smemoratezza e fuga. Il soldato e la patologia della paura », in Diego Leoni Camillo Zadra (éd.), *La Grande Guerra. Esperienza, memoria, immagini*, Bologne, Il Mulino, 1986, p. 73-104.
- [32](#) Sur l'invention de l'hystérie en France, cf. Georges Didi-Huberman, *Invention de l'hystérie. Charcot et*

l'iconographie photographique de la Salpêtrière, Paris, Macula, 1999 ; sur l'introduction et la diffusion du concept d'hystérie en Allemagne, cf. Joachim Radkau, *Das Zeitalter der Nervosität. Deutschland zwischen Bismarck und Hitler*, Munich, Carl Hanser, 1998.

³³ George L. Mosse, « Shell-Shock as a Social Disease » *Journal of Contemporary History*, vol. 35, n° 1, 2000, p. 104. Sur la relation établie à l'époque entre hystérie et dégénérescence et les usages politiques qui en découlent, voir surtout Paul Lerner, *Hysterical Men : War, Psychiatry and the Politics of Trauma in Germany, 1890-1930*, Ithaca, Cornell University Press, 2003.

³⁴ Cf. Annette Becker, « The Avant-Garde, Madness and the Great War », *Journal of Contemporary History*, vol. 35, n° 1, 2000, p. 71-84.

³⁵ Ernst Jünger, *La Guerre comme expérience intérieure*, Paris, Christian Bourgois, 1997, p. 32.

³⁶ Cf. Emilio Gentile, *Le Origini dell'ideologia fascista 1918-1925*, Bologne, Il Mulino, 1996, p. 166.

³⁷ Cité in Simonetta Falaschi-Zamponi, *Fascist Spectacle. The Aesthetics of Power in Mussolini's Italy*, Berkeley, University of California Press, 1997, p. 88.

³⁸ Sur la dimension historique du problème, cf. Joanna Bourke, *Fear. A Cultural History*, Londres, Virage, 2005, p. 189-192.

³⁹ Cf. Carl Schmitt, « La notion de politique », *La Notion de politique/Théorie du partisan*, op. cit., 1992.

⁴⁰ Franz Neumann, « Angst und Politik », *Demokratischer und autoritärer Staat*, op. cit., p. 284.

⁴¹ Cf. Norman Cohn, *Histoire d'un mythe. La « conspiration » juive et les protocoles des sages de Sion*, Paris, Gallimard, 1966.

⁴² Georges Lefebvre, *La Grande Peur de 1789*, Paris, Armand Colin, 1988.

⁴³ Ernst Weiss, *Le Témoin oculaire* (1938), Paris, Gallimard, 1988. Voir Annette Becker, « The Avant-Garde, Madness and the Great War », art. cité, p. 83.

⁴⁴ Siegfried Kracauer, *De Caligari à Hitler. Une histoire psychologique du cinéma allemand* (1947), Paris, Flammarion, 1987, p. 8.

⁴⁵ Conférence de Carlo Ginzburg à la Bibliothèque nationale de France en février 2001, cf. Philippe Lançon, *Libération*, 2 février 2001.

⁴⁶ Siegfried Kracauer, *De Caligari à Hitler*, op. cit., p. 249.

⁴⁷ Cf. Anton Kaes, *M*, Londres, British Film Institute Publishing, 2000, p. 42.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 44-46.

⁴⁹ Cité in Lotte Eisner, *Fritz Lang*, Paris, Cahiers du cinéma, 1984, p. 136.

⁵⁰ Ernst Friedrich, *Krieg dem Kriege* (1924), Munich, DVA, 2004 ; Ernst Jünger, « Das große Bild des Krieges » (1930), *Politische Publizistik. 1919 bis 1933*, op. cit., p. 605-612.

⁵¹ Sur le concept d'iconologie, cf. Erwin Panofsky, *Essais d'iconologie* (1939), Paris, Gallimard, 1967, p. 16-17. Sur son usage en histoire, cf. Peter Burke, *Eyewitnessing. The Uses of Images as Historical Evidence*, Ithaca, Cornell University Press, 2001, chap. 2.

⁵² Cf. Carlo Ginzburg, « Traces, racines d'un paradigme indiciaire », *Mythes, emblèmes, traces. Morphologie et histoire*, Paris, Flammarion, 1989.

⁵³ Voir Myriam Hansen, « Decentric Perspectives : Kracauer's Early Writings in Film and Mass Culture » *New German Critique*, n° 54, 1991, p. 55.

⁵⁴ Susan Sontag, « Fascinating Fascism », *Under the Sign of Saturn*, New York, Vintage Books, 1976, p. 73-105.

⁵⁵ Éric Michaud, *Un art de l'éternité. L'image et le temps du national-socialisme*, Paris, Gallimard, 1996, p. 72.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 72.

⁵⁷ Susan Buck-Morss, « Aesthetics and Anaesthetics : Walter Benjamin's Artwork Essay Reconsidered » *October*, n° 62, 1992, p. 39.

⁵⁸ Cité in Rudolf Herz, *Hoffmann & Hitler. Fotografie als Medium des Führer-Mythos*, Munich, Klinkhardt & Biermann, 1994, p. 102.

⁵⁹ Voir la plus récente réédition américaine : G. B. Duchenne, *The Mechanism of Human Facial Expression* (1862), New York, Cambridge University Press, 1990.

⁶⁰ Charles Darwin, *The Expression of the Emotions in Man and Animals* (1872), New York, Oxford University Press, 2002, p. 291. Voir les commentaires de Susan Buck-Morss, « Aesthetics and Anaesthetics », art

citée, p. 39, et Joanna Bourke, *Fear*, op. cit., p. 11-19.

[61](#) Günther Anders, « Über Heartfield », *Mensch ohne Welt*, op. cit., p. 179.

[62](#) Walter Benjamin, « Sur le concept d'histoire » (1940), *Œuvres III*, op. cit., p. 434.

[63](#) *Ibid.*, p. 431.

[64](#) *Ibid.*, p. 429.

[65](#) Hannah Arendt, « Hermann Broch 1886-1951 », *Vies politiques*, Paris, Gallimard, 1974, p. 158-159.

[66](#) Martin Heidegger, *Être et Temps*, Paris, Gallimard, 1986, p. 321.

[67](#) *Ibid.*

[68](#) Martin Heidegger, « Allocution prononcée le vendredi 26 mai 1933 à la mémoire d'Albert Leo Schlageter » (1933), *Œuvres politiques 1933-1966*, Paris, Gallimard, 1995, p. 115. Voir Rüdiger Safranski, *Heidegger et son temps. Biographie*, Paris, Grasset, 1996, p. 256.

[69](#) Cf. Thomas Hobbes, *Léviathan*, op. cit. Pour une histoire de la réflexion philosophique sur la peur, cf. Corey Robin, *Fear. The History of a Political Idea*, New York, Oxford University Press, 2004 (sur Hobbes p. 30-50).

[70](#) Carl Schmitt, « La notion de politique » *La Notion de politique/Théorie du politique*, op. cit., p. 94.

[71](#) *Ibid.*, p. 110.

[72](#) *Ibid.*, p. 112.

[73](#) Leo Strauss, « Commentaire de *La Notion de politique* de Carl Schmitt » (1932), in Heinrich Meier, *Carl Schmitt, Leo Strauss et la notion de politique*, Paris, Julliard, 1990, p. 141. Sur ce dialogue, voir aussi John McCormick, « Fear, Technology, and the State. Carl Schmitt, Leo Strauss, and the Revival of Hobbes in Weimar and National Socialist Germany », *Political Theory*, vol. 22, n° 4, 1994, p. 619-652.

[74](#) Leo Strauss, « Commentaire de *La Notion de politique* de Carl Schmitt », op. cit., p. 155.

[75](#) Leo Strauss, *La Philosophie politique de Thomas Hobbes* (1936), Paris, Belin, 1991, p. 45.

[76](#) Leo Strauss, *Droit naturel et histoire* (1951), Paris, Flammarion, 1986, p. 165.

[77](#) Carl Schmitt, *Le Léviathan dans la doctrine de l'État de Thomas Hobbes* (1938), Paris, Seuil, 2002.

[78](#) Thomas Hobbes, *Léviathan*, op. cit., p. 485.

[79](#) Thomas Hobbes, *Béhémot ou le long Parlement*, Paris, Vrin, 1990, p. 134, et Arnold A. Rogow, *Thomas Hobbes*, Paris, Presses Universitaires de France, 1990, p. 258. Sur le concept hobbesien de guerre civile, cf. Ninon Grange, « L'état de nature : miroir et modèle de la guerre civile », *Astérion*, n° 2, 2004, p. 157-178.

[80](#) Voir Patricia Springborg, « Hobbes's Biblical Beasts : Leviathan and Behemoth » *Political Theory*, vol. 23, n° 2, 1995, p. 353-375, et Paulette Carrive, « Béhémot et Léviathan », *Cahiers de philosophie politique de l'Université de Caen*, n° 3, 1983, p. 11-48. Sur les différentes images métaphoriques du Léviathan, voir surtout Horst Bredekamp, *Stratégies visuelles de Thomas Hobbes. Le Léviathan, archétype de l'État moderne Illustrations des œuvres et portraits*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2003.

[81](#) Carl Schmitt, *Le Léviathan dans la doctrine de l'État de Thomas Hobbes*, op. cit., p. 93.

[82](#) *Ibid.*, p. 131.

[83](#) Franz Neumann, *Béhémot. Théorie et pratique du national-socialisme* (1942), Paris, Payot, 1987, p. 9.

[84](#) Cf. Marcello Flores, *Il secolo mondo. Storia del Novecento*, Bologne, Il Mulino, 2002, p. 29.

[85](#) Cf. Eric J. Hobsbawm, *L'Ère des empires 1875-1914*, Paris, Pluriel-Hachette, 1997, annexes.

[86](#) George L. Mosse, *Fallen Soldiers*, op. cit., p. 63.

[87](#) Karl Mannheim, *Le Problème des générations* (1928), Paris, Nathan, 1990. Voir à ce sujet Nia Perivolaropoulou, « Temps socio-historique et générations chez Mannheim », *L'Homme et la société*, n° 11-112, 1994, p. 23-34.

[88](#) Élie Halévy, *L'Ère des tyrannies* (1936), Paris, Tel-Gallimard, 1990, p. 230-231. Sur la « génération du front », le meilleur travail reste celui de Robert Wohl, *The Generation of 1914*, Cambridge, Harvard University Press, 1979.

[89](#) Pierre Broué, *Le Parti bolchevique. Histoire du Parti communiste de l'URSS* Paris, Éditions de Minuit 1971, p. 131.

[90](#) Cf. Sheila Fitzpatrick, *The Russian Revolution*, op. cit., 1994, p. 86.

[91](#) Cf. Eric J. Hobsbawm, *Revolutionaries*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1974, chap. 6.

[92](#) Detlev Peukert, *Die Weimarer Republik*, op. cit., p. 26-30, 234-235. Voir aussi Michael Kater,

« Generationskonflikt als Entwicklungsfaktor in der NS-Bewegung vor 1933 », *Geschichte und Gesellschaft*, vol. 11, 1985, p. 229-234, et plusieurs contributions rassemblées in Mark Roseman (éd.), *Generations in Conflict. Youth Revolt and Generation Formation in Germany 1770-1968*, New York, Cambridge University Press, 1995.

[93](#) Götz Aly, *Hitlers Volkstaat. Raub, Rassenkrieg und nationaler Sozialismus*, Francfort-sur-le-Main, Fischer, 2005, p. 14.

[94](#) Cf. Bruno Wanrooij, « The Rise and Fall of Italian Fascism as a Generational Revolt » *Journal of Contemporary History*, vol. 22, n° 3, 1987, p. 401.

[95](#) Palmiro Togliatti, « Generazioni vecchie e giovani nel Partito fascista » (1943), *Opere*, Rome, Editori Riuniti, vol. V, t. 2, 1979, p. 244. Cité in Bruno Wanrooij, « The Rise and Fall of Italian Fascism as a Generational Revolt », art. cité, p. 413.

[96](#) Giuseppe Bottai, *Diario 1935-1944*, Milan, Rizzoli, 1982, p. 217.

[97](#) Ernst Jünger, *La Guerre comme expérience intérieure* (1923), *op. cit.*, p. 32.

[98](#) Cf. George L. Mosse, *L'Image de l'homme. L'invention de la virilité moderne*, Paris, Éditions Abbeville, 1997, chap. 4.

[99](#) Klaus Theweleit, *Männerphantasien*, Munich, Piper, Bd. I, 2000, p. 40.

[100](#) *Ibid.*, p. 39.

[101](#) Ernst Jünger, *La Guerre comme expérience intérieure*, *op. cit.*, p. 68.

[102](#) *Ibid.*, p. 72.

[103](#) *Ibid.*, p. 95.

[104](#) Filippo Tommaso Marinetti, *L'alcova d'acciaio. Romanzo vissuto*, Milan, Serra e Riva, 1985, p. 23. Voir à ce sujet Timothy Campbell, « "Infinite Remoteness" : Marinetti, Bontempelli, and the Emergence of Modern Italian Visual Culture », *MLN*, n° 120, 2005, p. 116-121.

[105](#) Klaus Theweleit, *Männerphantasien*, *op. cit.*, p. 70.

[106](#) Susan R. Grayzel, *Women's Identities at War: Gender, Motherhood, and Politics in Britain and France During the First World War*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1999, p. 11 ; Joann Bourke, *An Intimate History of Killing. Face-to-Face Killing in Twentieth Century Warfare*, *op. cit.*, p. 338-339. Sur la féminisation de la victime, cf. Marianne Hirsch, « Nazi Photographs in Post-Holocaust Art. Gender as an Idiom of Memorialization », in Omer Bartov, Atina Grosman et Mary Nolan (éd.), *Crimes of War. Guilt and Denial in the Twentieth Century*, New York, The New Press, 2000, p. 103.

[107](#) Voir ces affiches in Peter Paret, Beth Irwin Lewis et Paul Paret (éd.), *Persuasive Images. Posters of War and Revolution from the Hoover Institution Archives*, Princeton, Princeton University Press, 1992, p. 52.

[108](#) *Ibid.*, p. 60. Voir aussi Susan R. Grayzel, *Women's Identities at War*, *op. cit.*, p. 51-53.

[109](#) Cf. Antonio Gibelli, *Il popolo bambino. Infanzia e nazione dalla Grande Guerra a Salò*, Turin, Einaudi, 2005, p. 158.

[110](#) Affiche reproduite in Peter Paret, Beth Irwin Lewis et Paul Paret (éd.), *Persuasive Images*, *op. cit.*, p. 24.

[111](#) Cf. Alain Brossat, *Les Tondues. Un carnaval moche*, *op. cit.*

[112](#) Eric J. Hobsbawm, « Men and Women : Images on the Left », *Uncommon People*, Londres, Abacus, 1998, p. 130, et George L. Mosse, *Nationalism and Sexuality. Middle-Class Morality and Sexual Norms in Modern Europe*, Madison, University of Wisconsin Press, 1982, chap. 5.

[113](#) Brigitte Studer, « La femme nouvelle », in Michel Dreyfus et Bruno Groppo (éd.), *Le Siècle des communismes*, *op. cit.*, p. 379.

[114](#) Cité in George L. Mosse, *L'Image de l'homme*, *op. cit.*, p. 133.

[115](#) Cette affiche est reproduite et analysée in Victoria Bonnell, *Iconography of Power. Soviet Posters under Lenin and Stalin*, Berkeley, University of California Press, 1997, p. 47.

[116](#) Cf. Mary Nash, *Rojas. Las Mujeres republicanas en la Guerra Civil*, Madrid, Taurus, 1999, p. 98.

[117](#) *Ibid.*, p. 103.

[118](#) *Ibid.*, illustration n° 15.

[119](#) Cf. Claudio Pavone, *Una guerra civile*, *op. cit.*, p. 444-445.

La critique des armes

LES MUSES COMBATTANTES

En 1919, Paul Valéry livrait son diagnostic, dont les accents ne manquaient pas d'évoquer Spengler, sur le caractère « mortel » des civilisations. Méditant sur le « frisson extraordinaire » qui avait « couru la moelle de l'Europe », il décrivait le sentiment d'Apocalypse qui s'était emparé de la culture. Mais son article ne se limitait pas à restituer la *Stimmung* de l'époque qui venait de s'ouvrir, il désignait aussi les dilemmes devant lesquels étaient placés les intellectuels. Il s'imaginait, tel un nouvel Hamlet, sur une terrasse d'Elsinore d'où il pouvait contempler un immense paysage de ruines, habité par « des millions de spectres » et étendu de Bâle à Cologne, de la Somme à l'Alsace. Comme deux frontières, « l'ordre et le désordre » délimitaient l'espace de ce continent meurtri : le désordre de la guerre et l'ordre, dirions-nous aujourd'hui, du totalitarisme. Une interrogation hantait cet Hamlet moderne : « Moi, l'intellectuel européen, que vais-je devenir¹ ? » L'histoire culturelle de l'entre-deux-guerres se résume aux différentes tentatives, irréductiblement antinomiques, de répondre à ce questionnement angoissant. Entre la fin du ^{xix}^e siècle et la Grande Guerre, la culture européenne avait connu un tournant *esthétique*, perceptible dans la musique (Ravel, Debussy, Schönberg, Berg) comme dans la littérature (Proust, Mann, Kafka, Conrad, Joyce), dans la peinture (Braque, Picasso, Kandinsky, Klee) comme dans l'architecture (Gropius)². Après 1918, c'est donc un tournant *politique* qui affecte les arts et les lettres du Vieux Monde.

Un des derniers essais de George Orwell, *Writers and Leviathan* (1948), est consacré à la relation qui se noue en Europe, pendant l'entre-deux-guerres, entre les intellectuels et la politique. À partir d'une réflexion largement autobiographique, il souligne le caractère presque irrésistible de l'irruption de la politique dans la culture. Plongés dans un « âge politique », les écrivains ne peuvent plus échapper à des thèmes comme « la guerre, le fascisme, les camps de concentration, les matraques, les bombes atomiques », même si souvent ils utilisent des métaphores littéraires, sans les nommer explicitement. Ils ne peuvent plus s'enfermer dans un univers de valeurs esthétiques, à l'abri des conflits qui déchirent le monde : « Aujourd'hui – ajoute Orwell – personne ne pourrait se consacrer à la littérature de façon absolue, comme le faisaient Joyce ou Henry James³. »

Dans le manifeste « Pour un art révolutionnaire indépendant », rédigé au Mexique en 1938 par l'écrivain André Breton, le peintre Diego Rivera et Léon Trotski, on lit le passage suivant : « Nous estimons que la tâche suprême de l'art à notre époque est de participer consciemment et activement à la préparation de la révolution⁴. » Le

même bilan avait déjà été tiré, deux ans plus tôt, par Walter Benjamin. Le critique allemand exilé en France opposait la politisation de l'art et de la culture – donc l'engagement des artistes et des intellectuels – à l'esthétisation de la politique mise en œuvre par le fascisme : « *Fiat ars, pereat mundus*, tel est le mot d'ordre du fascisme, qui, de l'aveu même de Marinetti, attend de la guerre la satisfaction artistique d'une perception sensible modifiée par la technique. *L'art pour l'art* semble trouver là son accomplissement. Au temps d'Homère, l'humanité s'offrait en spectacle aux dieux de l'Olympe ; c'est à elle-même, aujourd'hui, qu'elle s'offre en spectacle. Elle s'est suffisamment aliénée pour être capable de vivre sa propre destruction comme une jouissance esthétique de tout premier ordre. Voilà l'esthétisation de la politique que pratique le fascisme. Le communisme y répond par la politisation de l'art⁵. » Autrement dit, l'intellectuel doit se frotter aux aspérités du présent, devenir à sa façon « militant » s'il ne veut pas se retrouver anachronique et inutile, « homme de lettres » vivant en dehors de son temps.

La notion d'« intellectuel », qui entre définitivement dans le lexique occidental avec l'affaire Dreyfus, désigne cette interférence entre culture et politique qui marque si profondément toute l'histoire du ^{xx}e siècle. Bien sûr, cette figure ne manque pas d'ancêtres, depuis les philosophes des Lumières jusqu'aux révolutions de 1848, auxquelles les hommes et les femmes de lettres sont nombreux à participer. Mais c'est à partir du tournant du siècle que ce phénomène prend des dimensions nouvelles jusqu'à devenir, pendant l'entre-deux-guerres, un aspect majeur de la culture européenne et occidentale. Dans *La Trahison des clercs*, Julien Benda a essayé de capturer cette image du littérateur engagé en brossant le portrait d'une figure vouée à la défense désintéressée de valeurs universelles, comme la justice et la raison⁶. Or, à bien regarder, l'entrée en politique des intellectuels ne s'est pas toujours fondée sur ces valeurs. Déjà l'affaire Dreyfus fut une querelle d'intellectuels : Maurice Barrès contre Émile Zola, Édouard Drumont contre Bernard Lazare. Autrement dit, le nationalisme contre l'universalisme, l'antisémitisme contre l'égalité, le militarisme contre la république. Pendant les années 1920 et 1930, ces conflits vont s'accroître : à côté des intellectuels qui se mobilisent pour défendre la démocratie, il y en a d'autres qui œuvrent pour l'abattre. Avec sa *brutalisation* des sociétés européennes, la guerre a polarisé le champ intellectuel entre courants antagonistes. Le clivage entre Lumières et contre-Lumières, dont l'affaire Dreyfus avait donné un aperçu, prend désormais une dimension plus radicale, voire apocalyptique, notamment dans les pays vaincus. Il se superpose à l'affrontement entre révolution et contre-révolution, bolchevisme et fascisme. Sur le devant de la scène se trouve maintenant une nouvelle génération pour laquelle l'usage de la force et de la violence ne constitue plus un dilemme moral mais un fait presque normal, naturellement inscrit dans le cours de l'Histoire comme une sorte de loi anthropologique⁷. Cette « génération du feu » cherche souvent son inspiration auprès d'une pléiade d'intellectuels plus âgés, à leur tour radicalisés par la guerre, qui métamorphosent le mythe de la décadence, dont ils ont été les prophètes et les idéologues, en appel guerrier à la régénération nationale. Gabriele D'Annunzio, le « poète soldat » italien,

est un cas emblématique. Ses anciennes vitupérations contre la démocratie – la « bête élective » – se muent, pendant la guerre, en activisme nationaliste effréné et subversif, marqué par la découverte d'un style politique nouveau qui exerce une influence considérable sur Mussolini. C'est D'Annunzio qui invente certains symboles du fascisme comme le bras tendu (*saluto romano*), la chemise noire, les cris guerriers lors des rassemblements nationalistes (*Eia, eia, eia, alalà !*) et les actions audacieuses tel le largage de tracts de propagande sur Vienne. L'aventure militaire de l'occupation de Fiume, où il proclame en 1919 une éphémère république, donne l'exemple d'un intellectuel pour qui l'art et la vie, l'esthétique et la politique, l'exaltation romantique de la nature et l'idéalisation irrationaliste de la technique sont indissociables, et pour qui, de façon cohérente, l'engagement nationaliste se traduit en acte. C'est pourquoi George L. Mosse saisit dans la parabole de D'Annunzio les ingrédients d'une nouvelle liturgie politique que le fascisme italien reprend et développe⁸.

L'Allemagne est l'autre pays dans lequel, à la fin de la Grande Guerre, le mythe de la décadence se mue en culte de la violence régénératrice. Parmi les écrivains qui élaborent cette mutation, le plus lu est Ernst Jünger. Dans ses écrits d'après-guerre, il se livre à une exaltation du combat comme « expérience intérieure » faite d'extase et de virilité ; puis, en 1932, il annonce l'avènement d'une ère nouvelle, celle du « Travailleur », métaphore par laquelle il désigne une dictature totalitaire, creuset de race, technique et volonté de puissance⁹. Oswald Spengler, qui avait proclamé en 1918 le déclin de l'Occident¹⁰, condamné à périr au terme d'un cycle vital que les civilisations partageraient avec les organismes de la nature, redécouvre sous la république de Weimar la force régénératrice du nationalisme. Il abandonne alors le pathos nietzschéen de la décadence pour adopter une idée de combat racial empruntée au darwinisme social. Il médite sur les deux « révolutions » qui menacent la civilisation occidentale – « la lutte des classes et la lutte des races¹¹ » – et désigne ensuite la force capable de sauver l'Europe. Les Allemands, écrit-il en 1933, « sont encore suffisamment jeunes pour vivre, modeler et *décider* les destins de l'histoire mondiale, alors que les autres peuples sont désormais trop âgés et rigides pour opposer plus qu'une simple défense¹² ».

Une large partie de la culture européenne de l'entre-deux-guerres adhère à des valeurs qui s'opposent à la tradition de 1789. Le nationalisme, l'antisémitisme, la « révolution conservatrice », l'élitisme antidémocratique et le fascisme exercent une attraction considérable sur un grand nombre d'intellectuels en Italie, en France, en Allemagne et même dans un foyer traditionnel du libéralisme comme l'Angleterre¹³. Dans la France des années 1930, Maurras et Drieu la Rochelle sont tout aussi influents que Malraux et Gide, alors que, sous la république de Weimar, la popularité d'Ernst Jünger rivalise avec celle d'Erich Maria Remarque et qu'Oswald Spengler est bien plus lu que Walter Benjamin ou Ernst Bloch.

Au début des années 1920, Thomas Mann a esquissé dans *La Montagne magique* une allégorie de ce conflit : d'un côté l'intellectuel démocratique, rationaliste et pétri de progrès, de l'autre le nihiliste romantique et apocalyptique, insurgé contre la

modernité. Les deux héros de ce roman, Settembrini et Naphta, sont souvent interprétés comme les deux âmes de l'auteur qui, à l'issue de la Première Guerre mondiale, publie un manifeste de la « révolution conservatrice », *Considérations d'un apolitique*. (Il incarnera plus tard la conscience démocratique de son pays quand, exilé aux États-Unis, il dénoncera les crimes du national-socialisme dans ses émissions pour la BBC.) D'autres y ont vu la transfiguration littéraire du dialogue que Thomas Mann avait engagé avec son frère, Heinrich, dont la philosophie rappelle de près le positivisme humaniste de Settembrini. Plus récemment, ce conflit romanesque, placé par l'écrivain au cœur des Alpes suisses, à la veille de la Première Guerre mondiale, a été évoqué comme la préfiguration d'une célèbre dispute philosophique qui aura lieu à Davos, en 1929. Elle oppose le dernier représentant des Lumières allemandes, Ernst Cassirer, à Martin Heidegger, le jeune auteur d'*Être et Temps*, fondateur d'une nouvelle forme d'ontologie politique qui l'amènera, quelques années plus tard, à adhérer au régime nazi¹⁴. La parabole de l'intelligentsia européenne de l'entre-deux-guerres se déroule entre ces deux pôles philosophiques et politiques certes opposés mais pas toujours sans interférences. Certains critiques ont même formulé l'hypothèse selon laquelle le portrait du nihiliste Naphta aurait été inspiré à Thomas Mann par le jeune György Lukács, l'auteur de *L'Âme et les formes* (1911), attiré par le communisme jusqu'à devenir vice-commissaire du peuple à l'Instruction publique dans l'éphémère république soviétique hongroise dirigée par Béla Kun, en 1919¹⁵. En tant que romantique, Naphta est une sorte de Janus à deux têtes, l'une conservatrice, l'autre révolutionnaire. Cette contradiction intime nous rappelle que plusieurs intellectuels – souvent juifs et antifascistes –, destinés à jouer un rôle non négligeable dans le renouvellement de la philosophie politique de l'après-guerre, ont croisé sur leur chemin des figures et des courants de la pensée conservatrice, avec lesquels ils ont instauré un dialogue, fait de critiques et d'emprunts à la fois. Non seulement Hannah Arendt et Hans Jonas mais aussi des marxistes tels Herbert Marcuse et Günther Anders ont été les élèves de Heidegger¹⁶. Le fait est que, pendant les années 1930, Naphta devait choisir : son rejet de la *Zivilisation* pouvait s'abriter tantôt dans les mythologies teutoniques du national-socialisme, jusqu'à en accepter la mystique du sang et du sol, tantôt dans une critique radicale du visage de la modernité incarnée par le fascisme.

Dans cette conjoncture historique, communisme et fascisme se présentent comme les seuls capables d'apporter une solution. Il y a une symétrie frappante entre deux textes comme *Terrorisme et Communisme* (1920) de Trotski et *Le Travailleur* (1932) de Jünger, ou encore entre les *Cahiers de prison* (1929-1935) de Gramsci et *La Notion de politique* (1932) de Schmitt. Il ne s'agit certes pas d'une affinité politique ni d'une homologie de contenus : Trotski et Gramsci théorisent l'émancipation du prolétariat, Jünger et Schmitt la fin de l'ère de la « discussion » et l'avènement de l'État total. Les uns préparent la révolution, les autres la contre-révolution. S'il y a une symétrie entre eux, elle tient à leur enracinement commun dans le terreau de la guerre civile, où ils s'affrontent impitoyablement. Après 1917, le théoricien de l'autoémancipation des classes laborieuses devient le chef de l'armée

rouge, en reconnaissant l'impératif d'une défense du pouvoir soviétique et en identifiant même la dictature du prolétariat avec le pouvoir d'un Parti communiste militarisé. Gramsci, de son côté, pense la révolution en Occident comme une stratégie, au sens militaire du terme, dans laquelle la « guerre de position » (la conquête de l'hégémonie politique au sein de la société civile) précède la « guerre de mouvement » (l'insurrection), de même que, dans la Grande Guerre, il n'y avait pas eu d'offensive sans consolidation préalable des lignes par les tranchées¹⁷. Jünger dessine le profil du « Travailleur » (*der Arbeiter*) comme expression d'une humanité nouvelle forgée par l'expérience de guerre¹⁸, alors que Schmitt décrit l'émergence de l'« État total » comme conséquence inéluctable du conflit¹⁹. L'ontologie créatrice d'un sujet révolutionnaire émergeant – le prolétariat en tant que force capable de réorganiser la société – se traduit, chez Trotski et Gramsci, par une vision de la révolution comme affrontement militaire, de même que pour Jünger et Schmitt les vertus d'un État guerrier ont remplacé celles désormais obsolètes du libéralisme. Les marxistes mettent de côté aussi bien le réformisme que la spontanéité révolutionnaire au profit d'une réflexion exclusivement centrée sur le problème de la force et de la coercition. Dans l'iconographie révolutionnaire, le socialisme n'est plus représenté comme l'avancée pacifique et confiante du peuple laborieux, telle que l'avait peinte Pellizza da Volpedo, en 1901, dans son tableau *Il Quarto Stato* [fig. 11]²⁰. Il est désormais incarné par une armée disciplinée d'ouvriers armés, comme dans *La Défense de Petrograd* (1927) d'Alexander Deineka ou dans les photographies de la propagande républicaine pendant la guerre civile espagnole [fig. 12]. Révolution et contre-révolution, communisme et fascisme s'affrontent dans une lutte mortelle mais partagent la conscience d'appartenir à un siècle armé, un siècle de guerre qui a mis fin à l'âge de la paix, du libéralisme, du parlementarisme, du progrès. Les deux pensent la politique comme un conflit armé et l'État comme un instrument de guerre ; la démocratie libérale leur semble le souvenir d'une époque révolue. En 1920, Lénine lance ses foudres contre le socialisme réformiste et parlementaire du « renégat Kautsky²¹ » ; quelques années plus tard, Schmitt annonce la mort du libéralisme, expression archaïque d'une « classe qui discute » à une époque qui réclame un souverain qui « décide²² ». La critique bolchevique de la social-démocratie et la critique fasciste du libéralisme partagent la même conscience d'une césure irréversible avec le passé. Leurs valeurs s'affrontent radicalement, mais les deux pensent une société nouvelle engendrée par la guerre et la révolution.

LÉGALITÉ ET LÉGITIMITÉ

Confrontés à la crise profonde de l'État de droit et du parlementarisme, les acteurs des révolutions et contre-révolutions de l'après-guerre ne croient plus au diagnostic wébérien qui voit dans la « domination légale » la forme moderne du pouvoir. Il n'est donc pas étonnant que Carl Schmitt ait désigné Lénine et Lukács comme les précurseurs de l'opposition entre légalité et légitimité dont il devient lui-même le

principal théoricien en 1932, au crépuscule de la république de Weimar²³. Il se réfère à deux textes parus en 1920 dans lesquels les deux marxistes tirent le bilan de la vague révolutionnaire qui a secoué l'Europe centrale après l'Octobre russe. Le premier est *L'Extrémisme, maladie infantile du communisme*, un pamphlet dirigé contre les courants gauchistes au sein du Komintern, dans lequel Lénine défend la nécessité de combiner les formes de lutte légales et illégales, parlementaires et insurrectionnelles, selon les circonstances concrètes²⁴. Le second est un article intitulé « Légalité et illégalité », rédigé par le philosophe hongrois à Vienne, où il s'est réfugié après l'écrasement de la république des Conseils ouvriers de Béla Kun, et ensuite inclus dans son recueil *Histoire et conscience de classe* (1923). Dans ce texte, Lukács met en garde contre les écueils symétriques de l'« opportunisme », qui s'adapte à la légalité et refuse d'en sortir, en identifiant ainsi la lutte politique au parlementarisme, et du « romantisme », qui idéalise la clandestinité et rejette par principe toute action dans un cadre légal. Ces deux attitudes sont fausses, pense-t-il, car le choix de la légalité ou de l'illégalité est purement tactique et découle des circonstances concrètes dans lesquelles doit agir le mouvement communiste. La révolution est porteuse d'une nouvelle légitimité qui, pour s'imposer, doit briser l'ancien appareil d'État avec son dispositif juridique²⁵. Le présupposé de cette dialectique entre légalité et illégalité est la critique de la vision libérale de l'État comme entité au-dessus des classes et de leurs conflits. C'est sur la base d'une telle conviction qu'en décembre 1917 les bolcheviks décident de dissoudre l'Assemblée constituante, symbole à leurs yeux d'une légalité historiquement obsolète et donc en contradiction avec la légitimité du pouvoir des soviets (dans lesquels ils constituent la majorité avec le parti des sociaux-révolutionnaires de gauche). Ainsi, dans son pamphlet de 1919 contre Karl Kautsky, Lénine considère tout à fait « naturel que les intérêts de la révolution l'emportent sur les droits formels de l'Assemblée constituante²⁶ ».

Schmitt, quant à lui, pense que l'État de droit ne correspond plus à un âge de guerre civile et qu'il est progressivement remplacé par l'« État total ». À l'apogée de la crise de Weimar, en 1932, il publie un essai intitulé « Légalité et légitimité » où il analyse la contradiction désormais insurmontable qui s'est creusée entre ces deux notions²⁷. À ses yeux, la légalité n'a pas de contenu, elle n'est qu'une procédure neutre qui s'adapte aux différentes majorités parlementaires et trouve son expression achevée dans le libéralisme du ^{XIX}^e siècle. Son essence profonde consiste en un processus de rationalisation juridique du pouvoir dont Weber avait saisi avec lucidité l'aboutissement ultime : l'État bureaucratique moderne. Le pouvoir devient de plus en plus impersonnel car ceux qui l'incarnent se bornent à exécuter la loi, dont ils sont prisonniers. Mais dans une époque de crise sociale et politique comme celle qui s'ouvre en Europe avec la Grande Guerre, et plus particulièrement en Allemagne après 1930, le libéralisme se révèle impuissant. Dans une telle époque, le pouvoir ne peut plus se limiter à l'application des normes, il exige des *décisions* contraignantes qui doivent forcément puiser à une autorité supérieure : là réside à ses yeux sa *légitimité*. Cela revient à personnaliser le pouvoir, en réhabilitant les formes

anciennes de domination (l'absolutisme) au travers de leurs équivalents modernes (la domination charismatique). Autrement dit, il faut remplacer l'*ethos* de la loi par le *pathos* de l'action.

Cette argumentation inspire la vision schmittienne du président de la République : un « gardien de la Constitution » qui, afin d'en préserver l'esprit, s'arroge le droit d'en suspendre les normes, au nom d'une légitimité du pouvoir primant sur sa forme légale. En 1932, il approuve le coup de force par lequel le président Hindenburg dissout le gouvernement prussien dirigé par le parti social-démocrate en le soumettant à l'autorité du chancelier Franz von Papen (dont il est un des conseillers). Dans le même esprit, il souhaite que le président se saisisse de l'article 48 de la Constitution pour suspendre la loi, interdire les partis subversifs (le KPD et le NSDAP) et instaurer une dictature. Face à des forces qui veulent utiliser la légalité pour le détruire, l'État ne peut pas se défendre par des moyens purement légaux. Il doit passer outre la légalité de ses institutions et octroyer les pleins pouvoirs à une autorité souveraine capable d'agir. C'est le sens de la polémique qui, dès 1928, oppose le *décisionnisme* de Schmitt au *normativisme* de Kelsen²⁸. Il va de soi que cette solution autoritaire ne vise pas à « sauver » la république de Weimar mais à démolir la démocratie et à la remplacer par une dictature souveraine (imposée par le président, passant si nécessaire par une sanction plébiscitaire²⁹). Que cela soit le sens profond de la proposition de Schmitt apparaît évident à la lumière de son adhésion au nazisme juste après l'accession au pouvoir de Hitler, en 1933.

Le caractère antidémocratique des propositions de Lénine et de Schmitt trouve des critiques attentifs au sein de la gauche. Dans son dernier essai écrit peu avant son assassinat par les corps francs, Rosa Luxemburg rappelle aux bolcheviks que « la tâche historique du prolétariat lorsqu'il prend le pouvoir est de remplacer la démocratie bourgeoise par la démocratie socialiste et non pas de supprimer toute démocratie³⁰ ». Otto Kirchheimer, un jeune politologue de gauche qui fera une brillante carrière universitaire en exil aux États-Unis, consacre en 1933 un essai critique aux thèses de Schmitt, dont il a été le disciple. Il précise que, même en cas d'élection démocratique de la plus haute autorité de l'État, si la « légitimité plébiscitaire et monolithique » de celle-ci vient à se substituer au Parlement, elle ne peut alors plus être qualifiée de « démocratique », car il n'y a pas de démocratie sans la liberté, l'égalité et le pluralisme de ses acteurs, leur droit de participer et de délibérer³¹.

Le climat turbulent d'après-guerre polarise le champ intellectuel en créant des figures paradoxales de révolutionnaires et de conservateurs, en amorçant des dialogues surprenants, inévitablement voués à l'échec, entre penseurs des antipodes. Il ne s'agit pas d'une *coincidentia oppositorum*, comme le prétendent les critiques libéraux du totalitarisme, toujours prêts à traquer les symptômes d'un « fascisme rouge » et d'un « bolchevisme brun » : les extrêmes ne se touchent pas. Recherchée par quelques figures isolées et paradoxales, tel Ernst Niekisch, le théoricien du « national-bolchevisme » dans la république de Weimar, la voie d'une convergence

entre révolutions de droite et de gauche se révèle une impasse³². Il est vrai que certains la considèrent à l'époque comme la tendance dominante. *La Technique du coup d'État* (1931), l'ouvrage dans lequel Curzio Malaparte théorise l'avènement d'un âge dominé par les *catilinaires*, c'est-à-dire les fascistes et les communistes³³ – unis par la même volonté de s'emparer du pouvoir par la force et par la même méfiance à l'égard des méthodes du parlementarisme –, suscite un retentissement considérable dans toute l'Europe. Mais sa prose brillante reste à la surface de la réalité et sa tentative de rapprocher Trotski, « un des principaux créateurs de la technique moderne du coup d'État », des « catilinaires de droite », les fascistes, les « idolâtres de l'État³⁴ », fait de son pamphlet, beaucoup plus qu'un manuel de l'insurrection à l'âge de la crise du libéralisme, un simple « manuel de l'équivoque³⁵ ».

L'équivoque est entretenue pendant un court moment, en 1923, lors de la vague nationaliste qui secoue l'Allemagne après l'occupation française de la Ruhr. Karl Radek, émissaire du Komintern à Berlin, analyse le traité de Versailles comme une tentative de soumettre le pays au rang d'une colonie dans laquelle, par conséquent, le combat révolutionnaire doit « mettre la nation au premier plan³⁶ ». Sur la base de ce diagnostic, il élabore la « ligne Schlageter », consistant à rendre hommage à la mémoire de ce jeune militant d'extrême droite au nom de la lutte pour la libération socialiste de l'Allemagne. « Le destin de ce martyr du nationalisme allemand – affirme-t-il lors d'une réunion de l'exécutif de l'Internationale communiste – ne doit pas être passé sous silence, ni honoré d'un mot en passant. Car il a beaucoup à nous apprendre, à nous et au peuple allemand³⁷. » Convaincu que la classe ouvrière est déjà gagnée à la cause communiste, Radek cherche une voie pour conquérir la petite bourgeoisie paupérisée et attirée par le nationalisme. Ce dernier a fait de Schlageter un « pèlerin du néant », alors que le communisme doit le transformer en « pèlerin d'un avenir meilleur pour l'humanité tout entière³⁸ ». Cela explique les contacts du Parti communiste avec les nazis, quelques meetings communs et même une brochure dans laquelle les signatures de Radek et de Paul Frölich côtoient celles de Graf Erns Reventlow et Moeller van den Bruck, avant que les nazis ne coupent court à une initiative qui tourne à l'avantage des communistes³⁹.

Cet épisode éphémère prouve l'impossibilité d'un dialogue entre révolutionnaires de gauche et de droite, mais révèle en même temps une forte impulsion vers des solutions extrêmes, dans une situation catastrophique. La volonté d'en découdre avec le passé explique l'attention que portent les courants nationalistes à l'expérience soviétique, ainsi que leur langage révolutionnaire. Mussolini et Hitler sont arrivés au pouvoir par la voie légale, nommés respectivement chef du gouvernement italien par le roi Victor-Emmanuel III, en octobre 1922, et chancelier allemand par le président Hindenburg, en janvier 1933. La mutation du système politique intervient après, en quelques années en Italie, sous des formes plus concentrées et plus traumatiques en Allemagne. Cependant, fascisme et nazisme conçoivent ces tournants comme d'authentiques révolutions. Pour Mussolini, son accession au pouvoir fut « un acte insurrectionnel, une révolution⁴⁰ ». Le régime fasciste entretient la légende de la

marche sur Rome comme soulèvement armé ouvrant une époque nouvelle. À l'instar de la Révolution française, il veut introduire un nouveau calendrier. Le 29 octobre 1922 marque l'an I de l'« ère fasciste », un événement qui sera célébré comme une fête nationale jusqu'à la chute du régime⁴¹. En 1932, le dixième anniversaire de la « révolution fasciste » est commémoré en grande pompe.

Le nationalisme allemand adopte le même langage. En 1925, Ernst Jünger écrit plusieurs articles pour le journal *Standarte* afin de dissiper le malentendu consistant à présenter les nationalistes comme des « réactionnaires ». Après avoir quitté les tranchées, admet-il, ils ont dû se battre sur le front interne en s'opposant aux spartakistes, les révolutionnaires communistes qui se dressaient en face d'eux comme « leur propre ennemi mortel⁴² ». Mais cette opposition au bolchevisme ne fait pas des nationalistes des réactionnaires car, tout en s'inscrivant dans une tradition ancienne également prisée de certains courants de la culture conservatrice, ils reconnaissent la nécessité d'adopter des « méthodes révolutionnaires⁴³ », dans un contexte où le combat politique signifie la « poursuite de la guerre par d'autres moyens⁴⁴ ». « Ce qui compte pour nous – conclut Jünger –, ce n'est pas une révolution de la forme étatique, mais une révolution de l'âme capable de créer dans le chaos des formes nouvelles jaillissant du sol⁴⁵. » Autrement dit, cette révolution n'est que l'achèvement des transformations profondes provoquées par la guerre. Dans son discours pour l'inauguration de la Chambre de la culture du Reich, en novembre 1933, le ministre de la Propagande Josef Goebbels qualifie de « révolution totale » la montée au pouvoir de Hitler. Il s'agit à ses yeux d'une « révolution d'en bas » qui commence à « forger la nation allemande en un seul peuple (*Volk*) ». Comme toute révolution authentique, elle aspire à une « transformation radicale de notre vie culturelle et de notre création spirituelle⁴⁶ ».

Delio Cantimori – une figure singulière de savant et d'intellectuel passé du fascisme au communisme au cours des années 1930 – insiste avec force sur la nature « révolutionnaire » du fascisme. En 1931, il publie un essai intitulé « Fascisme, révolution et non réaction européenne », dans lequel il prend soin de préciser la signification d'une telle formule. À ses yeux, il s'agit d'un mouvement *nouveau*, au même titre que le communisme, avec lequel il entre en compétition pour conquérir le monde *ancien*, la vieille Europe qu'il faut reconstruire. Mussolini, souligne-t-il, n'est pas un dictateur à la Primo de Rivera, c'est-à-dire un militaire autoritaire et conservateur, mais le « chef d'une grande révolution nationale » qui parachève l'œuvre de la Renaissance et du *Risorgimento*. Cependant, son caractère subversif n'a pas grand-chose à voir avec la tradition jacobine, qui a plutôt trouvé ses héritiers dans le marxisme et le communisme. Les révolutions fasciste et communiste s'opposent. C'est pourquoi le fascisme apparaît à ses yeux comme une « synthèse dialectique des exigences représentées par la révolution extrême et par la réaction extrême⁴⁷ ». Dans la même lignée, Mussolini avait défini le fascisme comme une sorte de « révolution contre la révolution ». Pour des historiens tels George L. Mosse, Emilio Gentile et Zeev Sternhell, le fascisme fut à la fois une révolution, une idéologie, une vision du monde et une culture. Une révolution, puisqu'il voulait bâtir

une société nouvelle. Une idéologie, puisqu'il avait reformulé le nationalisme dans une perspective qui, après avoir rejeté le marxisme, s'opposait aussi bien au conservatisme qu'au libéralisme, en recherchant une voie alternative. Une vision du monde, puisqu'il inscrivait son projet politique dans une vision de l'Histoire, voulait créer un « homme nouveau » et se présentait comme le destin providentiel de la nation. Et une culture, puisqu'il voulait transformer l'imaginaire collectif, modifier les styles de vie, supprimer tout clivage entre vie privée et vie publique. Il s'agit certes d'une « révolution de droite⁴⁸ », ayant pour moteur social les couches moyennes et dont l'ambition était la construction d'une civilisation nouvelle, axée sur l'État, la nation ou la race⁴⁹. Autrement dit, une révolution à la fois antilibérale et antimarxiste, « spirituelle » et « communautaire⁵⁰ ». Elle se situait aux antipodes de la révolution communiste, elle aussi porteuse d'une idéologie, d'une vision du monde et d'une culture. À la différence des révolutions communistes qui ont radicalement modifié les formes de la propriété, les fascismes ont toujours intégré dans leur système de pouvoir les anciennes élites économiques, administratives et militaires. La naissance des régimes fascistes implique toujours un certain degré d'« osmose » avec l'autoritarisme et le conservatisme. Aucun mouvement fasciste n'est arrivé au pouvoir sans l'appui, tantôt enthousiaste et tantôt résigné, selon les cas, des élites traditionnelles⁵¹. Bref, quand on parle de « révolution » fasciste, il faudrait toujours utiliser des guillemets, si l'on ne veut pas cautionner la rhétorique et l'esthétique du fascisme lui-même. Philippe Burrin vise juste lorsqu'il définit le fascisme comme une « révolution sans révolutionnaires⁵² ». L'« homme nouveau » que le fascisme et le communisme veulent forger n'est pas le même, mais le désir de changement qui traverse alors une Europe dévastée s'exprime en suivant les lignes d'un champ magnétique dont les deux pôles sont, symboliquement, Rome et Moscou.

« RELATIONS DANGEREUSES »

Les extrêmes ne se touchent pas, mais leur opposition peut partir d'un même constat, celui de la crise de l'Europe, de l'effondrement définitif d'un ordre politique et de la nécessité de trouver une solution radicale pour l'avenir. L'âge du constitutionnalisme et de la délibération semble révolu, emporté par une vague destructrice dont les seules caractéristiques reconnaissables sont celles du *nihilisme*. Tel est le contexte dans lequel s'inscrit le « dialogue », compromis d'avance, entre Walter Benjamin et Carl Schmitt. Naphta ne peut plus se dérober à un choix politique. Le héros de *La Montagne magique* semble réunir en lui plusieurs traits du critique juif de Berlin et du juriste catholique de Rhénanie. Thomas Mann le décrit comme un philosophe apocalyptique révolutionnaire et réactionnaire à la fois, juif orthodoxe converti au catholicisme et formé à l'enseignement des jésuites, socialiste romantique et admirateur de la Contre-Réforme, pourfendeur du progrès et prophète de la catastrophe, pour lequel révolution et conservation trouvaient un point de rencontre dans « la dissolution de tous les ordres temporels et [dans] la

réorganisation de la société d'après le modèle du royaume idéal et communiste de Dieu⁵³ ».

C'est Benjamin qui prit l'initiative de contacter Schmitt, en décembre 1930, en lui adressant une lettre dans laquelle il lui annonçait l'envoi de son ouvrage sur le drame baroque allemand. Son intérêt pour ce philosophe du droit, catholique et réactionnaire, n'est pas surprenant chez un intellectuel qui avait toujours prêté une grande attention à la pensée de droite, de Ludwig Klages à Stefan George et Marce Jouhandeau. Selon Gershom Scholem, qui rappelle leur amitié pour le futur philosophe nazi Hans Heyse, à Munich, vers la fin de la Grande Guerre, Benjamin « savait percevoir le grondement de la révolution jusque chez les auteurs les plus réactionnaires » et manifestait une grande sensibilité à l'égard de ce qu'il appelait d'« étranges interférences entre la théorie réactionnaire et la pratique révolutionnaire⁵⁴ ». Dans une lettre de juin 1934 à Gretel Karplus – qui allait bientôt épouser Adorno –, il avouait que sa vie et sa pensée se « mouvaient sur des positions extrêmes », en prenant forme grâce à la juxtaposition de ces points de vue antinomiques perçus par ses amis comme des « relations dangereuses⁵⁵ » (*gefährliche Beziehungen*).

Son livre sur le *Trauerspiel*, précisait-il dans sa lettre à Schmitt, devait beaucoup aux écrits du juriste rhénan, notamment *Théologie politique* (1921) et *La Dictature* (1922), et ses propres recherches sur l'histoire de l'art ne faisaient que confirmer les postulats sous-jacents à la « philosophie de l'État » de Schmitt⁵⁶. Ce dernier ne répondit pas, mais garda cette lettre, qu'il évoquera bien plus tard dans un essai sur Shakespeare émaillé de références au *Trauerspielbuch* de Benjamin⁵⁷. En quoi consiste cette affinité entre deux auteurs si différents l'un de l'autre, dans laquelle Jacob Taubes, un des premiers commentateurs de cette lettre restée longtemps cachée – Adorno et Scholem décidèrent de ne pas l'inclure dans la première édition de la correspondance de leur ami –, croit déceler une des « constellations les plus prometteuses de la république de Weimar⁵⁸ » ? Essayons d'explorer cette « relation dangereuse ».

Dans ses écrits du début des années 1920, Schmitt avait théorisé la dictature comme un régime anémique impliquant l'« état d'exception » (*Ausnahmezustand*). La suspension de l'État de droit, accompagnée de la restriction des libertés individuelles et de la remise en cause de certains droits fondamentaux, pouvait être une mesure temporaire en vue de préserver l'État et de rétablir le droit ou, s'agissant du pouvoir constituant des dictatures modernes, en vue d'instaurer un nouvel ordre légal⁵⁹. Dans *Théologie politique*, l'état d'exception est lié à un pouvoir de « décision » (*Entscheidung*) sur lequel repose à ses yeux le fondement ultime de la souveraineté. Selon la formule ouvrant son ouvrage : « Est souverain celui qui décide de la situation exceptionnelle⁶⁰ ». À la différence du dictateur traditionnel, contraint par la loi, ne disposant que d'un pouvoir délégué et transitoire, le souverain défini par Schmitt dispose d'un pouvoir absolu, autonome et sans contrainte. Brossant la généalogie du concept de souveraineté, il en décèle les origines dans l'absolutisme, première expression d'une sécularisation de la théologie politique qui

remplace Dieu par le souverain. Les premiers pas dans ce processus avaient été franchis par Bodin, mais c'est Hobbes qui, selon Schmitt, accomplit le passage de la théologie à la conception moderne de la souveraineté, en théorisant l'État comme un Léviathan à la fois législateur et détenteur de la force – en termes wébériens, *Herrschaft* et *Macht* – exigeant de ses sujets soumission et obéissance.

À l'instar de l'Église, qui fonde davantage sa légitimité sur la foi de ses adeptes que sur des règles établies, et dont l'action s'inspire d'un Dieu omnipotent plutôt que d'une simple application de la loi, le pouvoir souverain peint par Schmitt ne se soumet à aucune autorité supérieure, car il possède en lui les sources de sa propre légitimité. Dans le contexte de la république de Weimar naissante, et plus encore à partir de 1930, au moment de son agonie, cet éloge de la décision souveraine et irrévocable sonne comme un appel à la dictature, dont il réclame l'instauration en appliquant l'article 48 de la Constitution. C'est à ses yeux le seul pouvoir à même de surmonter la paralysie d'une démocratie enfermée dans la légalité de ses institutions parlementaires et déchirée par ses conflits intestins, incapable d'engendrer un exécutif stable et vouée à l'impuissance. La décision s'oppose donc à la norme et au débat public, deux traits constitutifs de la tradition libérale, alors identifiée à Kelsen : une tradition dont Schmitt soulignera par la suite, dans des écrits à forte connotation antisémite, les racines juives (de Spinoza à Mendelssohn et Stahl)⁶¹. Cet appel à la décision contre le parlementarisme s'inscrit dans une tradition antilibérale bien particulière, celle des philosophes catholiques de la contre-révolution, Joseph de Maistre et Donoso Cortés, qui ont compris l'alternative fondamentale posée en 1789 et en 1848 : catholicisme ou athéisme, absolutisme ou socialisme⁶². Le libéralisme n'est plus à la hauteur d'une époque qui réclame un autre choix décisif : révolution ou contre-révolution, socialisme ou État total. Dans ses écrits des années 1920, nous l'avons vu, Schmitt pose les prémisses théoriques de sa future adhésion au national-socialisme.

Dans son ouvrage sur le *Trauerspiel* (1925), Benjamin, lui, interprète la naissance de l'allégorie baroque, avec ses images de souverains mélancoliques et déchirés par d'insurmontables dilemmes, comme le reflet esthétique d'un âge de crise. Contrairement à la Renaissance, époque de plénitude culturelle et artistique, dominée par un idéal harmonieux, dans un contexte favorable à l'essor des sciences et des arts, l'âge baroque est dominé par la crise. Ses héros sont habités par le sentiment d'une catastrophe imminente, comme s'ils étaient poussés vers une « cataracte⁶³ ». La tempête intérieure qui les agite tient à une époque de guerres qui rend leurs dilemmes insurmontables. Le héros du *Trauerspiel* est bien le prince qui, à l'instar du Léviathan de Hobbes, « tient le cours de l'histoire dans ses mains comme un sceptre⁶⁴ », mais son drame vient du fait qu'il incarne une souveraineté désormais vidée. En tant que prince, il est le détenteur du « pouvoir exécutif suprême », qui permet de décréter l'« état d'exception⁶⁵ », cependant les situations dans lesquelles il se trouve impliqué prouvent qu'il n'a plus la capacité de prendre une telle décision⁶⁶.

Benjamin emprunte à Schmitt ses catégories (souveraineté, décision, état d'exception), mais il renverse la perspective. Il brosse en effet un portrait de l'âge

baroque au centre duquel ne trône plus le Léviathan tout-puissant de Hobbes mais un ensemble de figures tragiques qui, tel Hamlet, sont prisonnières de leurs dilemmes et donc inaptes à agir. Un destin cruel les condamne à être non pas des princes aimés mais des tyrans ou des martyrs. Si, pour Schmitt, l'état d'exception – antithèse de l'incertitude et de la discussion passive – découle de la décision ultime et contraignante du souverain, pour Benjamin, en revanche, il semble désigner un état de crise permanente. Giorgio Agamben note avec raison ce clivage profond entre une conception de la décision comme « miracle » restaurateur, qui unit souveraineté et exception, et celle de l'état d'exception comme *catastrophe*⁶⁷. Il faut cependant ajouter que ce clivage s'approfondit jusqu'à devenir infranchissable lorsque Benjamin interprète cette catastrophe dans la perspective du messianisme juif, en lui attribuant les caractères d'une apocalypse rédemptrice. Dans la vision du monde baroque, écrit-il, « tout ce qui est terrestre précipite en se transformant dans un champ de ruines ». Mais cette chute représente aussi une « allégorie de la résurrection⁶⁸ ». Grâce à la transfiguration baroque de la mort, l'enfer se mue, dialectiquement, en « monde divin » ; la chute porte en elle les prémisses d'une rédemption qui, selon les mots d'un poème de Lohenstein, donnera finalement à une « tête de mort » (*Totenkopf*) les traits d'un « ange⁶⁹ ».

Au décisionnisme de Schmitt correspond ici le nihilisme messianique de Benjamin. Dans son essai « Critique de la violence » (1921), il s'était inspiré de Sorel – autre figure de frontière, à mi-chemin entre marxisme et fascisme – pour théoriser une violence non plus restauratrice de l'ordre et de la loi, mais « divine » (*göttliche Gewalt*), « destructrice de droit » et irréductible à toute contrainte extérieure⁷⁰. Il décelait dans cette violence « sans limites », donc anémique, une dimension « révolutionnaire [...], la plus haute manifestation de la violence pure parmi les hommes⁷¹ ». Elle présentait un double visage, à la fois théologique et politique : théologique, puisqu'elle faisait irruption sur la scène de l'histoire en brisant sa continuité comme une apocalypse rédemptrice ; et politique, à cause de sa nature révolutionnaire, analogue à la « grève générale » de Sorel qui détruit l'ordre bourgeois et crée un nouvel ordre prolétarien. Dans un essai écrit très probablement à la même époque, « Fragment théologico-politique », l'un de ses textes les plus obscurs et les plus énigmatiques, il donnait à cette violence à la fois divine et révolutionnaire les traits du « nihilisme⁷² ».

La théorie de Benjamin est là aux antipodes de celle de Schmitt. Car c'est précisément *contre* cette violence rédemptrice que le juriste catholique réclame un état d'exception. Dès les années 1930, il exhume le concept catholique de *katechon*, d'origine paulinienne, qui désigne l'empire chrétien comme un pouvoir « qui retient », c'est-à-dire une force empêchant l'avènement de l'Antéchrist et permettant ainsi, dans ce délai arraché aux puissances du mal, le déroulement de l'Histoire. Entre le Moyen Âge chrétien et le ^{xx}e siècle, cette force a connu, selon Schmitt, de multiples incarnations. Elle serait inévitablement destinée à resurgir au moment où l'Antéchrist apparaîtrait sous la forme de la civilisation de l'Occident sécularisé, ou celle, extrême, du communisme athée. « La foi en une force qui retient [*Aufhalter*] la

fin du monde – écrira-t-il dans *Le Nomos de la terre* (1951) – jette le seul pont qui mène de la paralysie eschatologique de tout devenir humain jusqu'à une puissance historique aussi imposante que celle de l'empire chrétien des rois germaniques⁷³. »

La figure de l'Antéchrist traverse aussi les écrits de Benjamin, notamment dans ses thèses de 1940, « Sur le concept d'histoire ». Le recours à cette image de la théologie chrétienne dans un propos imprégné d'un bout à l'autre de messianisme juif constitue une des nombreuses surprises de ce texte, mais le sens de cette métaphore ne présente guère d'ambiguïtés. Dans la sixième thèse, où il évoque les images du passé qui resurgissent « à l'instant du danger », lorsque la « classe dominante » menace de remporter une victoire définitive en détruisant la tradition et la mémoire des vaincus, il désigne le Messie non seulement comme « rédempteur » mais aussi comme « vainqueur de l'Antéchrist⁷⁴ ». Une étude généalogique de cette thèse semble indiquer que la référence à l'Antéchrist est empruntée à Fritz Lieb, un théologien protestant suisse et d'orientation socialiste avec lequel Benjamin avait noué des relations d'amitié et un fructueux échange intellectuel. Dès 1934, Lieb avait présenté le nazisme comme une version moderne et séculière de l'Antéchrist, en chargeant d'une forte dimension religieuse le combat antifasciste. Pour Benjamin, le prolétariat, sujet historique de la lutte contre le nazisme, doit comprendre la portée théologique de cet affrontement apocalyptique puisque l'ennemi, le Troisième Reich, n'hésite à se présenter comme une promesse de salut dans un nouveau Royaume millénaire⁷⁵.

Nous sommes donc en présence, avec Benjamin et Schmitt, de deux théologies politiques : l'une juive, l'autre chrétienne et catholique ; l'une révolutionnaire et messianique, l'autre conservatrice et ultramontaine. Pour les deux, l'Antéchrist incarne l'ennemi, mais pour l'une il prend la forme du nazisme, pour l'autre, celle du bolchevisme athée. L'une préconise l'avènement du Messie – la rupture du continuum de l'histoire inaugurée par la révolution prolétarienne –, l'autre fait appel au *katechon*, assuré par un pouvoir absolu décisionniste. L'une voit dans la révolution la forme concrète de l'Apocalypse, c'est-à-dire du passage du temps historique présent au temps messianique du futur⁷⁶ ; l'autre voit le *katechon* comme le lien indispensable entre l'eschatologie chrétienne et la vie du catholicisme dans un monde séculier⁷⁷. Ces deux théologies politiques s'affrontent sur la base d'un diagnostic commun – la crise du présent, la nécessité de prendre une décision pour en sortir – formulé à partir des mêmes catégories analytiques, mais qui débouche sur des thérapies politiques opposées : révolution et contre-révolution⁷⁸.

La lettre de Benjamin à Schmitt de décembre 1930 n'aura pas de suite. Si leur dialogue semble encore possible en 1930, l'arrivée au pouvoir de Hitler, trois ans plus tard, va creuser un fossé infranchissable. Chez Benjamin, le nihilisme ébauché dans ses écrits du début des années 1920 prendra la forme du marxisme, un marxisme certes inclassable, fortement teinté de messianisme et résolument antipositiviste, mais néanmoins doté d'un profil politique cohérent. La théologie politique de Schmitt, elle, trouvera un ancrage politique dans le national-socialisme.

Dans sa huitième thèse de 1940, Benjamin fait une ultime allusion à Schmitt, en rappelant la « tradition des opprimés » pour lesquels l'« état d'exception » (écrit

entre guillemets) est désormais devenu la « règle ». Pour mettre fin au continuum catastrophique d'une histoire qui se déploie tel un cortège triomphal et ininterrompu des vainqueurs, il propose d'instaurer le « véritable état d'exception », le seul capable de mener à bien la « lutte contre le fascisme », c'est-à-dire l'interruption révolutionnaire du cours du monde⁷⁹. Benjamin utilise encore, en prenant ses distances, les concepts de Schmitt, mais, comme le souligne Taubes, il le fait désormais en étant tout à fait conscient de les avoir « assimilés et retournés en leur contraire⁸⁰ ». Loin d'être un exemple de *coincidentia oppositorum*, la relation entre Benjamin et Schmitt illustre ainsi la polarisation exercée par la guerre civile européenne sur le champ intellectuel dans la période de l'entre-deux-guerres.

L'année 1933 constitue un partage des eaux au sein de la culture politique allemande. Elle ne marque pas seulement la rupture entre Heidegger et ses disciples de gauche, de Herbert Marcuse à Günther Anders, mais aussi entre Schmitt et ses disciples de gauche, juifs eux aussi, comme Franz Neumann et Otto Kirchheimer. Ces derniers avaient cru saisir une convergence, dans la théorie politique de Schmitt, avec la critique marxiste de la vision libérale de l'État comme entité « neutre », identifiant légalité et légitimité dans un pouvoir politique séparé de la société et situé au-dessus des luttes de classes. Dans cette perspective, la *Zeitschrift für Sozialforschung*, la revue de l'École de Francfort, avait publié des critiques élogieuses des écrits de Schmitt, surtout sur sa vision du politique comme domaine du conflit⁸¹. Le malentendu sera vite éclairci. Dès 1934, Marcuse se livre dans la même revue à une véritable démolition de l'existentialisme politique allemand, dont il saisit l'expression majeure dans le discours du Rectorat de Heidegger et dans les thèses de Schmitt sur l'État total⁸². Quant à Kirchheimer, il prend désormais ses distances à l'égard de Schmitt en soulignant que sa critique du libéralisme ne débouche pas sur la défense de la démocratie mais sur l'apologie d'une dictature plébiscitaire⁸³. Chez tous, la confrontation avec l'œuvre de Schmitt apparaît comme une étape obligée. Mario Tronti n'a sans doute pas tort lorsqu'il affirme que, « au ^{xx}e siècle, Marx a incorporé Schmitt⁸⁴ ».

DILEMMES ÉTHIQUES

À l'issue de la Grande Guerre, la culture européenne est un champ magnétique traversé par des courants de haute tension. L'affrontement entre révolution et contre-révolution pose des dilemmes d'ordre moral – la légitimité de la violence, le conflit éternel entre l'éthique des valeurs et l'éthique de la responsabilité –, mais ses acteurs partagent très rarement un espace public commun pour en débattre. Quoique isolées et vouées à l'échec, certaines tentatives méritent d'être rappelées. Célèbre est la lettre écrite par Simone Weil à Georges Bernanos en 1938, dans laquelle la philosophe exprime son admiration et sa solidarité à l'égard de l'auteur des *Grands Cimetières sous la lune*⁸⁵ (1938). Tous deux ont participé à la guerre civile espagnole, en partant parmi les premiers, en 1936, l'une poussée par son désir de se

battre du côté républicain, l'autre par sa foi catholique et son instinct conservateur. Tous deux en sont revenus dégoûtés par le spectacle d'une violence effrénée et par un triomphe de l'immoralité qui leur semblait se heurter aux valeurs de l'éthique chrétienne (une éthique que la philosophe juive partageait sans réserve). Pour l'un comme pour l'autre, cette expérience de désenchantement cuisant a marqué un tournant politique. Après avoir vu le bain de sang infligé à Majorque par les franquistes pour s'imposer, Bernanos a rompu avec Maurras, complice de ces massacres phalangistes dont il se fait, dans son livre, le témoin sévère et l'accusateur implacable. Simone Weil a pris le train pour Barcelone, en août 1936, où elle s'est enrôlée dans une milice anarchiste, « un mélange étonnant, où on admettait n'importe qui, et où, par la suite, se coudoyaient l'immoralité, le cynisme, le fanatisme, la cruauté, mais aussi l'amour, l'esprit de fraternité, et surtout la revendication de l'honneur si belle chez les hommes humiliés⁸⁶ ». Ses attentes furent cependant vite déçues, après les premières exécutions de prêtres et de jeunes capturés lors des affrontements avec les troupes phalangistes. Dans le livre de Bernanos, elle reconnaît « cette odeur de guerre civile, de sang et de terreur » qu'elle aussi a respirée. Une odeur désormais insupportable et qu'aucune cause ne peut justifier. Comme l'écrivain catholique qui a rompu avec l'Action française à son retour d'Espagne, Simone Weil prend ses distances vis-à-vis des anarchistes. Les idéaux originaires ont laissé la place à une guerre brutale, cruelle et distincte des guerres ordinaires par son manque total de respect de l'ennemi. Presque personne, constate-t-elle dans sa lettre, n'a su résister à la vague impétueuse de cette guerre civile en préservant ses principes d'humanité. Parmi les exceptions, Bernanos, « monarchiste, disciple de Drumont », dont elle se sent par conséquent plus proche que de ses anciens camarades anarchistes de l'Aragon, « ces camarades que, pourtant, j'aimais⁸⁷ », écrit-elle.

Ces thèmes sont au centre d'un plus vaste débat éthico-politique qui surgit aux marges de la scène intellectuelle, chez des *outsiders* du communisme et du libéralisme. Il engage d'un côté une figure historique comme Trotski, de l'autre un écrivain et un philosophe qui ont toujours joué un rôle discret, à l'écart du pouvoir, comme Victor Serge et John Dewey. Le révolutionnaire russe est exilé au Mexique d'où il analyse la situation internationale et poursuit sa bataille contre le stalinisme, tout en prônant une défense intransigeante de l'URSS, à l'approche d'une nouvelle guerre. Après avoir participé à la révolution et à la guerre civile en Russie, Serge a été déporté par Staline dans un goulag sibérien et se trouve maintenant à Bruxelles, libéré à la suite d'une campagne internationale. Dewey, quant à lui, a accepté, à l'âge de soixante dix-huit ans, de présider une commission d'enquête sur les procès de Moscou qui démasque leur caractère mensonger et prouve l'innocence de Trotski⁸⁸.

Rendant publiques les conclusions de ce « contre-procès », le philosophe libéral, chef de file du pragmatisme éthique américain, avait saisi l'occasion pour ajouter ses considérations personnelles sur la crise et la faillite du marxisme, manifestes à ses yeux dans les sinistres mises en scène de Vychinski à Moscou. Cette prise de

position suscita une réaction immédiate de Trotski sous forme d'un pamphlet au style vif et percutant, *Leur morale et la nôtre*, publié en 1938 à New York. Bien que Dewey n'y fût jamais explicitement cité, il ne fait pas de doute qu'il en était la véritable cible⁸⁹. C'est avec lui que l'ancien chef de l'armée rouge engageait un débat polémique sur les fondements éthiques du marxisme et de la révolution socialiste. Les thèses du philosophe américain étant endossées par le préfacier anonyme de l'édition française de cet essai, très probablement Victor Serge, qui en était aussi le traducteur. Trotski écrivit également une réponse, visant cette fois-ci les critiques libertaires de la révolution russe. Cet ensemble de textes constitue un miroir extraordinaire des dilemmes éthico-politiques qui traversent l'époque de la « deuxième guerre de Trente Ans ». Au cœur de cette controverse, en effet, demeure la guerre civile en tant que problème moral.

À l'arrière-plan du débat il y a les procès de Moscou, qui n'apparaissent pas encore, sinon aux yeux d'une petite minorité, comme une monstrueuse falsification, et la guerre civile espagnole, dont la violence préfigure déjà les horreurs de la Deuxième Guerre mondiale. Or, ces événements, que Trotski inscrit dans un âge de guerres et de révolutions, renvoient inévitablement à l'expérience soviétique et à ses propres choix politiques, notamment lors de la guerre civile des années 1918-1921. Dans son essai, il se livre à une défense intransigeante de son parcours, en rejetant les griefs de ses critiques libéraux, sociaux-démocrates et anarchistes. À une époque de réaction triomphante, écrit-il, ils ont tendance à « sécréter de la morale en quantité double, de même que les gens transpirent davantage quand ils ont peur⁹⁰ ». Le révolutionnaire exilé réfute les symétries formelles si chères à la « petite bourgeoisie intellectuelle » encline aux « effluves moraux » et incapable de voir la différence entre communisme et fascisme, bolchevisme et stalinisme, stalinisme et trotskisme. Avec une plume acérée, non dénuée d'humour, Trotski prend la défense des Jésuites – auxquels on attribue l'aphorisme « La fin justifie les moyens » – en rappelant à quel point ils étaient sélectifs dans le choix de leurs armes de combat. Il souligne aussi le caractère extrêmement discutable des moyens employés par leurs ennemis protestants qui, à l'instar de Luther, avaient préconisé le massacre des paysans allemands révoltés. Il défend ensuite la morale des Cafres, un peuple souvent qualifié de « sous-développé », en y décelant des principes de justice bien plus humains que ceux de leurs colonisateurs européens. Et il conclut son argumentation en réaffirmant son interprétation du stalinisme : ses crimes ne découlent pas de l'« amoralisme bolchevique » ou du communisme athée ; ils sont le produit historique d'une révolution isolée et étouffée par l'impérialisme dans un pays socialement arriéré.

Après avoir dissocié le bolchevisme du stalinisme, c'est-à-dire la violence révolutionnaire de la violence d'un pouvoir thermidorien qui avait à ses yeux usurpé la révolution, il assume la première, dont il avait été un des responsables, et condamne la seconde, au nom d'une morale socialiste visant la libération de l'Homme. La défense de la révolution implique l'approbation inconditionnelle de toutes les mesures politiques et militaires adoptées par les bolcheviks pendant la guerre civile. La morale ayant un caractère de classe, il est impossible d'en donner

une définition abstraite, suspendue dans le vide et échappant aux conflits de la société. Par conséquent, « la guerre civile, forme culminante de la lutte des classes, abolit violemment tous les liens moraux entre les classes ennemies⁹¹ ». Rappelant les « excès » qui accompagnent inévitablement toute guerre civile, Trotski justifie donc les exécutions sommaires de la Tcheka, l'instauration de la censure, la mise hors la loi des partis opposés au régime bolchevique, la prise d'otages et même l'exécution des membres de leurs familles (en l'occurrence les fils du tsar).

À vrai dire, en bon disciple des Lumières, il ne nie pas l'existence de certaines « règles élémentaires de la morale élaborées par le développement de l'humanité dans son ensemble et nécessaires à la vie de toute collectivité⁹² ». Il rejette cependant comme une illusion naïve l'idée qu'elles puissent se traduire, selon la prescription kantienne, en impératif catégorique, celui-ci étant voué à se briser contre les rochers de la lutte des classes. La morale humaine universelle ne peut vivre que dans la réalité concrète d'une société divisée en classes et, dans chaque conflit, elle est incarnée par une des classes en lutte. L'idéal d'une morale universelle a pu se répandre à l'époque du « capitalisme libéral et progressiste » – Trotski oublie les origines révolutionnaires de la Déclaration des droits de l'homme –, mais lorsque le monde entre dans un nouvel âge de guerres et de révolutions, bref de guerre civile, ses conflits ne peuvent que détruire, « définitivement, irrévocablement », cette morale valable pour tous. Elle sera remplacée par deux morales opposées, d'une part celle du fascisme, de l'autre « celle de la révolution prolétarienne⁹³ ». En d'autres termes, à l'époque de la guerre civile européenne, la morale universelle est incarnée par le bolchevisme.

Accusé de prôner l'amoralisme machiavélien résumé par la formule « La fin justifie les moyens », Trotski répond que le marxisme ne connaît aucun dualisme entre la fin et les moyens, les deux étant unis par un lien non pas technique ou purement fonctionnel mais éminemment dialectique. Cette formule, ajoute-t-il, ne fait que soulever une nouvelle interrogation : qu'est-ce qui justifie la fin ? Or, si la fin est la libération de l'Homme, le dépassement de l'oppression de l'homme par l'homme, cela veut dire que tous les moyens ne sont pas acceptables pour la réaliser. Les moyens qui sont incompatibles avec le but recherché doivent être exclus, car « les moyens sont organiquement subordonnés à la fin⁹⁴ ». Après cette mise au point essentielle, on s'attendrait à ce qu'il établisse les distinctions nécessaires, en précisant par exemple quels moyens sont inadmissibles, du côté de ceux qui se battent pour la défense d'une révolution émancipatrice. Il se livre au contraire à une apologie de la terreur comme corollaire inéluctable de toute guerre civile. Sous sa plume, cette dernière devient un espace anémique dans lequel les règles éthiques sont suspendues ou transgressées au nom d'une morale supérieure, détenue par une des parties en lutte. « Dans les conditions d'une guerre civile, écrit-il, l'assassinat de certains oppresseurs cesse d'être du terrorisme individuel. Si un révolutionnaire faisait sauter le général Franco et son état-major, on doute que cet acte puisse susciter l'indignation morale, même chez les eunuques de la démocratie. En temps de guerre civile, un acte de ce genre serait politiquement utile. Ainsi dans la question la

plus grave – celle de l'homicide – les règles morales absolues sont tout à fait inopérantes. Le jugement moral est conditionné, avec le jugement politique, par les nécessités intérieures de la lutte⁹⁵. »

Dans leur réponse, les interlocuteurs de Trotski relèvent les contradictions de son argumentation. En philosophe analytique rigoureux, Dewey fait abstraction de toute considération d'ordre historique pour attaquer la logique du révolutionnaire russe dans un texte bref et incisif. Après avoir postulé la subordination des moyens à une fin éthiquement fondée, la libération de l'humanité, Trotski confond cette fin avec son moyen, la lutte des classes. Puis, en faisant de cette dernière une norme absolue, il finit par renverser son postulat original, et soumet ainsi la fin aux moyens. Ce retournement logique lui permet d'affranchir les moyens d'une fin supérieure. Si la lutte des classes est une sorte de « loi absolue », ce moyen transformé en sa propre fin n'a plus besoin d'aucune justification supérieure, car « il est automatiquement soustrait à toute exigence d'examen critique⁹⁶ ».

Beaucoup plus tourmentée, la critique de Serge ne procède pas d'un décryptage logique des textes mais de l'expérience vécue. Sa divergence avec Trotski, qu'il défend contre les calomnies des inquisiteurs de Moscou, tient à une relecture critique des premières années du pouvoir soviétique, dans lesquelles il saisit maintenant les germes du stalinisme. Sa défense de la révolution prend une tonalité autocritique qui le conduit à penser que la dégénérescence du bolchevisme a commencé lorsque la Tcheka a obtenu le droit de siéger à huis clos et de décider à sa guise de l'élimination de ses ennemis. Dans sa note liminaire à l'édition française de *Leur morale et la nôtre*, il rappelle la décision du chef de l'armée rouge d'autoriser le système des otages et en déduit que, pour celui-ci, « fusiller des otages prend une signification toute différente selon que l'ordre est donné par Staline, ou par Trotski, ou par la bourgeoisie ». Bref, selon Serge, Trotski, en bon disciple de Machiavel, transforme « la ruse et la violence » en vertus. Mises « au service d'un but justifié », ce sont des moyens parfaitement légitimes qui deviennent en dernière analyse des sources du « bien⁹⁷ ».

Un grave doute s'est insinué dans l'esprit de Serge, sur les méthodes adoptées par les bolcheviks pendant la guerre civile. La violence extralégale pratiquée par la Tcheka, la suppression de la démocratie et la répression des opposants n'auraient-elles pas favorisé, plutôt qu'entravé, la montée du stalinisme et la transformation du régime soviétique en une dictature totalitaire ? N'étaient-ce pas là des moyens politiquement et éthiquement illégitimes pour atteindre un but d'émancipation humaine et sociale ? À ces questions, il avait déjà apporté sa réponse en 1933, dans une lettre rédigée dans un camp sibérien qu'il inclura plus tard dans ses mémoires. Elle sonne comme un plaidoyer passionné pour une éthique communiste libertaire : « Défense de l'homme. Respect de l'homme. Il faut lui rendre des droits, une sécurité, une valeur. Sans cela, pas de socialisme. Sans cela, tout est faux, raté, vicié. L'homme, quel qu'il soit, fût-ce le dernier des hommes. “Ennemi de classe”, fils ou petit-fils de bourgeois, je m'en moque, il ne faut jamais oublier qu'un être humain est un être humain. Cela s'oublie tous les jours sous mes yeux, partout, c'est la chose la

plus révoltante, la plus antisocialiste qui soit⁹⁸. »

À ces critiques, Trotski répond avec une ironie mordante. Il propose de nommer Serge et ses amis à la tête d'une commission chargée de « rédiger un code moral de la guerre civile⁹⁹ ». Il aurait ainsi le loisir de prescrire une série de normes moralement incontestables – procès publics, liberté de la presse, interdiction des bombardements, de la prise d'otages, de l'artillerie lourde et même, pourquoi pas, des armes à feu qui « exercent une influence néfaste sur les êtres humains et sur la démocratie » – destinées à rester lettre morte dès le début des hostilités. Une façon de se condamner à « errer dans la confusion entre les deux camps », en défendant la cause des opprimés sans être toutefois capable de se soustraire à la morale de la classe ennemie¹⁰⁰. Le malaise de Serge est évident, comme le prouve sa tentative de nier avoir été l'auteur de la note liminaire incriminée par Trotski. Ce malaise, il l'avait déjà montré l'année précédente, en écrivant un article sur Kronstadt. Il reconnaissait que les marins insurgés, brutalement réprimés lors d'un « horrible massacre », n'étaient pas des contre-révolutionnaires, mais il ajoutait que leur victoire aurait inévitablement ouvert une brèche à la contre-révolution¹⁰¹. Bref, il condamnait et approuvait à la fois la répression de Kronstadt comme une tragédie inéluctable, politiquement nécessaire mais moralement détestable.

La méditation de Serge, mélancolique et lumineuse, chargée du poids de la défaite, était inspirée par l'expérience de la révolution, de la guerre civile et du goulag. Trotski, de son côté, y percevait les vestiges d'un humanisme tombé dans les tranchées de la Grande Guerre et enterré par un nouvel âge de tensions et de conflits. Aujourd'hui, nous y voyons le témoignage d'un esprit antitotalitaire. Et pourtant, au-delà de leur caractère apologétique – Trotski défendait son propre itinéraire politique –, ce sont les thèses de l'ancien chef de l'armée rouge qui restituent le mieux l'esprit de la guerre civile, avec sa morale et ses excès. Au fond, il n'a pas tort lorsqu'il se demande ce que veut Serge, « purger la guerre civile du système des otages, ou purger l'histoire humaine de la guerre civile¹⁰² ? ». À l'instar de Machiavel, en qui les historiens ont vu tantôt un « apôtre du mal », tantôt un représentant du républicanisme civique, et de ses ancêtres français de 1793, Trotski demeure une figure énigmatique, à la fois dictateur inflexible et révolutionnaire persécuté. Sa prose est rythmée par le souffle d'un âge de fer et de feu.

¹ Paul Valéry, « La crise de l'esprit », *Œuvres I*, Paris, La Pléiade-Gallimard, 1957, p. 993.

² Cf. George Lichtheim, *Europe in the Twentieth Century*, *op. cit.*, 1972, p. 82-95.

³ George Orwell, « Writers and Leviathan », *Collected Essays*, vol. IV, Londres, Penguin Books, 1986, p. 409.

⁴ André Breton, Diego Rivera et Léon Trotski, « Pour un art révolutionnaire indépendant » in Léon Trotski, *Littérature et révolution*, Paris, 10/18, 1977, p. 497.

⁵ Walter Benjamin, « L'œuvre d'art à l'ère de sa reproductibilité technique », *Œuvres III*, *op. cit.*, 2000, p. 113.

⁶ Julien Benda, *La Trahison des clercs*, Paris, Grasset, 1975.

⁷ Hans Kohn, *Revolutions and Dictatorships : Essays in Contemporary History* Cambridge, Harvard University Press, 1939, p. 61-62.

⁸ Cf. George L. Mosse, « The Poet and the Exercise of Political Power : Gabriele D'Annunzio » *Masses and Man. Nationalist and Fascist Perceptions of Reality* New York, Howard Fertig, 1980, chap. 4. Sur D'Annunzio, cf. aussi Renzo De Felice, *D'Annunzio politico (1918-1928)*, Bari-Rome, Laterza, 1978.

⁹ Ernst Jünger, *Le Travailleur*, Paris, Christian Bourgois, 1989.

- [10](#) Oswald Spengler, *Le Déclin de l'Occident*, op. cit., 1948.
- [11](#) Oswald Spengler, *Jahre der Entscheidung. Deutschland und die weltgeschichtliche Entwicklung*, Munich, J. C. Beck, 1933, p. 147.
- [12](#) *Ibid.*, p. XII.
- [13](#) Cf. Alastair Hamilton, *The Appeal of Fascism. A Study of Intellectuals and Fascism 1919-1945*, New York, MacMillan, 1971.
- [14](#) Cf. Rüdiger Safranski, *Heidegger et son temps. Biographie*, op. cit., p. 197-202.
- [15](#) Cette hypothèse est au centre de toute la deuxième partie de l'ouvrage de Judith Marcus, *Georg Lukács and Thomas Mann. A Study in the Sociology of Literature*, Amherst, The University of Massachusetts Press 1987, p. 53 sq. Sur les multiples visages du romantisme, cf. Michael Löwy et Robert Sayre, *Révolte et mélancolie. Le romantisme à contre-courant de la modernité*, Paris, Payot, 1992.
- [16](#) La filiation juive, et souvent de gauche, de Heidegger, a été analysée, quoique de façon souvent unilatérale, par Richard Wolin, *Heidegger's Children. Hannah Arendt, Karl Löwith, Hans Jonas, and Herbert Marcuse*, Princeton, Princeton University Press, 2001.
- [17](#) Cf. Antonio Gramsci, *Quaderni del carcere*, Turin, Einaudi, 1975, vol. III, p. 1566-1567. Voir à ce sujet Perry Anderson, *Sur Gramsci*, Paris, Maspero, 1978.
- [18](#) Cf. Ernst Jünger, *Le Travailleur*, op. cit.
- [19](#) Carl Schmitt, « La notion de politique », *La Notion de politique/Théorie du partisan*, op. cit., p. 57-63.
- [20](#) Michele Nani, « “Dalle viscere del popolo”. Pellizza, il “Quarto Stato” e il socialismo » in Michele Nani Liliana Ellena et Marco Scavino, *Il Quarto Stato di Pellizza da Volpedo tra cultura e politica*, Turin, Istituto di Studi storici Gaetano Salvemini, 2002, p. 13-54.
- [21](#) Lénine, *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, Paris, Éditions sociales, 1971.
- [22](#) En 1922, Carl Schmitt souligne l'actualité de la dictature, dans laquelle il voit le « contraire de la discussion » (*Théologie politique*, op. cit., p. 71).
- [23](#) Voir la référence à Lénine et Lukács in Carl Schmitt, « Das Problem der Legalität » (1950) *Verfassungsrechtliche Aufsätze aus den Jahren 1924-1954. Materialien zu einer Verfassungslehre*, Berlin, Duncker & Humblot, 1958, p. 450. Voir aussi Carl Schmitt *Glossarium. Aufzeichnungen der Jahre 1947-1951*, op. cit., p. 50.
- [24](#) Lénine, *L'Extrémisme, maladie infantile du communisme*, Paris, Éditions sociales, 1979, p. 36-37.
- [25](#) György Lukács, *Histoire et conscience de classe*, Paris, Éditions de Minuit, 1960, p. 308.
- [26](#) Lénine, *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, op. cit., p. 148.
- [27](#) Carl Schmitt, *Legalität und Legitimität*, Berlin, Duncker & Humblot, 1998.
- [28](#) Cf. Dan Diner et Michael Stolleis (éd.), *Hans Kelsen and Karl Schmitt. A Juxtaposition*, Gerlingen, Bleicher Verlag, 1999.
- [29](#) Cf. Olivier Beaud, *Les Derniers Jours de Weimar. Carl Schmitt face à l'avènement du nazisme*, Paris, Descartes & Cie, 1997 ; et Gopal Balakrishnan, *The Enemy. An Intellectual Portrait of Carl Schmitt*, Londres, Verso, 2000, chap. 12 et 13.
- [30](#) Rosa Luxemburg, « La tragédie russe », *Œuvres II (Écrits politiques 1917-1918)*, Paris, Maspero, 1969, p. 88.
- [31](#) Cf. Otto Kirchheimer, « Remarks on Carl Schmitt's *Legality and Legitimacy* », in Franz L. Neumann, Otto Kirchheimer, *The Rule of the Law Under Siege*, Berkeley, University of California Press, 1996, p. 64-98.
- [32](#) Sur le « national-bolchevisme » et les courants de la droite nationaliste allemande attirés par la révolution russe, cf. Louis Dupeux (éd.), *La « Révolution conservatrice » dans l'Allemagne de Weimar*, Paris, Kimé, 1992, p. 361-376 ; Ernst Otto Schüddekopf, *Linke Leute von Rechts. Die nationalrevolutionären Minderheiten und der Kommunismus in der Weimarer Republik*, Stuttgart, Kohlhammer, 1960 ; et Stefan Breuer, *Anatomie de la Révolution conservatrice*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1996. Pour une analyse rigoureuse du point de vue philologique, mais moins contextuelle, cf. Jean-Pierre Faye, *Langages totalitaires*, Paris, Hermann, 1972, p. 79 sq.
- [33](#) Curzio Malaparte, « Tecnica del colpo di Stato » (1931), *Opere scelte*, Milan, Mondadori, 1997, p. 132.
- [34](#) *Ibid.*, p. 132, 139, 198.
- [35](#) Sonia Blatmann, « La Technique du coup d'État : un manuel de l'équivoque », *Chroniques italiennes*, n° 4, 1995. Sur Malaparte, voir Luigi Martellini, « Malaparte saggista politico : le “rivoluzioni europee” », in Gianni Grana

(éd.), *Malaparte scrittore d'Europa*, Prato, Marzorati, 1991, p. 95sq. Trotski avait répondu à Malaparte dans les pages conclusives de son *Histoire de la révolution russe*, *op. cit.*, t. II, p. 672-673.

[36](#) Cf. Pierre Broué, *Révolution en Allemagne, 1917-1923*, *op. cit.*, p. 690.

[37](#) *Ibid.*, p. 692.

[38](#) *Ibid.*, p. 693.

[39](#) *Ibid.*, p. 694.

[40](#) Benito Mussolini, *Scritti e discorsi*, Milan, Hoepli, 1939, vol. IV, p. 293. Voir aussi Simonetta Falaschi Zamponi, *Fascist Spectacle. The Aesthetics of Power in Mussolini's Italy*, *op. cit.*, p. 2.

[41](#) Cf. Emilio Gentile, *Il culto del Littorio. La sacralizzazione della politica nell'Italia fascista*, Bari-Rome: Laterza, 1993, p. 90-98.

[42](#) Ernst Jünger, « Die Methode der Revolution », *Politische Publizistik, 1919 bis 1933*, *op. cit.*, p. 116.

[43](#) Ernst Jünger, « Die Reaktion », *in ibid.*, p. 119-125.

[44](#) Ernst Jünger, « Unserer Politiker », *in ibid.*, p. 64.

[45](#) *Ibid.*, p. 18.

[46](#) Joseph Goebbels, « Die deutsche Kultur vor neuen Aufgaben. Rede zur Eröffnung der Reichskulturkammer in Berlin », *Reden 1932-1945*, Gondrom, Bindlach, 1991, p. 131-132.

[47](#) Delio Cantimori, « Fascismo, rivoluzione e non reazione europea », *Politica e storia contemporanea. Scritti 1917-1942*, Turin, Einaudi, 1991, p. 117-118. Sur ce texte, voir aussi Giovanni Miccoli, *Delio Cantimori. La ricerca di una nuova critica storiografica*, Turin, Einaudi, 1970, p. 30.

[48](#) Emilio Gentile, *Qu'est-ce que le fascisme ? Histoire et interprétation*, *op. cit.*, p. 152.

[49](#) George L. Mosse, « Vers une théorie générale du fascisme », *La Révolution fasciste*, Paris, Seuil, 2003, p. 19-74 ; Zeev Sternhell, « Introduction. Le concept de fascisme », *in* Zeev Sternhell, Mario Sznajder et Mai Ashéri, *Naissance de l'idéologie fasciste*, Paris, Gallimard, 1994, p. 23-24.

[50](#) Zeev Sternhell, *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Paris, Seuil, 1983, p. 273-274.

[51](#) Robert O. Paxton, *Le Fascisme en action*, Paris, Seuil, 2004, p. 246-247.

[52](#) Philippe Burrin, « Fascisme : la révolution sans révolutionnaires », *Le Débat*, n° 38, 1986, p. 164-176.

[53](#) Thomas Mann, *La Montagne magique*, Paris, Fayard, 1961, p. 634.

[54](#) Gershom Scholem, « Walter Benjamin », *Fidélité et Utopie. Essais sur le judaïsme contemporain*, Paris, Calmann-Lévy, 1978, p. 134. Sur leur amitié pour Hans Heyse, cf. Gershom Scholem, *Walter Benjamin. Histoire d'une amitié*, Paris, Calmann-Lévy, 1981, p. 99.

[55](#) Cf. Walter Benjamin, *Gesammelte Briefe*, Suhrkamp, Francfort-sur-le-Main, Bd. IV, 1998, p. 441. Voir aussi Susanne Heil, *Gefährliche Beziehungen. Walter Benjamin und Carl Schmitt*, Stuttgart, Metzler, 1996, qui a reconstitué dans le détail la relation entre les deux philosophes.

[56](#) Walter Benjamin, *Gesammelte Briefe*, *op. cit.*, Bd. III, p. 558.

[57](#) Cf. Carl Schmitt, *Hamlet oder Hekuba. Der Einbruch der Zeit in das Spiel*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1985.

[58](#) Jacob Taubes, *En divergent accord. À propos de Carl Schmitt*, Paris, Payot & Rivages, 2003, p. 51.

[59](#) Carl Schmitt, *La Dictature*, *op. cit.*, p. 135-154.

[60](#) Carl Schmitt, *Théologie politique*, *op. cit.*, p. 15.

[61](#) Sur l'antisémitisme de Schmitt, cf. surtout Raphael Gross, *Carl Schmitt und die Juden*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 2000.

[62](#) Cf. Carl Schmitt, *Théologie politique*, *op. cit.*, p. 62-75.

[63](#) Walter Benjamin, *Origine du drame baroque allemand*, Paris, Flammarion, 1985, p. 66.

[64](#) *Ibid.*, p. 65.

[65](#) *Ibid.*

[66](#) *Ibid.*, p. 71.

[67](#) Giorgio Agamben, *Stato di eccezione*, *op. cit.*, p. 73.

[68](#) Walter Benjamin, *Origine du drame baroque allemand*, *op. cit.*, p. 251.

[69](#) *Ibid.*

[70](#) Walter Benjamin, « Critique de la violence », *Œuvres I*, *op. cit.*, p. 238.

[71](#) *Ibid.*, p. 242.

[72](#) Walter Benjamin, « Fragment théologico-politique », *Œuvres I*, *op. cit.*, p. 265.

⁷³ Carl Schmitt, *Le Nomos de la terre dans le droit des gens du jus publicum europaeum*, op. cit., p. 64. Sur le concept de *katechon* chez Schmitt, cf. Christian Meier, *The Lesson of Carl Schmitt. Four Chapters in the Distinction Between Political Theology and Political Philosophy* Chicago, The University of Chicago Press, 1998, p. 160-167 ; Raphael Gross, *Carl Schmitt und die Juden*, op. cit., p. 284-301 ; et Horst Bredekamp, « From Walter Benjamin to Carl Schmitt, via Thomas Hobbes », *Critical Inquiry*, vol. 25, n° 2, 1999, p. 252-254.

⁷⁴ Walter Benjamin, « Sur le concept d'histoire », *Œuvres III*, op. cit., p. 431.

⁷⁵ Sur l'influence de Lieb dans l'adoption de l'image de l'Antéchrist chez Benjamin, cf. Chryssoula Kambas « Actualité politique. Le concept d'histoire chez Benjamin et l'échec du Front populaire », in Heinz Wisman (éd.), *Walter Benjamin et Paris*, Paris, Éditions du Cerf, 1986, p. 277-284 ; et Michael Löwy, *Walter Benjamin : avertissement d'incendie. Une lecture des thèses « Sur le concept d'histoire »*, Paris, Presses Universitaires de France, 2001, p. 53-54.

⁷⁶ Cf. la définition de l'Apocalypse suggérée par Gershom Scholem, « Pour comprendre le messianisme juif » *Le Messianisme juif. Essais sur la spiritualité du judaïsme*, Paris, Calmann-Lévy, 1974, p. 31.

⁷⁷ Dans son journal, Schmitt écrivait de croire dans le *katechon*, où il voyait, en tant que chrétien, « la seule possibilité de comprendre l'histoire et de lui trouver un sens » (*Glossarium. Aufzeichnungen der Jahre 1947-1951*, op. cit., p. 63).

⁷⁸ Cf. Ricardo Forster, « El estado de excepción : Benjamin y Schmitt como pensadores del riesgo » in Jorge Dotti, Julio Pinto (éd.), *Carl Schmitt. Su época y su pensamiento*, Buenos Aires, Eudeba, 2002, p. 131.

⁷⁹ Walter Benjamin, « Sur le concept d'histoire », *Œuvres III*, op. cit., p. 433.

⁸⁰ Jacob Taubes, *En divergent accord*, op. cit., p. 53. Voir aussi Susanne Heil, *Gefährliche Beziehungen*, op. cit., p. 156.

⁸¹ Cf. notamment Karl Korsch, « Carl Schmitt, *Der Hüter der Verfassung* », *Zeitschrift für Sozialforschung*, 1932, vol. I, p. 204-205. Sur l'influence exercée par la pensée de Schmitt sur certains membres de l'École de Francfort, cf. Ellen Kennedy, « Carl Schmitt and the Frankfurt School » *Telos*, n° 71, 1987, p. 37-66, et Alfons Söllner, « Disciples de gauche de la Révolution conservatrice. La théorie politique d'Otto Kirchheimer et de Herbert Marcuse dans les dernières années de la république de Weimar », in Gérard Raulet (éd.), *Weimar ou l'explosion de la modernité*, Paris, Anthropos, 1984, p. 113-128.

⁸² Herbert Marcuse, « La lutte contre le libéralisme dans la conception totalitaire de l'État », *Culture et Société*, Paris, Éditions de Minuit, 1970, p. 61-102. Sur le tournant marqué par cet article dans la relation de l'École de Francfort avec Schmitt, cf. Ellen Kennedy, « Carl Schmitt and the Frankfurt School », art. cité, p. 54.

⁸³ Cf. Otto Kirchheimer, « Remarks on Carl Schmitt's *Legality and Legitimacy* », op. cit. Cette critique de Schmitt amorce l'évolution politique de Kirchheimer vers une redécouverte du libéralisme classique.

⁸⁴ Mario Tronti, *La politica al tramonto*, Turin, Einaudi, 1998, p. 155.

⁸⁵ Georges Bernanos, *Les Grands Cimetières sous la lune*, Paris, Seuil, 1997.

⁸⁶ Simone Weil, « Lettre à Georges Bernanos 1938 », op. cit., p. 406.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 409.

⁸⁸ Cf. Commission of Inquiry (éd.), *The Case of Leon Trotsky : Reports of the Hearings on the Charges Made against Him in the Moscow Trials*, New York, Merit Publishers, 1969. Sur la formation et les travaux de cette commission, cf. Alan B. Spitzer, « John Dewey, the "Trial" of Leon Trotsky and the Search for Historical Truth », *History and Theory*, vol. 29, n° 1, 1990, p. 16-37.

⁸⁹ Cf. Pierre Broué, *Trotski*, op. cit., 1988, p. 865.

⁹⁰ Léon Trotski, *Leur morale et la nôtre*, Paris, Jean-Jacques Pauvert, 1966, p. 17.

⁹¹ *Ibid.*, p. 35.

⁹² *Ibid.*

⁹³ *Ibid.*, p. 42.

⁹⁴ *Ibid.*, p. 98.

⁹⁵ *Ibid.*, p. 100.

⁹⁶ John Dewey, « Means and Ends », in Leon Trotsky, John Dewey et George Novack, *Their Morals and Ours*, New York, Pathfinder Press, 1973, p. 70-71.

⁹⁷ Victor Serge, « Texte de "prière d'insérer" des Éditions du Sagittaire », in Léon Trotski, *Leur morale et la nôtre*, op. cit., p. 107-108.

⁹⁸ Victor Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, op. cit., p. 274.

[99](#) Léon Trotski, « Moralistes et sycophantes contre le marxisme » (1939), *Leur morale et la nôtre*, op. cit., p. 114.

[100](#) *Ibid.*, p. 115.

[101](#) Cf. Victor Serge, « Kronstadt » (1937), in Léon Trotski, Victor Serge, *La Lutte contre le stalinisme en URSS*, Paris, Maspero, 1977, p. 177-181.

[102](#) Léon Trotski, « Moralistes et sycophantes contre le marxisme », in *Leur morale et la nôtre*, op. cit., p. 112.

Les antinomies de l'antifascisme

LUMIÈRES ET ANTI-LUMIÈRES

L'intellectuel « engagé » – « en situation », selon la définition qu'en donnera Sartre quelques années plus tard – connaît son âge d'or pendant les années 1930. Le grand tournant qui amorce la politisation des intellectuels n'est pas 1917, l'année de la révolution russe, mais 1933, l'année de l'arrivée au pouvoir de Hitler en Allemagne. Cet engagement les place souvent dans le champ magnétique du communisme, qui cependant ne constitue pas le point de départ mais seulement le résultat de leur radicalisation. En 1917, John Reed, pour qui les soviets russes allaient « ébranler le monde », demeure une exception¹. En 1934, en revanche, Heinrich Mann est loir d'être isolé lorsqu'il publie son pamphlet antinazi *La Haine*². En 1924, Louis Aragon, le futur poète officiel du communisme français, considérait la révolution d'octobre comme une banale « crise ministérielle³ ». Personne ne pouvait réagir avec la même légèreté devant le nazisme. À partir de 1933, l'engagement antifasciste des intellectuels est massif. En 1945, à la fin de la guerre, l'antifascisme est le courant hégémonique au sein de la culture européenne.

La mobilisation antifasciste est marquée, entre 1935 et 1937, par deux congrès internationaux (le premier à Paris et le deuxième à Valence, dans l'Espagne républicaine) auxquels participent plusieurs personnalités parmi les plus significatives de la culture de l'époque⁴. Elle trouve son apogée pendant la guerre civile espagnole, où la défense de la république s'identifie à celle de la culture européenne. Nombreux sont les écrivains qui s'enrôlent dans les Brigades internationales ou se rendent en Espagne pour soutenir la République, de George Orwell à Ernest Hemingway, d'André Malraux à Arthur Koestler, de W. H. Auden à Stephen Spender, de Benjamin Péret à Octavio Paz. C'est le caractère dramatique de la situation qui explique l'engagement, un choix dont la littérature de l'époque nous a laissé de multiples témoignages. Orwell va en Espagne avec l'idée d'écrire des articles pour la presse, mais il s'enrôle dans la milice presque immédiatement, précise-t-il dans *Hommage à la Catalogne*, « parce qu'à ce moment-là et dans cette atmosphère-là cela [lui] paraissait la seule chose concevable⁵ ». Manuel, le héros de *L'Espoir* (1937) de Malraux, et Robert Jordan, le héros de *Pour qui sonne le glas* (1940) de Hemingway, sont deux intellectuels qui sacrifient l'art pour le combat. La politique prend le devant. Simone Weil déteste la guerre et la violence, mais ne peut pas rester passive devant un conflit qui la touche en profondeur. « Quand j'ai compris que, malgré mes efforts, je ne pouvais m'empêcher de participer moralement à cette guerre – explique-t-elle –, c'est-à-dire de souhaiter tous les jours, toutes les heures, la victoire des uns, la défaite des autres, je me suis dit que Paris était pour moi

l'arrière, et j'ai pris le train pour Barcelone dans l'intention de m'engager⁶. » Eric J. Hobsbawm a bien montré le rôle fondateur joué par la guerre civile espagnole dans l'identité politique de sa génération. À l'époque, écrit-il dans *L'Âge des extrêmes*, « elle était le front central de la bataille » pour tous ceux qui voulaient se battre contre le fascisme⁷. Avec une parfaite symétrie, elle constituait aussi le « front central » pour ceux qui voulaient défendre la cause du fascisme. Aux yeux de Robert Brasillach, il s'agissait d'une « lutte terrible » qui avait éclaté « sur l'une des plus nobles terres de l'Europe », en opposant « le fascisme et l'antifascisme ». Là se jouait beaucoup plus que le destin d'une nation : « L'Espagne – écrivait-il – achevait de transformer en combat spirituel et matériel à la fois, en croisade véritable, la longue opposition qui couvait dans le monde moderne⁸. »

La guerre civile espagnole prend ainsi une dimension symbolique décisive en traçant de nouvelles frontières et en clarifiant les positions. Le triangle entre libéralisme, communisme et fascisme qui s'était mis en place à la fin de la Grande Guerre, avec les différents systèmes d'alliances qui en découlaient et la possibilité, pour une large partie de l'intelligentsia, de se cantonner à une position neutre d'observatrice, se réduit désormais à un affrontement unique entre fascisme et antifascisme. Le choix devient inéluctable. Et la présence de nombreux écrivains européens en Espagne, des deux côtés du front, montre clairement la polarisation du champ intellectuel. La guerre civile européenne passe par la militarisation de la politique et produit une métamorphose profonde dans le monde de la culture : le passage du *clerc* au *combattant*. La notion d'« intellectuel » s'enrichit d'une signification inconnue à l'époque de l'affaire Dreyfus, car les attributs qui définissent son statut ne sont plus seulement la plume et la parole, mais aussi, ne fût-ce que symboliquement, les armes. Certes, la Grande Guerre avait été, de ce point de vue, un précédent essentiel. Mais il ne s'agissait plus, désormais, de répondre à un appel patriotique ou de mettre son talent au service d'une cause nationale. Il s'agissait de justifier le choix des armes, parfois de les prendre soi-même, afin de défendre une cause politique supranationale dont l'enjeu essentiel, bien au-delà de l'avenir de l'Espagne, était celui de l'Europe.

Écrivains et poètes revêtent l'uniforme, non seulement républicain mais aussi franquiste. Henri Massis et Paul Claudel rédigent des odes à la gloire de Franco. Massis voit la « reconquête » de l'Espagne contre les « rouges » comme une « fièvre de création qui se mêle à l'œuvre de sang et de mort », tandis que Claudel rend hommage aux combattants de la foi chrétienne, hérauts d'une Espagne « régénérée⁹ ». Brasillach et Drieu la Rochelle consacrent chacun un roman à la guerre civile espagnole, respectivement *Les Sept Couleurs* et *Gilles*. Leurs héros se rendent au-delà des Pyrénées pour fuir la décadence bourgeoise et participer au combat qui est en train de forger l'« homme nouveau » fasciste. Des écrivains phalangistes tels Ramiro Ledesma ou García Serrano découvrent de leur côté le mythe jüngerien de la mort au combat, dans un conflit où les hommes dignes de ce nom portent un fusil et ne craignent pas de faire face à l'ennemi, au risque de leur vie¹⁰.

Les poètes républicains répondent à cette esthétique du combat par la politisation

de leur art, une politisation qui passe par l'apologie de la violence antifasciste comme violence nécessaire. Deux poèmes le montrent de façon emblématique.

Le premier – « Espagne 1937 », de W. H. Auden – remet l'amour à plus tard pour laisser place à la lutte :

*Demain la redécouverte de l'amour romantique [...]
Demain les balades à bicyclette
Dans les banlieues, les soirs d'été : mais aujourd'hui la lutte.
Aujourd'hui la possibilité grandissante de la mort ;
La faute assumée en conscience du meurtre nécessaire.*

*[Tomorrow the rediscovery of romantic love [...]
Tomorrow the bicycle races
Through the suburbs on summer evenings : but today the struggle.
Today the deliberate increase in the chances of death ;
The conscious acceptance of guilt in the necessary murder^u.]*

Le second – « L'Espagne au cœur », du poète chilien Pablo Neruda – est un hymne à l'Espagne républicaine combattante :

*[Généraux
Traîtres :
Regardez ma maison morte
Regardez l'Espagne blessée.
Mais de chaque maison morte sort un métal ardent
En guise de fleurs,
Mais de chaque blessure de l'Espagne
Sort l'Espagne,
Mais de chaque enfant mort sort un fusil avec des yeux,
Mais de chaque crime naissent des balles
Qui trouveront un jour la place
De votre cœur.*

*[Generales
traidores :
mirad mi casa muerta,
mirad España rota :
pero de cada casa muerta sale metal ardiendo
en vez de flores,
pero de cada hueco de España
sale España,
pero de cada niño muerto sale un fusil con ojos,
pero de cada crimen nacen balas*

*que os hallarán un día el sitio
del corazón¹².]*

Cette atmosphère dans laquelle l'engagement est devenu crucial explique aussi l'isolement des cercles intellectuels qui, tout en essayant d'ancrer leur réflexion dans le présent, refusent d'être pris dans le clivage entre fascisme et antifascisme. C'est le cas de Georges Bataille et du Collège de sociologie qui, à partir de leur intérêt anthropologique pour le sacré, soumettent à une analyse critique fort subtile les mythes et les symboles mobilisés par le nazisme, mais restent sceptiques à l'égard de l'antifascisme, idéologie derrière laquelle se cache à leurs yeux une nouvelle forme de pouvoir¹³. Dans le contexte de l'époque, une telle position ne peut guère trouver d'expression politique. Elle risque de se confondre avec la « zone grise » des indécis et des observateurs détachés, qui a tendance à se restreindre. La culture se polarise entre fascisme et antifascisme. De l'autre côté de la barricade, Drieu la Rochelle, Brasillach, Céline, Papini, Jünger, Godfried Benn, Wyndham Lewis et Knut Hamsun ne sont pas isolés. C'est l'attitude indifférente qui devient intenable. Le sentiment de paralysie, de vide et d'impuissance qui envahit Roquentin, le héros de *La Nausée* (1938), doit laisser la place à l'impératif éthique et politique de l'engagement que Sartre dramatise dans *Les Chemins de la liberté* (1945) et proclame dans le premier numéro des *Temps modernes*, en rappelant que l'écrivain doit être « en situation dans son époque¹⁴ ». En 1945, la culture européenne est placée sous l'horizon de l'antifascisme.

Plusieurs éléments sont à l'origine de ce tournant politique des intellectuels¹⁵. Tout d'abord, l'arrivée au pouvoir de Hitler en Allemagne – suivie par le coup d'État clérico-fasciste de Dollfuss en Autriche, puis par le *pronunciamiento* de Franco en Espagne – a produit un véritable traumatisme. Si le fascisme italien demeurerait un phénomène national, isolé, mal connu et mal compris – auquel avait pu se rallier un secteur important de la culture italienne, de D'Annunzio à Gentile, et même une partie de son avant-garde (les futuristes) –, l'avènement du national-socialisme en Allemagne donne au fascisme une dimension européenne. Soudain, il apparaît comme une terrible menace non seulement pour le mouvement ouvrier mais, plus généralement, pour la démocratie et la culture à l'échelle du continent. Une menace qui déborde la sphère politique et semble remettre en cause la civilisation elle-même. Il suffit d'écouter les déclarations des chefs nazis pour comprendre que l'héritage des Lumières est en danger : Goebbels annonce que « 1789 sera rayé de l'histoire¹⁶ ». D'où le besoin profond de préserver un patrimoine culturel menacé : *La Philosophie des Lumières* (1933), la somme écrite par Ernst Cassirer au crépuscule de Weimar, devient un manifeste de l'humanisme allemand en exil¹⁷.

Au fond, la guerre civile espagnole ne fait que donner une expression concrète et tangible à la guerre civile européenne à laquelle personne ne peut échapper. C'est un conflit politique dans lequel s'affrontent des valeurs, des idéologies, des visions du monde, des conceptions de la culture. Les mobiles immédiats qui poussent les intellectuels à adhérer d'abord au mouvement antifasciste, puis à la Résistance,

peuvent certes varier, avec la prédominance d'un choix éthique, politique ou de classe selon les cas, mais ils convergent dans l'exigence du combat. Ce qui explique la diffusion de l'antifascisme au cours des années 1930 n'est ni le pouvoir de séduction d'une idéologie ni la force irrésistible d'une machine propagandiste, mais sa capacité à s'imposer comme un *ethos* collectif pour tous ceux qui veulent combattre les dictatures de Mussolini, Hitler et Franco¹⁸. Dès 1924, dans son journal *La rivoluzione liberale*, Piero Gobetti présentait son antifascisme comme un choix « éthique » et existentiel, un « instinct », avant même de prendre la forme d'une idéologie¹⁹. L'historien George L. Mosse souligne dans son autobiographie que l'antifascisme était « un mouvement politique et culturel à la fois », dans lequel on pouvait s'engager en y investissant une forte charge émotionnelle²⁰. Mais c'est chez Albert Camus, un écrivain qui ne fut jamais communiste, que se trouve le plus clairement affirmé le ressort moral de cet engagement lorsque, en 1944, il définit la Résistance comme une redécouverte éthique de la politique : « Nous ne voulons pas de politique sans éthique, car nous savons que seule l'éthique justifie la politique²¹. » Le destin de Willi Münzenberg, maître d'œuvre de la propagande antifasciste du Komintern qui quitte le parti communiste allemand en 1939 pour protester contre la signature du pacte germano-soviétique, montre bien que, sans un tel *ethos*, l'appareil de Moscou ne pouvait même pas contrôler ses propres fonctionnaires²².

L'assimilation pure et simple de l'antifascisme au communisme est une projection rétrospective de l'historiographie anticomuniste plus qu'un jugement formulé sur la base d'une analyse contextuelle. La simple chronologie de la genèse de l'antifascisme dément la thèse selon laquelle sa matrice est communiste. L'antifascisme italien commence à s'organiser dans l'émigration, en France et aux États-Unis, à partir de 1925, au moment de la promulgation des « lois spéciales » qui achèvent la transformation du gouvernement de Mussolini en régime fasciste. C'est le principal représentant du libéralisme dans la péninsule, Benedetto Croce, qui prend l'initiative de publier dans *Il Mondo*, le 1^{er} mai 1925, un « manifeste » des intellectuels antifascistes. Deux ans plus tard, la Concentration antifasciste en exil rassemble la plupart des partis démocratiques mis hors la loi par Mussolini, du Parti socialiste au Parti républicain, à l'exclusion des communistes, prisonniers du sectarisme qui domine alors l'orientation politique du Komintern²³. En 1935, avec l'adoption de la politique de Front populaire, le mouvement communiste ne fait que s'adapter à un tournant qui s'est déjà amorcé deux ans auparavant, dans la gauche comme dans le monde intellectuel, sous le choc de l'arrivée au pouvoir du nazisme en Allemagne. En France, le premier appel pour l'unité d'action contre le fascisme suit de quelques jours les émeutes du 6 février 1934. Il est signé par des surréalistes (André Breton, René Crevel et Paul Eluard) et par des écrivains attirés par le communisme comme Jean-Richard Bloch ou André Malraux. Quelques jours plus tard, le philosophe Alain et les ethnologues Paul Rivet et Paul Langevin créent un Comité de vigilance des intellectuels antifascistes (CVIA)²⁴. En Allemagne, c'est *Die Weltbühne*, l'hebdomadaire de gauche dirigé par le socialiste indépendant Karl von Ossietzky qui, dès la première percée électorale des nazis, en 1930, lance une campagne pour

un front uni de la gauche contre la menace hitlérienne. À cette époque, la social-démocratie place encore ses espoirs en Hindenburg et le Parti communiste s'acharne à dénoncer le « social-fascisme²⁵ ». Bref, loin d'en constituer un sous-produit, l'antifascisme des intellectuels précède l'adoption d'une politique de front populaire par les Partis communistes.

L'antifascisme s'identifie aussi avec la lutte pour la paix, dans un continent où les blessures de la Première Guerre mondiale sont encore ouvertes et où les équilibres politiques semblent de plus en plus précaires. L'agression italienne de l'Éthiopie, la remilitarisation de la Rhénanie, la guerre d'Espagne, la guerre sino-japonaise, puis Munich, l'invasion de la Tchécoslovaquie et finalement une nouvelle guerre : cette escalade suscite en Europe une inquiétude croissante dont l'art et la culture se font l'écho. Il ne faut pas oublier non plus que le fascisme fait des intellectuels une de ses cibles privilégiées, comme l'avait annoncé Goebbels lors des *autodafés* du 1^{er} mai 1933, et comme en témoignent les milliers d'écrivains, journalistes, scientifiques, universitaires et artistes contraints à l'exil. La culture antifasciste est d'ailleurs, dans une très large mesure, une culture de l'exil, portée par une foule de parias errant d'un pays à l'autre, d'un continent à l'autre, ambassadeurs d'une Europe humaniste menacée d'anéantissement. L'antifascisme s'exprime grâce à une pléiade de revues de langue allemande, italienne, espagnole, publiées par des exilés à Paris, Londres, Prague, Zurich, Amsterdam, Moscou, New York et Mexico. Selon l'historien Peter Gay l'esprit de Weimar trouve là « son véritable foyer²⁶ ».

S'il est incontestable que l'antifascisme, divisé en une pluralité de courants (marxiste, chrétien, libéral, républicain), ne présente pas un profil unitaire, reste que ses différentes composantes revendiquent l'héritage des Lumières. Cette base de valeurs est universellement acceptée, y compris par les communistes qui veulent concilier la défense de la démocratie dans le monde occidental et la construction du régime soviétique en Russie. C'est le fascisme qui, en dernière analyse, cimente l'unité de ses ennemis. À sa mystique nationaliste et guerrière, l'antifascisme oppose son pacifisme et un certain esprit cosmopolite. Aux valeurs réactionnaires d'autorité, de hiérarchie et de race, il oppose les principes d'égalité, de démocratie, de liberté et de citoyenneté. Contre l'irrationalisme vitaliste et antihumaniste des apologistes d'un ordre totalitaire, il s'inscrit avec force dans la tradition des Lumières, sa conception universelle de l'humanité, son rationalisme et son idée de progrès. À l'antilibéralisme fasciste, avec son culte du chef et de la masse, il oppose l'État de droit, son pluralisme et ses libertés individuelles. Bref, au-delà de ses clivages idéologiques et politiques, l'antifascisme a pour objectif commun la défense de la civilisation menacée. Fascisme et antifascisme s'affrontent en mobilisant chacun ses propres valeurs, ses mythes fondateurs, ses commémorations, ses drapeaux, ses chansons, ses liturgies. Face à la *religion politique* fasciste de la force, de la guerre et de la race, l'antifascisme défend la *religion civile* de l'humanité, de la démocratie et du socialisme²⁷. Tel est l'ethos partagé qui, dans un contexte historique exceptionnel et forcément transitoire, permet de tenir ensemble chrétiens et communistes athées, libéraux et collectivistes. Cette convergence repose sur une

base minimale mais essentielle, qui fait passer au second plan des conceptions en d'autres circonstances inconciliables.

Au milieu du ^{xx}^e siècle, cependant, ce retour aux Lumières et aux valeurs de 1789 prend une dimension nouvelle, en dessinant les grandes lignes d'un *espace public européen* défini par des frontières culturelles, éthiques et politiques. L'antifascisme inclut tous les éléments constitutifs d'une « sphère publique » au sens le plus traditionnel du terme : la littérature, les sciences, les arts, la presse. La cause antifasciste est tout d'abord défendue par une pléiade d'écrivains, certains parmi les plus célèbres de France et d'Allemagne, auxquels s'unissent des scientifiques comme les prix Nobel Albert Einstein et Enrico Fermi et des artistes tels Picasso ou le graphiste John Heartfield. Elle s'exprime dans un vaste réseau de revues où les bulletins ronéotypés côtoient les magazines à grand tirage et parvient parfois à se traduire en images, avec des films comme *Le Dictateur* de Chaplin (1938), *Hangmen also die* de Fritz Lang (1943) ou *Pour qui sonne le glas* de Sam Wood (1943). Cette sphère publique s'inscrit évidemment dans différents cadres nationaux, mais elle se déploie aussi dans un contexte supranational. La menace fasciste étant le ciment qui permet la coexistence exceptionnelle dans un même mouvement de courants très divergents, l'antifascisme est un espace public dans lequel se croisent des options inévitablement destinées à entrer en conflit une fois cette menace dissipée. Si, ainsi que l'explique Jürgen Habermas, l'espace public naît au ^{xviii}^e siècle comme un réseau de débat et d'exercice critique de la raison grâce auquel la société civile peut se différencier et éventuellement exprimer son opposition à l'absolutisme²⁸, l'antifascisme organise et articule la résistance des sociétés démocratiques du ^{xx}^e siècle contre l'avènement des dictatures modernes. Il réalise l'union – provisoire mais réelle – du mouvement ouvrier et d'une intelligentsia qui veut donner une voix à la protestation de l'opinion publique démocratique. Nul hasard si les intellectuels antifascistes se prennent souvent pour des « Philosophes » du ^{xx}^e siècle dont la fonction essentielle consiste à montrer la voie d'un usage public de la raison.

STALINISME

Une dialectique complexe (et perverse) entre fascisme et communisme est à l'origine du silence coupable d'un grand nombre d'intellectuels à l'égard des crimes du stalinisme. D'abord la menace du fascisme, puis l'immense prestige et la légitimité historique acquis par l'URSS pendant la Deuxième Guerre mondiale conduisent une partie considérable d'entre eux à ignorer, à sous-estimer, à disculper, voire à légitimer le totalitarisme soviétique. Plusieurs critiques ont souligné les limites de l'engagement antifasciste, souvent aussi généreux que myope. Il n'y a pas que les intellectuels « organiques » et les compagnons de route du communisme qui refusent de voir les aspects tyranniques du stalinisme. *Retour de l'URSS* d'André Gide, *Hommage à la Catalogne* de George Orwell, *S'il est minuit dans le siècle* de Victor

Serge et *Le Zéro et l'Infini* d'Arthur Koestler, tous publiés entre 1936 et 1940, sont des exceptions, passées inaperçues au moment de leur parution ou – comme le livre de Gide – vite oubliées après un retentissement éphémère. D'une manière générale, l'antifascisme considère le régime soviétique avec une certaine complaisance, parfois avec une admiration aveugle. Lors du congrès parisien de 1935, Magdeline Paz et Henri Poulaille ont bien du mal à lire un appel en faveur de Victor Serge déporté en Sibérie²⁹. Vis-à-vis de l'URSS, l'attitude dominante n'est pas celle de Gide ou d'Orwell, mais celle des socialistes fabiens Sidney et Beatrice Webb, deux intellectuels foncièrement étrangers au communisme par tradition, culture et tempérament, qui néanmoins publient un ouvrage intitulé *Soviet Communism : a New Civilization* (1935), ou encore celle de l'écrivain allemand Lion Feuchtwanger, qui assiste aux procès de Moscou et les approuve avec enthousiasme dans *Moscow 1937*. Cependant, il ne faut pas forcément sacrifier au culte de Staline, après 1933, pour défendre l'URSS.

La thèse de François Furet, qui considère l'« idée toute négative de l'«antifascisme» » comme une ruse par laquelle le totalitarisme communiste aurait étendu son influence en revêtant les habits du défenseur de la démocratie³⁰, simplifie la réalité historique pour au moins deux raisons. Tout d'abord elle oublie les tendances non et même antistaliniennes présentes au sein de la culture antifasciste, dans laquelle se côtoyaient des personnalités bien différentes. S'y trouvaient en effet rassemblés des intellectuels chrétiens comme Jacques Maritain, Luigi Sturzo et Paul Tillich, des libéraux de gauche comme Carlo Rosselli et Raymond Aron, des socialistes comme Léon Blum, Rudolf Hilferding et Pietro Nenni, des anarchistes comme Victor Serge et Daniel Guérin, des trotskistes comme Pierre Naville et les écrivains surréalistes André Breton et Benjamin Péret. Par ailleurs, cette thèse semble ignorer le fait que, en Europe occidentale, on ne pouvait pas combattre le fascisme en se passant de l'apport des communistes et de l'Union soviétique. L'alliance entre une partie de la culture européenne et le communisme était le produit du fascisme. Le refoulement du stalinisme était aussi profond que la menace fasciste était grave. À l'instar de Malraux, Léon Blum choisit de taire ses critiques à l'URSS jusqu'en 1938, tandis que le pacifiste Romain Rolland et le président de la Ligue des droits de l'homme, Victor Basch, décident finalement de cautionner les procès de Moscou. Même Gide, vilipendé par la presse communiste après son *Retour de l'URSS* (1936), reconnaît la nécessité d'une alliance avec les Soviétiques³¹. Le ressort psychologique de ces attitudes a été bien saisi par l'écrivain américain Upton Sinclair qui, dans un essai sur les procès de Moscou, prend la métaphore de la cité assiégée : « Les gens ne peuvent pas se permettre de comploter ni de critiquer le régime qui est en train de défendre la ville menacée³². »

Rares, en Europe, étaient les antifascistes prêts à dénoncer les crimes de Staline, à penser que, si les communistes étaient des alliés indispensables dans la lutte contre le fascisme, cela ne justifiait pas le silence sur la dictature stalinienne ; à comprendre que le combat antifasciste lui-même risquait d'être disqualifié si l'on acceptait le despotisme soviétique, les procès, les exécutions sommaires, les

déportations, les camps – sans parler de la collectivisation forcée, ignorée à l'époque même par la littérature anticomuniste la plus acharnée. Parmi ceux-là, les surréalistes qui, en 1936, dénonçaient les procès de Moscou comme « une abjecte mise en scène policière », et le milieu intellectuel regroupé à New York autour de la *Partisan Review* sur lequel Trotski exerçait une très forte influence. On pourrait y ajouter les noms des intellectuels communistes qui avaient rompu avec le stalinisme, de Paul Nizan à Manès Sperber, d'Arthur Koestler à Willi Münzenberg, sans oublier le libéral-socialisme italien incarné par un mouvement tel que Giustizia e Libertà. Lors de son intervention au Congrès pour la liberté de la culture, en 1935, Gaetano Salvemini, à l'époque exilé aux États-Unis, exprimait ses réserves : « Je n'aurais pas le droit de protester contre la Gestapo et l'Ovra fasciste – affirmait-il – si j'essayais d'oublier qu'il existe une police politique soviétique. En Allemagne il y a des camps de concentration, en Italie il y a des îles transformées en lieux de détention, et dans la Russie soviétique il y a la Sibérie³³. » À Palmiro Togliatti, porte-parole de l'orthodoxie communiste, Carlo Rosselli répondait que son antifascisme prônait l'autogestion et un communisme « libertaire », non pas une nouvelle forme de « culte de l'État³⁴ » (*statolatria*). Ces exemples prouvent que l'on pouvait être à la fois antifasciste et antistalinien, et que la fascination exercée à l'époque par le stalinisme sur l'intelligentsia antifasciste n'était pas irrésistible. Mais ce sont des exceptions, dans un contexte où l'URSS était généralement regardée d'un œil favorable et indulgent.

Ce contexte explique aussi la forte réticence avec laquelle le monde intellectuel accueillit les premières formulations d'une théorie du totalitarisme, qui renvoyaient dos à dos la Russie de Staline et l'Allemagne hitlérienne comme deux formes jumelles d'un nouvel absolutisme. Dues à la plume de quelques essayistes ex-communistes (Franz Borkenau), libéraux (Friedrich Hayek) ou catholiques d'orientation conservatrice (Eric Voegelin et Waldemar Gurian), ces théories apparaissaient bien davantage comme l'expression d'une passivité sceptique et d'un pessimisme impuissant que comme un exemple d'engagement efficace et lucide. Les théoriciens du totalitarisme avaient certes saisi la nature despotique du régime de Staline, mais la conclusion implicite de leur thèse – l'impossibilité d'une alliance avec l'URSS – devenait, surtout à partir de 1941, irréaliste. Profondément ébranlée par le pacte germano-soviétique de 1939, l'alliance entre l'intelligentsia antifasciste et le communisme fut renouée en 1941 et renforcée par la Résistance. La plupart des théoriciens du totalitarisme eux-mêmes, à commencer par Raymond Aron, reconnaissaient alors le caractère indispensable d'un compromis avec l'URSS dans la lutte contre le nazisme.

Il y a un certain anachronisme dans l'approche de ceux qui, tel François Furet, opposent les vertus bienfaitrices d'un libéralisme historiquement innocent et politiquement clairvoyant, véritable antithèse des totalitarismes, à l'antifascisme des intellectuels. Inspirée par un conformisme rétrospectif et dénuée de toute historicisation, cette vision est purement « illusoire ». Une des conditions de l'adhésion des intellectuels au communisme, dans un contexte de dépression

économique internationale et de montée du fascisme, résidait dans la crise profonde des institutions libérales, essoufflées, ébranlées par la Première Guerre mondiale, minées par les poussées nationalistes et, qui plus est, incapables de s'opposer au fascisme. Si le fascisme avait été engendré par l'effondrement de l'ancien ordre libéral, comment s'identifier à ce dernier pour le combattre ? Identification d'autant plus problématique qu'il avait bien détruit la démocratie libérale, mais ne s'était pas attaqué aux élites traditionnelles. En Italie, les principaux piliers du libéralisme issu du *Risorgimento* – la monarchie, la bourgeoisie et même une partie non négligeable de la culture (Giovanni Gentile) – avaient adhéré au fascisme. Dans la patrie classique du libéralisme, la Grande-Bretagne, Winston Churchill avait salué la lutte victorieuse du fascisme italien contre les « passions bestiales du léninisme³⁵ ». En Allemagne, entre 1930 et 1933, les élites se débarrassaient de leur libéralisme de façade et démantelaient la démocratie de Weimar en préparant l'avènement de Hitler. Après la mort de Friedrich Naumann et Max Weber, puis l'émigration aux États-Unis de Carl Friedrich et Hans Kelsen, il ne restait plus aucune figure de proue du libéralisme dans une culture allemande dominée par le conflit entre bolchevisme et nazisme³⁶. Après la crise de 1929, Keynes ne croyait plus à l'avenir du capitalisme, ses thérapies visant essentiellement à lui donner un nouveau délai de survie. Dans un tel contexte, en Europe occidentale, l'URSS apparaissait bien plus apte à faire barrage au fascisme que les forces traditionnelles d'un libéralisme déliquescents³⁷. En Espagne, Ortega y Gasset refusait de prendre position dans la guerre civile, et laquelle il ne voyait que les conséquences inéluctables de la révolte des masses à l'âge de l'« hyperdémocratie » moderne. Il quitta Madrid en 1936, où il ne revint qu'après la Deuxième Guerre mondiale, résigné à voir dans le franquisme un moindre mal³⁸. Recteur de l'université de Salamanque, Miguel de Unamuno avait apporté sa caution au coup d'état, mais il avait immédiatement été censuré par les militaires. Sa mort, quelques mois après le *pronunciamiento*, était le symbole de la défaite des élites libérales espagnoles³⁹. Le libéralisme apparaissait alors comme un phénomène du passé, entré dans une crise profonde et voué à un déclin inéluctable dans un continent partagé entre bolchevisme et fascisme. En 1936, l'intellectuel travailliste Harold J. Laski écrivait que le libéralisme avait été écarté de la scène par la Grande Guerre, un tournant historique qu'il comparait à la Réforme et à la Révolution française. Il avait un passé glorieux, mais aucun avenir : « Quand un système est en train de lutter pour survivre, la société n'a plus le temps de délibérer. La passion du conflit soumet la raison⁴⁰. » L'engagement politique des intellectuels libéraux ne pouvait désormais trouver un débouché qu'au sein de la mouvance antifasciste, comme l'avait constaté Piero Gobetti, dès 1924, dans son manifeste *La Révolution libérale*⁴¹.

On peut certes reprocher aux intellectuels qui ont entretenu le mythe de l'URSS de s'être menti à eux-mêmes et d'avoir contribué à tromper le mouvement antifasciste, dont ils auraient pu devenir la conscience critique au lieu de se faire les propagandistes d'un régime totalitaire. Mais on peut aussi être certain qu'en Europe – l'Amérique du *New Deal* demeure un cas à part – aucune mobilisation de masse

contre la menace nazie n'aurait pu voir le jour sous la direction des anciennes élites libérales. La lutte contre le fascisme avait besoin d'une espérance, d'un message émancipateur et universel que seul semblait alors offrir le pays de la révolution de 1917. Si une dictature totalitaire comme celle de Staline a pu incarner ces valeurs aux yeux de millions d'hommes et de femmes – c'est bien là la tragédie du communisme au ^{xx}e siècle –, c'est précisément parce que ses origines et sa nature étaient toutes différentes de celles du fascisme. Voilà ce que l'antitotalitarisme libéral semble incapable de comprendre.

L'unité antifasciste s'était faite au milieu des années 1930, sous l'impact de l'accession au pouvoir du nazisme, puis de la guerre civile espagnole ; elle s'était approfondie, en élargissant ses bases, pendant la guerre et dans la Résistance. Sa rupture commence avec l'éclatement de la guerre froide, culmine avec la division de l'Allemagne en 1949 et s'achève grosso modo en 1956, lors de l'intervention militaire soviétique en Hongrie, qui marque profondément le monde intellectuel. Toutes les crises du passé – par exemple lors des procès de Moscou puis du pacte germano-soviétique – avaient été surmontées au nom de l'unité nécessaire face à l'ennemi. Après la guerre, cet argument ne pouvait plus être invoqué. Les courants idéologiques et politiques qui avaient cohabité pendant plus d'une décennie étaient désormais opposés par le conflit qui divisait le monde en deux blocs antagonistes. Si, entre 1941 et 1945, les communistes et les libéraux avaient mis entre parenthèses leurs différends pour combattre Hitler, leur opposition apparaissait maintenant au grand jour. La défense commune des Lumières contre le fascisme laissait place à deux lectures divergentes de leur héritage. Ceux qui refusaient de choisir entre l'URSS et le « monde libre » se retrouvaient marginalisés. Le libéralisme abandonnait l'antifascisme pour revêtir les habits de l'antitotalitarisme, c'est-à-dire de l'anticommunisme. L'antifascisme cessait dès lors d'être un ethos partagé pour s'identifier, sur le plan idéologique, au communisme⁴². Dans les pays du bloc soviétique, il se transforma vite en idéologie d'État, tandis qu'à l'Ouest les communistes devenaient les dépositaires officiels de sa mémoire. À l'exception de l'Italie, où les institutions républicaines devaient fonder leur légitimité sur le rejet d'un passé fasciste long d'une vingtaine d'années, les composantes conservatrices et nationalistes de la Résistance se montraient de plus en plus réticentes à se dire antifascistes.

Dans le monde intellectuel, la fin de l'unité antifasciste est symbolisée par des polémiques et des ruptures qui ont un fort impact dans l'opinion publique. En France, c'est l'affrontement ouvert entre David Rousset, ancien déporté trotskiste devenu gaulliste, et *Les Lettres françaises*, la revue littéraire du Parti communiste qui nie l'existence du système concentrationnaire soviétique. C'est aussi la rupture, au sein de la rédaction des *Temps modernes*, entre Sartre et Merleau-Ponty. En Italie, *Il Politecnico*, une des principales revues nées de la Résistance, dirigée par Elio Vittorini, doit faire face à la critique de Togliatti, dans les pages de *Rinascita*, la revue officielle du Parti communiste, qui lui reproche sa conception de l'autonomie de la culture à une époque où cette dernière doit choisir son camp et se soumettre aux

normes esthétiques et politiques fixées à Moscou⁴³. En Allemagne, l'esprit antifasciste qui avait accompagné la chute du nazisme et avait trouvé ses représentants tant chez les anciens exilés que dans une nouvelle génération d'écrivains, ne peut survivre à la division du pays en deux États. Devenu tabou en RFA, il est incorporé dans l'idéologie officielle de la RDA⁴⁴. Aron, Silone, Koestler, Jaspers, Orwell et d'autres adhèrent au Congrès pour la liberté de la culture, tandis que Sartre devient, non sans difficultés, un compagnon de route des communistes. L'antifascisme ne définit plus l'horizon d'un espace public européen ; il commence à devenir un enjeu conflictuel dans l'usage public de l'Histoire.

HOLOCAUSTE

Plus complexe à déchiffrer est le silence des intellectuels antifascistes face à l'Holocauste. Certes, le génocide des juifs d'Europe – une extermination qui se voulait totale – n'était pas prévisible. Cependant, dès 1933, une lourde menace pesait sur les juifs, même si on ne pouvait pas encore en saisir l'aboutissement catastrophique. L'émigration d'environ quatre cent mille juifs d'Europe centrale, entre l'arrivée au pouvoir de Hitler et l'éclatement de la guerre, révélait de manière incontestable la gravité de cette menace. Or, tout au long des années 1930, l'antisémitisme ne fut jamais perçu par la culture antifasciste comme un élément constitutif du système nazi mais plutôt comme le simple corollaire propagandiste d'un régime qui avait désigné la démocratie et le mouvement ouvrier comme ses ennemis. Peu d'intellectuels possédaient la clairvoyance de Gershom Scholem qui, trois mois après l'arrivée au pouvoir de Hitler, écrivait de Palestine à Walter Benjamin, exilé en France, une lettre où il définissait l'avènement du nazisme comme « une catastrophe de portée historique mondiale ». « Les proportions de la défaite des mouvements socialiste et communiste s'imposent à nos yeux d'une manière sinistre et inquiétante – soulignait-il –, mais la défaite du judaïsme allemand peut vraiment tenir la comparaison⁴⁵. » Dans une autre lettre à Benjamin, en février 1940, il posait la question cruciale : « Qu'advient-il de l'Europe après l'élimination des juifs⁴⁶ ? »

Au lendemain de la guerre, la « Solution finale » apparaissait comme une de ses pages tragiques parmi bien d'autres et n'occupait qu'une place marginale dans la culture et le débat intellectuel. Alors dominait le silence. Auschwitz ne fut ni l'affaire Dreyfus ni la guerre civile espagnole, des événements devant lesquels les intellectuels avaient réagi en prenant leurs « responsabilités ». L'essai de Sartre *Réflexions sur la question juive*, publié en 1946, est un exemple révélateur de cet « aveuglement des clercs ». Le directeur des *Temps modernes* considère les juifs comme les victimes oubliées de la guerre mais il ne met jamais leur génocide au centre de sa réflexion. Après les camps d'extermination nazis, la « question juive » demeure à ses yeux liée à l'antisémitisme français de l'affaire Dreyfus et de la Troisième République. Cet essai célèbre, où les chambres à gaz sont à peine mentionnées, pourrait bien être interprété comme le symptôme le plus significatif de

l'aveuglement de la culture européenne devant la plus grande tragédie du siècle⁴⁷.

Cet aveuglement avait des causes profondes, qui tenaient aussi bien au contexte général de la guerre qu'à une incompréhension plus ancienne de la nature de l'antisémitisme nazi. En dépit de ses spécificités, la tragédie juive n'était pas dissociée de la souffrance provoquée par un massacre gigantesque qui n'avait épargné presque aucune nation et sa visibilité était obscurcie dans un continent en ruine. Le sort des juifs n'apparaissait pas singulier et l'antisémitisme nazi était considéré comme un résidu obscurantiste et moyenâgeux. C'était, selon un stéréotype qui remontait à la culture socialiste de la fin du ^{xix}^e siècle, « le socialisme des imbéciles », c'est-à-dire une simple arme de propagande. Un génocide industriel et bureaucratique était une nouveauté absolue dont la possibilité ne rentrait pas dans les catégories de la culture antifasciste⁴⁸.

Celle-ci ne retenait des régimes de Mussolini et Hitler que leur caractère « régressif » : l'antilibéralisme, l'anticommunisme, l'antiparlementarisme et l'irrationalisme. Le fascisme était ainsi réduit à son aspect réactionnaire. Rares étaient ceux qui voyaient son enracinement dans la société industrielle, la mobilisation des masses, le culte de la technique, en reconnaissant en lui une variante réactionnaire de la modernité. Rien en effet de plus déroutant, sur le plan idéologique, que les mouvements fascistes : une nébuleuse dans laquelle cohabitaient conservatisme et eugénisme, pessimisme culturel et « révolution conservatrice », spiritualisme et antisémitisme, romantisme régressif et totalitarisme technocratique. Ce fatras de sensibilités contradictoires cachait sa nature « révolutionnaire », son rejet de la modernité libérale et démocratique ne visant pas le retour à un passé révolu mais l'instauration d'un ordre nouveau, hiérarchique, autoritaire, inégalitaire, nationaliste et racial. Le mysticisme fasciste était formulé en termes biologiques, son culte de la technique esthétisé, son mépris de la démocratie fondé sur le mythe de la masse, son rejet de l'individualisme proclamé au nom d'une « communauté du peuple » soudée par la guerre.

Il est évidemment impossible de saisir la modernité des fascismes sur la base d'une philosophie de l'histoire postulant l'évolution de l'humanité vers le triomphe inéluctable de la raison. Or, une caractéristique importante de l'antifascisme, qui contribue à expliquer tant sa complaisance à l'égard du stalinisme que son aveuglement involontaire face au génocide juif, est sa défense acharnée et acritique de l'idée de progrès, héritée de la culture européenne du ^{xix}^e siècle. « Les hommes et les femmes de la Résistance – écrit l'historien James D. Wilkinson – rappellent leurs ancêtres spirituels du ^{xviii}^e siècle : les “Philosophes”⁴⁹. » La pléiade de revues qui surgissent ou se renouvellent en 1945 – *Esprit*, *Les Temps modernes*, *Critique* en France, *Der Ruf* et *Der Anfang* en Allemagne, *Il Ponte*, *Belfagor* et *Nuovo Politecnico* en Italie – se réclament explicitement de ce rationalisme humaniste incarné par Lessing, Voltaire et Cattaneo. Le retour à la liberté et à la démocratie est vécu comme un nouveau triomphe des Lumières, de la raison et du droit qui fait apparaître le fascisme comme une parenthèse, une régression éphémère, une rechute anachronique et absurde dans une barbarie ancestrale, une vaine tentative pour

arrêter la « marche de l'Histoire ». Dans ce climat de confiance en l'avenir, où l'histoire semble finalement avoir repris son cours naturel, les camps d'extermination nazis ne sont plus que la conséquence d'un déraillement tragique. L'Union soviétique, en revanche, tire les bénéfices du tribut immense qu'elle a payé pour combattre le nazisme. La lutte pour le progrès coïncide avec la défense de la patrie du socialisme. Le philosophe Alexandre Kojève croit voir en Staline, comme jadis Hegel en Napoléon à Iéna, l'Esprit du monde (*Weltgeist*), l'homme de la fin de l'Histoire⁵⁰.

Pour Theodor W. Adorno, par contre, le national-socialisme est une réfutation de la philosophie de l'histoire de Hegel. En 1944, il dit lui aussi avoir rencontré l'« Esprit du monde », non pas à cheval, ni sous la forme d'un char soviétique, mais dans les V2 hitlériens, ces bombes-robots qui, à l'instar du fascisme, « allient à la perfection la technique la plus poussée et une totale cécité⁵¹ ». Sa position philosophique est celle de l'École de Francfort, dont les animateurs, tous juifs exilés, participent à la culture antifasciste en restant à ses marges, conscients qu'en dépit de sa défaite le nazisme a déjà changé le visage du siècle et l'image de l'Homme. Pour eux, la reconnaissance d'Auschwitz comme rupture de civilisation est indissociable d'une remise en cause radicale de l'idée de progrès. Si le nazisme a essayé d'effacer l'héritage des Lumières, il doit aussi être compris dialectiquement comme un produit de la civilisation elle-même, avec sa rationalité technique et instrumentale désormais affranchie d'une visée émancipatrice et réduite à un projet de domination. Dans cette perspective, Auschwitz ne saurait être appréhendé ni comme une « régression » ni comme une parenthèse mais plutôt comme un produit authentique de l'Occident, comme l'émergence de son visage destructeur. Pour Horkheimer et Adorno, en 1944, Auschwitz est le symbole d'une « autodestruction de la raison⁵² ». Loin de célébrer un nouveau triomphe des Lumières, ces figures isolées se refusent à voir dans la guerre une épopée victorieuse du progrès. Devant le spectacle d'une civilisation qui a transformé la technique moderne en une gigantesque force destructrice, le seul sentiment possible est la honte.

Une « honte prométhéenne⁵³ », écrit Günther Anders, à la mesure du désastre.

¹ John Reed, *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, Paris, Seuil, 1996.

² Heinrich Mann, *Der Haß*, Francfort-sur-le-Main, Fischer, 1987.

³ Louis Aragon, « Communisme et révolution », in Maurice Nadeau, *Histoire du surréalisme, suivi de Documents surréalistes*, Paris, Seuil, 1964, p. 204. Sur l'impact de la révolution d'octobre au sein de l'intelligentsia européenne, cf. Marcello Flores, *L'immagine dell'URSS. L'Occidente e la Russia di Stalin (1927-1956)* Milan, Il Saggiatore, 1990, chap. 1 et 2.

⁴ Sur le congrès parisien de 1935, cf. Sandra Teroni (éd.), *Pour la défense de la culture. Les textes du Congrès international des écrivains, Paris, juin 1935*, Dijon, Presses universitaires de Dijon, 2005. Voir aussi Michel Winock, *Le Siècle des intellectuels*, op. cit., chap. 27, et Herbert Lottman, *La Rive gauche. Du Front populaire à la guerre froide*, Paris, Seuil, 1981, II, chap. 6 ; sur le congrès de Valence, cf. Andrés Trapiello, *Las armas y las letras. Literatura y guerra civil (1936-1939)*, Barcelone, Planeta, 1994, chap. 10.

⁵ George Orwell, *Homage to Catalonia*, Londres, Penguin Books, 1989, p. 2.

⁶ Simone Weil, « Lettre à Georges Bernanos, 1938 », op. cit., p. 404.

⁷ Eric J. Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes*, op. cit., p. 217.

⁸ Robert Brasillach, *Les Sept Couleurs*, Paris, Godefroy de Bouillon, 1995, p. 156.

⁹ Cf. Christopher G. Flood, « Crusade or Genocide ? French Catholic Discourse on the Spanish Civil War » in Janet Pérez et Wendell Aycock (éd.), *The Spanish Civil War in Literature*, Lubbock, Texas Tech University

Press, 1990, p. 60-62.

¹⁰ Cf. Gareth Thomas, *The Novel of the Spanish Civil War (1936-1975)*, New York, Cambridge University Press, 1990, chap. 4.

¹¹ W. H. Auden, « Spain 1937 », *The English Auden. Poems, Essays and Dramatic Writings 1927-1939*, Londres, Faber & Faber, 1977, p. 424-425 (il s'agit de la première version du poème, datée d'avril 1937 ; voir la version définitive, légèrement modifiée, p. 212). Récusé ensuite par son auteur, ce poème n'a jamais fait l'objet d'une traduction française.

¹² Pablo Neruda, *L'Espagne au cœur. Hymne à la gloire du peuple en guerre*, Paris, Denoël, 1938 (éd. originale « España en el corazón. Himno a las glorias del pueblo en guerra (1936-1937) », *Obras completas, I. 1923-1954*, Barcelone, Galaxia Gutenberg, 1999, p. 371).

¹³ Sur les réticences de Bataille à l'égard de l'antifascisme, cf. Denis Hollier, « Desperanto », *New German Critique*, n° 67, 1996, p. 22-26.

¹⁴ Cité in Annie Cohen-Solal, *Sartre 1905-1980*, Gallimard, Paris, 1985, p. 438.

¹⁵ Cf. Eric J. Hobsbawm, « Gli intellettuali e l'antifascismo », *Storia del marxismo*, vol. 3, t. II, Turin, Einaudi 1981, p. 441-490.

¹⁶ Cité in Karl D. Bracher, *La Dictature allemande. Naissance, structure et conséquences du national-socialisme*, Toulouse, Privat, 1986, p. 31.

¹⁷ Ernst Cassirer, *La Philosophie des Lumières*, Paris, Fayard, 1990.

¹⁸ Cf. Anson Rabinbach, « Legacies of Antifascism », *New German Critique*, n° 67, 1996, p. 7.

¹⁹ Piero Gobetti, *La rivoluzione liberale. Saggio sulla lotta politica in Italia*, Turin, Einaudi, 1964, p. 178. Sur l'antifascisme de Gobetti, cf. Aurelio Lepre, *L'anticomunismo e l'antifascismo in Italia*, Bologne, Il Mulino 1997, p. 50-54.

²⁰ George L. Mosse, *Confronting History. A Memoir*, Madison, The University of Wisconsin Press, 2000 p. 104.

²¹ Albert Camus, « Au service de l'Homme », *Essais*, Paris, Gallimard, 1965. Ce passage est aussi cité in James D. Wilkinson, *The Intellectual Resistance in Europe*, Cambridge, Harvard University Press, 1981, p. 71.

²² Cf. Babette Gross, *Willy Münzenberg. Eine politische Biographie*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1966.

²³ Cf. le « Manifeste des intellectuels antifascistes », puis celui de la Concentration antifasciste, in Enzo Collotti (éd.), *L'antifascismo in Italia e in Europa*, Turin, Loescher, 1975, p. 34-37, 75-76.

²⁴ Voir Nicole Racine, « Le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes (1934-1939) », *Le Mouvement social*, n° 101, 1977, p. 87-113. Voir aussi Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, *Les Intellectuels en France, de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1986, p. 98-99 ; Herbert R. Lottman, *La Rive gauche, op. cit.*, p. 148-158.

²⁵ Cf. Istvan Deak, *Weimar Germany's Left Wing Intellectuals*, Berkeley, University of California Press 1968.

²⁶ Peter Gay, *Le Suicide d'une république. Weimar 1918-1933*, Paris, Calmann-Lévy, 1993, p. 180.

²⁷ Sur la distinction entre « religions civiles » et « religions politiques », cf. Emilio Gentile, *Les Religions de la politique. Entre démocratie et totalitarismes*, Paris, Seuil, 2005.

²⁸ Cf. Jürgen Habermas, *L'Espace public*, Paris, Payot, 1990.

²⁹ Herbert Lottman, *La Rive gauche, op. cit.*, p. 178-184.

³⁰ François Furet, *Le Passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au ^{xx}e siècle, op. cit.*, p. 193.

³¹ Nicole Racine, « Une cause. L'antifascisme des intellectuels dans les années trente », *Politix*, n° 17, 1992, p. 79-85.

³² Upton Sinclair et Eugene Lyons, *Terror in Russia ? Two Views*, New York, R. R. Smith, 1938, p. 57. Voir aussi Marcello Flores, *L'immagine dell'URSS, op. cit.*, p. 279.

³³ Gaetano Salvemini, « Pour la liberté de l'esprit », in Enzo Traverso (éd.), *Le Totalitarisme. Le ^{xx}e siècle en débat*, Paris, Seuil, 1991, p. 248. Voir Marcello Flores, *L'immagine dell'URSS, op. cit.*, p. 214.

³⁴ Cf. Carlo Rosselli, *Scritti d'esilio*, vol. II (1934-1937), Turin, Einaudi, 1992, p. 426. Pour une contextualisation, voir Aurelio Lepre, *L'anticomunismo e l'antifascismo in Italia, op. cit.*, p. 68-70.

³⁵ Cf. Renzo De Felice, *Mussolini il Duce. Gli anni del consenso 1929-1936*, Turin, Einaudi, 1996, p. 330, 553.

³⁶ Cf. Karl D. Bracher, *Zeit der Ideologien*, Stuttgart, DVA, 1982, II, chap. 6.

[37](#) Les libéraux qui se sont battus contre le fascisme, comme le mouvement italien Giustizia e Libertà, ont choisi de collaborer avec les communistes. Voir, à ce propos, le témoignage et la réflexion de Norberto Bobbio, qui en fut l'un des animateurs (*Dal fascismo alla democrazia*, Turin, Baldini & Castoldi, 1997).

[38](#) Sur la relation ambiguë d'Ortega avec le franquisme, cf. Antonio Elorza, *La razón y la sombra. Una lectura política de Ortega y Gasset*, Barcelone, Anagrama, 1984. La critique de l'abstensionnisme des intellectuels libéraux espagnols pendant la guerre civile était, dès 1937, au centre de l'essai de Maria Zambrano, *Los intelectuales en el drama de España*, Madrid, Trotta, 1998.

[39](#) Cf. Gabriele Ranzato, *L'Eclissi della democrazia. La Guerra civile spagnola e le sue origini 1931-1939*, Turin, Bollati-Boringhieri, 2004, p. 359-365.

[40](#) Harold Laski, *The Rise of European Liberalism*, Nouveau Brunswick, Transaction Books, 1997.

[41](#) Piero Gobetti, *La rivoluzione liberale*, *op. cit.*

[42](#) Cf. Enzo Traverso, « Le totalitarisme. Jalons pour l'histoire d'un débat », in Enzo Traverso (éd.), *Le Totalitarisme. Le ^{xx}e siècle en débat*, Paris, Seuil, 1991, p. 45-60.

[43](#) Cf. Nello Ajello, *Intellettuali e PCI (1944-1958)*, Bari-Rome, Laterza, 1997.

[44](#) Cf. Gareth Pritchard, *The Making of the GDR from Antifascism to Stalinism*, Manchester, Manchester University Press, 2000.

[45](#) Walter Benjamin et Gershom Scholem, *Briefwechsel 1933-1940*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 1980 p. 55-56.

[46](#) *Ibid.*, p. 319. Voir aussi Gershom Scholem, *Walter Benjamin. Histoire d'une amitié*, *op. cit.*, p. 246.

[47](#) Cf. Enzo Traverso, *L'Histoire déchirée. Essai sur Auschwitz et les intellectuels*, *op. cit.*, p. 58-69.

[48](#) Cf. Dan Diner, « Antifaschistische Weltanschauung. Ein Nachruf », *Kreisläufe. Nationalsozialismus und Gedächtnis*, Berlin, Berlin Verlag, 1995, p. 91.

[49](#) James D. Wilkinson, *The Intellectual Resistance in Europe*, *op. cit.*, p. 276.

[50](#) Cf. Denis Hollier (éd.), *Le Collège de philosophie 1937-1939*, Paris, Folio-Gallimard, 1995, p. 67-68. Dominique Auffret, *Alexandre Kojève. La philosophie, l'État, la fin de l'histoire*, Paris, Le Livre de Poche 1990, p. 336. Voir aussi Lutz Niethammer, *Posthistoire. Ist die Geschichte zu Ende ?*, Hambourg, Rowohlt, 1989, p. 77.

[51](#) Theodor W. Adorno, *Minima moralia. Réflexions sur la vie mutilée*, Paris, Payot, 1991, p. 53.

[52](#) Max Horkheimer et Theodor W. Adorno, *Dialectique de la raison*, *op. cit.*, p. 15.

[53](#) Günther Anders, *Die Antiquiertheit des Menschen. I. Über die Seele im Zeitalter der zweiten industriellen Revolution* (1956), Munich, C. H. Beck, 1985, p. 23.

Remerciements

Mes remerciements vont d'abord à François Guedj et Valeria Galimi, architectes d'un ouvrage collectif sur *Le ^{xx}e Siècle des guerres* (Paris, Éditions de l'Atelier, 2004) qui a accueilli ma première réflexion sur l'idée de guerre civile européenne et donné lieu à une journée d'études à l'université de Toulouse, en mars 2005. Plusieurs parties de ce livre ont été présentées et discutées, pendant ces trois dernières années, lors de conférences, colloques, séminaires, parfois lors de véritables cours donnés comme enseignant invité dans les universités de différents pays, aussi bien en Europe qu'aux États-Unis et en Amérique latine. Je voudrais remercier les collègues et amis qui m'ont donné ces occasions de débat, ainsi que les chercheurs et les étudiants qui y ont participé, à commencer par ceux du master de sciences politiques de ma propre université, à Amiens. Ne pouvant tous les citer, je rappellerai néanmoins Angelo Ventrone et Luca Baldissara, des universités de Macerata et de Pise, en Italie ; Nicolás Sánchez Durá et Ismael Saz de l'université de Valence, ainsi que Francisco Cobo Romero, de l'UNIA de Baeza, en Espagne ; Gilbert Achcar, lorsqu'il était en poste au Centre Marc-Bloch, et Elfi Müller, animatrice des conférences de Jour Fixe, à Berlin ; Federico Finchelstein, Tim Campbell et Dominick LaCapra, de l'université Cornell, à Ithaca, NY ; Ruth Ben-Ghiat de New York University ; Patricia Flier et José Sazbon de l'Universidad Nacional de La Plata, en Argentine, et Esther Cohen de l'UNAM, à Mexico. Je les assure toutes et tous de ma reconnaissance et de mon amitié. Au-delà des séminaires et des colloques, ce livre doit beaucoup à une réflexion sur la comparaison des violences dans le monde contemporain que je poursuis, depuis quelques années, avec Marina Cattaruzza, Dan Diner, Marcella Flores et Simon Levis Sullam. Enfin, je sais gré à Nicole Lapierre, lectrice et critique attentive du manuscrit, de l'avoir accueilli dans sa belle collection chez Stock.

Paris, octobre 2006

Bibliographie sélective

- ABRAHAM, Karl, « Contribution à la psychanalyse des névroses de guerre », *Œuvres complètes*, vol. II, Paris, Payot, 1965.
- ACHCAR, Gilbert, « Engels, penseur de la guerre, penseur de la révolution », in Georges Labica et Mireille Delbraccio (éd.), *Friedrich Engels, savant et révolutionnaire*, Paris, Presses Universitaires de France, 1997.
- AGAMBEN, Giorgio, *Stato di eccezione*, Turin, Bollati Boringhieri, 2003.
- AGUILAR, Paloma, *Memoria y olvido de la Guerra civil española*, Madrid, Alianza, 1996.
- AGULHON, Maurice, « Faut-il réviser l'histoire de l'antifascisme ? », *Le Monde diplomatique*, juin 1994.
- ALY, Götz, « *Endlösung* », *Volkschiebung und der Mord an den europäischen Juden*, Francfort-sur-le-Main, Fischer, 1995.
- ALY, Götz, *Hitlers Volkstaat. Raub, Rassenkrieg und nationaler Sozialismus*, Francfort-sur-le-Main, Fischer, 2005.
- AMENDOLA, Giorgio, *Lettere a Milano. Ricordi e documenti 1939-1945*, Rome, Editori Riuniti, 1973.
- ANDERS, Günther, *Mensch ohne Welt. Schriften zur Kunst und Literatur*, Munich, C. H. Beck, 1983.
- ANDERSON, Perry, *Sur Gramsci*, Paris, Maspero, 1978.
- ARAGON, Louis, « Communisme et révolution », in Maurice Nadeau, *Histoire du surréalisme, suivi de Documents surréalistes*, Paris, Seuil, 1964.
- ARENDT, Hannah, *Les Origines du totalitarisme*, Paris, Quarto-Gallimard, 2002.
- ARENDT, Hannah, *Eichmann à Jérusalem*, Paris, Gallimard, 1991.
- ARON, Raymond, *Mémoires*, Paris, Julliard, 1983.
- AUDEN, W. H., « Spain 1937 », *The English Auden. Poems, Essays and Dramatic Writings 1927-1939*, Londres, Faber & Faber, 1977.
- AUDOIN-ROUZEAU, Stéphane et BECKER, Annette, *14-18. Retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000.
- AUDOIN-ROUZEAU, Stéphane, BECKER, Annette, INGRAO, Christian et ROUSSO, Henry (éd.), *La Violence de guerre, 1914-1945*, Bruxelles, Complexe, 2002.
- AUDOIN-ROUZEAU, Stéphane, ROUSSO, Henry, DUMÉZIL, Anne, et INGRAO, Christian, « Les sociétés, la guerre et la paix (Europe, Russie/URSS, États-Unis, Japon) 1911-1946 », *Historiens & Géographes*, n° 383, 2003.
- AUFFRET, Dominique, *Alexandre Kojève. La philosophie, l'État, la fin de l'histoire*, Paris, Le Livre de Poche, 1990.
- AVRITCH, Paul, *La Tragédie de Cronstadt*, Paris, Seuil, 1975.
- BAINVILLE, Jacques, « Les conséquences politiques de la paix », in John Maynard Keynes et Jacques Bainville, *Les Conséquences économiques de la paix/Les conséquences politiques de la paix*, Paris, Gallimard, 2002.

BALAKRISHNAN, Gopal, *The Enemy. An Intellectual Portrait of Carl Schmitt*, Londres, Verso, 2000.

BALIBAR, Étienne, « Le moment philosophique déterminé par la guerre dans la politique : Lénine 1914-1916 », in Philippe Soulez (éd.), *Les Philosophes et la guerre de 14*, Saint-Denis, Presses universitaires de Vincennes, 1988.

BALDISSARA, Luca (éd.), *Crimini e memorie di guerra*, Naples, L'Ancora del Mediterraneo, 2004.

BARTOV, Omer, *L'Armée de Hitler. La Wehrmacht, les nazis et la guerre*, Paris, Hachette, 1999.

BARTOV, Omer, « Fields of Glory », *Mirrors of Destruction. War, Genocide and Modern Identity*, New York, Oxford University Press, 2000.

BARTOV, Omer, GROSMANN, Atina et NOLAN, Mary (éd.), *Crimes of War. Guilt and Denial in the Twentieth Century*, New York, The New Press, 2000.

BARTOV, Omer, *The Eastern Front, 1941-1945. German Troops and the Barbarization of Warfare*, New York, Basingstoke, 2001.

BARTOV, Omer, « Savage War. German Warfare and Moral Choice in World War II », *Germany's War and the Holocaust. Disputed Histories*, Ithaca, Cornell University Press, 2003.

BATTAGLIA, Roberto, *Un uomo. Un partigiano*, Bologne, Il Mulino, 2004.

BATTINI, Michele, *Peccati di memoria. La mancata Norimberga italiana*, Bari-Rome, Laterza, 2003.

BAUMAN, Zygmunt, *Modernité et Holocauste*, Paris, La fabrique, 2002.

BEAUD, Olivier, *Les Derniers Jours de Weimar. Carl Schmitt face à l'avènement du nazisme*, Paris, Descartes & Cie, 1997.

BEAUDUFE, Christophe, *L'Été 1944. Le sacrifice des Normands*, Paris, Perrin, 1994.

BECKER, Annette, « The Avant-Garde, Madness and the Great War », *Journal of Contemporary History*, vol. 35, n° 1, 2000.

BEEVOR, Antony, *La Chute de Berlin*, Paris, Le Livre de Poche, 2002.

Benedicta. L'evento, la memoria, Gênes, Le Mani, 2004.

BENJAMIN, Walter, « Le conteur. Réflexions sur l'œuvre de Nicolas Leskov », « L'œuvre d'art à l'époque de sa reproductibilité technique », *Œuvres III*, Paris, Folio-Gallimard, 2000.

BERNANOS, Georges, *Les Grands Cimetières sous la lune*, Paris, Seuil, 1997.

BIANCHI, Bruna, « Delirio, smemoratazza e fuga. Il soldato e la patologia della paura », in Diego Leoni et Camillo Zadra (éd.), *La Grande Guerra. Esperienza, memoria, immagini*, Bologne, Il Mulino, 1986.

BIBO, Istvan, *Misère des petits États de l'Europe de l'Est*, Paris, Albin Michel, 1993.

BLATMANN, Sonia, « La Technique du coup d'État : un manuel de l'équivoque », *Chroniques italiennes*, n° 4, 1995.

BLOCH, Marc, *L'Histoire, la Guerre, la Résistance*, Annette Becker (éd.), Paris,

Quarto-Gallimard, 2006.

BLOXHAM, Donald, *Genocide on Trial. War Crimes Trials and the Formation of Holocaust History and Memory*, Oxford, Oxford University Press, 2001.

BOBBIO, Norberto, « Guerra civile ? », *Teoria politica*, VIII, n° 2, 1992.

BOBBIO, Norberto, *Dal fascismo alla democrazia*, Turin, Baldini & Castoldi, 1997.

BONNELL, Victoria, *Iconography of Power. Soviet Posters under Lenin and Stalin*, Berkeley, University of California Press, 1997.

BOURKE, Joanna, *An Intimate History of Killing. Face to Face Killing in Twentieth Century Warfare*, Londres, Basic Books, 1999.

BOURKE, Joanna, *The Second World War. A People's History*, New York, Oxford University Press, 2001.

BOURKE, Joanna, « Fear and Anxiety : Writing about Emotion in Modern History » *History Workshop Journal*, n° 55, 2003.

BOURKE, Joanna, *Fear. A Cultural History*, Londres, Virago, 2005.

RACHER, Karl D., *Zeit der Ideologien*, Stuttgart, DVA, 1982.

RACHER, Karl D., *La Dictature allemande. Naissance, structure et conséquences du national-socialisme*, Toulouse, Privat, 1986.

BRASILLACH, Robert, *Les Sept Couleurs*, Paris, Godefroy de Bouillon, 1995.

BREDEKAMP, Horst, « From Walter Benjamin to Carl Schmitt, via Thomas Hobbes » *Critical Inquiry*, vol. 25, n° 2, 1999.

BREUER, Stefan, *Anatomie de la Révolution conservatrice*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1996.

BROSSAT, Alain, *Les Tondues. Un carnaval moche*, Paris, Manya, 1993.

BROSSAT, Alain, *Libération fête folle : mythes et rites ou le grand théâtre des passions populaires*, Paris, Autrement, 1994.

BROUÉ, Pierre, *Révolution en Allemagne*, Paris, Éditions de Minuit, 1971.

BROUÉ, Pierre, *Le Parti bolchevique. Histoire du Parti communiste de l'URSS*, Paris, Éditions de Minuit, 1971.

BROUÉ, Pierre, *Trotsky*, Paris, Fayard, 1988.

BROWN SCOTT, James (éd.), *Texts of the Peace Conferences of The League, 1899 and 1907*, Boston & Londres, 1908.

BRUNETTA, Gian Piero, « Cinema e prima guerra mondiale », in Gian Piero Brunetta (éd.), *Storia del cinema mondiale*, vol. I, Turin, Einaudi, 1999.

BUCK-MORSS, Susan, « Aesthetics and Anaesthetics : Walter Benjamin's Artwork Essay Reconsidered », *October*, n° 62, 1992.

BURKE, Peter, *Eyewitnessing. The Uses of Images as Historical Evidence*, Ithaca, Cornell University Press, 2001.

BURRIN, Philippe, « Fascisme : la révolution sans révolutionnaires », *Le Débat*, n° 38, 1986.

BURRIN, Philippe, *La France à l'heure allemande 1940-1944*, Paris, Seuil, 1995.

CAILLOIS, Roger, « Le vertige de la guerre », *Quatre essais de sociologie*, Paris,

Perrin, 1951.

CANTIMORI, Delio, « Fascismo, rivoluzione e non reazione europea », *Politica e storia contemporanea. Scritti 1917-1942*, Turin, Einaudi, 1991.

CARSTEN, F. L., *Revolution in Central Europe 1918-1919*, Berkeley, University of California Press, 1972.

CASANOVA, Julián, « Guerras civiles, revoluciones y contrarevoluciones en Finlandia, España y Grecia (1918-1949) : un análisis comparado », in Julián Casanova (éd.), *Guerras civiles en el siglo XX*, Madrid, Editorial Pablo Iglesias, 2001.

CASANOVA, Julián, « Una dictadura de cuarenta años », in Julián Casanova (éd.) *Morir, matar, sobrevivir. La violencia en la dictadura de Franco*, Barcelone, Crítica, 2002.

CÉLINE, Louis-Ferdinand, *Voyage au bout de la nuit*, Paris, Gallimard, 1972.

CHASE, John L., « Unconditional Surrender Reconsidered », *Political Science Quarterly*, vol. 70, n° 2, 1955.

CHICKERING, Roger, « Total War. The Use and Abuses of a Concept », in Manfred F. Boemecke, Roger Chickering et Stig Förster (éd.), *Anticipating Total War. The German and American Experiences 1871-1914*, New York, Cambridge University Press, 1999.

CHURCHILL, Winston, *The World Crisis 1911-1918*, New York, MacMillan, 1942.

CHURCHILL, Winston, *The Gathering Storm*, Boston, Houghton Mifflin, 1948.

CLAUSEWITZ, Carl von, *De la guerre*, Paris, Perrin, 1999.

COBBAN, Alfred, *Dictatorship. Its History and Theory*, New York, Haskell House Publishers, 1971.

COLLOTTI, Enzo (éd.), *L'antifascismo in Italia e in Europa*, Turin, Loescher, 1975.

CONAN, Éric et ROUSSO, Henry, *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Paris, Fayard, 1994.

CORBIN, Alain, *Le Village des cannibales*, Aubier, Paris, 1990.

COURTOIS, Stéphane et WIEVIORKA, Annette (éd.), *L'État du monde en 1945*, Paris, La Découverte, 1994.

CROCO, Louis, *Les Traumatismes psychiques de guerre*, Paris, Odile Jacob, 1999.

CZERNIAKOW, Adam, *Carnets du ghetto de Varsovie (6 septembre 1939-23 juillet 1942)*, préface de Raul Hilberg et Stanislaw Staron, postface de Jean-Charles Szurek, Paris, La Découverte, 1996.

COMITATO INTERALLEATO (éd.), *Lo sterminio degli ebrei. Relazioni del comitato d'informazione interalleato in Londra*, Londres, Presso la stamperia reale, s.d. [1942].

DAGEN, Philippe, *Le Silence des peintres. Les artistes face à la Grande Guerre*, Paris, Fayard, 1996.

DEMANDT, Alexander (éd.), *Macht und Recht. Grosse Prozesse in der Geschichte*, Munich, C. H. Beck, 1990.

DEAK, Istvan, « Budapest and the Hungarian Revolution », *The Slavonic and East European Review*, vol. XLVI, n° 106, 1968.

- DEAK, Istvan, GROSS, Jan T., et JUDT, Tony (éd.), *The Politics of Retribution in Europe. World War II and its Aftermath*, Princeton, Princeton University Press, 2000.
- DE FELICE, Renzo, *D'Annunzio politico (1918-1928)*, Bari-Rome, Laterza, 1978.
- DE FELICE, Renzo, (éd.), *Futurismo, cultura e politica*, Turin, Fondazione Giovanni Agnelli, 1988.
- DE FELICE, Renzo, *Rosso e Nero*, Milano, Baldini & Castoldi, 1995.
- DE FELICE, Renzo, *Mussolini il Duce. Gli anni del consenso 1929-1936*, Turin, Einaudi, 1996.
- DELAGE, Christian, *La Vérité par l'image. De Nuremberg au procès Milosevic*, Paris, Denoël, 2006.
- DESMONS, Éric, *Mourir pour la patrie ?*, Paris, Presses Universitaires de France 2001.
- DEUTSCHER, Isaac, *Le Prophète armé*, Paris, Julliard, 1965.
- DEUTSCHER, Isaac, *Stalin*, Londres, Oxford University Press, 1965.
- DEUTSCHER, Isaac, *La Révolution inachevée*, Paris, Robert Laffont, 1967.
- DEWEY, John, « Means and Ends », in Leon Trotsky, John Dewey et George Novack *Their Morals and Ours*, New York, Pathfinder Press, 1973.
- DINER, Dan et STOLLEIS, Michael (éd.), *Hans Kelsen and Carl Schmitt. A Juxtaposition*, Gerlingen, Bleicher Verlag, 1999.
- DINER, Dan, « Antifaschistische Weltanschauung. Ein Nachruf », *Kreisläufe. Nationalsozialismus und Gedächtnis*, Berlin, Berlin Verlag, 1995.
- DINER, Dan, *Das Jahrhundert verstehen. Eine universalhistorische Deutung* Munich, Luchterhand, 1999.
- DJILAS, Milovan, *Wartime*, New York, Harcourt Brace Jovanovich, 1977.
- DONNEDIEU DE VABRES, Henri, « Le procès de Nuremberg », *Revue de droit pénal et de criminologie*, n° 27, 1946.
- DORST, Tankred (éd.), *Die Münchner Räterepublik. Zeugnisse und Kommentar*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 1966.
- DOWER, John W., *War Without Mercy. Race and Power in the Pacific War*, New York, Pantheon Books, 1986.
- DREYFUS, Michel et GROPPA, Bruno (éd.), *Le Siècle des communismes*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2000.
- DUPEUX, Louis (éd.), *La « Révolution conservatrice » dans l'Allemagne de Weimar*, Paris, Kimé, 1992.
- EKSTEINS, Modris, *Rites of Spring. The Great War and the Birth of the Modern Age* Londres, Bantam Press, 1989.
- ELIAS, Norbert, *La Dynamique de l'Occident*, Paris, Pocket, 1975.
- ELIAS, Norbert, *The Germans. Power Struggles and the Development of the Habitus in the Nineteenth and Twentieth Century*, Cambridge, Polity Press, 1996.
- ENGELS, Friedrich, « Einleitung [zu Borkheims "Zur Erinnerung für die deutschen Mordspatrioten"] », *Marx Engels Werke*, Bd. 21, Berlin, Dietz Verlag, 1975.

- F_{ALASCHI-ZAMONI}, Simonetta, *Fascist Spectacle. The Aesthetics of Power in Mussolini's Italy*, Berkeley, University of California Press, 1997.
- F_{AYE}, Jean-Pierre, *Langages totalitaires*, Paris, Hermann, 1972.
- F_{EJTÖ}, François, *Requiem pour un empire défunt. Histoire de la destruction de l'Autriche-Hongrie*, Paris, Seuil, 1988.
- F_{ERRO}, Marc, *La Grande Guerre 1914-1918*, Paris, Folio-Gallimard, 1990.
- F_{ERRO}, Marc, « Nazisme et communisme : les limites d'une comparaison », in Marc Ferro (éd.), *Nazisme et Communisme. Deux régimes dans le siècle*, Paris, Hachette, 1999.
- F_{IGES}, Orlando, *A People's Tragedy, 1891-1924*, Londres, Penguin Books, 1998.
- F_{ITZPATRICK}, Sheila, *The Russian Revolution*, New York, Oxford University Press, 1994.
- F_{LECHTER}, Jonathan, *Violence and Civilization. An Introduction to the Work of Norbert Elias*, Cambridge, Polity Press, 1997.
- F_{LASCH}, Kurt, *Die geistige Mobilmachung. Die deutsche Intellektuellen und der Erste Weltkrieg*, Berlin, Alexander Fest Verlag, 2000.
- F_{LOOD}, Christopher G., « Crusade or Genocide ? French Catholic Discourse on the Spanish Civil War », in Janet Pérez et Wendell Aycock (éd.), *The Spanish Civil War in Literature*, Lubbock, Texas Tech University Press, 1990.
- F_{LORES}, Marcello, *L'immagine dell'URSS. L'Occidente e la Russia di Stalin (1927-1956)*, Milan, Il Saggiatore, 1990.
- F_{LORES}, Marcello, *L'età del sospetto. I processi politici della guerra fredda*, Bologne, Il Mulino, 1995.
- F_{LORES}, Marcello (éd.), *Storia, verità, giustizia. I crimini del ^{XX} secolo*, Milan, Bruno Mondadori, 2001.
- F_{LORES}, Marcello, *Il secolo mondo. Storia del Novecento*, Bologne, Il Mulino, 2002.
- F_{OCARDI}, Filippo, *La guerra della memoria. La Resistenza nel dibattito politico italiano dal 1945 a oggi*, Rome-Bari, Laterza, 2005.
- F_{ORSTER}, Ricardo, « El estado de excepción : Benjamin y Schmitt como pensadores del riesgo », in Jorge Dotti et Julio Pinto (éd.), *Carl Schmitt. Su época y su pensamiento*, Buenos Aires, Eudeba, 2002.
- F_{RAENKEL}, Ernst, *The Dual State*, New York, Oxford University Press, 1941.
- F_{RANZINELLI}, Mimmo, *L'amnistia Togliatti. 22 giugno 1946. Colpo di spugna sui crimini fascisti*, Milan, Mondadori, 2006.
- F_{REUD}, Sigmund, « Considérations actuelles sur la guerre et la mort », *Œuvres complètes*, vol. XIII, Paris, Presses Universitaires de France, 1988.
- F_{REVERT}, Ute, *Men of Honour. A Social and Cultural History of the Duel*, Cambridge, Polity Press, 1995.
- F_{RIEDLÄNDER}, Saul, *L'Allemagne nazie et les juifs, I. Les années de persécution*, Paris, Seuil, 1997.
- F_{RIEDLÄNDER}, Saul, « History, Memory, and the Historian. Dilemmas and

Responsibilities », *New German Critique*, n° 80, 2000.

FRIEDRICH, Ernst, *Krieg dem Kriege* (1924), Munich, DVA, 2004.

FRIEDRICH, Jörg, *Der Brand. Deutschland im Bombenkrieg 1940-1945*, Berlin, Ullstein, 2002.

FURET, François, *Le Passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au ^{XX}^e siècle*, Paris, Robert Laffont/Calmann-Lévy, 1995.

GACON, Stéphane, *L'Amnistie. De la Commune à la guerre d'Algérie*, Paris, Seuil, 2002.

GALASSO, Giorgio, *Storia d'Europa. III Età contemporanea*, Bari-Rome, Laterza, 1996.

GALIMI, Valeria, « Collaborationnisme et épuration judiciaire en Italie et en France », in François Guedji et Valeria Galimi (éd.), *Le ^{XX}^e Siècle des guerres*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2004.

GARRETT, Stephen, *Ethics and Airpower in World War II. The British Bombing of German Cities*, New York, St Martin Press, 1993.

GENTILE, Emilio, *Il culto del Littorio, La sacralizzazione della politica nell'Italia fascista*, Bari-Rome, Laterza, 1993.

GENTILE, Emilio, *Le origini dell'ideologia fascista 1918-1925*, Bologne, Il Mulino, 1996.

GENTILE, Emilio, *Qu'est-ce que le fascisme ? Histoire et interprétation*, Paris, Folio-Gallimard, 2004.

GENTILE, Emilio, *Les Religions de la politique. Entre démocratie et totalitarismes*, Paris, Seuil, 2005.

GERAS, Norman, *The Contract of Mutual Indifference. Political Philosophy after Auschwitz*, Londres, Verso, 1998.

GETZLER, Israel, *Kronstadt 1917-1921. The Fate of a Soviet Democracy*, New York, Cambridge University Press, 2002.

GEYER, Michael, « Urkatastrophe, europäische Bürgerkrieg, Menschenschlachthaus. Wie Historiker den Epochenbruch des Ersten Weltkrieges Sinn geben », in Rainer Rother (éd.), *Der Weltkrieg 1914-1918. Ereignis und Erinnerung*, Berlin, Minerva, 2004.

GIBELLI, Antonio, *L'officina della guerra. La Grande Guerra e le trasformazioni del mondo mentale*, Turin, Bollati Boringhieri, 1990.

GIBELLI, Antonio, *Il popolo bambino. Infanzia e nazione dalla Grande Guerra a Salò*, Turin, Einaudi, 2005.

GINSBORG, Paul, *A History of Contemporary Italy. Society and Politics 1943-1988*, Londres, Penguin Books, 1990.

GINZBURG, Carlo, « Uccidere un mandarino cinese. Implicazioni morali della distanza », *Occhiacci di legno. Nove riflessioni sulla distanza*, Milan, Feltrinelli, 1998.

GIORDANO, Ralph, *Die zweite Schuld oder von der Last Deutscher zu sein*, Munich,

Knauer, 1990.

GITELMAN, Zvi, *Jewish Nationality and Soviet Politics. The Jewish Sections of the CPSU, 1917-1930*, Princeton, Princeton University Press, 1972.

GLENDINNING, Miles, « The Conservation Movement : a Cult of the Modern Age » *Royal Historical Society Transactions*, 6/13, 2003.

GLOVER, Jonathan, *Humanity. A Moral History of the Twentieth Century*, Londres, Jonathan Cape, 1999.

GOEBBELS, Josef, *Reden 1932-1945*, Gondrom, Bindlach, 1991.

GOLDHAGEN, Daniel J., *Les Bourreaux volontaires de Hitler. Les Allemands ordinaires et l'Holocauste*, Paris, Seuil, 1997.

GOLDSTEIN, Joshua S., « Kondratieff Waves as War Cycles », *International Studies Quarterly*, vol. 29, n° 4, 1985.

GRAMSCI, Antonio, *Quaderni del carcere*, 4 vol, Turin, Einaudi, 1975.

GRANGE, Ninon, « L'état de nature : miroir et modèle de la guerre civile », *Astérion*, n° 2, 2004.

GRAYZEL, Susan R., *Women's Identities at War. Gender, Motherhood, and Politics in Britain and France During the First World War*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1999.

GROSS, Babette, *Willi Münzenberg. Eine politische Biographie*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1966.

GROSS, Raphael, *Carl Schmitt und die Juden*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 2000.

GRUNENBERG, Antonia, *Antifaschismus. Ein deutscher Mythos*, Hambourg, Rowohlt, 1993.

GUENIFFEY, Patrice, *La Politique de la Terreur. Essai sur la violence révolutionnaire 1789-1794*, Paris, Fayard, 2000.

HALÉVY, Élie, *L'Ère des tyrannies*, Paris, Tel-Gallimard, 1990.

HAMILTON, Alastair, *The Appeal of Fascism. A Study of Intellectuals and Fascism 1919-1945*, New York, MacMillan, 1971.

HANNA, Martha, *The Mobilization of the Intellect. French Scholars and Writers During the Great War*, Cambridge, Harvard University Press, 1996.

HAUPT, Georges, *L'Historien et le mouvement social*, Paris, Maspero, 1980.

HEER, Hannes et NAUMANN, Klaus (éd.), *Vernichtungskrieg. Verbrechen der Wehrmacht 1941 bis 1944*, Hambourg, Hamburger Edition, 1995.

HEIDEGGER, Martin, « Allocution prononcée le vendredi 26 mai 1933 à la mémoire de Albert Leo Schlageter » (1933), *Écrits politiques 1933-1966*, Paris, Gallimard, 1995.

HEIL, Susanne, *Gefährliche Beziehungen. Walter Benjamin und Carl Schmitt*, Stuttgart, Metzler, 1996.

HENKE, Klaus-Dietmar, et WOLLER, Hans (éd.), *Politische Säuberungen in Europa. Die Abrechnung mit Faschismus und Kollaboration*, Munich, DTV, 1991.

- HERF, Jeffrey, *Reactionary Modernism. Technology, Culture and Politics in Weimar and the Third Reich*, New York, Cambridge University Press, 1984.
- HERMET, Guy, *La Guerre d'Espagne*, Paris, Seuil, 1989.
- HILBERG, Raul, *Éxécuteurs, victimes, témoins. La catastrophe juive 1933-1945*, Paris, Gallimard, 1994.
- HILLGRUBER, Andreas, *Zweierlei Untergang. Die Zerschlagung des Deutschen Reich und das Ende des europäischen Judentums*, Berlin, Siedler, 1986.
- HIRSCHFELD, Gerhard, KRUMEICH, Gerd et RENZ, Irina (éd.), *Keiner fühlt sich hier mehr als Mensch... Erlebnis und Wirkung des Ersten Weltkrieg*, Essen, Klartext, 1993.
- Historikerstreit. Die Dokumentation der Kontroverse über die Einzigartigkeit der nationalsozialistischen Judenvernichtung*, Munich, Piper, 1987.
- HOBBS, Thomas, *Béhémoth ou le long Parlement*, Paris, Vrin, 1990.
- HOBBS, Thomas, *Léviathan*, Paris, Gallimard, 2000.
- HOBBSAWM, Eric J., *Revolutionaries*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1974.
- HOBBSAWM, Eric J., « Gli intellettuali e l'antifascismo », *Storia del marxismo*, vol. 3, t. II, Turin, Einaudi, 1981.
- HOBBSAWM, Eric J., *L'Âge des extrêmes*, Bruxelles, Complexe, 1999.
- HOBBSAWM, Eric J., « Men and Women : Images on the Left », *Uncommon People*, Londres, Abacus, 1998.
- HOLLIER, Denis, « Desperanto », *New German Critique*, n° 67, 1996.
- HORNE, John et KRAMER, Alan, *German Atrocities. A History of Denial*, New Haven & Londres, Yale University Press, 2001.
- HOWARD, Michael, « A Thirty Years War ? The Two World Wars in Historical Perspective », *Transactions of the Royal Historical Society*, vol. III, 1993.
- INGRAO, Christian, *Les Chasseurs noirs. La brigade Dirlewanger*, Paris, Perrin, 2006.
- ISNENGHI, Mario, *Il mito della Grande Guerra da Marinetti a Malaparte*, Bari-Rome, Laterza, 1970.
- JACKSON, Gabriel, *The Spanish Republic and the Civil War 1931-1939*, Princeton, Princeton University Press, 1965.
- JANSSEN, Wilhelm, « Krieg », in Reinhart Koselleck (éd.), *Geschichtliche Grundbegriffe. Historisches Lexikon zur politisch-sozialen Sprache in Deutschland*, Bd. 3, Stuttgart, Klett-Cotta, 1982.
- JOINET, Louis, « L'amnistie. Le droit à la mémoire entre pardon et oubli », *Communications*, n° 49, 1989.
- JASPERS, Karl, *La Culpabilité allemande*, préface de Pierre Vidal-Naquet, Paris, Éditions de Minuit, 1990.
- JEANNENEY, Jean-Noël, *Le Duel. Une passion française 1789-1914*, Paris, Seuil, 2004.
- JOLL, James, *The Origins of the First World War*, Londres, Longman, 1984.
- JÜNGER, Ernst, *Orages d'acier. Journal de guerre*, Paris, Le Livre de Poche, 1970.

- JÜNGER, Ernst, *Journaux de guerre*, Paris, Julliard, 1980.
- JÜNGER, Ernst, *Le Travailleur*, Paris, Christian Bourgois, 1989.
- JÜNGER, Ernst, *L'État universel/La mobilisation totale*, Paris, Gallimard, 1990.
- JÜNGER, Ernst, *La Guerre comme expérience intérieure*, Paris, Christian Bourgois, 1997.
- JÜNGER, Ernst, *Guerra, técnica y fotografía*, Nicolás Sánchez Durá (éd.), Valence, université de Valence, 2000.
- JÜNGER, Ernst, *Politische Publizistik 1919-1933*, Stuttgart, Klett-Cotta, 2001.
- KANTOROWICZ, Ernst, « Mourir pour la patrie (*pro patria mori*) dans la pensée politique médiévale », *Mourir pour la patrie et autres essais*, Paris, Presses Universitaires de France, 1984.
- KELSEN, Hans, « The Legal Status of Germany According to the Declaration of Berlin », *The American Journal of International Law*, vol. 39, n° 3, 1945.
- KELSEN, Hans, « Will the Judgment in the Nuremberg Trial Constitute a Precedent in International Law ? », *International Law Quarterly*, vol. 1, n° 2, 1947.
- KENNEDY, Ellen, « Carl Schmitt and the Frankfurt School », *Telos*, n° 71, 1987.
- KERSHAW, Ian, *Hitler. Némésis 1936-1945*, Paris, Flammarion, 2000.
- KERSHAW, Ian, *Le Mythe Hitler. Image et réalité sous le Troisième Reich*, Paris, Flammarion, 2006.
- KETTENACKER, Lothar, « “Unconditional Surrender” als Grundlage der angelsächsischer Nachkriegsplanung », in Wolfgang Mischalka (éd.), *Der Zweite Weltkrieg*, Munich, Piper, 1989.
- KETTENACKER, Lothar (éd.), *Ein Volk von Opfern ? Die neue Debatte um den Bombenkrieg 1940-1945*, Hambourg, Rowohlt, 2003.
- KEYNES, John Maynard, *The Economic Consequences of the Peace*, Londres, MacMillan, 1920.
- KIERNAN, V. G., *The Duel in European History. Honour and the Reign of Aristocracy*, New York, Oxford University Press, 1988.
- KIRCHHEIMER, Otto, *Political Justice. The Use of Legal Procedure for Political Ends*, Princeton, Princeton University Press, 1961.
- KIRCHHEIMER, Otto, « Remarks on Carl Schmitt's *Legality and Legitimacy* », in Franz L. Neumann et Otto Kirchheimer, *The Rule of the Law Under Siege*, Berkeley, University of California Press, 1996.
- KITCHEN, Martin, « Ernst Nolte and the Phenomenology of Fascism », *Science & Society*, vol. 38, n° 2, 1974.
- KLINKHAMMER, Lutz, *L'occupazione tedesca in Italia (1943-1945)*, Turin, Bollati Boringhieri, 1993.
- KLINKHAMMER, Lutz, *Le stragi naziste in Italia*, Rome, Donzelli, 2006.
- KOHN, Hans, *Revolutions and Dictatorships : Essays in Contemporary History*, Cambridge, Harvard University Press, 1939.
- KOCHAVI, Arie J., *Prelude to Nuremberg. Allied War Crimes Policy and the*

- Question of Punishment*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1998.
- KOPF, David et MARKUSEN, Eric, *The Holocaust and Strategic Bombing. Genocide and Total War in Twentieth Century*, Boulder, Westview Press, 1995.
- KORSCH, Karl, « Carl Schmitt, *Der Hüter der Verfassung* », *Zeitschrift für Sozialforschung*, vol. I, 1932.
- KOSELLECK, Reinhart, *Le Règne de la critique*, Paris, Éditions de Minuit, 1979.
- KOSELLECK, Reinhart, « Les monuments aux morts : lieux de fondation de l'identité des survivants », *L'Expérience de l'histoire*, Paris, Seuil/Gallimard, 1997.
- KOSELLECK, Reinhart, *Zur politischen Ikonologie des gewaltsamen Todes*, Bâle, Schwabe, 1998.
- KOYRÉ, Alexandre, *La Cinquième Colonne*, Paris, Allia, 1997.
- KRACAUER, Siegfried, « Vom Erleben des Krieges », *Schriften 5.1*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 1990.
- KRAPP, Peter, « Amnesty : Between an Ethics of Forgiveness and the Politics of Forgetting », *German Law Journal*, vol. 6, n° 1, 2005.
- KRAUS, Karl, *Les Derniers Jours de l'humanité*, Marseille, Agone, 2000.
- KRAUS, Hans Christoph, « L'historiographie philosophique d'Ernst Nolte », *La Pensée politique*, 1994.
- KRIEGER, Annie, « Sur l'antifascisme », *Commentaire*, n° 50, 1990.
- KRONENBERG, Volker, *Ernst Nolte und das totalitäre Zeitalter. Versuch einer Verständigung*, Bonn, Bouvier Verlag, 1999.
- KULISCHER, Eugene M., *Europe on the Move. War and Population Changes 1917-1947*, New York, Columbia University Press, 1948.
- LEDESMA, José Luis, *Los dias de llama de la revolución. Violencia y politica en la retaguardia republicana de Zaragoza durante la guerra civil*, Saragosse, Institución Fernando el Católico, 2003.
- LEED, Eric J., *No Man's Land*, New York, Cambridge University Press, 1979.
- LEED, Eric J., « Fateful Memories : Industrialized War and Traumatic Neurosis », *Journal of Contemporary History*, 35/1, 2000.
- LEFEBVRE, Georges, *La Grande Peur de 1789*, Paris, Armand Colin, 1988.
- LÉNINE, *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, Paris, Éditions sociales, 1971.
- LÉNINE, *L'Extrémisme, maladie infantile du communisme*, Paris, Éditions sociales, 1979.
- LEPRE, Aurelio, *L'anticomunismo e l'antifascismo in Italia*, Bologne, Il Mulino, 1997.
- LERNER, Paul, *Hysterical Men : War, Psychiatry and the Politics of Trauma in Germany, 1890-1930*, Ithaca, Cornell University Press, 2003.
- LEVIN, Judith et UZIEL, Daniel, « Ordinary Men, Extraordinary Photos », *Yad Vashem Studies*, n° 26, 1998.
- LICHTHEIM, George, *Europe in the Twentieth Century*, New York, Praeger Publishers,

1972.

LIUCCI, Raffaele, *La tentazione della « casa in collina ». Il disimpegno degli intellettuali nella guerra civile italiana (1943-1945)*, Milan, Unicopli, 1999.

LINDQVIST, Sven, *Maintenant tu es mort : le siècle des bombes*, Paris, Le Serpent à plumes, 2002.

LORAUX, Nicole, *La Cité divisée. L'oubli dans la mémoire d'Athènes*, Paris, Payot/Rivages, 2005.

LÖWITH, Karl, « Der europäische Nihilismus. Betrachtung zur geistiger Vorgeschichte des europäischen Krieges », *Sämtliche Schriften*, Bd. 2, Stuttgart, Metzler, 1983.

LOWY, Michael, *Walter Benjamin : avertissement d'incendie. Une lecture des thèses « Sur le concept d'histoire »*, Paris, Presses Universitaires de France, 2001.

LUDENDORFF, Ernst, *Der totale Krieg*, Munich, Ludendorff Verlag, 1935.

LUXEMBURG, Rosa, « La tragédie russe », *Œuvres II (Écrits politiques 1917-1918)*, Paris, Maspero, 1969.

LUXEMBURG, Rosa, « Die Krise der Sozialdemokratie », *Gesammelte Werke*, Bd. 4, Berlin, Dietz Verlag, 1990.

LUZZATTO, Sergio, *Il corpo del Duce*, Turin, Einaudi, 1998.

LUZZATTO, Sergio, *La crisi dell'antifascismo*, Turin, Einaudi, 2004.

MACDONALD, Dwight, « The Bomb », *The Responsibility of Peoples and Other Essays in Political Criticism*, Londres, Victor Gollancz, 1957.

MALAPARTE, Curzio, *Kaputt*, Milan, Mondadori, 1995.

MALAPARTE, Curzio, « Tecnica del colpo di Stato », *Opere scelte*, Milan, Mondadori, 1997.

MANN, Heinrich, *Der Haß*, Francfort-sur-le-Main, Fischer, 1987.

MANN, Thomas, *Considérations d'un apolitique*, Paris, Grasset, 2002.

MARCESE, Herbert, « La lutte contre le libéralisme dans la conception totalitaire de l'État », *Culture et Société*, Paris, Éditions de Minuit, 1970.

MARIE, Jean-Jacques, *La Guerre civile russe, 1917-1922*, Paris, Autrement, 2005.

MARRUS, Michael R., *The Unwanted. European Refugees in the Twentieth Century*, New York, Oxford University Press, 1985.

MARRUS, Michael R., *The Nuremberg War Crimes Trial 1945-1946. A Documentary History*, Boston-New York, Bedford-St. Martin's, 1997.

MARTELLINI, Luigi, « Malaparte saggista politico : le “rivoluzioni europee” », in Gianni Grana (éd.), *Malaparte scrittore d'Europa*, Prato, Marzorati, 1991.

MARTIN, Jean-Clément (éd.), *La Guerre civile entre histoire et mémoire*, Nantes, Université de Nantes-Ouest Éditions, 1994.

MARTIN, Jean-Clément, *Violence et Révolution. Essai sur la naissance d'un mythe national*, Paris, Seuil, 2006.

MASSON, Philippe (éd.), *Dictionnaire de la Deuxième Guerre mondiale*, Paris, Larousse, 1979, 2 vol.

- MAZOWER, Mark, *Dans la Grèce d'Hitler, 1941-1944*, Paris, Les Belles Lettres 2002.
- MAZOWER, Mark, *Le Continent des ténèbres. Une histoire de l'Europe au ^{XX}^e siècle*, Bruxelles, Complexe, 2005.
- MAYER, Arno J., *Politics and Diplomacy of Peacemaking. Containment and Counterrevolution at Versailles, 1918-1919*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1968.
- MAYER, Arno J., *La « Solution finale » dans l'Histoire*, Paris, La Découverte, 1990.
- MAYER, Arno J., *Les Furies. Violence, vengeance, terreur au temps de la Révolution française et de la révolution russe*, Paris, Fayard, 2001.
- McCORMICK, John, « Fear, Technology, and the State. Carl Schmitt, Leo Strauss, and the Revival of Hobbes in Weimar and National Socialist Germany », *Political Theory*, vol. 22, n° 4, 1994.
- MEIER, Christian, *The Lesson of Carl Schmitt. Four Chapters in the Distinction Between Political Theology and Political Philosophy*, Chicago, The University of Chicago Press, 1998.
- MICHAUD, Éric, *Un art de l'éternité. L'image et le temps du national-socialisme*, Paris, Gallimard, 1996.
- MIGNEMI, Adolfo, *Storia fotografica della Resistenza*, Turin, Bollati Boringhieri, 1995.
- MIGNEMI, Adolfo, *La seconda guerra mondiale 1940-1945*, Rome, Editori Riuniti, 2000.
- MORADIELLOS, Enrique, « Ni gesta heroica, ni locura tragica : nuevas perspectivas históricas sobre la guerra civil », *Ayer. Revista de historia contemporanea*, n° 50, 2003.
- MOSSE, George L., « The Poet and the Exercise of Political Power : Gabriel D'Annunzio », *Masses and Man. Nationalist and Fascist Perceptions of Reality*, New York, Howard Fertig, 1980.
- MOSSE, George L., *Fallen Soldiers. Reshaping the Memory of the World Wars*, New York, Oxford University Press, 1990.
- MOSSE, George L., *L'Image de l'homme. L'invention de la virilité moderne*, Paris, Éditions Abbeville, 1997.
- MOSSE, George L., « Shell-Shock as a Social Disease », *Journal of Contemporary History*, vol. 35, n° 1, 2000.
- MOSSE, George L., « Vers une théorie générale du fascisme », *La Révolution fasciste*, Paris, Seuil, 2003.
- NASH, Mary, *Rojas. Las Mujeres republicanas en la Guerra Civil*, Madrid, Taurus, 1999.
- NERUDA, Pablo, *L'Espagne au cœur. Hymne à la gloire du peuple en guerre*, Paris, Denoël, 1938.
- NEUMANN, Franz, « Angst und Politik » ; « Notizen zur Theorie der Diktatur » (1954)

Demokratischer und autoritärer Staat, Francfort-sur-le-Main, Fischer, 1986.

N_{EU}MANN, Franz, *Béhémoth. Théorie et pratique du national-socialisme* (1942), Paris, Payot, 1987.

N_{EU}MANN, Sigmund, *Permanent Revolution. Totalitarianism in the Age of International Civil War* (1942), Londres, Pall Mall Press, 1965.

N_{IE}THAMMER, Lutz, *Posthistoire. Ist die Geschichte zu Ende ?*, Hambourg, Rowohlt, 1989.

N_{OL}TE, Ernst, *Der Faschismus in seiner Epoche*, Munich, Piper, 1963.

N_{OL}TE, Ernst, *Streitpunkte. Heutige und künftige Kontroversen um den Nationalsozialismus*, Berlin-Francfort-sur-le-Main, Ullstein-Propyläen, 1993.

N_{OL}TE, Ernst, *La Guerre civile européenne 1917-1945. National-socialisme et bolchevisme*, Paris, Syrtes, 2000.

N_{OL}TE, Ernst, *Nietzsche. Le champ de bataille*, préface d'Édouard Husson, Paris, Bartillat, 2000.

N_{ORTON} C_{RU}, Jean, *Du témoignage*, Paris, Allia, 1989.

N_{OV}ICK, Peter, *L'Épuration française*, Paris, Seuil, 1991.

O'B_{RIEN}, Conor Cruse, « Introduction. A Manifesto of a Counter-Revolution », in Edmund Burke, *Reflections on the Revolution in France*, Londres, Penguin Books, 1986.

O_RWELL, George, « Writers and Leviathan », *Collected Essays*, vol. IV, Londres, Penguin Books, 1986.

O_RWELL, George, *Homage to Catalonia*, Londres, Penguin Books, 1989.

O_{RY}, Pascal, et S_{IR}INELLI, Jean-François, *Les Intellectuels en France, de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1986.

P_{AP}INI, Giovanni, « La vita non è sacra », *Lacerba*, I, n° 20, 1913.

P_{ARE}T, Peter, L_{EW}IS, Beth Irwin et P_{ARE}T, Paul (éd.), *Persuasive Images. Posters of War and Revolution from the Hoover Institution Archives*, Princeton, Princeton University Press, 1992.

P_{AR}KER, Geoffrey, *La Guerre de Trente Ans*, Paris, Aubier-Montaigne, 1987.

P_{AVE}SE, Cesare, « La maison sur les collines », *Avant que le coq chante*, Paris, Gallimard, 1953.

P_{AV}ONE, Claudio, *Una guerra civile. Saggio storico sulla moralità nella Resistenza*, Turin, Bollati Boringhieri, 1990.

P_{AV}ONE, Claudio, « La Deuxième Guerre mondiale : Europe et guerre civile européenne », in Pietro Causarano, Valeria Galimi et Frédéric Fredji (éd.), *Le ^{XX}^e Siècle des guerres*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2004.

P_{AX}TON, Robert O., *Le Fascisme en action*, Paris, Seuil, 2004.

P_{EL}I, Santo, *La Resistenza in Italia. Storia e critica*, Turin, Einaudi, 2004.

P_{EU}KERT, Detlev, *Die Weimarer Republik. Krisenjahre der klassischen Moderne*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 1987.

P_{ICK}, Daniel, *War Machine. The Rationalization of Slaughter in the Modern Age*

New Haven, Yale University Press, 1993.

P_{RESTON}, Paul, *Franco*, Londres, Fontana, 1995.

P_{RESTON}, Paul, *A Concise History of the Spanish Civil War*, Londres, Fontana, 1996.

P_{ROCHASSON}, Christophe et R_{ASMUSSEN}, Anne, *Au nom de la patrie. Les intellectuels et la Première Guerre mondiale (1910-1919)*, Paris, La Découverte, 1996.

P_{ROST}, Antoine et W_{INTER}, Jay, *Penser la Grande Guerre. Un essai d'historiographie*, Paris, Seuil, 2004.

Q_{UARITSCH}, Helmut, « Über Bürgerkriegs und Feind-Amnestien », *Der Staat*, Bd. 32, n° 3, 1992.

R_{ABINBACH}, Anson, « Legacies of Antifascism », *New German Critique*, n° 67, 1996.

R_{ABINBACH}, Anson, « The German as Pariah : Karl Jaspers' The Question of the German Guilt », *In the Shadow of Catastrophe. German Intellectuals Between Apocalypse and Enlightenment*, Berkeley, University of California Press, 1997.

R_{ACINE}, Nicole, « Le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes (1934-1939) », *Le Mouvement social*, n° 101, 1977.

R_{ACINE}, Nicole, « Une cause. L'antifascisme des intellectuels dans les années trente », *Politix*, n° 17, 1992.

R_{ADKAU}, Joachim, *Das Zeitalter der Nervosität. Deutschland zwischen Bismarck und Hitler*, Munich, Carl Hanser, 1998.

R_{ANZATO}, Gabriele (éd.), *Guerre fratricide. Le guerre civili in età contemporanea*, Turin, Bollati Boringhieri, 1994.

R_{ANZATO}, Gabriele, *Il linciaggio di Carretta (Roma 1944). Violenza politica e violenza ordinaria*, Milan, Il Saggiatore, 1997.

R_{ANZATO}, Gabriele, *L'eclissi della democrazia. La guerra civile spagnola e le sue origini*, Turin, Bollati Boringhieri, 2004.

R_{EED}, John, *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, Paris, Seuil, 1996.

R_{EMARQUE}, Erich Maria, *À l'ouest rien de nouveau*, Paris, Le Livre de Poche, 2000.

R_{EUTH}, Ralf Georg, *Goebbels*, Munich, Piper, 1995.

R_{EVELLI}, Marco, *Oltre il Novecento*, Turin, Einaudi, 2001.

R_{ICHARDS}, H. Erle, *International Law. Some Problems of War*, Oxford, Clarendon Press, 1915.

R_{OBESPIERRE}, *Pour le bonheur et pour la liberté. Discours*, Paris, La fabrique, 2000.

R_{OBIN}, Corey, *Fear. The History of a Political Idea*, New York, Oxford University Press, 2004.

R_{ODRIGO}, Javier, *Vencidos. Violenza e repressione politica nella Spagna di Franco (1936-1948)*, Vérone, Ombre Corte, 2006.

R_{OHSWALD}, Ariel, et S_{TITES}, Richard (éd.), *European Culture in the Great War. The Arts, Entertainment, and Propaganda 1914-1918*, New York, Cambridge University Press, 1999.

R_{OSEMAN}, Mark (éd.), *Generations in Conflict. Youth Revolt and Generation Formation in Germany 1770-1968*, New York, Cambridge University Press, 1995.

- ROUSSO, Henry, « L'épuration en France : une histoire inachevée », *Vichy, l'événement, la mémoire, l'histoire*, Paris, Gallimard, 2001.
- RUSCONI, Gian Enrico, *Rischio 1914. Come si decide una guerra*, Bologna, Il Mulino, 1987.
- RUSCONI, Gian Enrico, « La “guerra civile europea” e le sue conseguenze per l'idea di nazione e di Europa », *Se cessiamo di essere una nazione*, Bologna, Il Mulino, 1993.
- SALOMON, Ernst von, *Les Réprouvés*, Paris, Le Livre de Poche, 1969.
- SALVEMINI, Gaetano, « Pour la liberté de l'esprit », in Enzo Traverso (éd.), *Le Totalitarisme. Le ^{xx} Siècle en débat*, Paris, Seuil, 1991.
- SÁNCHEZ DURÁ, Nicolás, « Palabras e imágenes, límites y alcance de los testimonios del dolor de la guerra », in Nicolás Sánchez Durá (éd.), *La guerra*, Valence, Pre-Textos, 2006.
- SARTORI, Giovanni, « Dittatura », *Enciclopedia del Diritto*, vol. 13, Milan, Giuffrè, 1964.
- SCHERER, Max, *Der Genius des Krieges und der Deutsche Krieg* Leipzig, Weissen Bücher, 1915.
- SCHIVELBUSCH, Wolfgang, *The Culture of Defeat. On National Trauma, Mourning, and Recovery*, New York, Picador, 2004.
- SCHMITT, Carl, « Das Problem der Legalität », *Verfassungsrechtliche Aufsätze aus den Jahren 1924-1954. Materialien zu einer Verfassungslehre*, Berlin, Duncker & Humblot, 1958.
- SCHMITT, Carl, *Théologie politique*, Paris, Gallimard, 1988.
- SCHMITT, Carl, *Legalität und Legitimität*, Berlin, Duncker & Humblot, 1998.
- SCHMITT, Carl, *Glossarium. Aufzeichnungen der Jahre 1947-1951*, Berlin, Duncker & Humblot, 1991.
- SCHMITT, Carl, *La Notion de politique/Théorie du partisan*, Paris, Flammarion, 1992.
- SCHMITT, Carl, *Das internationalrechtliche Verbrechen des Angriffskrieges und das Grundsatz « Nullum crimen, nulla poena sine lege »*, Berlin, Duncker & Humblot, 1994.
- SCHMITT, Carl, « Amnestie, Urform des Rechts », *Staat, Grossraum, Nomos*, Berlin, Duncker & Humblot, 1995.
- SCHMITT, Carl, *La Dictature*, Paris, Seuil, 2000.
- SCHMITT, Carl, *Le Nomos de la terre dans le droit des gens du jus publicum europaeum*, Paris, Presses Universitaires de France, 2001.
- SCHMITT, Carl, *Le Léviathan dans la doctrine de l'État de Thomas Hobbes*, Paris, Seuil, 2002.
- SCHMITT, Carl, *Ex captivitate salus : expériences des années 1943-1947*, Paris, Vrin, 2003.
- SCHNUR, Roman, « Weltfriedensidee und Weltbürgerkrieg 1791-1792 », *Revolution*

und Weltbürgerkrieg. Studien zur Ouverture nach 1789, Berlin, Duncker & Humblot, 1983.

SCHÜDDEKOPF, Ernst Otto, *Linke Leute von Rechts. Die nationalrevolutionären Minderheiten und der Kommunismus in der Weimarer Republik*, Stuttgart, Kohlhammer, 1960.

SCHULZE, Hagen, *État et nation dans l'histoire de l'Europe*, Paris, Seuil, 1996.

SCURATI, Antonio, *Guerra. Nazioni e culture nella tradizione occidentale*, Rome, Donzelli, 2003.

SEBALD, W. G., *De la destruction comme élément de l'histoire naturelle*, Arles, Actes Sud, 2004.

SENELLART, Michel, « La qualification de l'ennemi chez Emer de Vattel », *Astérion*, n° 2, 2004.

SERGE, Victor, « Kronstadt » (1937), in Léon Trotski et Victor Serge, *La Lutte contre le stalinisme en URSS*, Paris, Maspero, 1977.

SERGE, Victor, *Mémoires d'un révolutionnaire et autres écrits politiques*, Paris, Robert Laffont, 2001.

SINCLAIR, Upton et LYONS, Eugene, *Terror in Russia ? Two Views*, New York, R. R. Smith, 1938.

SLOTERDIJK, Peter, *Luftbeben. An den Quellen des Terrors*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 2002.

SÖLLNER, Alfons, « Disciples de gauche de la Révolution conservatrice. La théorie politique d'Otto Kirchheimer et de Herbert Marcuse dans les dernières années de la république de Weimar », in Gérard Raulet (éd.), *Weimar ou l'explosion de la modernité*, Paris, Anthropos, 1984.

SOFSKY, Wolfgang, *Traité de la violence*, Paris, Gallimard, 1998.

SOMBART, Werner, *Händler und Helden*, Munich-Leipzig, Duncker & Humblot, 1915.

SONTAG, Susan, « Fascinating Fascism », *Under the Sign of Saturn*, New York, Vintage Books, 1976.

SOUTOU, Georges-Henri, « 1914 : vers la guerre de Trente Ans ? La disparition d'un ordre européen », in Pierre Chaunu (éd.), *Les Enjeux de la paix. Nous et les autres. XVIII^e-XXI^e siècle*, Paris, Presses Universitaires de France, 1995.

SOUTOU, Georges-Henri, « Le concert européen, de Vienne à Locarno », in Georges-Henri Soutou et Jean Béranger (éd.), *L'Ordre européen du XVII^e au XX^e siècle*, Paris, Presses universitaires de Paris-Sorbonne, 1998.

SPENGLER, Oswald, *Jahre der Entscheidung. Deutschland und die weltgeschichtliche Entwicklung*, Munich, J. C. Beck, 1933.

SPENGLER, Oswald, *Le Déclin de l'Occident*, Paris, Gallimard, 1948, 2 vol.

SPITZER, Alan B., « John Dewey, the "Trial" of Leon Trotsky and the Search for Historical Truth », *History and Theory*, vol. 29, n° 1, 1990.

SPRINGBORG, Patricia. « Hobbes's Biblical Beasts : Leviathan and Behemoth » *Political Theory*, vol. 23, n° 2, 1995.

- STALINE, « Sur la grande guerre de l'Union soviétique pour la défense de la patrie », in Marx, Engels, Lénine, Staline, *La Lutte des partisans*, Paris, 10/18, 1975.
- STERNHELL, Zeev, « Introduction. Le concept de fascisme », in Zeev Sternhell, Maric Sznajder et Maia Ashéri, *Naissance de l'idéologie fasciste*, Paris, Gallimard, 1994.
- STERNHELL, Zeev, *Les Anti-Lumières, du XVIII^e siècle à la guerre froide*, Paris, Fayard, 2006.
- STRAUSS, Leo, « Commentaire de *La Notion de politique* de Carl Schmitt », in Heinrich Meier, *Carl Schmitt, Leo Strauss et la notion de politique*, Paris, Julliard, 1990.
- STRAUSS, Leo, *La Philosophie politique de Thomas Hobbes*, Paris, Belin, 1991.
- STREIT, Christian, *Keine Kameraden. Die Wehrmacht und die sowjetischen Kriegsgefangenen 1941-1945*, Bonn, Dietz, 1997.
- STROMBERG, Roland N., *Redemption by War. The Intellectuals and 1914*, Lawrence, The Regent Press of Kansas, 1982.
- STUART HUGHES, Henry, *Contemporary Europe : A History*, Englewood Cliffs, N.J. Prentice Hall, 1961.
- TAUBES, Jacob, *En divergent accord. À propos de Carl Schmitt*, Paris, Payot & Rivages, 2003.
- TAYLOR, Telford, *Procureur à Nuremberg*, Paris, Seuil, 1995.
- TERONI, Sandra (éd.), *Pour la défense de la culture. Les textes du Congrès international des écrivains, Paris, juin 1935*, Dijon, Presses universitaires de Dijon, 2005.
- THEWELEIT, Klaus, *Männerphantasien*, Munich, Piper, 2000.
- THOMAS, Gareth, *The Novel of the Spanish Civil War (1936-1975)*, New York, Cambridge University Press, 1990.
- THOMAS, Hugh, *Histoire de la guerre d'Espagne*, Paris, Robert Laffont, 1967, 2 vol.
- THUCYDIDE, *Histoire de la guerre du Péloponnèse*, Paris, Robert Laffont-Bouquins 1984.
- TODOROV, Tzvetan, *Une tragédie française. Été 1944 : scènes de guerre civile*, Paris, Seuil, 1994.
- TOLLER, Ernst, *Eine Jugend in Deutschland*, Hambourg, Rowohlt, 1963.
- TRAPIELLO, Andrés, *Las armas y las letras. Literatura y guerra civil (1936-1939)*, Barcelone, Planeta, 1994.
- TRAVERSO, Enzo, *L'Histoire déchirée. Essai sur Auschwitz et les intellectuels*, Paris, Éditions du Cerf, 1997.
- TRAVERSO, Enzo, « Le totalitarisme. Jalons pour l'histoire d'un débat », in Enzo Traverso (éd.), *Le Totalitarisme. Le XX^e siècle en débat*, Paris, Seuil, 1991.
- TRAVERSO, Enzo, *La Violence nazie. Une généalogie européenne*, Paris, La fabrique, 2002.
- TRONTI, Mario, *La politica al tramonto*, Turin, Einaudi, 1998.
- TROTSKI, Léon, *Leur morale et la nôtre*, Paris, Jean-Jacques Pauvert, 1966.

- TROTSKI, Léon, *Terrorisme et Communisme*, Paris, 10/18, 1974.
- TROTSKY, Leon, *The First Five Years of the Communist International*, 2 vol, Londres, Park Publications, 1973.
- TROTSKI, Léon, *Histoire de la Révolution russe*, Paris, Seuil, 1995, 2 vol.
- TUCK, Richard, *The Right of War and Peace. Political Thought and the International Order from Grotius to Kant*, New York, Oxford University Press, 1999.
- UPTON, Anthony F., *The Finnish revolution 1917-1918*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1980.
- VAGTS, Alfred, « Unconditional Surrender : vor und nach 1945 », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, n° 7, 1959.
- VALÉRY, Paul, « La crise de l'esprit », *Œuvres I*, Paris, La Pléiade-Gallimard, 1957.
- VIDAL-Naquet, Pierre, *Le Trait empoisonné. Réflexions sur l'affaire Jean Moulin*, Paris, La Découverte, 1993.
- VIOLA, Paolo, *Il trono vuoto. La transizione della sovranità nella rivoluzione francese*, Turin, Einaudi, 1989.
- VOVELLE, Michel, *La Mentalité révolutionnaire. Société et mentalité sous la Révolution française*, Paris, Éditions sociales, 1985.
- WANROOIJ, Bruno, « The Rise and Fall of Italian Fascism as a Generational Revolt » *Journal of Contemporary History*, vol. 22, n° 3, 1987.
- WEBER, Max, « Considérations intermédiaires » (1915), *Sociologie des religions*, Paris, Gallimard, 1996.
- WEBER, Max, *Le Savant et le Politique* (1919), Paris, Plon, 1959. Introduction de Catherine Collot-Thélène, Paris, La Découverte, 2003.
- WEHBERG, Hans, *La Guerre civile et le droit international*, Paris, Sirey, 1938.
- WEHLER, Hans Ulrich, « “Absoluter” und “totaler” Krieg. Vom Clausewitz zu Ludendorff », *Politische Vierteljahresschrift*, Jg. X, 1969.
- WEHLER, Hans Ulrich, *Entsorgung der deutschen Vergangenheit ? Ein polemischer Essay zum « Historikerstreit »*, Munich, C.H. Beck, 1988.
- WEIL, Simone, « Lettre à Georges Bernanos, 1938 », *Œuvres*, Paris, Quarto-Gallimard, 1999.
- WEISS, Ernst, *Le Témoin oculaire* (1938), Paris, Gallimard, 1988.
- WERTH, Nicolas, « Un État contre son peuple. Violences, répressions, terreur et Union soviétique », in Stéphane Courtois (éd.), *Le Livre noir du communisme*, Paris, Robert Laffont, 1997.
- WIEVIORKA, Annette, *Le Procès de Nuremberg*, Rennes, Éditions Ouest-France, 1995.
- WIEVIORKA, Annette (éd.), *Les Procès de Nuremberg et de Tokyo*, Bruxelles, Complexe, 1996.
- WIEVIORKA, Olivier, « Guerre civile à la française ? Le cas des années sombres (1940-1945) », *Vingtième Siècle*, n° 85, 2005.
- WILKINSON, James D., *The Intellectual Resistance in Europe*, Cambridge, Harvard

University Press, 1981.

W_{INOCK}, Michel, *Le Siècle des intellectuels*, Paris, Seuil, 1997.

W_{INTER}, Jay, « Under Cover of War. The Armenian Genocide in the Context of Total War », in Robert Gelatelly et Ben Kiernan (éd.), *Genocide. Mass Murder in Historical Perspective*, New York, Cambridge University Press, 2003.

W_{OHL}, Robert, *The Generation of 1914*, Cambridge, Harvard University Press 1979.

W_{OLIN}, Richard, *Heidegger's Children. Hannah Arendt, Karl Löwith, Hans Jonas and Herbert Marcuse*, Princeton, Princeton University Press, 2001.

W_{OLLENBERG}, Erich, *The Red Army*, Londres, New Park Publications, 1978.

W_{OLLER}, Hans, *I conti con il fascismo. L'epurazione in Italia*, Bologne, Il Mulino, 1997.

Z_{AMBRANO}, Maria, *Los intelectuales en el drama de España*, Madrid, Trotta, 1998.

Z_{AYAS}, Alfred M. de, *Nemesis at Potsdam. The Anglo-Americans and the Expulsion of the Germans*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1977.

Z_{WEIG}, Stefan, *Le Monde d'hier. Souvenirs d'un Européen*, Paris, Belfond, 1993.

Crédits photographiques

Les numéros indiqués sont ceux des œuvres situées dans le cahier hors-texte.

1. © Ernst Friedrich, Berlin, 1924 ; réédité par Arnoldo Mondadori Editore S.p.A, Milan, 2004
2. © The Munch-Museum/The Munch-Ellingsen Group – Adagp, Paris 2007
3. © Kunstsammlung Nordrhein westfalen – Adagp, Paris 2007
4. © Bayerische Staatsbibliothek, Munich
5. © DR
6. © Nero Film Gesellschaft
7. © Nero Film Gesellschaft
8. © Adagp, Paris 2007
9. © DR
10. © Musée d'Histoire Contemporaine – BDIC/DR
11. © Comune di Milano – tutti i diritti di legge riservati
12. © L'Illustration

DANS LA MÊME COLLECTION

- BAUSSANT, Michèle, *Pieds-Noirs mémoires d'exils*, 2002.
- BENSAÏD, Daniel, *Une lente impatience*, 2004.
- BIRNBAUM, Jean, *Leur jeunesse et la nôtre*, 2005.
- BONNAIN, Rolande, *L'Empire des masques*, 2001.
- BOUJOT, Corinne, *Le Venin*, 2001.
- BROUGÈRE, Gilles, *Jouets et compagnie*, 2003.
- HEYMANN, Florence, *Le Crépuscule des lieux*, 2003.
- JULLIEN, Vincent, *Sciences agents doubles*, 2002.
- JULLIER, Laurent, *Hollywood et la difficulté d'aimer*, 2004.
- KRACAUER, Siegfried, *L'Histoire – des avant-dernières choses*, 2006.
- LAË, Jean-François, *L'Ogre du jugement*, 2001.
- LAPIERRE, Nicole, *Pensons ailleurs*, 2004.
- LEMONNIER, Pierre, *Le Sabbat des lucioles*, 2006.
- LÖWY, Michael, *Franz Kafka rêveur insoumis*, 2004.
- PLENEL, Edwy, *La Découverte du monde*, 2002.
- ROBIN, Régine, *Berlin chantiers*, 2001. *La Mémoire saturée*, 2003.
- SEGALEN, Martine, *Vie d'un musée, 1937-2005*, 2005.
- STORA, Benjamin, *La Dernière Génération d'octobre*, 2003. *Les trois exils – Juifs d'Algérie*, 2006.
- WARSCHAWSKI, Michel, *Sur la frontière*, 2002.

Table of Contents

[Table des Matières](#)

[Page de Copyright](#)

[Du même auteur](#)

[Dédicace](#)

[Introduction](#)

[PREMIÈRE PARTIE - Passages à l'acte](#)

[1 - Ouverture](#)

[Interprétations](#)

[Antécédents](#)

[Cycle](#)

[Séquence](#)

[2 - Anatomie de la guerre civile](#)

[Anomie](#)

[Partisans](#)

[Violence chaude](#)

[Violence froide](#)

[Dictature](#)

[3 - Guerre contre les civils](#)

[Anéantir](#)

[Bombarder](#)

[Déraciner](#)

[4 - Juger l'ennemi](#)

[Debellatio](#)

[Justice politique](#)

[Épuration](#)

[Amnistie](#)

[SECONDE PARTIE - Cultures de guerre](#)

[5 - Éclatement](#)

[Préfigurations](#)

[Fièvre chauvine](#)

[Champ d'honneur et abattoir](#)

[6 - Imaginaires de la violence](#)

[Peur](#)

[Béhémoth](#)

[Jeunesse mâle](#)

[Allégories féminines](#)

[7 - La critique des armes](#)

[Les muses combattantes](#)

[Légalité et légitimité](#)

[« Relations dangereuses »](#)

Dilemmes éthiques

8 - Les antinomies de l'antifascisme

Lumières et anti-Lumières

Stalinisme

Holocauste

Remerciements

Bibliographie sélective

Crédits photographiques

DANS LA MÊME COLLECTION